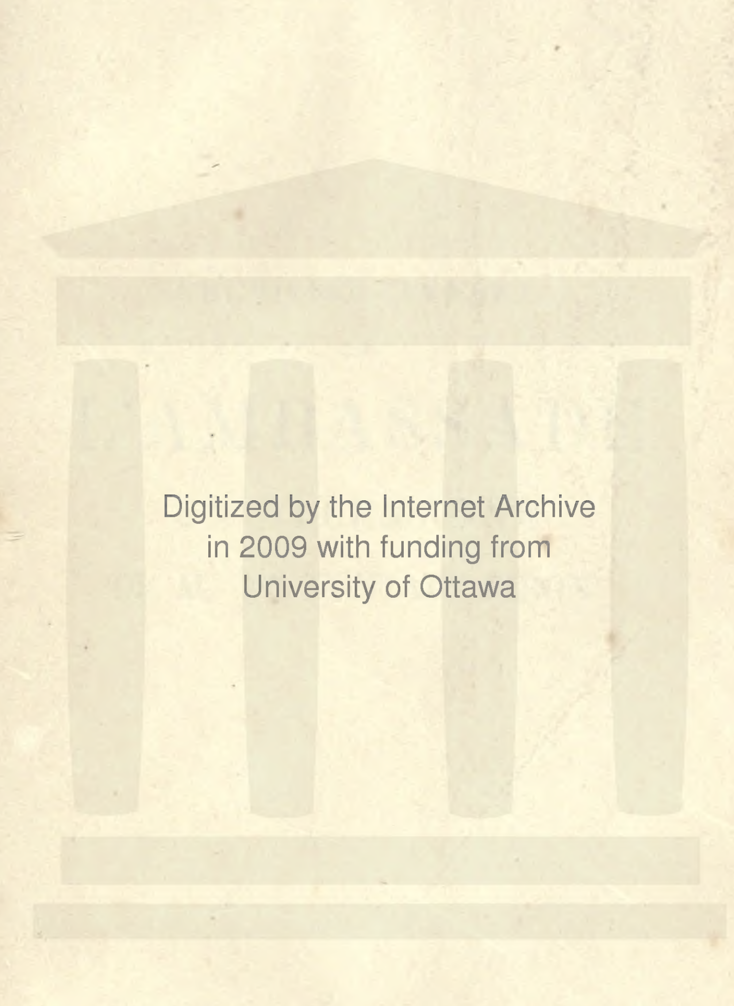

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00814214 3



DERNIÈRES ANNÉES

DE

L'AMBASSADE

EN ALLEMAGNE

DE M. DE GONTAUT-BIRON

DERNIÈRES ANNÉES

DE

L'AMBASSADE

EN ALLEMAGNE

DE M. DE GONTAUT-BIRON

1874-1877

d'après ses notes et papiers diplomatiques

PAR

ANDRÉ DREUX

ARCHIVISTE-PALÉOGRAPHE

Deuxième édition



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1907



AVANT-PROPOS

Le présent volume est destiné à faire suite aux Mémoires de M. de Gontaut, que nous avons publiés l'année dernière (1). Ces Mémoires, que l'auteur ne put achever, ne comprennent que le récit des deux premières années de son ambassade. A l'aide des nombreux documents laissés par lui, nous avons tenté de continuer l'œuvre dans la forme où il l'avait lui-même commencée.

Les documents se répartissent ainsi : notes au jour le jour, rédigées par M. de Gontaut sur des feuilles volantes; minutes ou copies au net d'un certain nombre des dépêches officielles qu'il envoie au ministre des affaires étrangères ; minutes ou copies au net des lettres personnelles qu'il écrit; originaux des lettres personnelles qu'il reçoit; copies d'un certain nombre des dépêches officielles écrites par le ministre à l'ambassadeur ; copies de documents officiels ou de lettres particulières communiqués par le ministre à M. de Gontaut pour son instruction personnelle.

(1) Vicomte DE GONTAUT-BIRON, *Mon Ambassade en Allemagne*, Paris, Plon-Nourrit, 1906, in-8°.

De ces documents divers, M. de Gontaut, dans ses Mémoires, avait fait un choix. Nous avons suivi son exemple. Outre les proportions considérables que menaçait de prendre une publication complète, elle risquait d'être en beaucoup d'endroits inutile, attendu que sous leurs différentes formes les documents se répètent souvent. Nous avons toujours retenu de préférence ceux qui, sur une question donnée, renfermaient le plus de faits intéressants. C'est, d'ordinaire, le cas des notes ou des lettres personnelles, où M. de Gontaut rapporte des détails qu'il n'a pas cru devoir insérer dans sa correspondance officielle.

M. de Gontaut, dans ses Mémoires, s'était imposé la tâche de grouper en divers chapitres les pièces choisies par lui, de les relier, de les commenter au besoin, de donner ainsi à son travail l'aspect d'une œuvre composée, où les documents constitueraient un récit suivi des événements. Si nous avons dû parfois, en publiant ces Mémoires, modifier la disposition primitive, multiplier les chapitres et préciser le plan, nous n'avons fait que leur donner la forme que leur souhaitait l'auteur et que son ouvrage inachevé indiquait déjà suffisamment.

C'est la méthode que nous avons également adoptée pour le présent volume. Nous avons cru pouvoir, sans trop leur faire violence, répartir les documents entre un certain nombre de chapitres et grouper les textes, parfois épars, qui se rapportaient à une même question. Nous avons, en outre, essayé de les placer, pour

ainsi dire, dans leur cadre historique, en esquissant de la situation générale, à tel ou tel moment, juste ce qu'il en fallait pour les mieux comprendre et les mieux apprécier. Nous avons voulu tracer ces quelques tableaux d'ensemble avec autant de concision et de discrétion que possible. Tout notre soin a été de mettre les textes en évidence et de les laisser parler eux-mêmes. C'est eux qui forment, comme on le verra, la partie la plus considérable et la plus importante de notre publication.

Lorsque, sur une question très controversée, l'alarme de 1875, nous sommes sorti de notre réserve pour proposer une conclusion, nous avons fourni au lecteur, en lui soumettant les pièces que nous avions sous les yeux, les moyens, si bon lui semble, de combattre cette conclusion. Nous ne croyons pas, pour notre part, qu'au printemps de 1875, le prince de Bismarck ait eu l'intention de nous attaquer ; mais nous pensons n'avoir omis, dans notre publication, aucun des témoignages de grande ou faible importance sur lesquels on pourrait s'appuyer pour démontrer les projets belliqueux du Chancelier. Il n'était que juste d'y joindre quelques apologies personnelles présentées par le prince de Bismarck dans ses discours, ses conversations ou ses Mémoires.

Des documents que nous reproduisons, la plus grande partie est complètement inédite. Un certain nombre sont déjà connus par extraits ou en substance, et notamment ceux qui se rapportent à la crise de 1875.

Cela tient à ce que les archives de M. de Gontaut ont été mises, une première fois, à la disposition de M. le duc de Broglie, qui en tira la matière d'un court volume paru en 1896 et intitulé : *la Mission de M. de Gontaut-Biron à Berlin*. Pour les deux premières années de cette mission, l'auteur s'était servi des Mémoires de l'ambassadeur, alors inédits, et, pour la suite, des papiers que nous avons nous-même exploités. Son ouvrage n'est pas une publication de textes, mais un récit fait d'après les textes. L'auteur y a seulement, de temps à autre, inséré des citations. C'est dire que notre travail est conçu dans un tout autre esprit, puisque les documents eux-mêmes y tiennent au contraire la première place.

Beaucoup de ces documents se trouvent à l'état de copies dans une collection privée où M. Hanotaux a pu les consulter. C'est en les utilisant qu'il a écrit, au tome III de son *Histoire de la France contemporaine*, son admirable récit de l'alerte de 1875. On y rencontre de nouveaux extraits et des détails qui ne figurent pas dans l'ouvrage du duc de Broglie. On les retrouvera, avec plus de développements, dans les chapitres que nous avons consacrés au même incident (1).

En présence de documents tels que ceux qu'on va lire, qui traitent d'événements si graves et touchent à

(1) On a déjà beaucoup écrit sur la crise de 1875. Nous mentionnons seulement ici les deux auteurs qui se sont directement inspirés des documents, tant privés qu'officiels, que nous avons eus nous-même entre les mains.

des ressentiments mal éteints, une importante question se pose, celle de la confiance qu'il convient de leur attribuer au point de vue historique.

Il nous semble que la réponse tient presque tout entière dans l'opinion qu'on se fait du principal auteur de ces notes et de ces correspondances, c'est-à-dire de M. de Gontaut lui-même. On nous pardonnera donc de dire et même de répéter à cette place, ce qu'une longue pratique des documents laissés par l'ambassadeur et notamment de ce journal intime où, sans y songer, il se dépeint si souvent lui-même, nous a conduit à penser de sa personne, de ses qualités d'esprit et de son caractère.

Nous ne prétendons pas établir sur ces documents des certitudes absolues, des évidences, que la vérité historique ne comporte guère. Cela serait même contraire aux méthodes circonspectes de M. de Gontaut, qui ne présente jamais les renseignements qu'il donne, les paroles qu'il cite, les observations qu'il a pu faire, que comme des « indications », des symptômes, une matière à conjectures, un faisceau de probabilités et rien de plus. Mais dans l'ordre des vérités approximatives que des documents historiques permettent d'atteindre, nous croyons pouvoir dire qu'il n'est pas d'informateur plus exact et plus sûr que M. de Gontaut.

La valeur de son témoignage vient d'abord de son sang-froid, qualité nécessaire à tout diplomate, mais particulièrement indispensable à l'homme qui représentait la France à Berlin, au lendemain de ses désastres.

Lord Odo Russell, ambassadeur d'Angleterre en Allemagne, disait, au mois de juillet 1877, après un séjour à Paris : « Ce qui m'a frappé en France, c'est qu'on y redoute une attaque subite de l'Allemagne. Ici, en Allemagne, on est inquiet des projets de revanche de la France. C'est là une double erreur réciproque. »

Nous ne rechercherons pas, en ce moment, si le prince de Bismarck n'était pas infiniment plus responsable, par son attitude agressive, de cette « erreur », que le gouvernement français, dont les documents laissés par M. de Gontaut révèlent une politique si constamment prudente et conciliante; nous nous bornons à constater le fait. Ces mêmes documents, en effet, corroborent l'affirmation de Lord Odo Russell. Des deux côtés de la frontière, on est toujours plus ou moins sur le qui-vive et ce sentiment d'inquiétude réciproque explique, en grande partie, la nature des relations qui règnent alors entre la France et l'Allemagne.

On conçoit, dans de pareilles conditions, combien il était important pour la France d'avoir comme représentant à Berlin un homme de sang-froid, qui ne risquât pas, par des alarmes exagérées et précipitées, de grossir le moindre incident et d'accroître le péril. M. de Gontaut fut au suprême degré cet homme-là. Nous voyons, dans ses conversations avec le prince Gortchakoff, que celui-ci l'en loue comme d'une qualité précieuse, qu'il souhaiterait même amicalement de

constater au même degré chez tous les diplomates français.

Mais, utile comme elle l'est dans nos relations avec l'Allemagne, elle préserve en outre sa correspondance de ces exagérations ou de ces erreurs que produirait aisément une imagination inquiète et surexcitée. La peur rend crédule ; elle accepte sans discernement tous les témoignages et s'applique de préférence à ceux qui sont de nature à l'accroître elle-même. M. de Gontaut ne s'affole jamais. Certes, il est toujours sur ses gardes ; il recommande sans cesse à son gouvernement la prudence et pratique lui-même à l'égard de l'Allemagne une vigilance constante. Il partage au sujet du « sphinx », comme il appelle le Chancelier, les défiances générales ; il reste soucieux pour l'avenir ; mais il ne signale jamais un danger pressant. Il n'écrit pas de dépêches sensationnelles : même au plus fort de la crise de 1875, on le voit hésiter entre les symptômes alarmants et les motifs de se rassurer.

Informateur toujours en éveil, mais toujours calme, il a, de plus, le souci presque méticuleux de l'exactitude. Nous avons pu constater, bien des fois, le soin qu'il met à rapporter fidèlement et complètement ce qu'il a vu ou entendu. D'ordinaire, il le consigne dans ses notes, et le même jour, au plus tard le lendemain. Ces notes lui servent ensuite à établir ses dépêches officielles et sa correspondance particulière. Elles portent la trace des nombreux interrogatoires qu'il fait subir à

sa mémoire et d'où sortent de nouveaux détails ajoutés après coup, de ses efforts pour trouver l'expression qui rendra le mieux la pensée, sans exagération, mais aussi sans atténuation. On sent qu'à cette heure où les rapports entre la France et l'Allemagne sont si délicats, si instables, où le moindre malentendu est gros de conséquences, l'ambassadeur a conscience des responsabilités qu'il encourt en essayant d'éclairer son gouvernement sur les dispositions de nos vainqueurs. De là ses constants efforts pour éviter des erreurs funestes.

Le respect de la vérité, quelle qu'elle soit, fait d'ailleurs partie de sa nature si foncièrement sincère et loyale. Au témoignage de l'empereur Guillaume lui-même, sa confiance en M. de Gontaut est telle que lorsque celui-ci lui affirme une chose, le souverain se déclare satisfait, parce qu'elle doit être vraie. Rien de plus mérité que cet hommage rendu par l'empereur d'Allemagne, en ces jours de défiances réciproques, à la droiture du représentant de la France. Nul intérêt, nulle vanité personnelle, nul préjugé de parti n'altèrent en ce parfait honnête homme le sentiment et le goût du vrai. Il n'ira pas créer des périls imaginaires pour étaler ensuite le mérite qu'il aurait eu à les écarter. S'il est en lui un penchant contre lequel il faille se tenir un peu en garde, c'est au contraire cette modestie qui l'empêche parfois de se rendre justice et de mettre en évidence le rôle qu'il a pu jouer dans tel ou tel événement.

C'est le seul cas où la vérité simple et entière puisse avoir à souffrir avec M. de Gontaut.

Notons enfin que par sa situation, non seulement officielle mais personnelle, il est à même de recueillir des informations abondantes et de les puiser aux meilleures sources. Cela tient aux relations excellentes et parfois intimes que lui valent à la cour et dans la haute société berlinoise ses alliances de famille, sa bonne grâce de grand seigneur, son tact exquis et la sûreté de son commerce. Il n'est, d'ailleurs, pas à craindre que ses renseignements n'aient d'autre valeur que celles de propos mondains entendus dans les salons. Il sait peser les témoignages et discerner dans tout ce qu'il voit ou ce qu'il écoute ce qui mérite seul d'être retenu. Au nombre de ses informateurs habituels figurent des diplomates comme l'ambassadeur d'Angleterre ou le ministre de Belgique, le baron de Nothomb, gens d'expérience, sérieux et sûrs. Lorsqu'il rapporte une confidence importante, il n'omet jamais de mentionner la personne qui la lui a faite et les raisons qu'il a de la croire bien renseignée.

Ce sont toutes ces causes ensemble qui font de la correspondance de M. de Gontaut et de ses notes intimes des documents d'une si grande valeur historique.

En présentant au public ses Mémoires, nous disions avec quel désintéressement ce bon serviteur de la France avait accepté, sans aucune expérience antérieure de la

vie diplomatique, la mission de représenter à Berlin son pays vaincu. Ce nouveau volume montrera, plus éloquemment encore que le premier, les difficultés et les amertumes inséparables de sa tâche. On y verra les traitements que, depuis le printemps de 1875, M. de Gontaut eut à subir de la part du Chancelier. Nous ne voulons pourtant pas les signaler sans leur opposer l'excellent et affectueux accueil que M. de Gontaut ne cessa de rencontrer chez les membres de la famille impériale. Il serait injuste de les passer sous silence. Sans doute, le prince de Bismarck domine la scène à Berlin de toute son impérieuse personnalité; mais ce n'est pas une raison pour ignorer ceux qui, au second plan, dans l'ombre de cette dure et sarcastique figure, s'efforcent d'adoucir à l'ambassadeur de France les humiliations et les tristesses. Un mot, un geste discret de sympathie peuvent beaucoup, à certaines heures, pour amollir et détendre une sensibilité frémissante et contractée. Il est des égards et des attentions délicates dont les circonstances doublent le prix. C'est pourquoi, lorsque la rancune tenace du Chancelier a enfin obtenu le rappel de l'ambassadeur, ce n'est pas l'amertume qui domine dans les souvenirs que ce dernier emporte de son long séjour. La famille impériale et le représentant de la France se quittent à regret. Le vieil Empereur ne peut retenir ses larmes en parlant à M. de Gontaut de ce départ qui l'afflige. Quand tous deux se retrouvent l'un devant l'autre pour la remise solennelle

des lettres de rappel, le protocole lui-même perd ses droits ; l'émotion les étreint si fort que l'ambassadeur reste un instant sans pouvoir parler ; puis il remercie le souverain des marques de bonté qu'il n'a cessé de recevoir de lui, et celui-ci répond sur un ton de simplicité touchante :

« Le prédécesseur de M. le Président actuel de la République a été bien inspiré en vous choisissant pour renouer les relations entre les deux pays séparés pour un temps par des événements si graves. Vous avez pleinement réussi dans cette œuvre, et je tiens à vous le dire *officiellement*... Je vous regrette beaucoup. Je conserverai de vous le meilleur souvenir et vous ne m'oublierez pas, j'espère... »

Nous souhaitons que le lecteur du présent volume ratifie le jugement de l'empereur d'Allemagne et qu'il apprécie comme celui-ci toutes les qualités mises en œuvre par M. de Gontaut pour réussir dans une des tâches les plus délicates qu'un homme ait jamais pu entreprendre par dévouement à son pays (1).

(1) Tous les documents que nous reproduisons sont extraits, sauf indication contraire insérée dans le texte ou mise en note, des archives de M. de Gontaut. Cet avertissement général nous dispense d'en mentionner à chaque fois la provenance.

Nous avons réuni dans un Appendice quelques pièces qui nous paraissaient offrir quelque intérêt et que nous ne pouvions faire entrer dans le texte. Ce n'est pas à proprement parler un recueil de pièces justificatives, car beaucoup d'entre elles sont étrangères aux questions traitées dans le cours du volume.

DERNIÈRES ANNÉES

DE

L'AMBASSADE EN ALLEMAGNE

DE M. DE GONTAUT-BIRON

(1874-1877)

CHAPITRE PREMIER

L'INCIDENT DES MANDEMENTS ÉPISCOPAUX

La situation politique et religieuse en Allemagne. — Certains évêques français critiquent le *Kulturkampf* en leurs mandements. — M. de Gontaut signale les mauvaises dispositions du prince de Bismarck et conseille la prudence. — Circulaire du ministre des cultes aux évêques les invitant à modérer leur langage. — Le gouvernement allemand paraît d'abord s'en contenter. — Long entretien de M. de Gontaut et du prince de Bismarck : celui-ci demande des poursuites judiciaires contre les évêques. — Réponse dilatoire du duc Decazes. — Les élections au Reichstag : succès des catholiques. — Suspension de l'*Univers* pour deux mois. — Discours du duc Decazes à l'Assemblée nationale sur les rapports de la France et de l'Italie. — Après de nouvelles insistances pour obtenir des poursuites, l'Allemagne laisse subitement tomber l'incident. — Symptômes d'apaisement. — Une confidence du prince Gortchakoff au général Le Flô. — Réaction générale en Europe contre la politique autoritaire du prince de Bismarck. — Lettre de la reine Victoria à l'empereur Guillaume. — Voyage de M. de Gontaut à Saint-Pétersbourg : ses entretiens avec le prince Gortchakoff, le Tsar, le baron de Jomini, la grande-duchesse Marie ; ses impressions et conclusions. — Déclarations du prince de Bismarck au prince

Orloff : guerre morale à la France. — Lettre du duc Decazes à M. de Gontaut : son attitude envers le Chancelier. — Aggravation du conflit religieux en Allemagne.

Le récit laissé par M. de Gontaut des deux premières années de son ambassade, et récemment publié, exposait, dans un dernier chapitre, les tentatives de restauration monarchique en France, les diverses impressions, dominées par la défiance, qu'elles avaient produites en Allemagne, leur échec et la prorogation pour sept ans des pouvoirs du Maréchal. M. de Gontaut avait voulu venir à Paris pour contribuer par son vote à cette prorogation. La notification en avait été faite, en son absence, par le premier secrétaire de l'ambassade au gouvernement allemand, sans aucune des difficultés que ce dernier avait soulevées pour celle de l'élection du Maréchal. Un nouveau ministère avait été constitué : le duc de Broglie, qui en restait le chef, cédait au duc Decazes le portefeuille des affaires étrangères et prenait celui de l'intérieur. Peu de jours après, le 2 décembre 1873, M. de Gontaut regagnait son poste à Berlin.

Il constatait tout d'abord et signalait au duc Decazes une certaine détente dans les sentiments de l'Allemagne à notre endroit. Il était évident que l'échec de la monarchie ne lui avait pas déplu et qu'elle s'arrangeait mieux du système inauguré par le vote qui prorogeait les pouvoirs du Maréchal. M. de Gontaut vantait à son ministre la courtoisie et même la bienveillance du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. de Bülow. Une violation de territoire ayant été commise, non loin de Metz, par des soldats allemands, celui-ci se montrait tout disposé à nous donner la satisfaction à laquelle nous pouvions avoir droit.

Néanmoins, cette accalmie ne devait pas être de longue durée. Les préoccupations très vives que causait, en ce moment, au prince de Bismarck sa propre politique intérieure,

devaient avoir sur nos relations avec l'Allemagne un fâcheux contre-coup. Ces préoccupations se rapportaient à deux objets : la lutte de plus en plus violente entreprise contre le clergé catholique dont la résistance allait augmentant, l'adoption par le nouveau Reichstag, qui devait être élu le 10 janvier prochain, d'un projet de loi militaire, auquel l'Empereur et le maréchal de Moltke attachaient une grande importance, mais qu'on s'attendait à voir soulever, au Parlement, une opposition très vive et peut-être insurmontable.

Ce projet, qui établissait et fixait une fois pour toutes à 401,600 hommes l'effectif des troupes allemandes en temps de paix, ne tendait à rien moins qu'à dépouiller le Reichstag d'une des plus importantes prérogatives attachées en tout pays au régime représentatif, celle de voter annuellement le budget militaire. Toujours effrayés, ou se disant tels, de la réorganisation de l'armée française et de nos prétendus desseins de revanche, l'Empereur et les chefs de son armée désiraient soustraire aux fluctuations des majorités et assurer à tout jamais dans l'avenir le contingent de troupes qu'ils croyaient indispensable pour nous tenir en respect. Pour triompher des hésitations ou des répugnances qui allaient se produire dans le Reichstag, il était donc opportun de laisser apparaître une tension dans les rapports entre la France et l'Allemagne et de maintenir présente aux esprits la crainte d'une rupture toujours possible. Contre un danger de guerre tout proche ou sans cesse menaçant, une armée forte semblerait plus nécessaire. C'est à faire naître ce danger, ou plutôt à y faire croire, que servirait un incident diplomatique habilement suscité et entretenu.

Outre ce projet de loi militaire, l'attention du Chancelier était de plus en plus absorbée par la question religieuse. Engagée depuis deux ans déjà contre l'Eglise catholique dans une guerre à outrance, dont on ne pouvait prévoir la

fin, sa nature impérieuse se heurtait à des volontés aussi déterminées que la sienne. Les dernières lois de mai 1873, votées par les Chambres prussiennes, avaient soulevé dans le clergé catholique allemand d'unanimes protestations. Entre autres dispositions vexatoires, elles prétendaient réglementer l'instruction préalable des candidats aux fonctions ecclésiastiques et ordonnaient qu'ils eussent étudié et subi des examens dans une université de l'Etat. Elles obligeaient, en outre, les supérieurs hiérarchiques à notifier les nominations faites par eux au président de la province qui pouvait, dans un délai de trente jours, y faire opposition. Elles instituaient un tribunal royal des affaires ecclésiastiques qui recevait, au nombre de ses attributions, le droit de destituer les évêques ou les prêtres coupables d'avoir contrevenu aux lois de l'Etat.

Non content de toutes ces mesures, le Chancelier se préparait à présenter un nouveau projet au Reichstag, qui punissait de la perte de leur nationalité et du bannissement les membres du clergé convaincus d'exercer illégalement leurs fonctions, et déclarait que ces condamnations, prononcées par un des Etats confédérés, seraient applicables sur tout le territoire de l'empire allemand. C'était les poursuivre hors de Prusse, jusqu'aux limites de cet empire. En même temps, le prince de Bismarck allait saisir les Chambres prussiennes d'autres propositions : obligation imposée aux évêques nouvellement nommés de prêter serment d'obéissance aux lois de l'Etat, et, par conséquent, à celles-là mêmes qui avaient été portées contre l'Eglise catholique; nomination des curés par les paroissiens dans les diocèses dont l'évêque est banni et dont le chapitre a refusé d'élire un vicaire capitulaire, etc., etc.

Ces divers actes n'avaient pas seulement pour effet de provoquer dans les rangs de l'épiscopat une inflexible résistance; ils resserraient, en outre, en un groupe plus compact, dans les Chambres prussiennes et au Reichstag, le parti

catholique que les prochaines élections allaient renvoyer à cette dernière assemblée accru de trente à quarante voix et formant une centaine de membres. La lutte était donc loin de tourner à l'avantage du Chancelier, qui y mettait toute l'âpreté de son tempérament despotique. Certains de ses partisans eux-mêmes pensaient qu'il s'était embarqué dans une périlleuse aventure et regrettaient son manque de sang-froid. On conçoit que dans de pareilles circonstances il supportât impatiemment tout ce qui pouvait ressembler à un encouragement donné aux catholiques d'Allemagne. C'est cet encouragement que certains évêques de France, en des adresses ou des mandements rendus publics, leur avaient, très naturellement et très logiquement sans doute, mais imprudemment apporté.

Dans le courant du mois de novembre, les évêques de la province de Bourges, réunis en synode, avaient envoyé à ceux d'Allemagne une adresse dans laquelle ils les remerciaient du bel exemple donné par leur intrépide attitude. Vers le même temps paraissait une encyclique de Pie IX protestant contre la politique religieuse du prince de Bismarck. Une dizaine d'évêques s'étaient associés, en leurs mandements, à cette protestation. Mais deux d'entre eux l'avaient fait en des termes agressifs qui avaient été particulièrement remarqués. C'était Mgr Freppel, évêque d'Angers, et Mgr Plantier, évêque de Nîmes. Le premier montrait, en Prusse, « les ordres religieux poursuivis et traqués sans trêve ni merci; les évêques dépouillés du pouvoir le plus essentiel de leur charge, celui de nommer les pasteurs des âmes; des fonctionnaires s'arrogeant le droit de réglementer l'éducation des clercs, et, comme pour ajouter le ridicule à l'odieux, une secte minime (c'étaient les vieux-catholiques) patronnée par l'État prussien... » L'évêque de Nîmes, après avoir rappelé le souvenir d'autres persécuteurs de l'Eglise catholique, ajoutait : « L'Allemagne de Bismarck a voulu continuer cette tradition de bassesse et d'immo-

ralité. Ah! les nobles évêques de Posen, de Cologne, de Paderborn, d'Ermeland et d'autres encore ne veulent pas marcher avec le pape de Berlin : eh bien, l'on se passera d'eux... » Le clergé vieux-catholique était appelé « une poignée de prêtres marqués au front du signe de la brute ou de celui de la rébellion, peut-être de l'un et l'autre ensemble ». L'auteur parlait encore de la « voracité hideuse avec laquelle l'Italie vient de se jeter sur le patrimoine de l'Eglise et de ses congrégations religieuses ». Ce langage violent était reproduit par l'*Univers* avec les commentaires les plus élogieux (1).

Outre que le prince de Bismarck devait être particulièrement irrité par toutes les marques de sympathie que les catholiques d'Allemagne pouvaient recevoir des pays étrangers, ces mandements épiscopaux lui fournissaient au bon moment le prétexte à récriminations contre la France, dont il avait besoin pour enlever au futur Reichstag le vote de la loi militaire. Il avait donc double raison de s'en montrer mécontent et de réclamer satisfaction. Nous allons voir qu'il ne s'en fit pas faute et qu'il sut jouer à merveille de cet incident.

Dans une lettre particulière datée du 26 décembre et adressée au duc Decazes, M. de Gontaut dépeignait les mauvaises dispositions de l'Allemagne et annonçait l'approche de l'orage :

(1) Une manifestation très respectable, mais non moins imprudente, inspirée cette fois par le patriotisme plus que par le sentiment religieux, s'était déjà produite au mois d'août précédent. L'évêque de Nancy avait invité, dans un mandement, les fidèles de son diocèse à prier pour la réunion à la France des provinces perdues. Pour s'exprimer à mots couverts et sans violence, la pensée n'en était pas moins claire. Le fait était d'autant plus grave que le diocèse de Nancy enfermait encore dans sa circonscription un certain nombre de paroisses qui avaient été annexées et que le mandement y avait été également lu du haut de la chaire. Le Chancelier se plaignit et notre ministre des cultes dut adresser un blâme à l'évêque.

« Mon cher ami,

« Je vous écrivais, dans ma dépêche du 16 courant, que le ton de la presse allemande s'était radouci à notre égard, depuis un mois environ, et que pourtant il ne fallait pas s'y fier. Cette réserve n'est que trop justifiée par les faits actuels. Les journaux allemands recommencent une campagne contre nous; la date en remonte à la condamnation du maréchal Bazaine (1). Les revues aussi bien que la presse périodique nous sont redevenues fort hostiles. J'ajoute que la reprise des hostilités me paraît coïncider avec le retour du prince de Bismarck à Berlin. C'est toujours le même thème, quelque peu fondé qu'il soit : nos armements, notre *volonté* persévérante de prendre notre *revanche*, notre ingérence dans les querelles religieuses du monde entier. Il vous est bien connu déjà : votre lettre du 16 me le prouve. La réponse, parfaite en tous points, que vous avez faite au comte d'Arnim, le langage que je ne cesse de tenir ici, tout devrait calmer les susceptibilités les plus ombrageuses, dissiper les aveuglements les plus incurables. Si nous ne réussissons pas, c'est donc que les terreurs sont bien plus affichées que réelles; et voilà ce qui m'inquiète. L'écho des pensées du gouvernement allemand et des conséquences qu'il est tout disposé à en tirer me revient par d'autres voies que la presse. Par une circonstance fortuite, j'ai eu connaissance, il y a deux jours, d'un propos grave, belliqueux, tenu par le maréchal de Moltke au frère du roi de Saxe, en prévision d'événements *prochains*, motivés, il est vrai, disait-il, par nos préparatifs de revanche. Je vous prie de garder pour vous cette confidence très secrète, mais certaine, qui m'a été faite.

(1) La condamnation du maréchal à la peine de mort avec dégradation militaire venait d'être prononcée le 10 décembre et commuée, le lendemain, en vingt années de détention avec dispense des formalités de la dégradation.

« J'ignore si M. de Broglie vous a raconté une conversation qu'il a eue, le 3 ou le 4 septembre, avec Orloff (1). Tout n'était pas également sérieux dans cet entretien; mais lorsqu'il lui a dit les mots suivants en parlant de Bismarck : « Ce qui est le plus singulier, c'est que connais-« sant, comme il le fait assurément, l'état de votre armée « (très belle assurément pour le peu de temps que vous « avez mis à la reconstituer, mais encore très imparfaite, « vous le savez), ayant sur tous les points de la France des « officiers prussiens en campagne pour le tenir au courant « de ce qui se passe dans vos régiments, *il affecte de croire « que vous êtes sur le pied de guerre* et prêts à fondre sur « l'Allemagne avec une force redoutable », cette fois, dis-je, il était très sérieux. Ce qui le prouverait au besoin, c'est que d'Arnim ne m'a pas caché ces mêmes préoccupations chez le Chancelier, et j'ai rapporté dans le temps à Albert de Broglie que le Roi avait dit à Bade : « La France réorga-« nise son armée sur un pied excellent; dans deux ans elle « sera prête et nous fera la guerre. » Je suis sûr de ce propos.

« Toutefois, je dois mentionner une raison qui tendrait à diminuer notablement la portée des menaces du gouvernement allemand contre nous : les élections pour le nouveau Reichstag auront lieu le 10 janvier; de toutes parts on s'y prépare; la lutte sera vive. Le gouvernement l'emportera certainement; mais l'opposition catholique sera vraisemblablement représentée par une minorité très respectable. Les questions religieuses tiendront le premier rang dans le nouveau Parlement; mais il en est une autre qui n'est guère placée au-dessous de celles-là dans les préoccupations du gouvernement, je veux parler du vote du budget militaire. L'Empereur et le maréchal de Moltke y attachent

(1) Le prince Orloff, ambassadeur de Russie à Paris. Cf. Vicomte de Gontaut-Biron, *Mon Ambassade en Allemagne*, pp. 388-391.

une importance capitale. Présenté au mois de juin dernier au Reichstag, il fut retiré un peu après, au moins ajourné, dans la crainte de le voir rejeté ou très amendé par les députés, peut-être aussi parce que, le mouvement électoral se définissant déjà, les députés n'y eussent pas apporté l'attention nécessaire. Mais aujourd'hui on le représentera au nouveau Reichstag, aussitôt son installation, et on désire ardemment son adoption. Il est donc probable qu'en vue d'obtenir des élections *anti-ultramontaines* ainsi que le vote de la loi militaire, le gouvernement, secondé par la presse officieuse, s'applique à effrayer l'Allemagne des projets de revanche comme des tendances cléricales de la France. Je ne dis pas que cette raison suffise à expliquer le mouvement d'opinion que l'on exploite contre la France; mais elle a sa valeur et peut contribuer à calmer nos inquiétudes. J'ajoute que l'un de mes collègues, l'ambassadeur d'Autriche, me l'a fait valoir ce matin même.

« Quoi qu'il en soit, il faut être sur ses gardes. La plus grande réserve est nécessaire, je ne dis pas seulement dans vos actes, votre sagesse et votre expérience étant de nature à donner toute sécurité, mais dans le langage et l'attitude de tout le monde. Je ne me dissimule pas qu'on ne peut s'y attendre de la part de *tout le monde*. Mais, suivant moi, il *faut* l'obtenir de la *presse* avant tout et vous en avez les moyens. Avant-hier, les *Débats* et le *Français* parlaient de M. de Bismarck en termes vrais, mais blessants; il convient de s'abstenir de pareilles appréciations qui ne mènent à rien, après tout. Il serait bien utile également de persuader aux évêques que leurs objurgations très sincères, très motivées, contre l'Allemagne, ne tendent qu'à nous susciter beaucoup d'embarras, *non moins qu'à nuire beaucoup aux élections des catholiques allemands*. Ici, rien de ce qui s'écrit chez nous n'échappe à l'attention. D'autres que des Prussiens m'ont déjà signalé le *langage fâcheux* de Mgr l'évêque d'Angers. Encore une fois, du moment qu'il est prouvé que

les évêques ne peuvent obtenir le résultat désiré par eux, à quoi bon parler?

« Ne pourrait-on enfin parler un peu moins souvent et un peu moins haut des expériences d'armes, de canons, de formation de corps d'armée, en un mot de tous les éléments de notre réorganisation militaire? N'en point trop parler ne signifie pas pour le gouvernement ne point s'en occuper. Loin de là, je considère comme une chose de la plus haute importance que des discussions et des mots la réorganisation militaire passe à une pratique réelle. Nous n'avons ni le dessein ni l'intention d'attaquer qui que ce soit, c'est certain; mais nous pouvons être attaqués. A quel moment? Personne ne peut le dire; peut-être ne le serons-nous pas avant un an, peut-être même ne le serons-nous pas du tout; mais certainement la possibilité d'avoir à nous défendre n'est pas une vaine supposition, et il faut, autant que possible, nous mettre en mesure de repousser les attaques au moment imprévu où elles se produiront. Faisons donc, mon cher ami, tous nos efforts pour prévenir les catastrophes, pour déjouer même, s'il est possible, les desseins hostiles. En ne négligeant rien, en nous armant d'une grande et persévérante patience, en restant corrects dans tous nos actes, en nous renfermant dans nos affaires intérieures, si graves déjà par elles-mêmes, nous n'aurons du moins rien à nous reprocher. La Providence ne nous abandonnera pas, espérons-le, et l'opinion de l'Europe sera avec nous.

« Au sujet de l'opinion de l'Europe, permettez-moi de vous rappeler la conversation qu'a eue Chaudordy cet été avec le prince Gortchakoff. Vous connaissez certainement les instructions que le duc de Broglie lui avait données : « Insister particulièrement sur ce point que ne méditant « d'apporter aucun trouble en Europe, ne cherchant aucune « revanche, ni matérielle en Alsace-Lorraine, ni morale en « Italie, ne demandant qu'à nous refaire et à nous recueillir,

« nous avions droit aux bons offices et à la sympathie de « toute l'Europe, si on venait interrompre ce travail paci- « fique de régénération intérieure, en nous cherchant quelque « mauvaise querelle. » Chaudordy aurait trouvé le prince, vous le savez aussi, dans les *meilleures dispositions* et la conclusion de son entretien aurait été qu'à son passage à Berlin, le chancelier russe s'expliquerait très nettement avec le prince de Bismarck et lui ferait entendre qu'il ne pouvait compter, dans une agression sans motif, sur le concours de personne. Que sont devenues ces bonnes dispositions de Gortchakoff? Je n'en sais rien au juste. Je sais seulement qu'il n'a pas vu Bismarck à son passage à Berlin; il n'a pas eu d'audience non plus de l'Empereur déjà malade; mais il aurait vu, d'après ce que m'a rapporté Bartholdi (1), le prince royal. A-t-il pu avoir une explication satisfaisante avec lui? Ne vous semblerait-il pas très utile que Le Flô (2) au moins reprît avec le prince Gortchakoff la conversation tenue déjà entre Chaudordy et lui? Le Flô est ami, dit-on, de l'Empereur et du chancelier; il peut donc très bien aborder avec eux ce sujet. Je vous ai dit que je désirerais, si vous m'y autorisiez, aller voir cet hiver Pétersbourg que je ne connais pas, et y passer sept ou huit jours. Si vous jugez à propos que je voie en même temps le prince Gortchakoff, je suis à vos ordres.

« J'ai trouvé Bartholdi, à son passage ici, un peu ému de l'aveu que le prince Gortchakoff venait de faire à Le Flô de l'accord fait définitivement entre les trois empires et l'Italie, *pour assurer la paix de l'Europe* (3). Je ne savais pas au juste l'étendue qu'avait prise cet accord, je n'en connaissais pas et je n'en connais pas encore toute la portée; mais je n'ignorais pas que, lors du voyage de l'empereur Guil-

(1) Ex-premier secrétaire de l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg et tout récemment promu à un autre poste.

(2) Le général Le Flô, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

(3) Sur cette confidence du prince Gortchakoff, voir plus bas, p. 37.

laume à Vienne, des conférences entre les deux empereurs et leurs premiers ministres avaient eu pour résultat *d'assurer l'entente* au moins entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie et leur union pour le cas où la France voudrait faire la guerre. Je l'avais appris par un haut personnage de la cour de Berlin qui a beaucoup de bontés pour moi et qui m'en avait fait la confidence sous le sceau du secret (1). Je l'ai mandé à de Broglie dans une lettre particulière du 28 octobre...

« Le fait est grave, et il vient puissamment à l'appui de la grande réserve dans laquelle nous devons nous tenir. M. de Bismarck continue inflexiblement sa politique d'isolement à l'égard de la France. Par son habileté, par son prestige, par la force militaire dont l'Allemagne dispose, il impose son alliance à presque toute l'Europe continentale, et je ne serais pas étonné qu'il tentât de faire entrer l'Angleterre dans cette ligue contre la France. Ses relations avec Lord Odo Russell (2) ont le caractère d'une assez grande intimité; mais je ne puis rien vous dire de précis à cet égard. Vos conversations avec Lord Lyons (3) peuvent vous en apprendre davantage...

« Je ne veux pas finir sans vous dire deux mots de nos affaires intérieures. Je reçois des lettres qui ne me satisfont pas. « Tout le monde, me dit-on, sent la nécessité d'une politique énergique, mais aucun de ceux qui pourraient en prendre l'initiative ne le fait. » On accuse le ministère de manquer de résolution. Il m'est difficile d'en juger exactement d'ici; mais permettez-moi de vous rappeler que, sortis du mouvement du 19 novembre (4), vous serez soutenus

(1) Ce personnage était le comte de Redern, grand chambellan de l'empereur d'Allemagne. Cf. Vicomte DE GONTAUT-BIRON, *Mon Ambassade en Allemagne*, p. 415.

(2) Ambassadeur d'Angleterre à Berlin.

(3) Ambassadeur d'Angleterre à Paris.

(4) Date à laquelle l'Assemblée vota la prorogation des pouvoirs du Maréchal.

par le pays si vous déployez une grande énergie. Vous voyez avec quelle sévérité on nous juge en pays étranger. Après avoir renversé M. Thiers il faut absolument que nous sauvions *l'ordre*. C'est ainsi que nous pourrons acquérir de la durée et vous voyez que c'est là la garantie qu'on nous demande. Cela ne m'empêche pas assurément de reconnaître les difficultés de votre position et le dévouement dont vous avez fait preuve en l'acceptant...

« *P.-S.* — Un membre du corps diplomatique, quittant tout à fait Berlin pour un autre poste, a eu avant son départ une longue audience du prince de Bismarck. Ayant ensuite rencontré un des membres de mon ambassade (il est ami de la France), il lui a dit : « Il faut que vous soyez « bien prudents en France. Faites-y la plus grande atten- « tion. »

On voit par cette lettre que l'intempérance de langage des évêques n'aurait pu se manifester à un plus mauvais moment. Le gouvernement français sentit le péril, avant même que M. de Gontaut le lui eût signalé. Aussi décida-t-il de prendre les devants et d'offrir une satisfaction au Chancelier, sans lui laisser le temps de la réclamer ni de l'imposer. Le ministre des cultes invita donc les évêques, dans une circulaire en date du 26 décembre, à s'abstenir, par prudence et par patriotisme, d'apprécier et de condamner publiquement les actes des souverains étrangers, tandis que le duc Decazes jugeait bon d'aviser de cette mesure l'ambassadeur d'Allemagne, le comte d'Arnim.

« Il n'a pas relevé cette observation, écrivait-il le 2 janvier à M. de Gontaut, et j'ai passé outre, n'ayant pas grand goût pour y arrêter son esprit...

« Je n'ose considérer cet incident comme vidé... »

Averti par le télégraphe de l'envoi de cette circulaire, M. de Gontaut, prévoyant tout le parti que le Chancelier chercherait à tirer de l'incident et voulant le désarmer, se rendit immédiatement chez M. de Bülow pour le mettre au

courant de la mesure qu'avait prise le gouvernement français.

Voici en quels termes il rapportait, le 3 janvier, au duc Decazes sa conversation :

«... Bien que Votre Excellence ne m'eût pas donné d'instructions à cet égard, j'ai pensé qu'un entretien avec le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères serait utile pour calmer l'excitation produite au sein du gouvernement même par cet incident.

« Je lui ai demandé s'il avait été informé par M. d'Arnim que le gouvernement français, préoccupé de l'effet que pourraient produire à l'étranger les mandements de quelques-uns de nos évêques, avait spontanément pris le parti de leur adresser des observations en les invitant à une plus grande prudence pour l'avenir.

« M. de Bülow n'avait rien reçu du comte d'Arnim depuis une dizaine de jours, mais il avait appris par les journaux l'existence de la circulaire et il m'en a témoigné sa satisfaction.

« Nous sommes les premiers à blâmer les intempérances « de langage quand elles se produisent, lui ai-je dit; mais « notre gouvernement intervient rarement et ne se sert « guère des lois qui ont posé des limites à la liberté de « parole du clergé. Une grande liberté religieuse s'est peu à « peu introduite chez nous; elle offre parfois des inconvé- « nients, mais elle est, pour ainsi dire, entrée dans nos « mœurs. Vous vous faites illusion, du reste, sur l'influence « de nos évêques dans le gouvernement; ils n'en ont aucune. « Comme j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire, les affaires « religieuses en Allemagne ont eu partout un retentissement « tel que tous les catholiques, abstraction faite de nationa- « lité, s'en occupent. Nous ne sommes pas les seuls, vous le « savez, qui nous y intéressions. En Angleterre, on a été « très vif à votre égard. Mgr Manning a blâmé publique- « ment et en termes très énergiques votre conduite vis-à-

« vis du clergé catholique, et cependant vous n'avez fait « aucune observation que je sache au gouvernement « anglais.

« C'est vrai, m'a répondu M. de Bülow; mais l'Angleterre « est un pays de religion mixte, où, par conséquent, l'ardeur « religieuse se comprend davantage et a beaucoup moins « d'inconvénients. De plus, les Anglais ne sont pas, comme « vous, nos voisins, et ce qui se passe chez eux a « moins de retentissement en Allemagne que ce qui se passe « chez vous. Vous avez, du reste, le moyen de sévir : le « *Journal des Débats* du 29 signalait quelques articles du « code pénal qui sont précisément destinés à réprimer les « excès de la presse et du langage épiscopal, même à l'égard « des gouvernements étrangers. »

« Je lui répétai que depuis longtemps ces lois étaient à peu près tombées en désuétude, mais que le gouvernement ne renonçait pas pour cela à modérer le langage des évêques dans ce qu'il pourrait avoir de blessant pour les puissances étrangères.

« Je vous suis reconnaissant, reprit M. de Bülow, de la « démarche que vous faites auprès de moi et je suis heureux « d'apprendre par votre bouche que votre gouvernement « blâme les mandements des évêques et s'efforce de modérer « leur langage. Du reste, nous avions déjà été rassurés sur « vos intentions par les déclarations que M. le ministre des « affaires étrangères avait faites, il y a quelques semaines, « au comte d'Arnim.

« ... Quand je me suis levé pour prendre congé de lui, M. de Bülow a encore repris : « Je suis bien aise que vous « soyez venu me voir et que nous ayons causé de ces ques- « tions. Puisque vous m'en avez parlé le premier, je vous « dirai franchement que nous étions préoccupés d'une ma- « nière particulière du langage de vos évêques. Vous savez « que l'animosité contre la France était déjà vive en Alle- « magne; l'augmenter par ces mandements, c'était pousser

« à l'extrême l'état d'excitation de nos populations protes-
« tantes. Je dois ajouter que la continuation de ces procédés
« aurait pu devenir le signal de *complications très graves*;
« mais nous sommes très satisfaits de l'initiative prise par
« votre gouvernement; elle nous rassure sur ses intentions.
« Je suis très heureux de tout ce que vous avez bien voulu
« me dire et je répéterai vos paroles au prince de Bis-
« marck. »

«...Mon impression, en sortant de cet entretien, monsieur le Duc, est, en premier lieu, que, depuis un mois, une grande préoccupation règne ici, dans les régions officielles, à l'égard de la France, et qu'elle aurait pu avoir des conséquences *très fâcheuses* (M. de Bülow y est revenu par deux fois); en second lieu, il me paraît certain qu'il a été très satisfait de l'initiative prise par notre gouvernement et de l'empressement que j'ai mis à lui en faire part. J'espère donc que cet incident est en voie d'apaisement; mais je crains qu'il n'ait laissé, dans l'esprit des hommes d'Etat allemands, des traces qu'une extrême prudence pourra seule effacer avec le temps.

« Il ne faut pourtant pas perdre de vue que M. de Bismarck a un intérêt très grand, au moment des élections pour le Reichstag, à surexciter le sentiment national et à tenir en haleine les sentiments d'animosité contre les catholiques et de crainte contre la revanche française. C'est là un point important à noter. Il est donc possible qu'une fois les élections accomplies et le budget de la guerre voté, cette animosité tombe d'elle-même, en partie du moins.

« En sortant du ministère des affaires étrangères, j'ai vu l'ambassadeur d'Angleterre. Il avait aussi remarqué qu'il régnait ici une vive irritation contre nous depuis la condamnation du maréchal Bazaine. Le parti militaire, en Prusse, ne nous pardonne pas, paraît-il, la publicité donnée pendant le procès à certains épisodes de la dernière guerre et notamment la divulgation de ce fait qu'à la bataille de

Saint-Privat, l'armée allemande était beaucoup plus nombreuse que la nôtre et que cependant il s'en était fallu de peu qu'elle ne fût battue. L'agitation causée par les mandements des évêques, venant s'ajouter à ce sentiment, produit une grande irritation. Lord Odo Russell ne doutait pas toutefois que la circulaire de M. de Fourtou ne produisît ici le meilleur effet et ne calmât beaucoup de susceptibilités... »

L'incident n'était pourtant pas terminé, car la question était reprise par M. de Bülow, sur l'ordre du prince de Bismarck, dans un nouvel entretien, le 5 janvier. « Il m'a demandé, télégraphiait l'ambassadeur, si le gouvernement français ne serait pas disposé à prendre officiellement quelques dispositions propres à arrêter le langage des évêques. J'ai répondu qu'une législation un peu tombée en désuétude rendait très difficile une répression sous la forme qu'il indiquait, mais que la circulaire écrite par le ministre des cultes était le meilleur moyen à employer, sauf à aviser plus tard, si ce moyen ne suffisait pas, ce qui n'est pas présumable... » Le lendemain, M. de Gontaut, ayant reçu le texte de la circulaire, en avait donné lecture à M. de Bülow. Celui-ci avait apprécié cette preuve « du bon vouloir du gouvernement français » et ajouté qu'il allait en rendre compte à l'Empereur qui s'en était préoccupé. « J'espère, disait en terminant l'ambassadeur, que cet incident n'aura pas d'autres suites. »

Cet espoir allait bientôt être détrompé. Le 13 janvier, sans que rien le pût faire prévoir, le Chancelier priait M. de Gontaut de venir chez lui et s'efforçait, dans un long entretien, d'obtenir du gouvernement français un nouvel acte qui désavouât plus explicitement que la circulaire l'attitude prise par quelques-uns de nos évêques. Présentées sous une forme courtoise et même conciliante, ses exigences n'en étaient pas moins précises et impérieuses. On en jugera par la dépêche où M. de Gontaut rendait compte au ministre de cette longue et intéressante conversation.

« ... En France, me dit le prince de Bismarck, comme « partout aujourd'hui dans le monde, le parti clérical « cherche à saisir la domination sur les Etats. Ici, nous « sommes en lutte ouverte avec lui, avec l'Eglise catholique « romaine. Le Pape, enivré de l'infaillibilité, a déclaré une « guerre sans merci aux droits de l'Etat. Nous avons devant « nous des résistances opiniâtres qui froissent la conscience « de notre souverain si sensible dans toutes les matières de « foi et de religion. Nous ne pouvons laisser les populations « catholiques allemandes subir passivement le joug d'une « puissance étrangère et appuyer leur résistance au pouvoir « civil sur des excitations venues de l'étranger. Dans l'état « de nos affaires intérieures, c'est pour nous une question « politique au premier chef. Les attaques des évêques « belges, anglais, autrichiens, de tous ces étrangers qu « reçoivent le mot d'ordre de Rome, ne nous sauraient « laisser indifférents, et nous songerons à nous en prémunir. « Celles qui nous viennent de France ont une gravité excep- « tionnelle, parce qu'elles agissent sur des ressentiments « mal éteints et parce qu'elles sont un encouragement à des « résistances dont nous voulons avoir raison à tout prix. « Ainsi, n'ai-je pas lu dans des journaux de Bavière qu'on « n'attendait que l'avènement du parti clérical en France « pour fortifier et organiser l'opposition catholique dans ce « pays? Que les évêques prennent le mot d'ordre à Rome « pour fomenter la révolte chez nos sujets, et que, à la « faveur des facilités qu'elles rencontrent, des attaques « incessantes partent de France contre la politique de l'em- « pire allemand, alors nous nous sentirons menacés. Ce sera « pour nous une question de sécurité; nous serons obligés « de vous faire la guerre. Nous ne sommes pas à la veille de « ces éventualités, s'empressa-t-il d'ajouter; vos ministres « ne sont pas des cléricaux; seulement, je crains qu'ils « n'aient pas assez de force contre les exigences de l'ultra- « montanisme. Comprenez-vous bien que toute la situation

« de l'Eglise catholique est changée depuis le concile du « Vatican? Les évêques ont cessé de s'appartenir à eux-« mêmes; ce sont les satellites, les instruments du Pape. « Avant le dogme, ils jouissaient d'une certaine liberté; je « les aurais comparés volontiers aux sénateurs romains sous « la République; aujourd'hui, ils sont déchus au rang des « sénateurs romains de l'Empire. Ils subissent en tout la « volonté du Pape, et un mot de Pie IX suffit à porter le « trouble dans tout le monde catholique. A la suite de la « dernière encyclique contre nous, une dizaine de vos « évêques ont lancé des mandements; les autres suivront, « ou, s'ils mettent un peu plus de prudence dans leur lan-« gage pastoral, du moins, ils penseront et agiront de même « contre l'Allemagne, et, si les pouvoirs publics n'y font pas « obstacle, ils organiseront une véritable croisade contre « nous. Vous voyez donc combien il serait dangereux que « des influences ultramontaines circonvinssent votre gou-« vernement.

« Pour moi, dans le conflit où je suis engagé avec l'Eglise « catholique, je suis énergiquement décidé à vaincre. Un « évêque m'a dit que ses collègues et lui pousseraient jus-« qu'à la guerre civile plutôt que de se soumettre aux der-« nières lois votées en Prusse. Vous comprenez que nous « ne pouvons pas reculer et que je dois donner un démenti « formel à tout ce que disent les ultramontains des hésita-« tions que je rencontrerais en haut lieu. C'est la lutte pour « l'indépendance de l'Etat, telle que l'Empire l'a soutenue « au moyen âge contre la papauté. Du poste où je suis « placé, c'est mon devoir d'observer de près les alliés de « mes adversaires ou ceux qui pourraient vouloir se jeter « dans leur alliance. Ainsi, pour l'avenir de nos relations, « vous avez le plus grand intérêt à ce que les esprits se « calment en France sur les questions religieuses étran-« gères. Prenez garde que les masses ne soient fanatisées au « nom de la religion catholique persécutée, car alors le parti

« clérical s'emparerait du pouvoir et épouserait toutes les « querelles de la cour de Rome, et vous seriez inévitable- « ment lancés dans une guerre contre nous. Nous ne devons « pas nous laisser prévenir par votre attaque. Dans ce cas, « plutôt lutter dans deux ans, dans un an, que d'attendre « que vous ayez achevé vos préparatifs. Mais, je me hâte de « l'ajouter, je ne vois dans les tendances que je vous signale, « dans les faits précis qui ont fixé mon attention, qu'un « premier avertissement qui peut être utile pour les deux « pays.

« Je n'ai pas la prétention de vous indiquer les moyens « à prendre pour arrêter ce flux de mandements violents « contre mon souverain, et ce que je vais vous dire n'est ni « une indication, ni un conseil où vous pourriez découvrir « quelque ingérence dans vos affaires intérieures. Loin de « moi la pensée d'exercer une pression et de gêner la liberté « et la maturité de vos résolutions. Mais n'avez-vous pas « dans votre arsenal législatif l'appel comme d'abus contre « les évêques récalcitrants ou rebelles aux droits de l'Etat? « Je crois que vous feriez bien d'en user contre ceux qui « ont écrit contre nous. Si cependant vous y répugnez, nous « ne nous en formaliserons pas, nous nous bornerons à nous « servir des armes que nous offre votre législation pour « poursuivre les offenses commises contre la personne de « notre souverain. Nous recourrons à la loi de 1819 et nous « intenterons une poursuite directe devant vos tribunaux. « Peut-être échouerons-nous, mais un échec judiciaire n'a « pas la même importance qu'un refus de satisfaction « demandée directement de gouvernement à gouvernement. « Il n'aura pas d'influence sur nos relations ; vous pouvez en « donner l'assurance au duc Decazes. Je vous parle, d'ail- « leurs, confidentiellement et de vous à moi, car je com- « prends très bien qu'en prenant des mesures contre vos « évêques, vous ne vouliez pas paraître obéir aux sollicita- « tions du gouvernement allemand. »

« J'avais écouté en silence tous les développements que le prince de Bismarck avait donnés à sa pensée. Ne jugeant pas opportun de le suivre sur le terrain des difficultés religieuses de l'Allemagne avec la papauté, je lui répondis en reprenant une partie des arguments que j'avais déjà fait valoir auprès de M. de Bülow.

« Je reconnais, dis-je, que le mandement de Mgr de « Nîmes est injurieux pour l'empereur Guillaume; mais il « serait prudent, à mes yeux, de renoncer aux excitations « que l'opinion publique tirerait d'un procès. Vous dites, « Prince, que vous vous résignez d'avance à l'acquittement « et qu'il ne changerait en rien nos relations. J'accepte bien « volontiers cette déclaration; mais, si le gouvernement « allemand reste calme, ne faut-il pas s'attendre à ce que « les mécontentements et les méfiances entre les deux « nations puisent dans ce procès un nouvel aliment? En ce « qui concerne l'appel comme d'abus, je ne saurais pré« juger la décision de mon gouvernement, mais je crains « que cette poursuite insolite n'aille encore directement « contre le but que vous vous proposez, car rien n'est plus « rare que de faire usage devant le conseil d'Etat de ce « droit de recours institué par les articles organiques, et, « dans les circonstances où il serait fait, ce serait à tous « égards un événement grave. »

« Le prince s'est récrié, [disant] que c'était au contraire une arme usuelle et qu'il en avait eu la preuve en étudiant la situation du clergé en Alsace-Lorraine. J'ai maintenu mon dire, puis j'ai ramené l'entretien au point essentiel et j'ai dit au Chancelier :

« Que veut notre gouvernement? Qu'ai-je été chargé de « vous dire en son nom? Que signifie son intervention vis« à-vis des évêques sous la forme de la circulaire que je « vous ai lue? Faire cesser les attaques directes de l'épis« copat contre vous. — Oui, m'a répondu le Chancelier, c'est « un petit pas dans la voie de la sagesse; mais croyez-vous

« qu'il suffise? — Je suis très porté à le croire, lui repris-« je. En tout cas, je trouve très naturel que vous désiriez « qu'il soit mis un terme à ces excitations que pourrait « amener le langage véhément de nos évêques. Si l'avertis-« sement qui leur est adressé ne suffit pas, je comprendrais « très bien que nous dussions recourir à d'autres mesures; « mais je suis convaincu qu'il suffira. J'en ai pour garants « le langage des évêques depuis quinze jours et les paroles « qu'a prononcées le nouveau cardinal archevêque de Cam-« brai, lors de la remise de la barette par le maréchal de « Mac-Mahon, pour affirmer la volonté du clergé de se « tenir en dehors des débats de la politique. Ce sont là des « symptômes rassurants pour l'avenir. »

« Je crois, me dit alors le Chancelier, que je ne vous ai « pas fait saisir toute ma pensée. L'incident dont je vous « entretiens me préoccupe au point de vue de ma politique « intérieure et de l'effet qu'il pourra produire en Allemagne. « Un grand gouvernement ne peut se laisser attaquer ainsi « par des personnages aussi haut placés que les évêques. « Les mandements ont eu un grand retentissement parmi « les protestants et parmi les catholiques. Il faut que je « puisse montrer à la nation que je me suis efforcé de « procurer une satisfaction à ses sentiments de piété envers « le souverain, blessés par le langage de vos évêques. Je ne « peux pas même me laisser soupçonner de faiblesse vis-à-« vis des cléricaux et de leurs alliés. Et, par exemple, com-« ment ne serait-on pas indigné en Allemagne en lisant dans « l'*Univers* cette calomnie que l'empereur Guillaume se « refuserait à rendre au comte Fürstenberg une somme de « 500,000 thalers empruntée lors de son exil en Angle-« terre? (1) »

« Je lui dis que l'*Univers* était un journal peu influent et

(1) Nous avons vainement cherché dans l'*Univers* la trace de cette allégation.

qui ne représentait pas l'épiscopat français, qu'on devait faire bon marché de ses injures et ne pas les faire remonter plus haut. « Le langage trop vif de quelques évêques est d'ailleurs seul en cause, et, si je vous comprends, vous voulez un « désaveu pour tenir compte de l'opinion publique dans « l'empire, qui vous soupçonnerait de faiblesse. Ce désaveu, « vous l'avez obtenu de l'initiative du gouvernement. Avant « de nous demander d'aller plus loin, réfléchissez à l'état « de l'opinion en France. Vous avez été les témoins de nos « luttes meurtrières contre les ennemis de l'ordre social; « nos difficultés ne sont pas à leur terme ; nous ne pouvons « nous défendre qu'en groupant autour de nous toutes les « nuances du parti de l'ordre; nous devons éviter de nous « en aliéner entièrement aucune. Vous vous trompez d'ailleurs, Prince, sur l'influence du parti que vous appelez « clérical. Les hommes politiques voulant que l'attitude de « la France ne se règle que d'après les intérêts catholiques « sont un nombre insignifiant dans l'Assemblée. Les évêques sont fort respectés chez nous, mais ni eux, ni leur « clergé, n'ont véritablement d'action sur les affaires de « l'Etat ou de la commune. C'est, chez les populations, une « répugnance instinctive et à peu près générale qui remonte « au dix-huitième siècle et à la Révolution. »

« Je donnerais une province, me dit en riant le prince de « Bismarck, pour que vous eussiez dit vrai en me parlant « comme vous le faites de l'innocuité des cléricaux; mais je « ne peux m'empêcher de vous faire remarquer que le « clergé avait formé des vœux pour Mgr le comte de Chambord. C'étaient bien là des vœux politiques et qui avaient « été hautement exprimés. En ce qui nous concerne, ajouta-t-il, nous n'avons absolument rien fait contre cette combinaison; mais vous ne devez pas vous étonner qu'elle « nous ait déplu, car nous devions redouter l'influence que « prendraient sur lui les cléricaux, ses plus fougueux « adhérents dans le pays et dans l'Assemblée. »

« Puis, poursuivant la même idée qu'au début de l'entretien, il me parla encore une fois des dangers que pouvaient faire courir au maintien des relations pacifiques les passions du clergé français contre l'Allemagne, en me citant un exemple tiré de la dernière guerre. C'était lors de la venue de Mgr Ledochowski (1) à Versailles, et, sur les avis de ce prélat, le Chancelier avait fait demander au Pape d'agir sur les évêques français pour qu'ils fissent entendre leurs voix en faveur de la paix. Les évêques ont craint la dictature de Tours, et ils n'ont pas osé parler pour la paix, qui se serait faite alors à des conditions bien meilleures pour la France.

« Je lui répondis que son assertion m'étonnait beaucoup, que les évêques avec lesquels j'avais été alors en relations directes ou indirectes n'étaient certes pas des partisans de la guerre à outrance. En tout cas, s'ils avaient résisté aux conseils du Pape, qu'en conclure, sinon qu'en leur âme et conscience, ils ne se croyaient pas astreints à cette subordination absolue que le prince de Bismarck voulait faire dériver de la proclamation du dogme de l'infaillibilité? Sans entrer d'ailleurs dans la réfutation des thèses religieuses qu'il m'avait exposées à propos du concile du Vatican, je me bornai à observer que les décrets de cette assemblée appliquaient l'infaillibilité du pontife romain uniquement aux matières de foi et de morale; pour le reste, chaque évêque et chaque catholique demeurait libre de sa ligne de conduite. Le Chancelier me répondit en souriant qu'il venait de se livrer à l'étude de la théologie et que mon assertion lui prouvait que je n'étais pas aussi bon catholique qu'il l'aurait pensé.

« Au surplus, lui dis-je, il ne s'agit pas aujourd'hui de « Mgr le comte de Chambord, mais du maréchal de Mac- « Mahon, qui est investi du pouvoir et au nom duquel je

(1) Archevêque de Posen.

« suis chargé de vous faire les déclarations les plus pacifi-
« ques. »

« Toute idée de guerre, me répondit-il, est bien loin de « nous. Quel profit en pourrions-nous tirer? Par la paix que « nous avons signée avec vous en 1871, nous avons pris « toutes nos précautions et peut-être même au delà. « Comment un homme d'Etat lancerait-il son pays de « gaieté de cœur dans la guerre, surtout lorsqu'on « a vu comme moi tous les malheurs d'une guerre, « même pour le vainqueur? Après 1866, on m'a souvent « pressé de me déclarer contre vous, on me disait que la « France, froissée dans son orgueil, nous imposerait un « jour la guerre. J'ai toujours cherché à la reculer le plus « possible et j'ai répondu : Nous la subirons, mais nous ne « la déclarerons pas. Vous savez qui en a été la cause. Et, « à ce propos, je tiens à vous parler des bruits qui courent « dans les journaux français et même dans des correspon- « dances de nos journaux. On me représente comme con- « seillant à l'Empereur de rechercher une guerre contre « vous, à titre de dérivatif à nos embarras intérieurs, « comme travaillant à envenimer les relations entre les « deux peuples. C'est absolument faux. Je ne m'arrête pas « seulement à vous dire que ce serait de mauvaise poli- « tique et que je me sens sûr de vaincre les résistances « intérieures dans l'empire, sans avoir recours à un « pareil moyen; je vous déclare que je considérerais « comme un acte malhonnête toute tentative pour porter « la guerre chez autrui, afin d'échapper aux difficultés « chez soi.

« Enfin, me dit le prince en terminant et en revenant « une dernière fois sur l'objet de notre entretien, je ne vous « presse pas de prendre une détermination, mais vous feriez « un acte utile pour nos relations si vous appeliez comme « d'abus, sinon contre tous les évêques qui ont écrit des « mandements sur la persécution religieuse en Allemagne,

« du moins contre l'évêque de Nîmes. C'est lui qui a le plus « gravement outragé l'Empereur et c'est à lui que je limite « mon observation. Si vous ne vous y décidez pas, nous « intenterons une poursuite directe devant vos tribunaux. « Veuillez mander ceci à votre gouvernement, dites-lui que « je vous parlerai toujours sincèrement de tout ce qui me « paraîtra contenir une menace même lointaine entre nos « deux pays. Lorsque tout ce que je vous ai dit aura été « mûri et examiné dans vos conseils, vous me direz ce qui « aura été résolu. »

Avant de quitter le Chancelier, M. de Gontaut faisait un dernier effort pour lui démontrer les inconvénients et les périls de sa manière de voir et de ses exigences. « Je dois reconnaître, concluait-il, que le prince de Bismarck, malgré beaucoup de courtoisie et surtout une *sérénité* que je lui ai vue rarement, ne m'a pas semblé très convaincu de la supériorité de mes arguments sur les siens. La seule concession qu'il ait faite a été de se contenter de la procédure contre le seul évêque de Nîmes, si le gouvernement français voulait recourir à l'appel comme d'abus... »

Des deux moyens de répression dont le prince de Bismarck voulait bien laisser le choix au gouvernement français, le duc Decazes n'hésitait pas à rejeter l'appel comme d'abus. C'était, suivant lui, à peu près le seul sacrifice que les amis du gouvernement ne lui eussent pas pardonné de faire à la paix générale. « Je ne méconnais pas, écrivait-il le 18 janvier à M. de Gontaut, les graves inconvénients, les périls même de l'action directe du gouvernement allemand, aux termes de la loi de 1819; ils sont très grands pour nous comme pour lui; pour lui, peut-être, plus que pour nous; mais ce mal-là, nous ne le choisissons pas, nous le subissons. Vous ferez de votre mieux pour en dissuader M. de Bismarck. S'il persiste jusqu'au bout, condamnés que nous serons à intervenir dans sa poursuite, nous le ferons de manière à en diminuer pour lui les ennuis, et c'est là le

terrain de transaction que je vous réserve pour la dernière heure... Certes, mon cher ami, l'incident actuel est très grave; le Maréchal et le Conseil en ont été vivement émus... Plus j'y réfléchis, plus il me paraît évident que les résultats des élections nous valent ces nouvelles misères. Il en faut conclure, je le reconnais, qu'elles pourraient nous devenir plus amères si la situation parlementaire de M. de Bismarck se compliquait sensiblement; mais il me semble, après tout, qu'avec beaucoup de patience, beaucoup de modération et de courtoisie, en témoignant d'un grand désir de conciliation et de la sincère recherche des moyens, nous traverserons le défilé.

« En dernière analyse, s'il nous fallait trouver au bout un procès pour délit de presse contre Mgr de Nîmes poursuivi par le ministère public en suite d'une plainte déposée entre nos mains par le gouvernement allemand, la procédure sera longue, et nous aurons encore là pour nous le bénéfice du temps qui apaise bien des colères. Enfin, nous obtiendrons de Mgr Plantier qu'il fasse défaut; nous éviterons ainsi les plaidoiries, les réquisitoires, le jury surtout, et nous aboutirons à une condamnation par contumace, une amende! L'Allemagne y trouvera une satisfaction de principe, nul ne pourra se plaindre de notre intervention, puisqu'elle s'imposait au nom de la loi, et nous y aurons mis cependant des formes assez courtoises pour qu'il ne reste pas de tout ceci à Berlin un juste grief contre nous.

« Voilà mon espoir, mon cher ami. A vrai parler, je n'ai pas le choix des moyens. La guerre! Qui pourrait y songer, grands dieux? L'intervention de l'Europe! Qui oserait compter sur elle? Laisser passer l'orage sans qu'il déchire nos voiles et jette le navire à la côte, n'est-ce point là la politique qui s'impose à nous? Le Chancelier prétend nous entraîner de force à le suivre dans sa croisade contre l'Eglise; nous ne discutons pas, nous restons en place. Ne

le suivant pas dans le fond, nous rechercherons les occasions de lui donner des satisfactions dans la forme. Si nous atteignons ainsi le mois de juillet, nous aurons gagné un an — et puis, Dieu dira! Il faut bien compter sur lui, mon cher ami, car les hommes nous abandonnent... »

Vers le même temps, le Chancelier adressait aux représentants de l'Allemagne à l'étranger des instructions où il exposait la thèse développée par lui devant M. de Gontaut : le gouvernement allemand était fort désireux de vivre en paix avec la France; s'il acquérait cependant la certitude qu'une rencontre était inévitable, il ne pourrait prendre devant sa conscience ni devant la nation la responsabilité d'attendre le moment qui serait le plus favorable à la France; son antagoniste était la Rome pontificale; du moment où la France s'identifiait avec elle, elle devenait l'ennemie jurée de l'Allemagne; une France soumise à la théocratie papale était inconciliable avec la paix du monde; en se séparant de la cause ultramontaine, elle fournirait la plus sûre garantie pour le repos de l'Europe... La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, dans un article du 16 janvier, tenait publiquement ce langage et provoquait une émotion dont le contre-coup se faisait sentir à la Bourse de Paris.

Les résultats des élections, auxquels on a vu que le duc Decazes attribuait en partie ces « nouvelles misères », n'étaient point propres à calmer l'irritation du Chancelier. Elles avaient eu lieu le 10 janvier, et sur 382 circonscriptions entre lesquelles se répartissait l'empire, moins l'Alsace-Lorraine, 334 avaient élu leur représentant au premier tour. Or, le nombre de voix obtenues par les candidats socialistes avait causé une surprise générale. Mais c'était contre les catholiques que s'exhalait surtout le dépit. Leur succès dépassait ce que l'on avait attendu. « Partout où leurs candidats avaient quelques chances, écrivait M. de Gontaut dans un rapport officiel, libéraux et progressistes,

conservateurs et membres du parti dit de l'empire s'étaient coalisés pour les combattre. Quelques-uns de ces candidats, s'intitulant à la fois catholiques et anti-ultramontains, par exemple le chanoine Holzer suspendu par l'évêque de Paderborn, n'ont réuni qu'un nombre de voix insignifiant. Dans leur très grande majorité, les électeurs catholiques ont accepté le candidat de leur évêque et évincé les amis les plus dévoués du prince de Bismarck... Toutes les provinces catholiques, Silésie, Westphalie, province du Rhin, donnent, cette fois, des majorités écrasantes aux députés du centre. De même la Bavière : 32 catholiques contre 16 libéraux. De 59 dans le premier parlement de l'empire, le nombre des députés du centre est monté à 92, et ils ont beaucoup de chances de passer dans six collèges où il y a ballottage... » Enfin, sans compter les particularistes Hanovriens ni les Danois du Schleswig, tous les candidats protestataires en Alsace-Lorraine, au nombre de 15, allaient être élus le 1er février. Il n'était donc pas impossible que ces élections eussent leur part dans l'attitude du Chancelier envers la France.

Tout en répugnant à donner au prince de Bismarck les satisfactions exorbitantes et dangereuses qu'il réclamait, le gouvernement français désirait éviter les complications que des membres du clergé ou des journalistes pouvaient faire naître. Ils méritaient d'autant moins de ménagements que leurs imprudences n'étaient accompagnées d'aucun risque personnel. C'est ce qui explique la mesure prise le 19 janvier contre l'*Univers :* en vertu des pouvoirs que lui conférait l'état de siège, le ministère suspendait pour deux mois ce journal qui venait de publier le matin même des articles agressifs contre l'Allemagne et un nouveau mandement dû à l'évêque de Périgueux. « Je suppose, écrivait le duc Decazes dans le télégramme où il annonçait cette décision à M. de Gontaut, que vous pourrez tirer parti de cette sage mesure, dont quelques-uns de nos amis se montrent

très émus, et que vous en profiterez pour décider le prince de Bismarck à renoncer à son projet. Nous avions promis que, si notre premier avertissement restait inefficace, nous procéderions par d'autres voies. Nous avons tenu parole. » Ne pouvant atteindre l'auteur du délit lui-même, le gouvernement frappait le journal qui s'en était rendu complice en publiant le nouveau mandement.

Pour accentuer encore l'effet de cette mesure sur le prince de Bismarck, le duc Decazes télégraphiait à notre ambassadeur le texte du discours qu'il venait de prononcer, le 20 janvier, à l'Assemblée nationale, en réponse à une demande d'interpellation du général Du Temple sur l'envoi du marquis de Noailles à Rome comme ministre plénipotentiaire près du roi Victor-Emmanuel (1). « Si, comme je le suppose, avait répondu le duc Decazes, l'Assemblée prétend rester fidèle à la politique à laquelle elle s'est associée si souvent et que le gouvernement actuel a reçue de ses honorables prédécesseurs, elle s'associera aussi à la seule réponse que je puisse faire à notre honorable collègue. J'ai proposé à M. le maréchal Président de confier à M. le marquis de Noailles le poste de ministre plénipotentiaire en Italie, parce que, bien pénétrés de la sagesse et de la prudence de cette politique, nous voulions la poursuivre avec un soin jaloux, sans rien faire qui pût la compromettre et sans nous écarter jamais du double but qu'elle poursuivait et que je résume en deux mots : entourer d'un pieux respect, d'une sollicitude sympathique et filiale, le pontife auguste auquel nous unissent tant de liens, en étendant cette protection et cette sollicitude à tous les intérêts qui se relient à l'autorité spirituelle, à l'indépendance et à la dignité

(1) Le marquis de Noailles avait été nommé à ce poste le 4 décembre, en remplacement de M. Fournier. Le général Du Temple se distinguait, à l'extrême droite, par l'intransigeance de son patriotisme et de sa foi religieuse. Celle-ci s'offensait des relations diplomatiques établies entre la France et le gouvernement italien.

du Saint-Père; entretenir sans arrière-pensée avec l'Italie, telle que les circonstances l'ont faite, les relations de bonne harmonie, les relations pacifiques et amicales que nous commandent les intérêts généraux de la France et qui peuvent aussi nous permettre de sauvegarder les graves intérêts moraux dont nous nous préoccupons à juste titre. Voilà, Messieurs, toute notre politique en Italie.

« Je pourrais ajouter que notre politique générale dans le monde entier s'inspire des mêmes préoccupations et des mêmes mobiles. Nous voulons la paix parce que nous la croyons nécessaire à la grandeur et à la prospérité de notre pays; parce que nous la croyons ardemment désirée, ardemment réclamée par tous. Pour l'assurer, nous travaillerons sans relâche à dissiper tous les malentendus, à prévenir tous les conflits, et nous la défendrons aussi contre les vaines déclamations, contre les regrettables excitations, d'où qu'elles viennent. Que l'on ne nous dise pas que nous y compromettons l'honneur et la dignité de la France; l'honneur et la dignité de la France ne sauraient être compromis que par les politiques d'aventure qui la conduiraient fatalement ou à une faiblesse ou à une folie. Messieurs, la France que l'on dit si facilement impuissante, reste assez grande, reste assez forte pour avoir le droit et le devoir d'être sage... »

La suspension de l'*Univers* n'avait point encore satisfait le gouvernement allemand. La discussion était sans cesse à recommencer. Le 21 janvier, M. de Bülow, sur sa propre demande, eut un nouvel et fort long entretien avec M. de Gontaut. Comme celui-ci mettait en avant la mesure prise contre un journal catholique par le ministère, malgré les embarras sérieux qu'elle allait lui attirer en mécontentant une partie de ses amis politiques, M. de Bülow se contentait de répondre qu'il fallait encore aller plus loin : « Je vous avais bien dit moi-même, il y a quelques jours, que la circulaire du ministre des cultes ne suffirait pas pour imposer silence

à vos évêques, et c'est précisément parce qu'il prévoyait ce qui devait arriver que le prince de Bismarck vous avait demandé davantage. Certes, l'Empereur et le Chancelier ont été satisfaits de la preuve de bonne volonté que le gouvernement français a donnée par la suspension de l'*Univers*, mais ils persistent à penser que cela ne suffit pas. Cherchons donc ensemble les moyens d'arriver à une satisfaction. » Et il insistait à nouveau pour que le gouvernement français eût recours contre les évêques à l'appel comme d'abus, ajoutant que si celui-ci ne pouvait absolument pas s'y résoudre, il resterait encore la loi de 1819, mais ne cachant pas sa préférence pour la première solution. « Je ne voudrais pas jurer, écrivait M. de Gontaut, qu'usant d'un procédé dont il s'est déjà servi lors de l'arrivée au pouvoir du maréchal de Mac-Mahon (1), le prince de Bismarck, après m'avoir laissé l'alternative, ne finît par me déclarer qu'il n'accepterait que la première de ces deux satisfactions. »

Avec une inlassable patience, notre ambassadeur reprit alors, point par point, l'argumentation qu'il avait déjà plusieurs fois développée contre l'appel comme d'abus. Puis il donna lecture à M. de Bülow du discours du duc Decazes, que le secrétaire d'Etat ne connaissait pas et dont il parut très satisfait. L'Assemblée nationale elle-même s'était, d'ailleurs, associée aux paroles du ministre des affaires étrangères en écartant par la question préalable la discussion de l'interpellation du général Du Temple, « fait inouï, disait le duc Decazes, dans notre Parlement qui s'est toujours montré si respectueux et si jaloux de son droit d'interpellation ». C'étaient donc tous les pouvoirs légaux qui s'efforçaient de contenter le gouvernement allemand. « Vous demandiez un acte public, disait M. de Gontaut; la suspen-

(1) Allusion aux difficultés qu'avait soulevées le Chancelier touchant le mode de notification aux puissances de l'élection du Maréchal. Cf. Vicomte DE GONTAUT-BIRON, *Mon ambassade en Allemagne*, chap. X.

sion de l'*Univers* et le discours du duc Decazes sont, certes, des actes publics; ils sont aujourd'hui connus de toute l'Europe. Pourquoi vouloir recourir à d'autres moyens ? »

Sans nier la justesse des observations de notre ambassadeur, M. de Bülow n'en persista pas moins à réclamer une satisfaction nouvelle. « Le prince de Bismarck, ajouta-t-il en accentuant ses dernières paroles, tient à réfuter l'opinion souvent exprimée par les journaux qu'il veut provoquer une guerre entre nous. Cette assertion est fausse et c'est précisément parce qu'il ne veut pas la guerre qu'il demande que vous fassiez un acte qui soit comme la confirmation d'un désir semblable de votre part. »

« Il n'y avait plus à revenir, continue M. de Gontaut dans son rapport, sur des arguments déjà présentés et réfutés dans nos précédents entretiens et nous nous sommes séparés sans rien conclure. J'en ai appelé de nouveau aux sentiments d'équité du gouvernement allemand, et M. de Bülow m'a promis de rapporter fidèlement notre entretien au prince de Bismarck; mais il n'a pris aucun engagement.

«... Le but de M. de Bismarck serait-il de nous entraîner dans sa querelle contre le catholicisme ? Il est peut-être dans ses arrière-pensées; mais je ne le vois cependant pas assez nettement indiqué pour que je puisse me prononcer positivement. Ce qui est très probable, c'est qu'il veut nous susciter des difficultés avec nos évêques.

« J'observe, monsieur le Duc, que depuis quelque temps, la presse allemande, la presse officieuse surtout, est d'une grande violence à notre égard, comme si un mot d'ordre lui avait été donné. J'ai peine à croire néanmoins que l'empereur Guillaume se décide à nous déclarer la guerre pour une question aussi peu grave que celle des mandements. Nous ne devons pas oublier, d'ailleurs, que le prince de Bismarck présentera bientôt la loi militaire au vote de laquelle il attache une grande importance et que, pour atteindre

son but, il est homme à employer sur les membres du Reichstag tous les moyens de pression possibles, et à présenter à leurs yeux le spectre de la guerre... Ces considérations peuvent nous rassurer sur la crainte de voir l'Allemagne pousser les choses à l'extrême, et je crois que, pour le moment, nous ne devons pas aller au delà de ce que nous avons fait... »

Il semblait donc que l'incident, au lieu d'être terminé, dût prendre une forme de plus en plus sérieuse, lorsque tout à coup, le 26 janvier, cinq jours seulement après l'entretien dont il vient d'être question, M. de Gontaut télégraphiait au duc Decazes :

« Etant malade, j'ai envoyé M. de Sayve (1) chez M. de Bülow pour lui remettre la réponse du Président à la notification de la mort de la reine Elisabeth (2). Il en a profité pour dire quelques mots de la question des évêques et faire valoir ce qu'a déjà fait le gouvernement. Il a parlé aussi de l'impossibilité où nous sommes de nous servir de l'appel comme d'abus. M. de Bülow lui a donné l'assurance que le prince de Bismarck était *très satisfait* de la suspension de l'*Univers* et de votre discours. Il a ajouté que je lui avais déjà dit, il est vrai, qu'il n'était pas possible de recourir à l'appel comme d'abus, mais que son gouvernement avait besoin d'étudier à fond et longuement la question, afin de bien s'assurer des moyens de répression que la législation française pouvait fournir, et qu'il m'en reparlerait plus tard. Cette lenteur du gouvernement allemand me fait espérer qu'il n'est plus si complètement décidé à réclamer l'un des deux moyens qu'il avait d'abord indiqués. Je suis donc porté à croire que la question est en voie d'apaisement.

« Les diplomates accrédités à Berlin partagent généralement cette opinion. Plus que jamais on assure que la ques-

(1) Le marquis de Sayve, premier secrétaire de l'ambassade de France.

(2) Veuve de Frédéric-Guillaume IV.

tion militaire est le principal motif de l'importance donnée à cet incident... »

D'autres indices rassurants vinrent s'ajouter aux déclarations de M. de Bülow à M. de Sayve, entre autres, un article de la *Correspondance provinciale* dont on savait les attaches officielles. Si ce n'était pas encore une solution de l'incident, cela marquait du moins, selon le mot du duc Decazes, un temps d'arrêt. Le ministre conseilla prudemment à M. de Gontaut de ne pas rouvrir le débat et de laisser venir.

L'espoir que l'incident était clos s'accrut encore quelques jours plus tard, lorsque M. de Gontaut recueillit de la bouche même du ministre des Pays-Bas à Berlin le récit d'une conversation que celui-ci venait d'avoir avec M. de Bülow. Comme il demandait au secrétaire d'Etat ce qu'il y avait de vrai dans la nouvelle donnée par la *Gazette de Cologne* qu'une circulaire menaçante pour la France aurait été envoyée aux agents allemands à l'étranger, celui-ci en nia positivement l'existence (1) et dit, à cette occasion, que loin d'avoir à se plaindre du gouvernement français, on lui savait ici très bon gré de la suspension de l'*Univers* et du discours du duc Decazes. Il lui fit entendre que si on ne prononçait pas formellement les mots : « l'incident est terminé », on pouvait cependant le considérer comme tel. Il se montra en même temps très rassuré sur l'avenir pacifique de l'Europe. Ces paroles furent confirmées le 5 février, à l'ouverture du Reichstag, par le passage du discours du Trône où l'Empereur exposait l'état de ses relations avec les pays étrangers (2).

(1) Ces dénégations étaient sciemment fausses, à moins que M. de Bülow ne considérât pas comme une circulaire *menaçante* celle dont nous avons parlé plus haut (p. 28).

(2) Le lendemain, le prince de Bismarck, rencontrant M. de Gontaut, lui demandait avec gaieté et bonne grâce : « Vous avez été content de notre discours d'hier, j'espère? »

« Je n'ai rien à vous mander aujourd'hui, grâce à Dieu, écrivait l'ambasssadeur au duc Decazes, le 14 février, qui contredise ma dernière dépêche et ma précédente lettre. L'apaisement se fait de plus en plus. Ce n'est contesté par personne. Il ne me paraît pas douteux qu'une réaction se soit produite en Europe contre les prétentions du Chancelier... Nous voici donc revenus à la tranquillité; attendons patiemment l'avenir... »

Il est vrai que le comte d'Arnim, revenant d'Allemagne, rapporta un mémoire assez étendu dont il fit connaître la substance au duc Decazes et dans lequel étaient examinés les moyens d'action que notre législation pouvait fournir contre les évêques. Mais, le ministre ayant reproduit les mêmes objections, M. d'Arnim n'insista pas. La discussion tomba d'elle-même, sans que l'ambassadeur déclarât que son gouvernement renonçait à la reprendre. En réalité, elle ne devait plus être reprise. L'incident était définitivement clos.

Cette solution brusque et inopinée était-elle attribuable à l'attitude de l'Europe? Nous avons vu tout à l'heure M. de Gontaut affirmer qu'une réaction s'était produite parmi les puissances contre les prétentions du Chancelier. Il n'est pas invraisemblable que cette réaction ait déterminé ou tout au moins contribué à provoquer un recul auquel on s'attendait d'autant moins que, peu de jours auparavant, M. de Bülow venait d'émettre à notre ambassadeur, avec une nouvelle insistance, les exigences de l'Allemagne. C'est donc cette réaction de l'Europe et la façon dont elle se manifesta qu'il nous reste maintenant à suivre.

Depuis le mois d'août 1871, des entrevues fréquentes avaient eu lieu entre les souverains d'Allemagne, d'Autriche et de Russie, auxquelles s'était ajoutée la visite du roi Victor-Emmanuel à Vienne et à Berlin en septembre 1873. Elles avaient pour but, dans la pensée du prince de Bismarck, de faire sentir à la France son isolement, au cas où

celle-ci songerait à reconquérir ses provinces perdues, et par conséquent de maintenir la paix en Europe sur les bases du traité de Francfort. La conséquence de ces entrevues, déjà révélée confidentiellement à M. de Gontaut, venait d'être confirmée avec de nouveaux détails, au mois de décembre, par le prince Gortchakoff, au général Le Flô. Après avoir entendu les assurances données par le général des intentions résolument pacifiques de son gouvernement, le prince, qui ne doutait pas de la sincérité de son interlocuteur, lui avait dit, en lui prenant la main et avec un vrai accent d'émotion : « Ecoutez, mon cher général, je vais vous parler avec une grande confiance et tout à fait confidentiellement... Il y a autre chose qu'il faut bien que vous sachiez, c'est que vous pourriez d'autant moins songer à recommencer la guerre aujourd'hui, que vous vous trouveriez seuls; car ce ne doit plus être un secret pour vous qu'il a été pris entre les trois grandes cours du Nord, la Prusse, l'Autriche et la Russie, des arrangements auxquels une cour secondaire, l'Italie, a participé plus tard, par lesquels toutes quatre se sont engagées mutuellement à maintenir par leurs efforts communs la paix en Europe. »

« Le prince, ajoutait le général Le Flô dans son rapport, n'a pas dit que la France seule était visée dans de pareils arrangements, quelles étaient exactement leur nature et leur portée, s'ils étaient simplement verbaux, ou s'ils avaient donné lieu à une convention écrite... »

Revenant un peu plus tard sur la confidence que lui avait faite le prince Gortchakoff, le général Le Flô la complétait et se croyait en mesure d'affirmer au duc Decazes « qu'aucune convention n'a été écrite et que l'on s'est borné, dans les diverses entrevues des souverains, à des conversations très précises, il est vrai, où certaines éventualités déterminées auraient fourni les éléments d'une entente

commune (1)... La première de ces éventualités a été la possibilité de l'avènement au pouvoir en France du radicalisme. M. de Bismarck aurait dit : « La France ne peut se « relever que par des victoires et une éclatante revanche « dont la pensée et l'espoir sont dans l'esprit de toute la « nation. Cette ressource serait plus nécessaire encore à un « gouvernement radical qu'à tout autre, et nul doute que « celui-ci ne fût entraîné très promptement dans la guerre « étrangère, ne fût-ce que pour échapper à des catastrophes « intérieures et à la guerre civile. Or, la guerre par les « radicaux ne saurait être qu'une guerre révolutionnaire « que tous les gouvernements conservateurs ont un égal « intérêt à empêcher et à laquelle ils doivent opposer, en « tout cas, toutes leurs forces. » Tels sont les arguments, assez plausibles, du reste, qui ont servi de base à une première entente. »

L'aveu du prince Gortchakoff avait, d'ailleurs, été accompagné des plus chaudes assurances d'estime et de sympathie pour la nation française. Ce n'était pas la première fois qu'il les exprimait. Il les avait déjà prodiguées à M. de Gontaut lors de l'entrevue des trois empereurs à Berlin, au mois de septembre 1872 (2). Depuis cette date, la politique autoritaire du prince de Bismarck n'avait pas laissé d'inquiéter l'Europe, et la singulière prétention, actuellement émise par lui, d'interdire aux étrangers toute appréciation et toute critique de ses actes, ne pouvait qu'accroître ce sentiment. Un instant, on avait cru à Versailles que les réclamations du Chancelier, au sujet des mandements d'évêques, s'étaient bornées à la France et qu'il n'avait

(1) En ce qui concerne cette alliance à quatre, le comte Andrassy déclarait également à notre ambassadeur à Vienne n'avoir connaissance d'aucun traité ni convention. Il n'y aurait eu, d'après lui, que des conversations entre les souverains et ministres des quatre puissances, en vue du maintien de la paix, sans qu'aucun pays, d'ailleurs, y fût particulièrement visé.

(2) Cf. Vicomte Gontaut-Biron, *op. cit.*, pp. 160 et 169-172.

pas relevé les manifestations, beaucoup plus nombreuses que chez nous, auxquelles s'était livré l'épiscopat des autres pays, Angleterre, Belgique, Autriche et Italie. Mais on avait appris plus tard qu'il n'en était rien.

« Il me revient de Londres, écrivait le duc Decazes à M. de Gontaut, le 22 janvier, que Lord Granville (1) est fort inquiet de tout ceci; mais le cabinet anglais est fort menacé, et, si ému qu'il puisse être, même au point de vue anglais, de cette attitude du gouvernement allemand, il n'est pas dans ses habitudes, et peut-être n'est-il pas dans ses possibilités, de parler haut à Berlin. Cependant, il y a au fond de tous les cœurs, à Vienne comme à Pétersbourg, peut-être même aussi au Quirinal, ce sentiment que l'orgueil humain ne peut, sans péril pour tous, dépasser certaines limites et braver certaines pudeurs.

« Lorsque Napoléon Ier a imaginé le blocus continental et a demandé à l'Europe entière de faire acte de soumission et de vassalité devant cette suprême exigence de sa toute-puissance, il n'a pas plus fait, il n'a pas mieux fait que M. de Bismarck demandant à l'Europe de s'associer à sa croisade contre le catholicisme. Je crois qu'il a inventé sa politique religieuse dans un double but : celui de prendre à temps, contre la France catholique, une position avantageuse et qui lui assurerait le concours de l'Italie, et aussi celui de se créer dans le Parlement allemand une grande et docile majorité.

« En Allemagne, le résultat est douteux. En Italie, il est fort discuté. Nous savons tous en effet que le roi Victor-Emmanuel est revenu de Berlin plus effrayé que charmé, et M. Visconti-Venosta (2) me témoigne de mon discours d'avant-hier une satisfaction sans mélange... »

Le fait est que, sur la façon dont l'Europe accueillait les

(1) Secrétaire d'Etat au Foreign Office.
(2) Ministre des affaires étrangères d'Italie.

exigences du prince de Bismarck, des témoignages concordants arrivaient à Versailles d'un certain nombre de cours. M. de Gontaut apprenait du ministre de Belgique à Berlin, le baron de Nothomb, que la réponse de son gouvernement aux observations présentées par le prince de Bismarck avait été identique à celle du gouvernement français. Le duc Decazes, de son côté, croyait savoir que des remontrances avaient été faites par l'Allemagne au gouvernement italien sur le langage de ses évêques et que M. Visconti-Venosta avait répondu qu'il ne connaissait pas leurs mandements et ne pouvait intervenir à aucun titre.

« Les relations se tendent avec l'Allemagne, constatait le ministre, dans une lettre du 3 février. Visconti-Venosta se sent dégagé par notre attitude et il en profite pour laisser percer sa répugnance pour la politique d'aventures que le prince de Bismarck voulait lui imposer. Nos relations avec le Quirinal prennent un caractère particulier d'apaisement. On nous communique la circulaire sur le conclave dont je vous envoie l'analyse, et il ne tiendrait qu'à moi d'en discuter et peut-être d'en faire modifier les termes (1). Vous savez que je ne puis me prêter à engager des négociations sur ce sujet. Tous nos consuls d'Italie sans exception constatent, du reste, un retour de l'opinion publique vers nous... »

A Vienne, le comte Andrassy avait répondu « avec beaucoup de fermeté » selon notre ambassadeur, le comte d'Harcourt, aux représentations prussiennes. Le ministre des cultes avait fourni ce renseignement à un membre du

(1) Dans cette circulaire, le gouvernement italien, pour répondre aux inquiétudes qu'aurait laissé voir Pie IX sur les conditions dans lesquelles se réunirait le futur conclave, rappelait aux puissances les garanties d'indépendance et de sécurité que la loi du 13 mai 1871 assurait à l'élection du pape et qu'il était décidé à mettre en vigueur : la liberté du vote ne serait nulle part mieux maintenue qu'à Rome.

corps diplomatique, en ajoutant : « Jamais l'Autriche ne suivra l'Allemagne dans cette voie (1). »

La désapprobation était encore plus marquée à Saint-Pétersbourg :

« Hier soir, au théâtre, télégraphie le 29 janvier le général Le Flô, l'Empereur m'a abordé un instant avec un très bon visage et j'ai pensé qu'il ne fallait pas exagérer un mystère qui n'en est plus un pour personne. Sa Majesté m'ayant demandé si j'avais reçu quelques bonnes nouvelles, j'ai répondu que oui et non, que tout allait bien à Versailles et que la majorité venait de s'affirmer avec éclat dans la loi des maires (2), mais qu'on nous tourmentait beaucoup à Berlin, où l'on nous cherchait de mauvaises querelles. L'Empereur m'a dit : « Oh! c'est fini; on s'est calmé. — « Mais non, Sire; sous prétexte de quelques mandements « isolés, réprouvés par le gouvernement, on nous accuse de « fomenter et d'entretenir le trouble en Allemagne et on

(1) Pendant la visite de son souverain au Tsar, le comte Andrassy, premier ministre d'Autriche-Hongrie, tenait au général Le Flô un langage analogue : il n'avait pas cru aux menaces du prince de Bismarck, qu'il avait trouvées très regrettables, mais qu'il considérait comme étant beaucoup plus à l'adresse du Parlement allemand que de la France qui ne les avait provoquées en aucune façon; c'était abuser de la crédulité publique que de représenter le Pape, enfermé au Vatican, comme devenu un danger pour les gouvernements et d'accuser le prétendu ultramontanisme d'envahir la société civile; c'était aussi une singulière prétention que de vouloir entraîner les autres nations dans une campagne contre le catholicisme; la Prusse avait le droit de faire ce qui lui convenait chez elle, mais les autres Etats étaient également maîtres chez eux, etc. L'empereur François-Joseph disait de son côté au général « qu'on avait été bien nerveux à Berlin et fort mal à propos, que cela avait été un tort très regrettable de M. de Bismarck, que ce n'en était pas un moindre que de s'être aventuré dans une persécution religieuse pleine de dangers ». (Dépêche du général Le Flô au ministre, 24 février 1874.)

(2) Cette loi, votée le 20 janvier par 359 voix contre 318, attribuait la nomination des maires au gouvernement dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, et au préfet dans les autres communes.

« nous fait la guerre. — Entre nous, m'a répondu Sa « Majesté, je crois que c'est une ruse de M. de Bismarck. « — Mauvaise ruse, Sire ; un dérivatif alors? — Oui, c'est « cela, c'est le mot, un moyen de détourner l'attention pour « échapper aux embarras intérieurs »... L'Empereur alors m'a dit, en me tendant la main et avec une bienveillance marquée : « Rassurez-vous; personne ne veut la guerre. — Je « veux le croire, Sire; pas plus le prince de Bismarck que « nous-mêmes. — Non, personne, a-t-il ajouté ; il n'y « en aura pas. »

Le langage du prince Gortchakoff était conforme à celui du Tsar. Il donnait même à penser au général Le Flô que des conseils avaient pu déjà ou pourraient être adressés de Saint-Pétersbourg à Berlin, et, comme le général faisait remarquer que le gouvernement français ne désirait pas une intervention que la susceptibilité du prince de Bismarck rendait fort dangereuse, le Chancelier russe avait répondu : « Pas tant que vous le croyez; nous avons été plus d'une fois en désaccord, notamment au sujet de la malheureuse campagne religieuse qu'il poursuit en Allemagne, où il voulait nous entraîner et dans laquelle nous lui avons formellement déclaré que nous ne le suivrions pas, et nous n'en sommes pas moins restés bons amis (1). »

Enfin, de l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin M. de Gontaut recevait des témoignages conformes à ceux que lui avait transmis le duc Decazes. Il les communiquait à celui-ci le 6 février : « Hier soir, à la fin d'un long entretien avec Odo Russell, j'ai été frappé de l'entendre émettre une idée semblable à la mienne, sans que j'aie rien dit de nature à la provoquer : « On ne sait pas, m'a-t-il dit, « jusqu'où peut aller *cet homme* dans ses prétentions. Il « faudrait que les puissances européennes s'entendissent « pour l'arrêter dans ses empiétements sur les droits de

(1) Dépêche télégraphique du général Le Flô, du 31 janvier.

« la liberté. » Je crois même me rappeler qu'il a prononcé le mot de ligue. Sans avoir l'air d'accepter précisément son idée, j'ai repris que, dans une éventualité de ce genre, on ne devrait se réunir que sur le terrain de principes d'une modération parfaite, et il partagea cette opinion. J'ajoutai que la réunion de plusieurs pays dans une pensée pareille serait bien forte, si elle avait le concours de l'Angleterre, mais que, par malheur, cette puissance s'était trop désintéressée des affaires du continent depuis quelques années et que son abstention était très préjudiciable aux intérêts de la liberté qu'elle représentait avec tant d'autorité dans le monde. « Il est vrai, a répondu Russell, que telle a été « sa politique dans ces derniers temps; mais d'autres « cabinets whigs, celui présidé par mon oncle, entre « autres, attachaient au contraire un grand prix à main- « tenir l'influence de l'Angleterre dans le concert européen. « Cette politique peut très bien revivre, notamment avec le « futur cabinet. »

« Je ne voulus point pousser plus loin la conversation sur ce point, et notre entretien en resta là. J'ai tenu à vous rapporter ces paroles de l'ambassadeur d'Angleterre que j'ai plutôt affaiblies qu'exagérées. Il est probable qu'elles expriment une pensée appartenant en propre à Lord Odo Russell; mais j'ai reconnu à son langage les inquiétudes de Lord Granville, que vous m'aviez déjà signalées, et il ne serait pas étonnant que les préoccupations du ministre et de l'ambassadeur d'Angleterre les aient amenés à chercher quelque moyen d'arrêter dans son essor une ambition qui tend à menacer le monde tout entier.

« Je n'oserais pas me prononcer plus que vous sur la réalité des motifs qui ont décidé M. de Bismarck à *généraliser* l'incident, puis à se modérer à notre égard. Je crois qu'il s'est laissé entraîner au delà de ce qu'il avait résolu de faire primitivement, qu'il s'attendait à rencontrer plus de soumission, au moins plus de complaisance, qu'il n'en a trouvé en

Europe, et que, par suite, il a cru devoir se modérer. Mais a-t-il pour cela renoncé à ses desseins? Je crois qu'il les reprendra plus tard sous une autre forme, si ce n'est sous la même, car vous savez combien il est tenace. De plus, il faut bien le reconnaître, sa campagne contre le catholicisme est aujourd'hui sa grande affaire, son unique préoccupation, pour ainsi dire, et toute l'Allemagne protestante, à l'exception d'un *très petit nombre d'orthodoxes*, remplacés par des catholiques *égarés*, partage l'irritation et les violences du Chancelier. Je dis aussi comme vous, mon cher ami : faisons ample provision de prudence et de patience... »

Quelques jours après l'entretien qu'on vient de lire avec Lord Odo Russell, M. de Gontaut transmettait au duc Decazes une confidence de ce diplomate non moins importante qu'inattendue : « J'ai eu une bonne conversation avec Russell. Il m'a demandé le plus profond secret. Je ne suis pas tenu, je crois, à l'observer avec vous qui, d'ailleurs, en connaissez peut-être la teneur par Lord Lyons. Lord Granville est très inquiet des desseins de Bismarck, et la Reine a jugé opportun d'écrire elle-même à l'Empereur pour lui faire part de ses inquiétudes par rapport à la paix et appeler son attention sur la politique du Chancelier. Ce n'est pas le Foreign Office qui l'a fait connaître à Russell; il l'a appris d'une manière *absolument certaine* par une autre voie. C'est un fait grave et vous voyez que si Lord Lyons ne vous l'a pas confié, il est essentiel que nous gardions à ce sujet un silence absolu (1). J'ajoute un détail important pour vous seul encore : c'est que l'Empereur a paru *très étonné* de l'objet de la lettre de la Reine, regardant les détails qu'elle contenait comme une sorte de révélation de choses inconnues pour lui jusqu'à présent. Il faudrait en conclure que le Chancelier, ne se croyant pas obligé de consulter l'Em-

(1) La reine d'Angleterre, comme on le verra plus loin, intervint une seconde fois, en faveur de la paix, par une lettre à l'empereur d'Allemagne, au printemps de 1875.

pereur, d'entrer du moins dans le détail des affaires avec lui, par suite de l'état de santé où se trouve son maître, a pris sur lui la plupart des mesures qui ont marqué le dernier incident. C'est la conclusion qu'en tirait Russell et que j'ai tirée aussi, quelque étonnante qu'elle soit.

« J'ai remercié Russell, comme je le devais, de ce témoignage de confiance; mais je lui ai fait remarquer que, tout en étant satisfaits de la démarche personnelle de la Reine, nous nous étions contentés de mettre les puissances de l'Europe au courant de tout ce que nous avions fait, de leur faire toucher du doigt à quel point notre conduite avait été prudente, modérée, correcte, mais que nous n'avions pas cru devoir réclamer leur intervention morale dans nos démêlés avec l'Allemagne. J'espère que nous retirerons le bénéfice de notre prudence et de cette démarche *toute spontanée* de l'une des plus grandes puissances de l'Europe, s'apercevant enfin qu'elle a tort de se montrer indifférente devant ce qui se passe hors de chez elle (1). »

Au moment où M. de Gontaut apprenait ce fait important, l'empereur d'Autriche se trouvait en visite à Saint-Pétersbourg, accompagné de son premier ministre, le comte Andrassy. Quel que fût l'objet de cette entrevue, les deux souverains et leurs ministres assurèrent, à plusieurs reprises, le comte d'Harcourt et le général Le Flô que la France n'avait rien à en redouter. M. de Gontaut lui-même, étant allé passer quelques jours à Saint-Pétersbourg, après le départ de l'empereur d'Autriche, rendit compte de ses impressions dans une longue lettre particulière au duc Decazes. Bien qu'elle renferme beaucoup de détails étrangers à la question des mandements, nous en reproduirons la plus grande partie. Ce document remarquable valut à M. de Gontaut les remerciements et les compliments bien mérités

(1) « Il a remarqué, écrivait le 20 mars M. de Gontaut, en parlant de Lord Odo Russell, que depuis la lettre de la Reine, il s'est fait un apaisement à peu près complet à Berlin et il s'en félicite. »

du duc Decazes. « Je serais impardonnable, lui disait-il, si je ne vous disais à quel point il nous a charmés et *convaincus.* C'est la *note exacte*, telle qu'elle nous revient par Orloff, par Andrassy et même par Ignatieff (1). Le Maréchal en a demandé et en garde une copie. Sur quelques points, les seuls sur lesquels il se soit ouvert, le sentiment d'Arnim est tout semblable. » On peut déjà voir se dessiner dans cette lettre le mouvement qui devait aboutir à l'alliance franco-russe et l'on y trouve une nouvelle preuve de la désapprobation que les récentes exigences du prince de Bismarck avaient rencontrée à Saint-Pétersbourg et dans presque toute l'Europe.

« Saint-Pétersbourg, 9 mars 1874.

« Mon cher ami,

« Dans une lettre particulière vous m'aviez invité à vous donner connaissance des impressions que j'aurais recueillies dans mon excursion rapide de Russie. Je vous envoie aujourd'hui mes *notes de voyage.* Je vous prie de ne les prendre que pour des *impressions* et non pas comme le résultat de longues observations et d'une étude approfondie de notre situation en Russie. J'ai vu, il est vrai, l'Empereur, le prince Gortchakoff, un de ses conseillers intimes, le baron de Jomini, et le baron de Westmann, adjoint au ministre des affaires étrangères, et à peu près tous les hommes importants au point de vue des affaires. D'assez nombreuses relations dans la haute société de ce pays m'ont fourni l'occasion de quelques conversations intéressantes.

« Tenant à enlever tout caractère politique à mon voyage, je n'ai voulu être présenté qu'à un seul membre de la famille de l'Empereur, le plus élevé d'ailleurs, le grand-duc

(1) Ambassadeur de Russie à Constantinople.

héritier; j'ai cru toutefois devoir obéir au désir de me voir qu'avait bien voulu manifester par deux fois Mme la grande-duchesse Marie, sœur de l'Empereur, et qu'elle a chargé un ami commun de me transmettre. J'ai eu l'honneur de causer avec elle pendant une heure environ. Mais je n'ai été en rapports qu'une seule fois avec chacun de ces personnages, et quant à mes relations de société, elles ont à peine duré quinze jours. Je n'ai donc pas la prétention de vous envoyer des lumières nouvelles et éclatantes; mais je crois utile de vous exposer simplement ce que j'ai vu ou entendu et l'opinion que j'en ai conçue.

« Je commencerai par vous rapporter à peu près textuellement mes entretiens avec l'Empereur et le prince Gortchakoff. Le général Le Flô avait prévenu le chancelier de mon désir de lui faire une visite et sa réponse mentionnait le plaisir qu'il aurait à me voir. Je me rendis en conséquence chez le prince Gortchakoff, le 25 février, à midi.

« Voulant éviter jusqu'aux apparences d'un but politique dans mon voyage de Pétersbourg, je ne comptais pas prendre l'initiative d'une conversation d'affaires, et j'attendis que le prince y vînt de lui-même. Après avoir épuisé les banalités ordinaires sur le pays que je parcourais, sur Pétersbourg, Moscou, etc. : « Eh bien, me dit le prince, sur le ton d'une interrogation qui respirait à la fois la bienveillance et l'inquiétude, eh bien, en France, vous allez petit à petit? — Oui, lui répondis-je, nous ne pouvons que marcher ainsi; mais vous connaissez le proverbe italien : « Chi va piano va sano ». Nos difficultés ont été grandes; petit à petit nous en triompherons. Il y a bien des intérêts à ménager; nous devons donc avancer avec prudence. — Le malheur de votre situation, reprit le chancelier, c'est que vous n'avez que des solutions en espérance, et rien de définitif. — Cela est vrai; mais vous savez pourquoi : nous avons touché à une solution qui a échoué contre toute attente. Force nous a été de rester dans le provisoire; mais un

« provisoire entre les mains d'hommes sûrs, honnêtes, vaut « mieux qu'un mauvais définitif. L'essentiel, c'est que le « provisoire soit exercé par les conservateurs; c'est une « garantie pour l'Europe, comme pour la France. » Le prince ne le nia pas et il m'assura que la Russie était animée de sentiments bienveillants pour la France, qu'elle espérait que la France échapperait aux périls qui la menaçaient : « Nous pouvons avoir nos préférences, ajouta-t-il, « pour telle solution, plutôt que pour telle autre, mais il ne « nous appartient pas de nous prononcer; vous êtes seuls « les maîtres de vos destinées. — Nous ne demandons pas « autre chose, ai-je dit, que cette bienveillance dont vous « voulez bien me renouveler l'assurance; mais nous la « réclamons de l'Europe comme un sentiment auquel nous « croyons avoir acquis des droits par notre conduite. »

« Ici, le prince Gortchakoff, pour me donner apparemment une preuve de cette bienveillance en même temps qu'une sorte d'avertissement, me parla d'un incident survenu récemment à Constantinople (1)... « Songez-y, l'Allemagne vous a « cherché chicane là; on vous la cherche tant qu'on peut, « mais avec de la patience et de la modération vous vous « en tirerez. »... Je revins sur ce mot : on vous cherche chicane autant qu'on le peut, et je lui dis : « En effet, j'en « ai eu tout récemment une preuve à l'occasion des mande- « ments des évêques français. — Ce n'était pas sérieux, « reprit le prince Gortchakoff; Bismarck ne vous fera pas

(1) Des différends s'étaient élevés, en Turquie, parmi les Arméniens unis, ainsi qu'on appelait ceux qui étaient demeurés dans l'obédience du Saint-Siège, pour les distinguer de la secte qui s'en était depuis longtemps séparée. De ces Arméniens unis, les uns avaient accepté et les autres repoussé le dogme de l'infaillibilité. Les premiers avaient pour chef le patriarche de Cilicie Hassoun. L'ambassadeur de France, M. de Vogüé, à l'occasion de leurs différends, était intervenu auprès du Sultan. Cet incident avait soulevé la question du protectorat de la France sur les chrétiens d'Orient. L'Allemagne en avait profité pour se déclarer formellement contre ce protectorat.

« la guerre. — C'est possible, répondis-je; mais tout en « accordant à M. de Bismarck les qualités d'un homme « d'Etat éminent, il faut convenir aussi qu'il est très pas- « sionné. Les questions religieuses de l'Allemagne peuvent « l'entraîner très loin. — N'importe, reprit le chancelier; il « ne peut vous faire la guerre en ayant contre lui l'opinion « morale de toute l'Europe, et il l'aurait. » Cette parole du prince Gortchakoff a, si je ne me trompe, une assez grande portée, et elle vient confirmer l'opinion que j'ai depuis près d'un mois, à savoir que M. de Bismarck n'a pu trouver en Europe l'appui sur lequel il avait compté dans l'incident des évêques et qu'il a fait une mauvaise campagne.

« Le chancelier est revenu peu après sur les bons sentiments de la Russie à l'égard de la France, et, à cette occasion, il m'a parlé du toast porté, il y a quelques jours, par l'empereur de Russie : « Le *Times* en a donné une très « fausse interprétation, mais vous avez vu certainement la « rectification que j'en ai faite dans le *Journal de Saint-* « *Pétersbourg*. Si l'Angleterre a été nommée, c'est par cour- « toisie pour les princes anglais présents à ce dîner, et point « pour un autre motif. Je puis vous assurer qu'il n'y avait « aucune pensée malveillante pour la France, loin de là (1). »

. . . .

(1) Voici le toast de l'empereur de Russie, d'après la version anglaise du *Times* : « Je bois à la santé de mon ami l'empereur François-Joseph, que nous sommes si heureux de voir parmi nous. Dans l'amitié qui nous unit, nous et aussi l'empereur Guillaume et la reine Victoria, je vois la plus sûre garantie de cette paix en Europe qui est si désirée de tous et si nécessaire à tous. »

Le *Times* avait ainsi commenté ce toast : « Le toast de l'empereur Alexandre est un manifeste. Nous nous réjouissons sincèrement de cette preuve de bon accord entre la Russie et l'Autriche ; nous acceptons de même l'annonce d'une quadruple alliance, en ce sens que le gouvernement britannique fera tous ses efforts, comme il a fait jusqu'ici, pour empêcher les nations du continent d'avoir recours aux armes afin de régler leurs différends. Mais nos principes ne nous

« Avant de nous séparer, le chancelier me demanda si je n'irais pas voir l'Empereur. Je répondis que j'en serais très honoré, mais que j'y mettais de la discrétion, car l'Empereur devait ressentir quelque fatigue des nombreuses visites qu'il avait reçues depuis un mois. Le prince m'assura que l'Empereur serait charmé de me voir et il s'offrit pour m'obtenir une audience de Sa Majesté. J'acceptai, et, deux heures après, en rentrant chez moi, je trouvai un billet du chancelier qui me prévenait que l'Empereur ne pouvait me voir ces jours-ci à cause de ses devoirs religieux, mais qu'il me recevrait lundi à une heure.

« Le résumé de mes impressions sur les sentiments actuels du chancelier à notre égard, je vous l'ai donné dans ma lettre du 27 février : intérêt pour la France, désir de la voir se relever, nulle disposition à seconder l'Allemagne dans les embarras qu'elle nous suscite sans cesse; au contraire, volonté de la calmer; mais confiance moindre dans le gouvernement actuel que l'on n'en avait à l'égard de M. Thiers, inquiétude pour son avenir, réserve à l'égard des ministres, résolution de ne contracter aucun lien avec la France tant que le gouvernement restera dans un provisoire qui n'offre aucune garantie de durée et à qui on refuse, pour ainsi parler, la personnalité politique.

« Mon audience chez l'Empereur avait été fixée au lundi 2 mars. Ce jour-là, quelques minutes avant l'heure assignée, j'entrais dans le cabinet de Sa Majesté. Son accueil a été simple et cordial. Il me serra la main et voulut bien m'exprimer sa satisfaction de me revoir à Saint-Pétersbourg. Il me parla de mon voyage, puis il me dit : « J'ai chargé Orloff « d'exprimer au maréchal de Mac-Mahon tous mes senti- « ments de sympathie et d'estime ainsi que mes vœux sin- « cères pour qu'il parvienne à fonder l'ordre en France et à

permettront jamais de prendre une attitude hostile envers la nation française. C'est ainsi que nous acceptons le toast de l'empereur Alexandre. »

« le consolider. C'est la loyauté même, et je regarde « comme une chose très heureuse de le voir à la tête du « pouvoir. — Je remercie Votre Majesté de ce message « bienveillant; nous croyons, en effet, que le Maréchal « rend au pays les plus grands services. Votre Majesté sait « que nous avons été au moment de toucher le port. Nous « pensions que la monarchie allait être rétablie. De tristes « malentendus sont venus renverser tout à coup nos espé- « rances. » Ici l'Empereur a fait un geste qui marquait son assentiment à mes regrets. « Dans le désarroi qui a suivi, « force nous a été de chercher une solution qui garantît « l'ordre et donnât autant de sûreté que possible aux prin- « cipes conservateurs. Nous avions le bonheur d'avoir sous « la main un homme tel que M. de Mac-Mahon et nous lui « avons confié le pouvoir pour un temps relativement long.

« On ne pouvait rien de mieux, a dit l'Empereur. Est-on « tout à fait remis en France, ajouta-t-il, du trouble qu'ont « soulevé les prétentions étranges de M. de Bismarck? Il « eût été *monstrueux* de vous faire la guerre sous de sem- « blables prétextes. Vous savez le prix que nous attachons « à la conservation de la paix; elle ne sera pas troublée, je « l'espère bien. — Sire, nous ne demandons en effet qu'une « chose, la paix. Tout le monde sait, d'ailleurs, que nous ne « voulons pas, que nous ne pouvons pas faire la guerre. Nous « avons beaucoup à organiser à l'intérieur, après les épreuves « cruelles que nous avons traversées. Notre devoir serait de « reculer devant la guerre la plus juste, la plus légitime. — « Et vous avez raison, reprit l'Empereur; au reste, le prince « de Bismarck connaît votre situation militaire aussi bien « que vous, et il sait parfaitement que vous n'avez pas la « moindre intention de vous mettre sur l'offensive; mais il « veut obtenir le vote de sa loi militaire au Reichstag et « tout le bruit qu'il a fait n'avait pas un autre but. Mais le « personnage, que vous connaissez autant que moi, est entier, « entreprenant, peu commode, et je comprends les embarras

« dans lesquels vous vous êtes trouvés. Je souhaite vive-
« ment que l'ordre se rétablisse tout à fait chez vous.
« Hélas! il faut bien en convenir, les mauvaises doctrines
« sont parties de la France. Ces *fameux* principes de 89
« n'ont apporté que le désordre, la guerre, la révolte, et
« votre pays en a bien cruellement souffert! — Sire, il faut
« distinguer : tout n'était pas mauvais dans les principes
« de 89; il y avait alors bien des réformes à opérer en France;
« mais la Révolution est venue tout gâter. — C'est juste,
« dit l'Empereur. »

« Je continuai : « J'en conviens sans difficulté : c'est de la
« France trop souvent que sont parties de fausses et perni-
« cieuses doctrines qui ont fait tant de mal à l'Europe. C'est
« pour cela que, lorsque nous tâchons de réparer le mal qui
« a été fait, lorsque nous travaillons au rétablissement de
« l'ordre et que nous combattons le radicalisme, nous
« croyons avoir droit à l'estime, à la bienveillance, aux
« encouragements de l'Europe; nous faisons son œuvre, en
« effet, nous lui rendons service, car si les doctrines déma-
« gogiques l'emportaient, il n'y aurait pas un coin de l'Eu-
« rope peut-être qui n'en ressentît les cruelles atteintes. C'est
« là, Sire, la tâche des conservateurs et du gouvernement
« actuel, et, à ce titre, nous réclamons les sympathies des
« puissances et celle de Votre Majesté en particulier.

« Soyez sûr, répondit l'Empereur, que sur un pareil terrain
« elles vous sont toutes acquises. Vous vous rappelez ce que
« je vous ai dit à Berlin (entrevue de septembre 1872) (1). Mes
« sentiments pour la France n'ont pas varié depuis lors;
« ils sont toujours les mêmes. Quelques personnes ont faus-
« sement commenté le toast que j'avais porté en présence
« de l'empereur d'Autriche; le général Le Flô a très bien
« deviné ma pensée. Je le lui ai dit : c'était un toast destiné
« à assurer et à consolider la paix, et j'avais particulière-

(1) Cf. Vicomte de Gontaut-Biron, *op. cit.*, pp. 159 et 165.

« ment la France en vue lorsque je l'ai prononcé. Les entre-
« vues diverses des souverains ont la paix uniquement pour
« but. C'est à Berlin que ces intentions ont reçu leur pre-
« mière consécration. Tenez, ajouta-t-il, avec un certain
« accent affectueux, en me montrant le portrait de l'empe-
« reur Guillaume suspendu à la boiserie, voilà un souvenir
« de la visite que je lui fis alors. »

« Ces mots dits, il me congédia avec les mêmes témoignages de cordialité qu'au commencement de notre conversation. J'ai appris depuis, par la grande-duchesse Marie et par de hauts personnages de la cour, que mon langage avait plu à l'Empereur et qu'il en avait gardé une impression favorable. Moi aussi, je me suis retiré satisfait de chez l'Empereur; il a eu moins de réticences que son chancelier, il a été affectueux et m'a paru sincère. Tout le monde connaît sa sympathie pour son oncle l'empereur Guillaume et sa volonté de rester avec lui dans les meilleures relations. Certainement il m'a fait sentir une ou deux fois qu'il considérait l'ordre de choses existant en France comme bien précaire; mais cela ne l'empêche pas de porter un véritable intérêt à la France et de tenir énergiquement à la conservation de la paix en Europe.

« M. de Jomini était venu me chercher deux fois sans me trouver; nous nous rencontrâmes enfin à un dîner chez l'ambassadeur de France. C'est un esprit spéculatif, porté aux rêveries, assez bizarre, sur lequel il est difficile de beaucoup compter, intelligent sans doute, mais dont le principal mérite est de se trouver l'un des confidents du chancelier... Il m'a parlé en très bons termes du maréchal de Mac-Mahon, et il s'est fort loué de vos procédés en général; mais il redoute nos tendances *cléricales*, comme la plupart des Russes, et c'est à ce titre qu'il n'aurait pas vu le retour de M. le comte de Chambord sans quelque méfiance, tout en reconnaissant ses avantages sous d'autres rapports. « L'Empereur, m'a-t-il dit,

« regrette l'échec de ce prince, ce qui est assez naturel « pour un monarque. »

« J'ai essayé de lui démontrer l'inanité de ses craintes par rapport aux tendances ultra-religieuses des conservateurs; je lui ai répété sous une autre forme une partie des arguments dont je m'étais déjà servi, soit auprès de l'Empereur, soit auprès du prince Gortchakoff, pour les convaincre de la parfaite modération dont nous avons toujours fait preuve dans notre attitude, de l'utilité de la paix pour tout le monde, et je terminai en lui disant : « Que vous ayez « cru avantageux d'établir une entente avec l'Allemagne, « je n'ai pas à revenir là-dessus; ce que nous attendons de « vous seulement, c'est que vous ne la suiviez pas dans « toutes les aventures où il lui plairait de s'engager contre « nous. — Certainement, nous ne le ferons pas, me répondit « Jomini avec netteté ; ce que vous demandez là est très « juste. Au reste, soyez sages et modérés, renfermez-vous « dans votre réorganisation intérieure. Voyez combien une « pareille conduite après la guerre de Crimée nous a profité! « En Russie, vous ne trouverez pas de sympathie pour les « Allemands, et les sentiments de répulsion qu'on éprouve « contre eux ne pourraient être contenus sans l'affection « bien connue de l'Empereur pour son oncle. Nous aimons « peut-être les Allemands *chez eux*, mais pas *chez nous*. »

« Puis il se répandit en regrets amers sur la destruction de l'œuvre édifiée par le congrès de Vienne, résultat admirable, dit-il, de ce mouvement produit en Europe par vingt-cinq ans de guerres étrangères et de transformations intérieures. Ses regrets ne furent pas moins vifs au sujet de l'opposition que la Russie avait toujours rencontrée chez l'empereur Napoléon à une alliance intime et fondée sur des intérêts mutuels permanents entre la France et la Russie. « Nous « avons tout fait, me dit-il, pour nous entendre avec l'em- « pereur Napoléon; il s'y est toujours refusé. Et pourtant « que d'avantages il eût retirés de notre alliance! » Sa der-

nière parole fut pour me mettre en garde contre la disposition du gouvernement allemand à favoriser le rétablissement de l'empire en France. Il la regarde comme certaine. J'ai été frappé de rencontrer la même assertion dans la bouche d'une autre personne très haut placée qui est en mesure de connaître la vérité à cet égard.

« Vous connaissez probablement la grande-duchesse Marie, la sœur de l'empereur Alexandre. Elle a la réputation d'une tête vive, peut-être un peu extraordinaire, à coup sûr, peu politique; mais, seule peut-être de toute la famille impériale, elle a son franc-parler auprès de son frère qui l'aime, et elle ne se cache pas pour dire très haut ce qu'elle pense. Quand je suis arrivé à Pétersbourg, toute la ville parlait d'une boutade très embarrassante pour l'ambassadeur d'Allemagne qu'elle avait eue, à deux jours de là, dans une fête donnée par une grande dame de la société russe. Assise, au souper, en face du prince de Reuss, elle lui avait proposé de boire avec elle à la santé, non pas de l'empereur d'Allemagne, mais de son oncle, puis, un instant après, à celle de l'Alsace-Lorraine redevenue française, enfin à la santé de Mgr Ledochowski et du Pape... L'ambassadeur d'Allemagne fit semblant de ne pas entendre et s'en tira par là. Le soir, en se retirant, elle avait déjà compris la *hardiesse* de ces toasts en pareille société et en avait été un peu embarrassée. Le lendemain, l'Empereur prévenu lui avait adressé des reproches sévères et elle fit des excuses au prince de Reuss qui les reçut avec froideur.

« Cette aventure était faite pour me rendre d'autant plus circonspect vis-à-vis de la grande-duchesse. Ne demandant pas à être reçu par tous les grands-ducs, je m'abstins également de me présenter chez elle, bien qu'on m'y eût engagé de sa part. Mais, je vous l'ai dit, elle chargea quelqu'un pour la deuxième fois de me témoigner son désir de me voir; elle me fit dire que je ne serais pas reçu officielle-

ment, que je demanderais à visiter son palais, qui est un véritable musée, et que je la trouverais comme par hasard dans un des salons. Je ne vis pas d'inconvénients à une entrevue dans ces conditions, et c'est ainsi que j'ai eu l'occasion de l'entretenir en tête à tête. Elle s'est montrée très gracieuse et très confiante et m'a parlé principalement de ses sentiments d'affection pour la France et d'antipathie contre l'Allemagne. Mais elle a insisté plusieurs fois sur le malheur pour notre pays de n'avoir pas de gouvernement stable et définitif.

« Comment voulez-vous qu'on fasse quelque chose avec « vous? Tâchez donc de vous relever, de vous réorganiser, « de vous constituer afin que nous puissions faire ceci »; et elle me tendit la main comme en passant par-dessus un obstacle. C'était l'union de la France et de la Russie par-dessus la tête de l'Allemagne. Du reste, elle aime tous les membres de la famille Bonaparte et regrette presque l'Empire. Je lui représentai fortement toutes les raisons que nous avons en France pour ne pas partager ses goûts, les immenses inconvénients qu'il y aurait pour la France et pour la paix du monde, peut-être, au rétablissement de l'Empire. Elle en convint d'assez bonne grâce et elle reconnut qu'une restauration bonapartiste n'était pas désirable. « Enfin, me « dit-elle, j'aime la France, non pas les partis, entendez-le « bien, mais la France, et je lui souhaite toute prospérité. »

« Dans le cours de l'entretien, elle m'affirma confidentiellement l'exactitude d'un fait que j'avais bien des raisons déjà de soupçonner, à savoir, l'empire très grand du prince de Bismarck sur le prince royal et les mauvaises dispositions de celui-ci à l'égard de la France.

« Je ne vous raconterai pas en détail les conversations que j'ai eues avec des personnes de la société russe d'une position moins élevée que les précédentes; d'ailleurs, j'ai retrouvé chez les unes comme chez les autres des appréciations peu différentes. Le bonapartisme y compte un

assez grand nombre d'adhérents, et la république conservatrice presque aucun à ma connaissance. Un homme de beaucoup d'esprit et ancien diplomate m'assurait que si la France se relevait, l'entente concertée par Bismarck entre l'Allemagne et la Russie n'entraverait nullement cette dernière puissance dans les alliances qu'elle aimerait à contracter. Je le crois aussi.

« Il est temps, mon cher ami, après un si long récit, de résumer mes impressions. Le grand mal de la France, aux yeux de l'Europe, c'est de ne pas avoir de régime constitué; c'est, à défaut d'un gouvernement définitif, de ne pas présenter au moins un ordre de choses organisé, donnant des garanties d'un fonctionnement régulier en même temps que de quelque durée, sortant du provisoire actuel, qui n'est appuyé sur aucune loi, dépend uniquement d'une majorité variable, que l'on sait composée d'éléments très divers, et qui enlève ainsi toute confiance dans la stabilité du septennat présidentiel. Aux yeux de l'étranger, nous n'avons pas de *surface*; nous sommes comme une société anonyme, dont on ne trouve nulle part les gérants responsables; notre signature n'aurait qu'une valeur éphémère qui demain a de nombreuses chances d'être protestée. Et voilà pourquoi les puissances qui sont bienveillantes pour la France et comprennent l'intérêt pour elles-mêmes du relèvement de la France, — la Russie par exemple, — voilà pourquoi elles regardent comme impossible d'entrer avec nous dans des arrangements politiques, fût-ce même en se bornant à en jeter les bases. Et la Russie le regrette, je suis disposé à le croire.

« C'est donc ce provisoire vacillant, incertain, à la merci d'une assemblée souveraine et mobile, qui inspire des inquiétudes pour la France et qui éloigne la confiance de l'étranger. Il devrait être rassuré, ce semble, par ce fait que les conservateurs ont la majorité dans l'Assemblée. Il ne l'est pourtant pas, et même on paraît peu sensible à cette considération. Cela tient à deux causes :

« En premier lieu, il voit ces conservateurs divisés en deux partis au moins, dont l'un, de beaucoup le moins fort à l'Assemblée, tend en ce moment à devenir de beaucoup le plus fort dans le pays. Il les voit en même temps assez faibles pour ne pouvoir empêcher le succès invariable des radicaux dans toutes les élections partielles, bien que le provisoire ne soit pas entre leurs mains.

« En second lieu, si on n'accorde pas aux conservateurs la confiance qui leur serait due, c'est qu'on redoute *leurs tendances cléricales*. Les questions religieuses tiennent dans presque toute l'Europe aujourd'hui une place qu'on n'eût guère prévue il y a quelques années encore : autrefois, si elles surgissaient dans tel ou tel pays, elles y étaient localisées, pour ainsi dire, du moins elles n'agitaient pas les passions au delà des frontières. Mais la chute du pouvoir temporel et le concile du Vatican ont été le point de départ d'une ère nouvelle : le mouvement religieux s'est répandu de tous côtés, la levée de boucliers contre le catholicisme est devenue à peu près générale, et, l'Allemagne aidant, on a regardé la France comme prête à se faire partout, à tort et à travers, le *champion* de la cause catholique.

« M. Thiers ne donnait pas d'ombrage à cet égard; on redoute au contraire les opinions religieuses des conservateurs. Or la Russie, pour ne parler que d'elle, est fort susceptible sur cette question. Le catholicisme a toujours joué le principal rôle dans les insurrections polonaises, et l'on n'a pas oublié les sympathies actives qu'elles ont trouvées en France. A l'heure actuelle encore, la Russie est en dissidence avec le Pape sur des points importants et fort délicats. On craint donc que les conservateurs, détenant le pouvoir en France, ne donnent par cela seul des encouragements aux prétentions des Polonais et aux mécontentements religieux. Telle est la raison, à mon sens, pour laquelle on se méfie en Russie des conservateurs.

« Ainsi donc, d'une part, la faible consistance du gouver-

nement, de l'autre, les tendances présumées et redoutées des conservateurs, voilà ce qui retient les sympathies russes à notre égard. Sur ce second point, notre attitude sage, notre conduite si correcte, pourraient avec le temps faire tomber ces préventions. Mais tant que nous resterons dans la situation sans nom où nous sommes, nous ne devons rien attendre de l'Europe, ni avances, ni intérêt, ni même considération.

« Qu'il y a-t-il donc à faire? Vous le savez aussi bien que moi, mon cher ami, et mieux que moi, vous qui vivez au milieu des difficultés que je vois de loin seulement, tout en les ressentant vivement, vous qui consacrez avec tant de dévouement vos efforts, votre intelligence, à les aplanir; vous trouverez les moyens d'arriver au but, s'il plaît à Dieu!

« Je n'ajouterai qu'un mot relativement au grand empire que je viens de visiter trop rapidement. Quand j'entends autant parler français à Pétersbourg, dans tous les rangs, dans tous les salons, dans les rues, plus qu'on ne le parle peut-être dans quelques-unes de nos provinces, quand je remarque que le journal officiel de l'empire s'imprime en français, sans parler de la correspondance diplomatique qui se fait également dans notre langue, quand j'observe avec quelle attention, quel empressement on sait tout ce qui se fait en France, les discussions littéraires comme les discussions politiques, avec quel attrait on lit toutes les productions de l'esprit français, quand je trouve enfin d'aussi nombreuses sympathies pour nous dans la société et dans l'armée, il est impossible de ne pas se dire qu'il y a là des éléments nombreux, précieux, à cultiver, à exploiter pour l'avenir dans l'intérêt de la France, et que nous ne rencontrons nulle part dans une pareille mesure. Le fait-on autant qu'on le devrait? Le fait-on avec tout le succès possible?

« Agréez, mon cher ami, etc. »

Revenu à Berlin, M. de Gontaut put constater à bien des indices que l'apaisement était complet et définitif. Ses dépêches et ses lettres se succédaient, de plus en plus rassurantes. Mais si l'incident des mandements d'évêques était clos, il ne s'ensuivait pas que les dispositions du prince de Bismarck à notre endroit se fussent améliorées. On en jugera par cet extrait de note que le duc Decazes envoya à M. de Gontaut et dans lequel sont relatées deux entrevues du prince Orloff avec le chancelier allemand. Elles venaient d'avoir lieu dans le courant du mois de février.

« ... M. de Bismarck partit de cet éloge de M. Thiers pour attaquer avec une grande intempérance d'expressions M. le comte d'Arnim. Il l'accusa de l'avoir trahi au moment du 24 mai, d'avoir fait tous ses efforts pour rendre l'Empereur favorable à une restauration du comte de Chambord. (Ces reproches sont d'autant plus piquants que le parti légitimiste, très mal informé de la vérité, n'a cessé de regarder le comte d'Arnim comme un ennemi.) M. de Bismarck s'exprima, d'ailleurs, avec beaucoup de sévérité sur tous les hommes appartenant à la carrière diplomatique et il dit qu'il finirait par en venir à se faire représenter partout par des militaires.

« Au cours de la conversation, l'éventualité d'une restauration bonapartiste en France ayant été envisagée, M. de Bismarck déclara qu'il avait été autrefois très favorable aux Bonapartes, mais qu'il les verrait rentrer en France avec un grand déplaisir, parce que l'Impératrice était cléricale.

« Dans cette appréciation comme dans presque toutes celles que M. de Bismarck formule aujourd'hui, on retrouve un parti pris passionné de n'envisager les questions qu'au point de vue du cléricalisme, qui est devenu sa préoccupation exclusive et presque maladive.

« La question de la suppression de l'*Univers* ayant été abordée, M. de Bismarck dit qu'il ne l'avait pas demandée,

que c'était d'Arnim, contrairement à ses instructions, qui suggérait ces procédés qui faisaient, au fond, l'affaire du gouvernement français.

« Le prince Orloff a revu M. de Bismarck à la fin du mois de février, en repassant par Berlin. Il a été de nouveau question de la France entre le prince et M. de Bismarck, à propos du refus de la Russie d'intervenir dans la question des Hassounistes (1)... M. de Bismarck dit à cette occasion qu'il ne connaissait rien aux affaires d'Orient, que si le représentant de l'Allemagne à Constantinople s'était mis à la traverse de M. de Vogüé, et si des efforts avaient été tentés par le prince de Reuss pour obtenir une intervention de la Russie contraire aux prétentions de la France dans l'affaire des Hassounistes, c'était parce que, dans les rapports de la diplomatie allemande avec la France, il avait adopté comme règle unique d'être toujours d'un avis contraire à celui qu'exprimeraient les représentants de cette puissance.

« Sur l'observation qui lui fut faite que c'était là une véritable guerre morale, M. de Bismarck dit qu'il en convenait, mais que tant que la France aurait, à l'égard de l'Allemagne, le fond d'amertume et d'hostilité qu'on sentait chez elle, il n'aurait pas une autre ligne de conduite. Il revint, d'ailleurs, sur les déclarations pacifiques de l'entretien du 13 février et affirma qu'il ne voulait pas la guerre, qu'il ne la ferait pas, que nulle personne sensée ne pouvait lui prêter cette idée, qu'il fallait le dire bien haut en Belgique où le prince Orloff allait se rendre.

« M. de Bismarck ne dissimula pas que l'espèce d'intimité qui s'établissait entre l'Autriche et la Russie, bien que le rapprochement entre ces deux puissances fût en grande partie son œuvre, ne lui agréait pas autrement. Le toast de l'empereur de Russie au banquet de Pétersbourg, toast où

(1) V. p. 48, note.

le Tsar avait parlé de quatre puissances alliées, ajoutant ainsi l'Angleterre à l'Allemagne, l'Autriche et la Russie, ne paraissait pas lui avoir plu. M. de Bismarck sait, en effet, qu'il domine l'Autriche par la crainte qu'il lui inspire, et la Russie par l'affection et le respect du Tsar pour l'empereur Guillaume. »

Ce document était accompagné d'une lettre particulière, datée du 10 mars, dans laquelle le duc Decazes décrivait l'attitude qu'il comptait opposer à la politique d'incessantes persécutions adoptée par le Chancelier :

« ... Nous sommes loin d'avoir ville gagnée, moins encore à Saint-Pétersbourg qu'à Vienne. Cependant, il me paraît absolument acquis que l'on a renoncé à s'en prendre à nous des inquiétudes que l'on peut avoir pour la paix du monde, et que l'on tient beaucoup à cette paix. Il est également certain que l'on nous trouve sages et modérés et que l'on trouve au contraire le prince de Bismarck fol et intempérant. Pour peu que les situations se développent sans que ces appréciations se modifient, elles porteront leurs fruits, et nous n'aurons pas, ce me semble, à nous en plaindre. Ceci, à la seule condition de vivre, mon cher ami, et je ne saurais oublier que c'est à force de patience que nous conquerrons ce droit de vivre.

« M. de Bismarck a trouvé que mon existence était trop douce et que ma patience n'était pas mise à d'assez rudes épreuves. Il a retiré M. d'Arnim parce qu'il le trouvait trop conciliant et chercheur de procédés destinés à adoucir ou écarter les difficultés; il était, d'ailleurs, de mœurs trop douces et trop courtoises dans ses relations avec moi. Et puis, il avait un moment réveillé dans le cœur du roi Guillaume les vieux sentiments de sympathie pour la cause de la légitimité ! Il paraît que le prince de Hohenlohe aura pour mission de changer tout cela. Je n'ai cependant, vous le savez, témoigné nulle émotion de ce changement que je voyais toutefois avec un véritable regret. A quoi bon? J'ai

dit très haut que j'étais enchanté, que perdant d'Arnim, son successeur me paraissait excellent : un très grand seigneur, très bien élevé, relationné avec le meilleur monde, qui a bien voulu, avant d'accepter le poste de Paris, s'enquérir des chances qu'il pouvait avoir d'y être bien reçu! Tout cela est parfait. Sans nul doute, il sera bien reçu, et je m'y emploierai de mon mieux. Je n'ai contre les mauvais desseins que l'on peut avoir contre moi qu'une arme : ma courtoisie, mon imperturbable courtoisie. J'en userai et j'en abuserai.

« M. de Bismarck, du haut de la tribune prussienne, traite avec une brutalité inqualifiable le président de l'Assemblée nationale française, celui qui représente dans notre pays *le souverain*, le seul, hélas! qui nous reste. Je n'en éprouve ou je n'en témoigne aucune émotion (1).

(1) Les députés d'Alsace-Lorraine avaient proposé l'annulation d'un article de loi qui conférait au gouverneur de la province le droit de décréter l'état de siège. Le prince de Bismarck intervint, le 3 mars, dans les débats au Reichstag. Faisant allusion aux plaintes qui avaient été portées à la tribune par les députés protestataires, il disait : « Il est généralement peu agréable pour un ministre d'assister à des débats publics où l'administration dont il est responsable est soumise à la critique. Toutefois, dans le cas présent, ce malaise est extraordinairement atténué par le sentiment consolant.. que ces débats ont lieu ici et non à Versailles, que les griefs de l'Alsace sont examinés ici, au Reichstag allemand, et non dans l'Assemblée nationale française... Supposons que les circonstances eussent été inverses, que, la guerre ayant tourné autrement, une partie de la province du Rhin, ou, ce qui est peut-être encore plus vraisemblable, une partie de la Belgique fût devenue française et que les députés annexés contre leur gré voulussent parler, comme ils l'ont fait ici, à l'Assemblée de Paris. Nous n'avons qu'à lire dans les journaux le compte rendu de la première séance venue de l'Assemblée à Versailles pour acquérir la certitude que, sinon la majorité, du moins, en fin de compte, *M. le président Buffet, avec la façon tranchante qui lui est propre, rendrait bientôt illusoire pour les plaignants la liberté de la parole...* » Le discours continue sur ce ton sarcastique à l'égard de la France et des Alsaciens-Lorrains. Il montre à quel point l'âme du Chancelier était inaccessible au moindre sentiment de générosité

« M. de Bismarck veut bien raconter ses impressions à un journaliste hongrois et lui confie que nous autres Français, à moins d'être cuisiniers ou coiffeurs, nous ne sommes que des sauvages et des Peaux-Rouges. Je ne m'en aperçois pas (1).

« Il me fait dire qu'à un moment donné, nos francs-tireurs ont tué un charretier allemand, père de famille. A la même heure, il est vrai, en temps de trêve cependant, les troupes prussiennes, aux mêmes lieux, continuaient la guerre, tuaient et pillaient. Je ne discute pas et j'envoie à M. d'Arnim huit mille francs pour les petits orphelins du dit charretier.

« Je continuerai ainsi, mon cher ami! Le Chancelier, de son côté, continuera à envoyer à ses agents pour seule instruction, pour seule recommandation, celles de contrecarrer, les yeux fermés, les agents de la France dans toutes leurs prétentions ou réclamations, si justes, si fondées, si légi-

pour les populations annexées et incapable de ménager les douleurs les plus respectables.

(1) Voici les propos que l'écrivain hongrois Jokai attribuait sur notre compte au prince de Bismarck : « Nous avons déjà assez à faire avec l'Alsace et la Lorraine... et si des considérations géographiques ne l'eussent exigé, nous n'aurions jamais annexé à l'Allemagne un empan de terre habité par des Français. Ce sont des ennemis à jamais irréconciliables et sauvages, oui, sauvages, car chez eux, les cuisiniers, les tailleurs et les perruquiers exceptés, on découvre l'Indien Peau-Rouge... » — Le Chancelier aurait dit également : « Le seul homme qui puisse actuellement troubler la paix de l'Europe, c'est le Pape. »

M. de Gontaut écrit au duc Decazes, le 22 mars, qu'il s'est entretenu, deux jours auparavant, avec le prince de Hohenlohe, de cette conversation et de l'émotion qu'elle avait suscitée en France. « Le prince de Hohenlohe m'apprit alors que les journaux du soir démentiraient l'entretien. Du reste, il ne m'exprima d'impressions d'aucune sorte sur la nature de cet entretien, ce qu'il aurait pu faire facilement, s'il n'est pas exact. J'espère qu'il sera moins réservé à Paris. Au reste, ce matin même, tous les journaux contiennent un télégramme de Berlin *contestant la dite rectification*, et j'ai bien peur que ce ne soit la version véritable. »

times qu'elles puissent être. Il nous fera sans relâche cette *guerre morale* qu'il substitue à la guerre matérielle! Je laisserai faire; je veux vivre. A un moment donné, l'Europe, l'Europe tout entière, sans en excepter l'Allemagne, finira par s'émouvoir, peut-être par s'indigner, tout au moins par s'inquiéter. Ces espérances ne sont pas absolument vaines. Quel symptôme plus saisissant que ces confidences de Lord Odo Russell et cette lettre de la reine d'Angleterre? Auriez-vous reçu ces confidences il y a un an? et cette lettre aurait-elle été écrite alors?

« Donc, nous verrons dans un an! Mais il faut vivre un an. Je sens que les plus gros périls nous viendraient de la question catholique, et je m'en préoccupe. Vous voyez combien nos évêques sont devenus circonspects. Cette attitude leur fait grand honneur. Nous avons entamé avec Nos Seigneurs de Nancy et de Saint-Dié des négociations pour la rectification des circonscriptions diocésaines (1). Ils témoignent le plus sincère bon vouloir. Tout va bien de ce côté. Je ne me sentirais vraiment menacé que si le Pape ou, à son défaut, les cardinaux quittaient Rome et se réunissaient en France. Corcelles (2) se croit assuré que cette éventualité ne se réalisera pas; mais sans relâche je travaille à l'écarter.

« Vous le voyez, mon cher ami, je n'ai guère d'illusions! Mais je trouve une force nouvelle, une sorte de consolation qui vient en aide à ma résignation, dans ce qui vient de se passer à Saint-Pétersbourg. Cette fois, ce n'est pas contre nous qu'on s'est entendu pour maintenir la paix. Cette fois, le protocole n'a pas été dressé et visé par le chancelier d'Allemagne, et cette entrevue, qui est son œuvre, soit! ne lui cause pas une satisfaction sans mélange. Il a senti que ce concert à deux, se produisant même sur son initia-

(1) Ces deux diocèses s'étendaient, depuis le traité de Francfort au delà de la frontière française, sur le territoire annexé.

(2) Ambassadeur de France près du Saint-Siège.

tive, devenait, sinon un déplacement, au moins un partage d'influence. On a fait intervenir le nom de l'Angleterre dans le protocole, et il ne pouvait l'avoir, ni prévu, ni désiré. Tout cela il le sent, et l'Allemagne, l'Allemagne qui n'est point aussi belliqueuse qu'il veut bien le dire, l'Allemagne qui veut la paix, le sent, elle aussi, et elle le sent si bien qu'il s'est trouvé une minorité de 138 voix contre 196 (1) pour lui tenir tête. Attendons... »

On voit, par tout ce qui précède, que si les prétentions et le langage hautain du Chancelier, dans l'affaire des mandements, avaient manqué leur but et n'avaient abouti qu'à inquiéter l'Europe, le gouvernement français néanmoins se croyait toujours à la veille d'une nouvelle complication.

Au reste, les embarras intérieurs du prince de Bismarck n'avaient point diminué, ni par conséquent leur fâcheuse influence sur sa politique extérieure. Une première lecture du projet de loi militaire avait eu lieu au Reichstag le 16 février. Le maréchal de Moltke était intervenu énergiquement dans la discussion. Néanmoins, l'assemblée avait nommé, pour l'étude du projet, une commission en grande majorité hostile. Par 22 voix contre 6, celle-ci avait rejeté, le 20 mars, l'article premier du projet, dans lequel le gouvernement demandait qu'un effectif de paix de 401,600 hommes fût voté une fois pour toutes et pour toujours. Parmi les opposants, les uns voulaient conserver au Parlement le droit de fixer annuellement cet effectif; d'autres proposaient d'en abaisser le chiffre à 385,000 ou même 360,000 hommes. Le Chancelier, quoique malade, dut entrer dans la mêlée et mener une vigoureuse campagne

(1) Allusion au vote qui avait terminé au Reichstag les débats sur la suppression de l'état de siège en Alsace-Lorraine. (V. p. 63, note.) La minorité de 138 voix, qui s'était prononcée en faveur de cette suppression, comprenait les Alsaciens, les Polonais, les démocrates-sociaux, le centre et environ un tiers du parti progressiste.

auprès de l'opinion publique. Le 9 avril, le parti national-libéral, réuni en séance spéciale, se résolut à voter un compromis que le Reichstag adopta, en troisième lecture, le 20 avril, par 214 voix contre 123. Ce compromis accepté par le gouvernement maintenait l'effectif proposé dans le projet, mais pour une période de sept ans seulement. « Un iècle! à notre époque », avait dit l'empereur Guillaume.

Quant à la lutte contre le catholicisme, elle touchait alors à sa période la plus aiguë. Les emprisonnements d'évêques se multipliaient : en février, celui de l'archevêque de Posen, Mgr Ledochowski, que le tribunal des affaires ecclésiastiques « destituait » en avril; ceux de l'évêque de Trêves et de l'archevêque de Cologne en mars et de l'évêque de Paderborn en août. Les condamnations frappaient aussi les prêtres, fermetures des presbytères, mises des biens sous séquestre, etc. Certains d'entre eux, à peine sortis de prison, revenaient, malgré la loi, dans leurs paroisses pour y exercer de nouveau leurs fonctions. L'Etat dut les expulser par la force, quelquefois même les arrêter en pleine église et provoquer un scandale. La lutte entre l'Etat et l'Eglise dégénérait en une sorte de guérilla, qui remplissait de son tapage toute l'année 1874. C'est alors que le gouvernement, appelant le Reichstag à l'aide, fit voter contre les prêtres rebelles, le 25 avril, sa loi de « dénationalisation » et de bannissement, par 214 voix contre 108. La Bavière elle-même, le grand Etat catholique du midi, promit de ne pas recevoir chez elle les ecclésiastiques exilés de Prusse. Enfin, le Landtag prussien, dans deux nouvelles « lois de mai », adopta à une forte majorité les autres mesures préparées par le ministère.

Mais ces triomphes parlementaires ne tranchaient point la question. « Ils n'en sortiront pas », avait dit à quelqu'un le roi de Saxe (1). Plus la persécution s'accentuait, et plus

(1) Le duc de Ratibor, frère du prince de Hohenlohe, ambassa-

a résistance s'organisait, plus l'union catholique se faisait compacte. Le soudain accroissement du parti du centre, dans le Reichstag récemment élu, en était la preuve. Les événements intérieurs n'étaient donc point de nature à calmer l'irritable et nerveux Chancelier. Son aversion pour la France s'augmentait naturellement de sa haine contre le catholicisme, dont cette puissance continuait à lui apparaître comme un champion toujours possible. L'apaisement qui s'était produit sur la question des mandements ne pouvait être qu'une trêve. Au sortir de ce défilé, où il avait dû montrer tant de sang-froid, de modération et d'adresse, M. de Gontaut demeurait attentif « aux desseins, aux faits et gestes de cet ennemi irréconciliable ».

deur d'Allemagne à Paris, et l'un des rares catholiques qui soutinssent la politique religieuse du Chancelier, avouait à M. de Gontaut ses inquiétudes pour l'avenir. « Il est convaincu, écrivait celui-ci, qu'au point où en étaient arrivées les choses, ni le gouvernement ni les catholiques ne pouvaient plus guère reculer. L'aveu est naïf de la part d'un homme qui a beaucoup contribué au succès de ces malheureuses lois et qui aurait pu, en prenant une autre attitude, apaiser le conflit. »

CHAPITRE II

LA CRISE DE 1875

Le prince de Bismarck et la France jusqu'à la fin de l'année 1874. — Continuation du Kulturkampf en 1875. — Efforts du Chancelier pour entraîner les puissances avec lui dans la lutte contre Rome; ses échecs; ses relations tendues avec l'Europe. — Décret interdisant en Allemagne l'exportation des chevaux. — La nouvelle loi française des cadres : création d'un quatrième bataillon. — Les cris d'alarme de la presse officieuse en Allemagne. — Impressions de M. Lefebvre de Béhaine à Munich. — Explications fournies par M. de Gontaut à M. de Bülow sur la loi des cadres et réponse satisfaisante de ce dernier. — Propos rassurants de l'Empereur. — La campagne de presse : retraites momentanées et retours offensifs. — Grave entretien de M. de Gontaut avec M. de Radowitz : la théorie de l'attaque préventive. — Propos inquiétants de diplomates. — Incertitude sur les desseins du Chancelier. — Entretien satisfaisant du duc Decazes et du prince de Hohenlohe. — Dépêche rassurante de M. de Gontaut : langage pacifique du maréchal de Manteuffel; l'opinion des gens d'affaires en Allemagne. — Nouvelle dépêche de M. de Gontaut : propos très alarmants du maréchal de Moltke et du prince de Bismarck; deux courants d'opinion à Berlin, l'un pacifique, l'autre belliqueux. — Entrevue énigmatique du prince de Hohenlohe et du duc Decazes. — Langage obscur de M. de Bülow à M. de Gontaut. — En plein mystère.

Après l'incident des mandements d'évêques, l'année 1874 s'était écoulée sans événement grave, mais non sans inquiétude. La France avait pu craindre un moment que, du côté de l'Espagne, le prince de Bismarck ne lui cherchât une autre querelle. On sait la lutte qui était alors engagée, dans

le nord-ouest de ce pays, entre les carlistes et le gouvernement républicain, dont le général Serrano était le chef. Celui-ci, au mois de juillet, avait fait remettre au duc Decazes une note assez hautaine, dans laquelle il se plaignait de l'appui qu'il prétendait apporté par la France aux carlistes, des secours en hommes et en approvisionnements qui passaient les Pyrénées et dont notre gouvernement aurait facilité ou toléré l'envoi (1). Le prince de Bismarck appuya quelque temps ces réclamations. L'affaire prit même assez d'importance pour que M. de Gontaut dût venir de Schlangenbad, au mois d'août, la discuter directement à Berlin avec M. de Bülow. Puis le Chancelier la laissa tomber, comme celle des mandements. Une nouvelle note, adressée en octobre au duc Decazes par le gouvernement espagnol et rédigée en termes arrogants, fut critiquée même en Allemagne. « Il est incroyable, disait l'Empereur à M. de Gontaut, qu'un pouvoir qui n'a que le souffle se permette d'écrire une note sur un ton pareil. »

Cet épisode terminé, la « guerre morale » contre la France, entreprise, de son propre aveu, par le prince de Bismarck, avait continué. On s'en apercevait aux coups d'épingle, ou, pour parler d'une manière plus conforme au tempérament du Chancelier, aux coups de boutoir qu'il aimait à nous porter. A la fin du mois d'octobre, c'était un passage menaçant inséré dans le discours d'ouverture du Reichstag. Le monde diplomatique à Berlin en avait donné des interpré-

(1) La situation se compliquait encore de la présence à Pau de la femme de Don Carlos, la princesse Marguerite. M. de Gontaut, séjournant alors aux environs de cette ville, avait même reçu la délicate et pénible mission de faire comprendre à cette princesse les embarras diplomatiques que son séjour prolongé sur notre territoire, si près du théâtre de la guerre carliste, pouvait entraîner pour le gouvernement. Celui-ci avait à cœur de prévenir une demande d'expulsion que la république espagnole aurait pu formuler avec l'appui de l'Allemagne et que, par sentiment chevaleresque, il était décidé à repousser.

tations diverses. Mais l'Empereur lui-même aurait dit à une personne, qui l'avait répété à M. de Gontaut, que c'était surtout la France qu'il avait voulu viser, en réponse aux critiques et aux accusations calomnieuses dirigées sans cesse en ce pays contre les intentions du gouvernement allemand. « Ce n'est pas encore la guerre, avait-il ajouté, mais c'est un avertissement pour qu'un jour nous n'en soyons pas amenés là. »

Dans la conviction de M. de Gontaut, la phrase en question était due « à un accès d'irritation du prince de Bismarck, très impatienté, très contrarié de l'insistance avec laquelle, depuis l'incident des mandements, les journaux de presque toute l'Europe l'accusent de provoquer incessamment la guerre ». M. de Gontaut devinait juste, ainsi que nous l'apprennent les Mémoires récemment publiés du prince Clovis de Hohenlohe. On y voit même qu'un dissentiment s'était élevé entre l'Empereur et le Chancelier et que le souverain, jugeant la phrase trop provocante, avait d'abord voulu la supprimer.

Peu de temps après, le prince de Bismarck s'exprimait au Reichstag en termes blessants sur le compte de la France et de l'enseignement catholique. Répondant à l'abbé Winterer, député d'Alsace-Lorraine, qui lui reprochait d'avoir supprimé, dans cette province, les établissements d'instruction dirigés par des ecclésiastiques, il disait : « Vous voyez où la nation française, sous l'influence d'un tel enseignement scolaire, en est arrivée avec le temps... Il y a dans la nature française une crédulité proverbiale, dont la population alsacienne ne s'est point encore défaite. Et l'on ne peut absoudre de toute complicité à cet égard le genre d'enseignement scolaire donné jusqu'ici, auquel participaient et qu'influençaient de très nombreux éléments, qui, pour soutenir leur domination et leur influence, avaient un intérêt — je ne dirai pas à l'abêtissement de la jeunesse — mais du moins à ce qu'elle ne devînt pas trop intelli-

gente. » Le Chancelier déclarait, dans ce même discours, que la France préparait la guerre.

« Voici, écrivait le duc Decazes, le 7 décembre, à M. de Gontaut, une série de discours du prince de Bismarck peu encourageants et qui ne semblent pas faits pour donner grande autorité à mes déclarations pacifiques. Je m'emploie de mon mieux à empêcher la presse française de les relever; mais vous ne sauriez vous étonner si ces brutales provocations ne restent pas sans réponse. Quant à moi, je suis parfaitement décidé à ne pas m'en émouvoir; mais je ne puis répondre au même degré du tempérament de mon pays. » Sans doute, il fallait faire la part de la nature violente du Chancelier, et ce n'étaient là que des boutades; mais cette considération n'était pas tout à fait rassurante, « car enfin il suffirait qu'un mot de plus fût dit, dans ces moments d'aveugle colère, pour que la blessure devînt irréparable, et il nous faut ainsi reconnaître que pour n'être ni intentionnelles, ni préméditées, les provocations restent toujours redoutables. A la grâce de Dieu! mon cher ami. Ayons soin de ne rien faire qui serve de prétexte ou d'occasion; c'est à peu près tout ce que nous y pouvons. »

En réalité, ces intempérance de langage du prince de Bismarck, si offensantes pour le patriotisme français, ne dénotaient aucune intention belliqueuse. C'était l'impression de M. de Gontaut comme du duc Decazes. Vers le même temps en effet, M. de Bülow prodiguait à notre ambassadeur les protestations pacifiques et vantait le rôle personnel de ce dernier dans l'établissement des bons rapports entre les deux peuples. Il mettait au compte de l'improvisation à la tribune et de la chaleur des débats les propos du Chancelier. Il affirmait que celui-ci ne nourrissait aucune pensée de guerre. « Voyez, disait-il, ce qui s'est passé l'hiver dernier à propos de l'affaire des mandements des évêques : nous l'avons traitée directement avec vous et nous n'avons eu qu'à nous en féliciter. Nous n'avons aussi qu'à nous

applaudir des bonnes relations qui existent entre le prince de Hohenlohe et le duc Decazes. » C'est par ces paroles rassurantes que se terminait l'année 1874. Mais les causes de conflit subsistaient, et, au premier rang d'entre elles, la lutte menée par le prince de Bismarck contre l'Eglise catholique.

Cette lutte, qui dominait alors toute sa politique intérieure et extérieure, ne devait rien perdre, en 1875, de son âpreté. Au mois de décembre 1874, une scène d'une violence inouïe s'était déroulée en plein Reichstag. Le Chancelier n'avait pas craint de rendre le parti catholique responsable de l'attentat dirigé contre sa personne à Kissingen, au mois de juillet précédent. Le coupable, un certain Kullmann, n'était en réalité qu'un criminel isolé, un de ces fanatiques ou de ces demi-fous, tels qu'il en peut surgir de chaque parti, dans l'excitation de la lutte. Le prince de Bismarck, s'appuyant sur les interrogatoires qu'on avait fait subir à ce personnage, essaya de représenter son acte comme l'œuvre du centre catholique :

« Répudiez cet assassin tant que vous voudrez ; il s'accroche à vos pans d'habits ; il vous nomme son parti. Je ne vous rapporte que les faits historiques ; indignez-vous donc des mobiles qui ont rendu possible une chose telle que ce qui s'est passé, mais non d'un simple exposé des faits, des actes auxquels est entraînée une nature violente et médiocrement cultivée quand on l'excite comme ce Kullmann a été excité par le curé Stoermann... Dans l'unique entretien que j'ai eu avec lui, comme je lui demandais : « ... Pourquoi avez-vous voulu me tuer? » cet homme m'a répondu : « A cause des lois ecclésiastiques en Allemagne. » ... Il a dit encore : « Vous avez offensé mon parti. » Je lui dis : « Quel est donc votre parti? » Il m'a répliqué devant témoins : « Le parti du centre au Reichstag. » Oui, Messieurs, vous avez beau repousser cet homme, il s'accroche tout de même à vos pans d'habits. » Et comme l'exclama-

tion : pfui! pfui! partait des bancs du centre, le Chancelier ajoutait : « Pfui! est une expression de dégoût et de mépris. Messieurs, ne croyez pas que ces sentiments me soient étrangers; je suis seulement trop poli pour les exprimer (1). »

Les actes d'hostilité se succédaient de part et d'autre. L'ambassade allemande près du Saint-Siège venait d'être formellement supprimée. Le 5 janvier 1875, Mgr Martin, évêque de Paderborn, était destitué et, après sa fuite en Hollande, déclaré déchu de sa nationalité et banni du territoire de l'empire. Même sort au prince-évêque de Breslau qui se réfugiait dans la partie autrichienne de son diocèse. Vers le milieu de l'année, un procès en destitution était également intenté à l'évêque de Münster. Puis c'étaient de nouvelles fermetures de séminaires et de nouvelles confiscations.

Les catholiques n'épargnaient pas les ripostes. A l'occasion du procès d'Arnim, une dépêche adressée par le prince de Bismarck, le 14 mai 1872, aux représentants de l'Allemagne à l'étranger, venait d'être rendue publique. Après avoir insisté, dans ce document, sur l'absolu pouvoir qu'avait conféré au Saint-Siège la proclamation de l'infaillibilité et sur les garanties que les puissances étaient en droit de prendre contre l'abus d'un tel pouvoir, le Chancelier sollicitait un échange d'idées et, éventuellement, une entente sur les conditions qu'il conviendrait de mettre, en cas d'élection nouvelle, à la reconnaissance du futur pape. L'épiscopat allemand, dans une lettre collective du mois de janvier, protesta contre cette dépêche que Pie IX, à son tour, condamna comme un empiétement sur le domaine

(1) De pareils procédés justifient cette appréciation d'un récent historien du Chancelier : « Le *Kulturkampf* est pour Bismarck une question de haine, dans laquelle tout moyen lui est bon pour abattre l'adversaire. » Oskar Klein-Hattingen, *Bismarck und seine Welt*,... Berlin, 1902-1904, 2 vol. in-8°. (Vol. II, 1re partie, p. 92.)

ecclésiastique. En même temps, celui-ci nommait cardinal l'archevêque de Posen, Mgr Ledochowski, destitué, comme on l'a vu, de ses fonctions et encore emprisonné. Une encyclique, datée du 5 février, déclarait nulles les récentes lois édictées en Prusse contre les catholiques; elle interdisait à ceux-ci de s'y soumettre et de prendre part aux cérémonies du culte que présideraient les prêtres institués par l'Etat.

Le gouvernement prussien fit saisir le *Mercure de Westphalie* qui le premier avait publié la bulle. Comme il ne se jugeait pas encore assez armé, il préparait tout un arsenal de lois nouvelles. L'une d'elles, présentée le 4 mars au Landtag et votée le 6 avril, suspendait les dotations affectées, sur les fonds de l'Etat, aux évêchés, aux établissements qui en dépendaient et aux ecclésiastiques. Cette suspension devait être appliquée sur toute l'étendue des diocèses dont les évêques refuseraient obéissance, et ne pouvait être rapportée qu'en échange d'un engagement écrit par lequel ceux-ci promettraient de se soumettre. La nouvelle loi entrait en vigueur le 1er juillet et contraignait l'archevêque de Cologne à quitter son palais, reconnu propriété de l'Etat. L'épiscopat allemand adressa à l'Empereur deux requêtes collectives. Il y faisait remarquer que les dotations supprimées étaient la conséquence d'une obligation que l'Etat avait souscrite, en prenant possession des biens d'Eglise sécularisés, et à laquelle l'honneur même de la Prusse, suivant le mot d'un ministre, servait de nantissement.

Ensuite vint la dispersion des congrégations religieuses : tous les ordres et toutes les congrégations de l'Eglise catholique analogues à des ordres étaient exclus du territoire de la monarchie prussienne. Un délai plus ou moins long, suivant les cas, était accordé. Seuls, les établissements exclusivement consacrés au soin des malades étaient exceptés. Une autre loi réglementait l'administration des biens dans les paroisses catholiques par un conseil de fa-

brique et une assemblée paroissiale. Une autre encore accordait aux vieux-catholiques, dans les paroisses où ils formaient une partie importante de la population, la jouissance proportionnelle des biens ecclésiastiques. Enfin, le prince de Bismarck avait fait voter l'abrogation de trois articles de la constitution prussienne, dont la teneur, en consacrant l'autonomie des Eglises évangélique et catholique, s'accordait mal avec ses desseins. Dans un discours impétueux, il avait, à cette occasion, affirmé sa volonté d'aller jusqu'au bout et d'employer tous les moyens pour réduire les résistances.

Ce qui rendait cette lutte contre le catholicisme particulièrement dangereuse pour la paix européenne, c'était la prétention, chez le prince de Bismarck, d'y entraîner les puissances et de se les associer. On en a pu voir la preuve dans l'affaire des mandements d'évêques. Cette fois-ci, le Chancelier allait renouveler ses exigences et préparer cette situation tendue et inquiétante, restée célèbre, dans l'histoire diplomatique, sous le nom de crise de 1875.

La récente encyclique du Pape avait fort irrité le gouvernement prussien. « Cette manifestation du Vatican, écrivait l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord*, est certainement l'expression de la plus grande outrecuidance dont la curie romaine ait fait preuve jusqu'à présent. » A peine était-elle publiée, que le prince de Bismarck entama des pourparlers avec l'Italie. Il voulait obtenir de cette puissance qu'elle traitât le Pape comme un simple évêque, qu'elle se reconnût responsable de son langage et que, par suite, elle intervînt pour en réprimer les excès. C'était aller à l'encontre de la loi des garanties par laquelle l'Italie avait déclaré le pape inviolable et irresponsable dans sa souveraineté spirituelle. Elle se retrancha derrière cette loi et répondit qu'elle n'avait pas à s'interposer dans les différends de la curie romaine, puissance indépendante, avec l'Allemagne. Une pareille fin de non-recevoir n'était

pas faite pour plaire au Chancelier, et, de l'aveu même du comte de Launay, ministre plénipotentiaire d'Italie à Berlin, les relations entre les deux puissances étaient devenues fort tendues.

L'Italie n'était pas la seule qui fût alors en butte aux réclamations du Chancelier. La Belgique était également en train de les subir. Dans le courant du mois de janvier, une association catholique de Gand, dépourvue d'ailleurs de tout caractère officiel, avait cru bon d'envoyer une adresse de sympathie et d'encouragement à l'évêque de Paderborn. Le prince de Bismarck en fit tout de suite l'objet d'une plainte au gouvernement belge et entama une campagne qui émut vivement, pendant plusieurs mois, l'opinion publique de l'Europe. En même temps, il reprenait un ancien grief et exigeait des poursuites contre un chaudronnier belge nommé Duchesne qui, dans un moment d'ivresse, au mois de décembre 1873, avait écrit à l'archevêque de Paris pour lui offrir d'assassiner, moyennant une certaine somme, le chancelier allemand. Il ne lui déplaisait sans doute pas d'associer dans ses récriminations un tel personnage aux catholiques.

Le gouvernement belge n'était armé par ses lois ni contre Duchesne, à qui l'on ne pouvait imputer qu'une intention criminelle sans commencement d'exécution, ni contre ceux de ses sujets qui venaient d'exprimer publiquement un blâme à l'adresse d'un Etat voisin. Pour prévenir le retour de pareils faits, le prince de Bismarck ne lui demandait rien moins que de changer sa législation. Il en exigeait une qui protégeât plus efficacement sa personne contre les attentats et sa politique contre les censures venues du dehors, prétendant interdire, non seulement aux sujets de l'empereur Guillaume, mais encore à des étrangers toute opinion sur la question religieuse en Prusse qui ne serait pas celle du Chancelier. Ses réclamations avaient été présentées au gouvernement belge dans une note datée du

3 février et repoussées par celui-ci, avec un certain courage, le 26 du même mois. Mais l'incident n'était pas clos. Les journaux allemands témoignaient une grande irritation contre la Belgique et lui indiquaient clairement que sa neutralité ne la mettrait point à l'abri des représailles, si elle continuait à repousser les ordres venus de Berlin. Une nouvelle note allait lui être remise, le 16 avril. Les puissances voisines, et notamment l'Angleterre, s'inquiétaient des procédés de l'Allemagne, dans lesquels elles voyaient une menace à l'indépendance de tous les Etats. « Une expression de sympathie, disait le *Times*, pour une Eglise, un parti, une cause, une association, un homme public d'un pays étranger, même accompagnée d'un encouragement pour ceux qui luttent à maintenir leurs principes et à continuer leur opposition, n'appartient pas à cette catégorie d'offenses internationales qu'un Etat est obligé de réprimer. »

Enfin, l'Autriche elle-même, si docile d'ordinaire aux volontés de l'Allemagne, ne paraissait pas disposée à la suivre sur le terrain des luttes religieuses. On l'accusait à mots couverts d'ingratitude. Bien plus, c'est au moment même où les relations entre l'Allemagne et l'Italie se refroidissaient, que l'on annonçait une prochaine entrevue de l'empereur François-Joseph et du roi Victor-Emmanuel. Le lieu même choisi pour cette entrevue en augmentait la portée et lui donnait le caractère d'une réconciliation définitive entre les deux peuples : c'était à Venise, en effet, sur un sol qui, dix ans plus tôt, était encore autrichien, que les deux monarques allaient se rencontrer. Aussi des bruits de rapprochement entre l'Autriche et l'Italie contre l'Allemagne étaient-ils mis en circulation. Ils allaient même jusqu'à représenter la France comme prenant part à cette nouvelle entente.

Ainsi l'Allemagne dans sa lutte contre Rome, en dépit de tous ses efforts, restait isolée. Mais elle n'acceptait pas

cet isolement avec bonne humeur. La politique impérieuse du Chancelier avait amoncelé les nuages à l'horizon et les grondements de la presse bismarckienne annonçaient l'approche de l'orage. C'est sur la France qu'il allait éclater.

M. de Gontaut se trouvait en congé depuis le milieu du mois de février, retenu par un deuil de famille, lorsque le 5 mars, le marquis de Sayve, qui gérait l'ambassade en son absence, télégraphia au duc Decazes une nouvelle inquiétante. Depuis deux ou trois jours, les journaux officieux du prince de Bismarck rapportaient que l'administration française allait faire acheter dix mille chevaux en Allemagne pour la remonte et ils demandaient que le gouvernement en interdît l'exportation; un décret dans ce sens venait de paraître. Cet incident, venant s'ajouter à la double démarche faite à Bruxelles et à Rome par le Chancelier, donnait, suivant le duc Decazes, à l'ensemble de la situation un caractère assez grave et il s'en montrait soucieux. Néanmoins, cet avertissement demeurait quelque temps isolé. Interrogé par un membre de l'Assemblée nationale sur les rapports entre la France et l'Allemagne, M. de Gontaut répondait que les dispositions de celle-ci n'étaient pas belliqueuses et qu'on pouvait espérer le maintien de la paix pour cette année; mais qu'il y avait deux choses qui ne nous permettaient pas de nous livrer à une sécurité absolue : les nerfs de M. de Bismarck et des imprudences de notre côté. « Sous ce dernier rapport, cependant, disait l'ambassadeur, j'ai peu de crainte; la politique du gouvernement et même de l'Assemblée est prudente et sage, et, dans ce pays, j'espère que tout le monde continuera à l'être. J'en aurais davantage du côté du prince de Bismarck dont on ne peut jamais pénétrer sûrement les desseins. En somme, néanmoins, la confiance l'emporte sur la crainte. »

Cette confiance fut bientôt mise à une nouvelle épreuve. C'est une mesure votée par l'Assemblée nationale, le

12 mars, au cours de la discussion sur la loi des cadres, et portant création d'un quatrième bataillon par régiment d'infanterie, qui fournit à la presse allemande un prétexte à dénoncer nos préparatifs de revanche et à jeter l'alarme. « L'accroissement du nombre des chefs de bataillon, a écrit le duc de Broglie, permettait de dégager l'encombrement que de trop nombreuses promotions faites pendant la guerre avaient amené dans les rangs des grades inférieurs, et donnait par là plus d'aisance et d'élasticité à l'avancement hiérarchique. Ce fut là notre pensée déterminante : toute autre, et principalement l'intention d'accroître par un détour la force numérique de l'effectif, fut étrangère à la majorité dont je fis partie (1). » Ajoutons que cette innovation se trouvait compensée par ce fait que la nouvelle loi réduisait de six à quatre le nombre des compagnies qui formeraient le bataillon, en sorte que la force réelle du régiment était plutôt diminuée.

Mais c'est sur les conséquences que cette réforme pouvait avoir en cas de guerre que se porta l'attention de nos voisins. A cet égard, il faut bien reconnaître que leurs assertions, quoique fort exagérées, n'étaient point tout à fait dénuées de fondement. Une augmentation de notre effectif de guerre était, en effet, à prévoir, car si le nombre des compagnies avait été réduit, on avait renforcé leurs cadres de mobilisation. La presse d'outre-Rhin, usant d'une argumentation simpliste, prétendait qu'un quatrième bataillon représentait mille hommes de plus par régiment en temps de guerre, et que, nos régiments d'infanterie étant au nombre de 144, c'était de 144,000 hommes que venait de s'accroître, d'un trait de plume, l'armée française, dépassant ainsi brusquement l'effectif des troupes allemandes. C'eût été vrai, si le renforcement des cadres de mobilisation

(1) Duc de Broglie, *La Mission de M. de Gontaut-Biron à Berlin*, pp. 185-186.

avait été suffisant pour permettre aux bataillons, qui ne comprenaient plus que quatre compagnies au lieu de six, d'incorporer mille hommes comme auparavant. Or, il n'en était rien; l'équilibre n'avait pas été rétabli. Au dire d'un journal spécial, *l'Avenir militaire,* c'est d'environ 28,800 hommes que se trouverait accru notre effectif de guerre. Si réelle que fût cette augmentation, elle était donc bien éloignée des calculs des Allemands.

Au reste, cette augmentation et ces détails techniques n'ont qu'une importance secondaire. Ce que nos voisins omettaient de mettre en regard de la mesure récemment votée, c'était d'abord notre état de faiblesse, qui rendait encore toute pensée d'agression de notre part absolument invraisemblable, et, de plus, cette circonstance que la création du quatrième bataillon ne figurait pas dans le projet primitif élaboré par le gouvernement, en sorte qu'elle avait été, pour ainsi dire, improvisée en quarante-huit heures. Cette absence de préméditation, dont il était facile de s'assurer en lisant le compte rendu des débats, réduisait à néant ce programme de revanche que l'Allemagne se plaisait à nous attribuer. Disons enfin qu'aucun article du traité de Francfort n'avait limité pour l'avenir nos forces militaires et que personne ne pouvait nous contester le droit de les réorganiser.

Malgré toutes ces raisons, la presse allemande incrimina violemment notre nouvelle loi des cadres et laissa voir les plus vives alarmes (1). Le 30 mars, la *Gazette nationale*

(1) Ces alarmes attendirent près de trois semaines après le vote du 12 mars pour se manifester et elles éclatèrent avec un soudain ensemble qui donne bien à supposer qu'elles étaient l'effet d'un mot d'ordre. Néanmoins, si peu fondées qu'elles fussent en raison, elles n'étaient sans doute pas chez tous ceux qui les exprimaient dépourvues complètement de sincérité. M. de Gontaut lui-même écrit, le 8 mai, au duc Decazes, dans une lettre particulière : « Je ne puis nier la réalité et même la sincérité des alarmes que fait éprouver à *beaucoup de personnes* ici notre loi sur les cadres. » Il ne faut pas

écrivait que la formation du quatrième bataillon constituait « une création *ad hoc*, une préparation immédiate à une guerre dont l'explosion semble assez prochaine pour que la France préfère un état de choses improvisé à une instruction militaire durable et puissante de la nation ». Puis la *Gazette de Cologne* publiait, le 5 avril, une correspondance de Vienne dont l'auteur établissait un rapprochement ingénieux et inattendu entre la loi des cadres et les derniers événements de notre politique intérieure. On sait que le vote, resté fameux, du 25 février, par lequel l'Assemblée nationale avait institué la République, était sorti d'une transaction opérée entre des monarchistes résignés et des républicains modérés. Or, une pareille transaction, dans l'esprit du correspondant de la *Gazette de Cologne*, ne se pouvait expliquer que par un désir égal chez tous de préparer la revanche. C'était l'unique mobile de la fusion récente de certains partis, désormais affranchis des luttes intestines et libres de travailler en commun à la reprise des provinces perdues. A ce présage alarmant était venue s'ajouter la loi des cadres qui ne faisait que le confirmer.

Peu de jours après la publication de ces raisonnements laborieux, le journal de Berlin *la Post* poussait son célèbre cri d'alarme, dans un article en date du 8 avril intitulé : *La guerre est-elle en perspective*? Examinant d'un coup d'œil d'ensemble l'horizon politique, il se montrait préoccupé des dispositions hostiles à l'Allemagne qui régnaient dans certains milieux d'Autriche et d'Italie, de l'entrevue de François-Joseph et de Victor-Emmanuel, de nos projets de revanche, de notre réorganisation militaire, et, redoutant

perdre de vue qu'un grand nombre d'Allemands, convaincus que la France préparait rapidement une revanche, étaient portés à interpréter dans ce sens et à suspecter tous nos actes. Mais cette part de sincérité dans les inquiétudes qui se répandirent alors chez nos voisins n'empêche point qu'elles aient été volontairement grossies et exploitées par le gouvernement allemand.

vaguement on ne sait quelle coalition, il ajoutait : « Si donc nous devons répondre à la question que nous avons posée plus haut : La guerre est-elle en perspective? nous serons obligés de dire : Oui, la guerre est en perspective ; mais ceci n'exclut point le fait que les nuages peuvent se dissiper ».

Le correspondant du *Times*, en signalant immédiatement cet article, annonçait que l'effet en serait vraisemblablement considérable et que des rumeurs inquiétantes se répandaient depuis deux ou trois jours. Ce qui donnait aux réflexions de la *Post* une grande importance et explique l'émotion qu'elles produisirent, c'est que cette feuille passait pour recevoir d'ordinaire les inspirations de la chancellerie allemande et qu'elle avait pris, dans la circonstance, le langage et le ton d'un communiqué du gouvernement. Mais, chose beaucoup plus grave, un autre journal, le 10 avril, sous prétexte d'affaiblir la portée du langage de la *Post*, n'avait fait que l'accroître. C'était la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, dont les rapports avec le gouvernement étaient beaucoup plus établis que ceux de la *Post*. Tout en démentant les assertions de ce journal au sujet de l'Autriche et de l'Italie, elle ne contestait rien de ce qu'il avançait sur notre compte et ajoutait même que les mesures prises par le gouvernement français étaient d'une « nature inquiétante ». Le démenti opposé à certaines allégations ne donnait donc que plus de force à celles qu'on laissait subsister. En Allemagne, du reste, l'opinion ne donnait pas aux aperçus de la *Post* une autre signification qu'à l'étranger. « Nous sommes d'accord avec le sentiment public, déclarait la *Gazette nationale*, sur ce point que l'article de la *Post*, notamment dans sa conclusion, affecte le caractère d'une communication du gouvernement. Or, dans des questions de cette gravité, une telle allure doit être absolument évitée, ou, si on l'adopte, il faut que ce soit de la façon la plus catégorique. »

De Munich, notre chargé d'affaires, M. Lefebvre de

Béhaine, signalait au duc Decazes le trouble assez profond qu'avaient produit dans les esprits les articles de la *Post* et de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. Dans une dépêche datée du 14 avril, il rapportait un récent entretien de son collègue d'Angleterre, M. Morier, avec le prince impérial qui traversait Munich. Celui-ci avait paru « tout ébouriffé » des agitations auxquelles était en proie, depuis quelques jours, le monde politique, la Prusse n'ayant, suivant lui, aucune intention belliqueuse. En même temps, il déclarait qu'il ne fallait attacher aucune importance aux articles de la *Post*, qui lui paraissaient inexplicables. Mais tout en donnant l'assurance qu'il n'existait à Berlin aucune disposition guerrière, il insistait sur les proportions considérables de nos armements.

« Tandis que le public, continuait M. Lefebvre de Béhaine, et les feuilles nationales libérales partiellement indépendantes, telles que la *Gazette d'Augsbourg* elle-même, se montrent sourdement mécontents des bruits alarmants venus de Berlin, les cercles militaires propagent les rumeurs belliqueuses. On ne cache pas qu'avant-hier, par exemple, à la suite de dépêches arrivées de Berlin, il y a eu au ministère de la guerre une conférence de généraux. On raconte que le général de Bothmer, chef d'état-major de l'armée, a parlé de la guerre comme pouvant éclater prochainement. Jusqu'à présent, cependant, je ne vois pas qu'on ait fait ici aucuns préparatifs militaires extraordinaires. »

Au nombre des motifs qui avaient amené cet état d'anxiété général, M. Lefebvre de Béhaine plaçait le mécontentement causé à la Prusse par les échecs diplomatiques que subissait alors sa politique religieuse. Les Allemands comptaient que « l'Espagne révolutionnaire et hostile à la France, l'Autriche, sous la direction du comte Andrassy, l'Italie, grâce aux griefs réciproques du Vatican et du Quirinal, devaient fatalement être entraînées dans la lutte contre l'Eglise catholique. Ces espérances ont été

déjouées, dans ces derniers mois, par la restauration du roi Alphonse XII, l'entrevue de Venise et la volonté de l'Italie de maintenir la loi des garanties. » D'autre part, ils étaient profondément déçus par la réorganisation de notre armée qui s'achevait plus vite qu'ils ne l'avaient pensé. En résumé, M. Lefebvre de Béhaine voyait plutôt une situation tendue qu'un danger imminent.

De son côté, M. de Gontaut avait regagné Berlin le 14 avril et, le lendemain même, il se rendait auprès de M. de Bülow pour causer avec lui de la situation générale. L'entretien avait tout de suite pris une tournure très satisfaisante. M. de Gontaut s'était expliqué sur les achats de chevaux commandés en Allemagne, avait-on dit, par le gouvernement français, puis sur l'augmentation de nos cadres. Les contrats passés par des marchands allemands, et que M. de Bülow affirmait avoir vus, étaient faux; les marchés en question n'avaient pas été faits par le ministre de la guerre. Quant à la création d'un quatrième bataillon, elle était compensée par la réduction du nombre des compagnies, fixé à quatre au lieu de six, dans chaque bataillon. Mais ce qui importait peut-être encore plus, c'est que cette modification n'avait rien eu de prémédité et que, deux jours avant le vote, la commission de l'armée ne pensait même pas à la proposer.

« Je suis très content de ce que vous me dites, avait déclaré M. de Bülow. Cette création du quatrième bataillon avait inquiété tout le monde ici. Il en arrive souvent ainsi, lorsqu'on ne va pas au fond des choses. Les explications que vous m'en donnez sont réellement satisfaisantes. »

Puis l'ambassadeur et le ministre avaient déploré ensemble les excitations de la presse. « Ce dont je puis vous donner l'assurance, avait dit M. de Gontaut, et ce que ma propre dignité ne me permettrait pas de répéter si souvent, si cela n'était pas, c'est que nous n'avons aucune intention de vous faire la guerre. J'étais à Paris quand a paru l'ar-

ticle de la *Post.* Les sentiments que j'ai entendu exprimer autour de moi n'étaient certes pas ceux d'une nation disposée belliqueusement, et sur ce sujet les idées du pays sont aussi celles du gouvernement. »

M. de Bülow avait répondu qu'il fallait toujours se méfier des exagérations des journaux : « Quant à nous, nous nous plaisons à reconnaître que, depuis l'année dernière, depuis l'affaire des mandements de vos évêques, nous n'avons qu'à nous louer du gouvernement français. Ses procédés ont été ce qu'il y a de plus correct et de plus satisfaisant, et il nous serait impossible de lui adresser un reproche quelconque. »...« Je puis vous dire, surtout après les assurances pacifiques que vous m'avez données, que de tous les côtés de l'Europe les nouvelles sont des plus rassurantes. Il n'y a aucune apparence de guerre, et je ne vois de complication nulle part. » L'affaire de Belgique elle-même était, suivant M. de Bülow, une affaire terminée. Le gouvernement allemand venait d'envoyer à Bruxelles une seconde note où il revenait sur ce qu'il croyait utile d'introduire dans les diverses législations pour donner de la sécurité aux relations internationales, mais c'était là « une discussion purement académique ». Et, en reconduisant son visiteur, M. de Bülow lui avait dit : « Puisse la paix régner entre nous pendant cent ans! c'est tout ce que je souhaite. »

« Après ce langage, continuait M. de Gontaut, et le ton sur lequel la conversation s'est maintenue, je comprendrais difficilement que le gouvernement allemand songeât à la guerre. Notre devoir, bien entendu, n'en est pas moins de nous tenir toujours sur nos gardes.

« Le soir, j'ai vu l'Empereur à un bal. Il a été très gracieux pour l'homme privé; mais il est resté muet pour l'homme politique, chose à laquelle je n'attache pas d'ailleurs grande importance. Mais il a dit une parole significative à l'attaché militaire de l'ambassade, le prince de Polignac.

« On a voulu nous brouiller », lui a-t-il dit, et sans s'expliquer clairement sur les causes comme sur les provocateurs de ce dissentiment, il a mentionné quelques articles de journaux et il a achevé l'entretien, assez court du reste, par ces mots prononcés d'un ton ferme : « Maintenant, tout est terminé, « tout à fait terminé. »

« Peu de moments après, le prince de Polignac rencontrait le plénipotentiaire militaire d'Autriche, comte de Welsersheimb, qui lui raconta avoir eu, le matin même, son audience de congé du souverain allemand. L'Empereur lui avait fait entendre que l'on sortait d'une crise grave, qui aurait pu amener la guerre entre la France et l'Allemagne, et il aurait ajouté qu'il n'en était plus question et que l'incident était fini. »

A l'ambassadeur d'Autriche, l'Empereur avait également dit qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter et que les journaux étaient les grands coupables, par l'exagération avec laquelle ils avaient considéré certains griefs qui n'avaient pas une grande valeur par eux-mêmes. Mais, observait M. de Gontaut, « personne, ici, n'est dupe de cette prétendue indépendance de la presse allemande et chacun sait, à n'en pas douter, l'empire que le prince de Bismarck exerce sur elle par plus d'un moyen et l'habileté avec laquelle il en use ».

Outre les symptômes rassurants que signalait M. de Gontaut, dans cette dépêche datée du 17 avril, et qui donnaient à croire que l'incident était clos, un mouvement de retraite venait d'être opéré par la presse allemande. La *Post*, à deux reprises, avait déclaré qu'il ne fallait voir dans son article qu'une étude objective de la situation, dépourvue de tout caractère officiel, et la *Correspondance provinciale*, organe reconnu du gouvernement, affirmait, dans son numéro du 14 avril, en réponse à cet article et à la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, que les craintes de guerre n'avaient, en ce moment, aucune raison d'être.

Néanmoins, ce n'était là qu'un temps d'arrêt dans la campagne de presse et l'impression de malaise ne disparaissait pas. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* du 18 avril, revenant à la charge, prétendait que les provocations étaient parties des journaux français et que l'article de la *Post* avait calmé leur ardeur. Elle insistait encore sur l'importance, non seulement militaire, mais politique, de la loi des cadres, dont l'adoption avait montré avec quel empressement l'Assemblée nationale allait, en ces matières, au-devant des désirs du gouvernement.

A ces assertions, la *Gazette de Francfort*, journal de l'opposition, ripostait avec énergie : « Il est avéré que l'article de la *Post* de Berlin n'a été précédé d'aucune provocation de la part de la presse française et que celle-ci, loin d'affecter des allures provocatrices, a adopté à l'égard de l'Allemagne une attitude calme et réservée qui contraste étrangement avec le fracas des traîneurs de sabre berlinois. » On sait aujourd'hui que la guerre ou la paix viendront de Berlin et non de Paris. « Voilà pourquoi, tandis que tous les cris de revanche qui peuvent être poussés sur les bords de la Seine ne parviennent point à troubler la quiétude du monde, il suffit d'un simple article d'un journal officieux de Berlin pour causer une panique universelle. Le gouvernement allemand ferait sagement de se rendre un compte exact de cette situation... Il pourrait discipliner les cosaques de sa propre presse... »

Cependant la *Gazette de l'Allemagne du Nord* ne se tenait pas pour battue, et, pour prouver ses dires, elle recueillait laborieusement, dans dix-neuf journaux français, des extraits de vingt-trois articles publiés pendant les six derniers mois. Au nombre de ces feuilles belliqueuses, présentées comme les interprètes de l'opinion française, figuraient dix journaux de province, tels que la *Renaissance* (de Vienne), le *Progrès de la Marne* et le *Journal de Montmédy*. Bref, une partie de la presse allemande persistait à

entretenir le public de nos projets de revanche et de nos préparatifs de guerre (1).

En même temps, elle mettait en circulation une théorie singulière qui donnait à ses menaces un caractère de gravité exceptionnelle. « Nous prétendons, écrivait le *Berliner Tageblatt*, que la *Post* était bien informée et que, ces jours derniers, il s'est produit dans les cercles gouvernementaux un courant belliqueux qui en partie dure encore. Nous répétons expressément : un courant dans les cercles gouvernementaux, et nous voulons marquer par là que les opinions sont divergentes. Sans être trop perspicace, on peut se douter que le vieil Empereur, fidèle à son caractère, voudrait conserver la paix jusqu'au dernier moment. Mais il a devant lui un parti belliqueux, belliqueux, non pas dans le sens du chauvinisme français, mais exclusivement en vue de la défensive. De très hautes autorités militaires sont tout à fait convaincues qu'une nouvelle guerre est immanquable, et elles pensent qu'un peu plus tôt vaudrait mieux qu'un peu plus tard. *C'est ce qui explique comment on est arrivé à cette conclusion que, si la guerre est inévitable, il est préférable de prendre l'offensive que d'attendre une attaque.* »

Les *Annales prussiennes*, une des revues les plus importantes et les plus estimées de l'Allemagne, ne raisonnaient pas autrement. Suivant elles, la récente loi des cadres avait certainement été votée par l'Assemblée nationale en vue d'une guerre plus ou moins prochaine. Sinon, elle eût été absurde, car elle dépassait de beaucoup les ressources durables de la France et le budget n'y pourrait suffire longtemps. « La question se pose donc : Devons-nous laisser l'ennemi se préparer jusqu'à ce que soit arrivé pour lui le moment favorable d'attaquer ? Le prince de Bismarck a déjà

(1) Le 21 avril, le gouvernement français devait officiellement démentir le bruit qu'il venait d'acheter des chevaux en Bohême et du fourrage en Suisse.

répondu à cela... Si la France veut faire la guerre dans deux ans, nous serons peut-être obligés, dans l'intérêt de notre conservation personnelle, de la contraindre plus tôt à la lutte... Seul le Chancelier, avec l'aide de Moltke, peut décider quand le moment sera venu pour nous de donner le choix à la France entre le désarmement ou la guerre. » La même revue, revenant sur ce sujet, au mois de juin, après la crise, émettait cet aphorisme qui avait au moins le mérite de la netteté et de la franchise : « Le véritable agresseur n'est pas celui qui commence la guerre, mais celui qui la rend nécessaire. »

Ce n'étaient là, pourrait-on dire, que des propos de presse qui n'engageaient en rien le gouvernement. Mais, peu de jours après son entrevue avec M. de Bülow, notre ambassadeur entendait développer ces mêmes principes par un personnage qui passait pour être un des hommes de confiance du prince de Bismarck et dont toutes les paroles prenaient, de ce fait, un caractère plus sérieux et, pour ainsi dire, plus officiel que des articles de revues ou de journaux. Il s'agit de la conversation, demeurée célèbre, qui eut lieu le 21 avril, à un dîner chez l'ambassadeur d'Angleterre, entre le comte de Radowitz et M. de Gontaut. Ce dernier ne se méprit pas sur l'importance des paroles qu'il venait d'entendre et, à peine rentré chez lui, il rédigea un compte rendu qu'il envoya au duc Decazes. Pour qui connaît l'esprit exact jusqu'au scrupule de M. de Gontaut, le soin méticuleux avec lequel il avait l'habitude de rédiger sa correspondance, les nombreux interrogatoires qu'il faisait subir à sa mémoire et dont ses brouillons portent la trace, il n'y a pas à douter que sa dépêche au ministre, écrite au sortir même de cet entretien fameux, ne le reproduise très fidèlement. Ce document, expédié sans retard par le duc Decazes à nos représentants auprès des principales cours d'Europe, était destiné à jouer un rôle important dans les événements qui allaient suivre.

« Ce soir, écrit M. de Gontaut, je dînais chez l'ambassadeur d'Angleterre, et, après le dîner, j'ai saisi une occasion de me rapprocher de M. de Radowitz et de causer avec lui. Je me félicite d'y avoir réussi, et pourtant, j'ai retiré de l'entretien une impression d'inquiétude. On peut être rassuré pour le présent; quant à l'avenir, au contraire, il est difficile de ne pas en être soucieux. Jusqu'où s'étendra ce présent? Quand commencera cet avenir? C'est également difficile à préciser.

« Je commençai par lui parler des préoccupations qu'avaient causées récemment des bruits de guerre, en m'étonnant des prétextes qui les avaient fait naître, et je lui rappelai l'entretien que j'avais eu à ce sujet, peu de jours avant, avec M. de Bülow. M. de Radowitz me répondit qu'il avait très présent à la mémoire cet entretien, car il avait fait l'objet d'un rapport adressé au Chancelier, dont ce dernier s'était montré satisfait et rassuré, impression que lui, Radowitz, avait partagée complètement.

« Tout cela est terminé, ajouta-t-il; je puis vous dire qu'à « présent nous sommes tout à fait rassurés et, si je n'étais « pas autorisé à parler ainsi, je me tairais. Mais convenez « qu'il y avait pour nous de quoi nous inquiéter dans cette « formation d'un quatrième bataillon par régiment, surgis- « sant inopinément et sans en connaître les causes, que « vous avez depuis très bien expliquées à M. de Bülow. Un « peu après votre conversation, nous avons reçu des expli- « cations de notre attaché militaire qui s'accordent en « général avec votre langage; elles ont confirmé l'impression « qu'il nous avait laissée et, par conséquent, ont achevé de « nous tranquilliser. »

M. de Gontaut reprit alors les explications qu'il avait développées à M. de Bülow sur la loi des cadres, et, comme M. de Radowitz lui répétait que l'Allemagne était « complètement rassurée », il s'étonna de la persistance des journaux à suspecter nos intentions. Pourquoi, si l'on était tranquillisé

et si l'on désirait l'apaisement, permettre à ces derniers leurs provocations blessantes? Sans doute les nôtres ne montraient pas toujours toute la retenue désirable. Il fallait bien toutefois faire la part des tristesses et des irritations de la défaite. C'était là une circonstance atténuante que seuls nous pouvions invoquer. « Mais ni les journaux, « ni aucun parti, ni, en un mot, personne en France, con- « tinua l'ambassadeur, ne songe pour cela à faire la guerre... « Non, on ne prépare pas la guerre en France; on réorganise « l'armée, cela est vrai; et nous ne faisons du reste que « suivre l'exemple donné par vous; mais nos revers et « l'anéantissement de presque tous nos moyens de défense « en justifient assurément la nécessité. Il n'y a dans cette « réorganisation rien qui puisse vous donner à croire que « nous voulions rompre la paix. Vous pouvez, à cet égard, « être parfaitement tranquilles. »

M. de Radowitz avait écouté ces assurances avec des signes évidents d'adhésion. Parlant alors des violences de la presse allemande, il affirma qu'il ne fallait pas croire à une action réelle et toujours efficace du gouvernement sur la plupart des journaux. Puis, à propos de la direction que celui-ci pourrait leur donner en vue d'apaiser les soupçons ou les rancunes, il continua en ces termes, sur lesquels M. de Gontaut appelait tout particulièrement l'attention du ministre :

« Et cette direction elle-même du gouvernement, est-elle « aussi facile que vous le croyez? Que vient-on nous dire « sans cesse au nom des partis qui forment [en France] la « majorité? Vous êtes rassurés sur le présent, peut-être! « mais l'avenir, en répondez-vous? Pouvez-vous assurer « que la France, regagnant son ancienne prospérité, ayant « réorganisé ses forces militaires, ne trouvera pas alors des « alliances qui lui manquent aujourd'hui, et que ces ressen- « timents qu'elle ne peut manquer de nourrir, qu'elle con- « serve très naturellement pour la prise de ses deux pro-

« vinces, ne la poussent inévitablement à déclarer la guerre « à l'Allemagne? Et si nous avons laissé la France ressus- « citer, grandir, n'en avons-nous pas tout à craindre? Mais « si la revanche est la pensée intime de la France, — et elle « ne peut être autre — pourquoi attendre pour l'attaquer « qu'elle ait repris des forces et qu'elle ait contracté des « alliances? Convenez, en effet, que politiquement, philoso- « phiquement, *chrétiennement même*, ces déductions sont « fondées et de semblables préoccupations bien faites pour « guider l'Allemagne. »

« L'ambassadeur d'Autriche m'avait tout dernièrement fait connaître cette manière de voir à notre égard (1), mais jamais la pensée du Chancelier ne m'avait été exposée aussi clairement, aussi nettement et avec autant d'autorité; car, il n'y a pas à s'y tromper, si les préoccupations rapportées par M. de Radowitz ont été exprimées quelquefois au prince de Bismarck par des chefs de partis, — et il n'y a à cela rien d'invraisemblable — il est certain qu'elles appartiennent en propre au Chancelier, et la conclusion logique ne s'en tire que trop naturellement.

« La réponse à faire était délicate; non pas que j'éprouvasse le moindre embarras à rassurer M. de Radowitz sur nos sentiments actuels; — je l'avais déjà fait et il ajoutait évidemment foi à mes paroles — mais il allait plus loin : il scrutait l'avenir, il m'interrogeait à son sujet et il pouvait tirer de mes réponses des conséquences étrangères à mes pensées ou périlleuses pour nous. Ce que j'entrevoyais le plus clairement, c'était ce dessein qui hante les cerveaux des hommes d'Etat allemands : attaquer la France, qui ne peut que songer à la vengeance, avant qu'elle ait réparé ses forces, cette fois apparemment pour la ruiner irrémédiablement.

« M. de Radowitz avait été conduit dans le cours de

(1) Voir plus bas, pp. 189-190.

l'entretien à me dire, comme M. de Bülow, mais avec plus d'énergie que lui encore, que la politique de la France vis-à-vis de l'étranger était irréprochable et que l'Allemagne non seulement reconnaissait que, depuis une année et plus, nos procédés avaient été des plus corrects, mais qu'elle avait eu toujours à s'en louer. Je répondis à peu près en ces termes :

« Vous reconnaissez que notre politique est sage, modérée, « complètement à l'abri de toute espèce de reproche; vous « n'avez donc aucun motif de nous inquiéter en ce moment « et de vouloir nous faire la guerre. Eh quoi! cela ne vous « suffit pas? et parce qu'un jour vous prévoyez que vous « aurez à notre sujet des inquiétudes que vous n'avez « pas en ce moment, vous vous mettriez en mesure « de nous faire dès aujourd'hui la guerre? Mais veuillez « examiner une doctrine pareille : si elle était pratiquée « universellement, le monde ne verrait pas un seul jour de « paix, et la guerre ne cesserait de désoler le globe tout « entier! Ce que l'on vous dit à notre sujet peut également « se concevoir pour toutes les autres puissances. Aujour-« d'hui, par exemple, vous êtes en paix avec la Russie; « vous pouvez cependant avoir des raisons de la redouter « un jour, et à vos yeux ce serait un motif suffisant pour « l'attaquer!

« — Oh! interrompit Radowitz, ce ne serait pas la même « chose. Pourquoi penserions-nous à faire la guerre à la « Russie avec qui nous n'avons cessé d'entretenir des rap-« ports excellents? Il n'en est pas ainsi de la France : trop « souvent nous avons été en guerre avec elle. Il y a deux « cent cinquante ans qu'elle a ravagé le Palatinat et enlevé « l'Alsace à l'Allemagne.

« — Oh! pour le coup, m'écriai-je, si vous remontez aussi « haut, il n'y a pas de raison pour nous arrêter, et je vous « rappellerai, à mon tour, que c'est de votre pays qu'aux « quatrième, cinquième et sixième siècles, sont venues les

« incursions de peuples allemands qui ont ravagé la Gaule. « Mais, pour parler plus sérieusement, je ne parviens pas à « comprendre pourquoi, par la raison que nous avons été « souvent en guerre les uns contre les autres, vous la recom« menceriez aujourd'hui, lorsque vous avouez vous-même « que nous ne vous donnons actuellement aucun sujet de « la faire. Il ne s'agirait donc pas de venger les injures du « présent, mais de nous attaquer pour certaines éventua« lités. Or, les éventualités ne sont pas des certitudes; le « temps peut les modifier et en empêcher souvent la réalisa« tion. S'appuyer exclusivement sur elles serait vraiment « injustifiable, et, puisque tout à l'heure vous invoquiez à « l'appui de vos raisonnements le motif de chrétiens, laissez« moi vous dire que ce sont des procédés pareils qui seraient « bien peu chrétiens. Qui peut prévoir l'avenir? Il y a « beaucoup de questions à l'horizon des intérêts européens. « La guerre n'est pas, grâce à Dieu, le seul moyen de les « résoudre. Qui sait si des circonstances, encore imprévues « à l'heure où nous parlons, ne donneront pas ouverture à « de certains arrangements, en leur imprimant une effica« cité que la guerre ne leur donnerait pas? Ce n'est pas la « revanche qui occupe les esprits en France. Le pays tra« vaille; il est tout entier à ses affaires; il met tous ses soins, « toutes ses pensées à la politique intérieure. Je vous le « répète : rien dans notre organisation militaire n'est fait « en vue de l'offensive et aucune preuve de ce genre n'existe « chez nous.

« — Vous me donnez cette assurance pour cette année, « reprit M. de Radowitz, avec quelque apparence d'incré« dulité; mais me la donneriez-vous pour l'année pro« chaine?

« — Oui, certainement, et pour plus encore. Non, nous ne « voulons pas vous faire la guerre et nous ne pensons pas à « la faire plus tard. »

« L'entretien avait duré près d'une heure; je vous en

rapporte les points les plus saillants; il se termina par quelques phrases obligeantes, que me dit M. de Radowitz, sur l'utilité de ma présence à Berlin et de mon intervention dans ces affaires délicates (1).

« J'ai gardé de cet entretien un sentiment d'inquiétude, que vinrent malheureusement confirmer des impressions analogues m'arrivant de plusieurs côtés. Le comte de Welsersheimb, plénipotentiaire militaire d'Autriche, est sur le point de quitter Berlin par suite de sa nomination à un autre emploi. Son prochain départ permet à son langage d'être moins circonspect que d'habitude; d'ailleurs, ses dispositions pour la France sont amicales. Ayant dû prendre congé de beaucoup de militaires, il a causé avec presque tous de la situation actuelle; il la trouve tendue, faite pour nous imposer une très grande prudence, et nous conseille de parler le moins possible de notre réorganisation militaire; mais il lui semble que le gouvernement allemand veut exercer sur nous une pression et une intimidation, pour nous décider à modifier notre dernière loi des cadres, ou, en tout cas, à diminuer l'essor de notre réorganisation. Du reste, il ne croit pas à la guerre pour cette année. L'ambassadeur d'Angleterre me disait hier soir : « La crise est passée, mais on reste convaincu que votre « organisation militaire est menaçante pour l'Allemagne. » Enfin un Russe, qui, après avoir rempli dans la diplomatie un rôle d'une certaine importance, occupe à la cour une position élevée et qui entretient avec la famille impériale d'anciennes et amicales relations, m'a dit : « Ce que j'ai « entendu m'inquiète; soyez sur vos gardes. » Au langage

(1) M. de Radowitz avait dit : « Nous sommes charmés d'avoir avec vous ces explications. Si vous aviez été ici plus tôt, les choses n'auraient pas pris le développement qu'elles ont pris, et nous aurions été les uns et les autres rassurés plus tôt. » De même, un conseiller aux affaires étrangères, félicitant l'ambassadeur de son retour à Berlin, ajoutait : « Vous êtes l'homme de la paix. »

très réservé de ce personnage, j'ai reconnu d'ailleurs que la cour de Russie conservait de bonnes dispositions à notre égard; mais je n'ai pu en préciser la mesure, et je veux ajouter qu'il m'a témoigné de la confiance qu'elle avait en vous (1).

« En somme, il y a dans le corps diplomatique des alarmes pour l'avenir, en même temps que des appréciations sévères sur la politique du Chancelier. On croit à la probabilité du maintien de la paix pour quelques mois et à sa possibilité pour cette année. Dans l'armée et dans la population de Berlin, il court des bruits d'une guerre plus ou moins rapprochée. Les journaux continuent à être provocants et à revenir incessamment sur la loi du cadre. En nous en rapportant, cependant, au langage si rassurant de M. de Bülow, il ne faudrait pas avoir d'inquiétudes; l'horizon politique, suivant lui, ne laisserait découvrir aucun nuage; mais je ne puis disconvenir qu'en général on n'est pas aussi optimiste que lui. Il faut donc veiller.

« Je ne puis me résoudre encore à croire que, devant les déclarations réitérées des hommes politiques allemands les plus autorisés sur la correction parfaite et sur la loyauté des procédés de la France, l'Allemagne n'y regardera pas de très près avant de provoquer la guerre. Je ne puis croire que l'Europe, si manifestement désireuse de la paix, si intéressée elle-même à son maintien, ne se décide elle-même à se prononcer énergiquement en sa faveur, quand elle la verra sur le point d'être troublée. Que signifierait donc cette alliance des trois empires, si souvent représentée dans le seul but de maintenir la paix, que l'Allemagne en particulier ne perd aucune occasion de déclarer suffisante pour nous en assurer une longue durée, si elle ne devait pas empêcher l'une d'entre elles (*sic*) d'attaquer, sans le moindre

(1) Ce personnage russe était le comte Chreptowitch, chambellan et ancien ambassadeur. V. Appendice, p. 358, le récit conservé par M. de Gontaut dans ses notes de ce même entretien.

fondement, sans le plus léger prétexte, un peuple aussi éprouvé que l'a été le peuple français, aussi réservé, aussi prudent dans sa conduite, et auquel ses adversaires conviennent eux-mêmes n'avoir pas à adresser le plus petit reproche?

« Ne trouverez-vous pas, monsieur le Duc, qu'il y a opportunité et avantage à tenir les principaux cabinets d'Europe au courant des préoccupations menaçantes et injustes de l'Allemagne?

« D'un autre côté, le gouvernement français ne regardera-t-il pas comme un devoir dicté par la sagesse, de s'occuper de tout ce qui concerne la réorganisation militaire avec la plus grande prudence?

« Je me contente de vous poser ces questions, monsieur le Duc; c'est à votre vigilance, c'est à la sagesse de monsieur le Maréchal et de vos collègues qu'il appartient de décider ce qu'il y a de plus convenable et de plus utile à faire dans les circonstances délicates où nous sommes. »

Dans la lettre particulière au duc Decazes, en date du 24 avril, qui accompagnait cette importante dépêche, M. de Gontaut disait encore :

« La formation du quatrième bataillon est l'occasion des mécontentements qui se font jour par diverses voies; peut-être a-t-on manqué de prudence en décrétant cette mesure sans l'examiner plus à fond qu'on ne l'a fait. Radowitz après Bülow m'a affirmé très nettement que les inquiétudes étaient apaisées; il n'en est pas moins vrai que les journaux officieux continuent leur feu. Je me demande si tout ce bruit n'aboutira pas, un peu plus tôt ou un peu plus tard, à une pression exercée sur nous pour ralentir ou modifier notre loi des cadres. J'espère que non; mais nous ne devons pas nous dissimuler que l'état-major à Berlin est assez monté et que c'est lui, plus encore que le Chancelier, qui répand les inquiétudes, peut-être même les bruits de guerre, dans le public. Il est incontestable, au reste, que

personne en Allemagne ne verrait la guerre avec plaisir. On marchera cependant si l'on est commandé. Il faut dire encore que l'armée allemande n'est pas prête à faire la guerre, surtout par cette raison que la plus grande partie n'est pas encore pourvue du nouveau fusil.

« Le grand âge de l'Empereur est aussi un grand obstacle à la guerre; il ne pourrait plus la faire et personne ne pourrait le suppléer dans le commandement. J'espère toujours que nous l'éviterons pour cette année. Le Flô m'écrit qu'il est très content des dispositions de la Russie et que tout va bien de ce côté. Il est très vrai qu'elle peut avoir la plus grande influence sur les événements; voudra-t-elle l'exercer?... »

M. de Gontaut continuait à avertir le ministre des symptômes inquiétants ou rassurants qu'il observait à Berlin. L'impression que laisse la lecture de sa correspondance, c'est qu'il était bien difficile d'avoir une idée exacte de la situation. Les renseignements recueillis par l'ambassadeur étaient contradictoires. Son esprit très pondéré et défiant des conclusions hâtives s'appliquait à rapporter fidèlement tous ces renseignements divers. Aucune idée préconçue, aucune thèse établie d'avance sur les intentions de l'Allemagne ne le portait à écarter ou modifier ceux qui ne se seraient pas adaptés à sa manière de voir. Il enregistrait donc tous les témoignages, même quand ils n'étaient pas d'accord, et ce manque de concordance, que l'on peut relever dans ses dépêches et ses lettres, est une nouvelle preuve de sa véracité. La chancellerie allemande ressemblait alors à ces murs derrière lesquels on sait seulement qu'il se passe quelque chose. L'inquiétude générale persistait, avec des moments d'accalmie. Une foule d'indices apparaissaient, assez graves pour faire redouter un péril, trop vagues pour permettre de préciser la nature et l'imminence même de ce péril.

« Je ne vous adresse pas de dépêche aujourd'hui, écrit

M. de Gontaut le 26 avril, car il n'y a pas eu de changement sensible dans la situation depuis mon dernier envoi. Il semble qu'il y ait tendance à l'apaisement... Les journaux allemands se taisent depuis deux jours sur la loi des cadres; mais ils signalent tout ce qui leur paraît en France un réveil de l'esprit clérical et prétendent qu'il envahit jusqu'aux régions gouvernementales. En un mot, ils ne nous laissent ni paix ni trêve... L'empereur de Russie sera ici le 10 et n'en repartira que le 13. Sa visite est déjà considérée comme devant être fort importante au point de vue de la paix... »

Le surlendemain, l'ambassadeur télégraphie : « L'apaisement se fait depuis deux jours sur toute la ligne. Les journaux sont devenus calmes. Les militaires ne parlent plus de guerre. J'ai vu l'ambassadeur d'Autriche sortant de chez le prince de Bismarck ; il l'a trouvé très pacifique, envisageant, il est vrai, l'avenir avec quelque inquiétude à cause de notre loi des cadres, mais non le présent. La crise est terminée, je l'espère, mais elle a été plus intense que la précédente. »

Les impressions du duc Decazes, à cette date, ne diffèrent pas de celles de M. de Gontaut. Annonçant à ce dernier, le 29 avril, l'envoi aux représentants de la France à l'étranger de la dépêche où était rapportée la conversation avec M. de Radowitz, il ajoute, dans une lettre particulière : « J'essaie de tirer de cette révélation le parti qu'elle comporte. Je le fais avec d'autant plus de modération que, grâce à vous, le péril immédiat a disparu; mais j'espère cependant en dire assez et parler assez clairement pour que les esprits s'y arrêtent et retiennent, comme il convient, la portée de cette doctrine étrange et audacieuse. J'ai cru devoir affirmer, dans des proportions peut-être exagérées, l'attitude du cabinet de Saint-Pétersbourg (1).

(1) Allusion au passage suivant de la dépêche circulaire adressée

Je l'ai fait pour qn'il me sût gré de l'importance que j'accordais à ses paroles et aussi pour donner à entendre aux cabinets de Vienne et de Londres que leur *prudence* n'était pas imitée. Peut-être les piquerai-je ainsi au jeu.

« Je viens de causer longuement avec Hohenlohe; je ne puis que m'en louer. Je lui ai raconté qu'à la suite des explications fournies par vous sur nos intentions pacifiques et sur le quatrième bataillon, l'émotion avait disparu, lentement, il est vrai, mais assez complètement pour que vous puissiez considérer la crise comme terminée. Je ne lui ai pas dissimulé que vous aviez été frappé de son intensité. Nous nous sommes étonnés tous deux de cette alarme qui nous paraissait inexplicable. Il la déclare injustifiable, car il avait d'avance, m'a-t-il dit, fourni toutes les assurances et informations désirables. Je me suis laissé aller à développer nos vues sur la paix qui est notre nécessité comme notre devoir; j'ai traité très durement l'obstination et l'aveuglement avec lesquels on nous prêtait des pensées d'agression.

« Non seulement, lui ai-je dit, nous ne vous attaquerons « pas; mais, si vous nous attaquiez, nous vous laisserions « tout l'odieux de cette agression et nous ne nous défen- « drions pas. Nous ne cherchons ni à vous créer des em- « barras ni à former des alliances contre vous. Nous ne « cherchons qu'à assurer la paix et nous le prouverons en « toute occasion. »

« Je lui ai alors parlé de nos prétendus armements, dont il a reconnu l'innocuité, de l'emprunt auquel j'avais

par le ministre aux représentants de la France. Après avoir noté l'apaisement qui vient de se produire, il écrit : « Je serais porté à supposer que ce résultat était désiré par les représentants étrangers accrédités à Berlin et que leur attitude a servi à le préparer. J'ai le droit d'ajouter que les sages et pressants conseils du cabinet de Saint-Pétersbourg me semblent y avoir puissamment et tout particulièrement contribué. » Sur le rôle des puissances étrangères dans la présente crise, voir le chapitre suivant.

demandé au gouvernement de renoncer, pour ne pas fournir un prétexte aux malentendus. Je lui ai prouvé que je n'avais d'illusions ni sur l'état des partis en Allemagne, ni sur les dispositions de l'Europe, et je lui ai répété en terminant ces propres mots :

« Je ne vous fournirai pas l'ombre d'un prétexte; je jus-
« tifierai aux yeux du monde de la parfaite correction de
« mon attitude; quoi que vous fassiez en Europe, je ne
« vous attaquerai pas et enfin, si vous nous envahissez, je
« conseillerai au Maréchal de se retirer avec ses armées et
« son gouvernement sur la Loire et d'attendre, sans tirer
« un coup de canon, que la justice de l'Europe ou celle de
« Dieu se prononce sur vous. C'est pourquoi je ne suis ni
« ému ni troublé de toutes ces alertes; je suis sûr de moi
« et de ma conscience; mais, en vérité, je trouve que vous
« êtes de grands fous de vous agiter ainsi et que vous seriez
« plus coupables encore si vous vous laissiez aller à vous
« acharner sur nous, car, après tout, vous relevez vous
« aussi de la conscience humaine et vous devez craindre
« de la révolter. A toute cette fausse et mauvaise politique,
« il y aurait à substituer une marche plus simple et plus
« loyale : faire de nous, vos adversaires et vos vaincus
« d'hier, des amis du lendemain et arriver, en assurant la
« paix, à débarrasser nos populations de cet odieux far-
« deau d'impôts qui les écrasent et d'armements qui les
« démoralisent. Vous y penserez peut-être quelque jour et,
« ce jour-là, vous me trouverez prêt à vous entendre. »

« Je ne lui ai pas parlé de la fameuse théorie de M. de Radowitz, n'étant pas assez sûr de le faire avec calme; mais je suis revenu sur la levée de l'interdiction de l'exportation des chevaux, en parlant comme d'un gage sérieux et dont l'opinion serait reconnaissante. Comme mon interlocuteur avait encore l'esprit préoccupé de nos prétendus achats de chevaux en Hongrie et en Russie, je lui ai répété que ces bruits étaient répandus et exploités par

des imposteurs et des spéculateurs éhontés, et je lui ai lu, pour le convaincre, les dépêches que j'avais dû écrire à Stockolm et à Vienne pour démasquer des tentatives d'escroquerie qui s'étaient produites sous cette forme. Je crois qu'il m'a quitté sous de bonnes impressions... L'heure me presse, cher ami. Reposez-vous de cette rude alerte dont vous avez si bien conjuré les dangers, et veillons. Orloff prétend que son empereur ne sera pas plus prévenu que nous, et il reste inquiet. »

De son côté, M. de Gontaut, dans une dépêche en date du 2 mai, confirme que le calme renaît de plus en plus. M. de Bülow, qu'il a vu plusieurs fois dans ces derniers temps, ne lui semble pas soucieux, mais seulement réservé, conformément à son habitude. Le maréchal de Manteuffel lui a tenu les meilleurs propos; il a reconnu la nécessité et le droit pour la France de réorganiser son armée ; il s'est prononcé très énergiquement pour la paix, allant même jusqu'à entrevoir pour plus tard la possibilité d'une alliance entre les deux pays. Enfin, M. de Gontaut voit apparaître en Allemagne un commencement de fatigue et d'irritation occasionné par ces alertes incessamment renouvelées, auxquelles semble se complaire le gouvernement. On découvre que ce n'est pas la France qui provoque l'agitation et l'inquiétude, mais que le signal part de Berlin :

« Et ce n'est pas seulement dans le corps diplomatique que la lumière se fait, c'est encore parmi les hommes d'affaires de ce pays, pour lesquels la crise d'où nous sortons se traduit par des dommages très considérables : beaucoup de travaux, assure-t-on, ont été interrompus, des commandes suspendues et des opérations de Bourse liquidées avec des différences énormes. » Les gens lésés dans leurs intérêts observent avec la clairvoyance qui leur est propre d'où est venu le coup et ils ne dissimulent pas leur mécontentement. « L'un de mes collègues, qui est Allemand, me racontait tout récemment un entretien qu'il avait eu avec

un des plus grands industriels de Berlin, revenant de Paris où il était allé passer deux ou trois semaines pour ses intérêts. Il n'avait trouvé personne en France, lui disait-il, qui parlât de guerre : Là, les affaires ont repris, surtout les innombrables affaires du commerce de détail et toute l'activité de la France est exclusivement tournée de ce côté. Les journaux allemands accréditent donc une erreur injustifiable, quand ils ne cessent de supposer à la France des tendances belliqueuses, et par là ils entravent toutes les affaires en Allemagne.

« Le langage de cet industriel était des plus énergiques, me disait mon collègue. Il est corroboré par d'autres témoignages du même genre : ainsi, la *Gazette de la Croix* contenait, il y a deux jours, une lettre de Stettin faisant entendre les mêmes plaintes que celles dont je vous ai parlé, et s'en prenait durement aux journaux officieux qu'elle accusait de semer l'inquiétude partout et d'être, par conséquent, seuls responsables de la suspension du travail et des millions perdus par tous ces faux bruits de guerre. Il n'est pas jusqu'à un député du Reichstag, fort peu sympathique à notre pays, M. Bamberger, qui, revenant de Paris, n'ait affirmé très hautement, au dire de la *Gazette de Francfort*, que personne en France ne songeait à la guerre. »

Mais à peine croit-on pouvoir se rassurer que surgissent d'autres causes d'inquiétude. Depuis qu'il a écrit la précédente dépêche, M. de Gontaut a reçu la confidence de deux entretiens fort graves du ministre de Belgique à Berlin, M. de Nothomb, l'un vers le 25 avril avec le prince de Bismarck, l'autre le 30 avec le maréchal de Moltke.

« Il est clair, a dit le Chancelier, que la France vient d'apporter un accroissement considérable de forces militaires à son organisation primitive. Cet accroissement est si onéreux pour ses finances qu'elle ne pourra en supporter longtemps le fardeau et qu'elle fera de deux choses l'une : ou bien elle sera nécessairement entraînée à faire un coup

de tête prochainement, ou bien elle devra modifier et réduire considérablement l'état militaire qu'elle vient d'établir; en un mot, elle n'a plus que l'alternative d'une folie ou d'une inconséquence (1). »

Le maréchal de Moltke a répété presque mot pour mot ces paroles, et comme M. de Nothomb lui objectait les intentions incontestablement pacifiques de la France : « C'est possible, a-t-il dit; pour moi, je ne vois que le fait, et je prétends que la création d'un quatrième bataillon par régiment, augmentant de 144,000 hommes l'armée française, est un fait annonçant péremptoirement une préparation à la guerre. *En ce cas, nous ne devons pas attendre que la France soit prête et notre devoir est de la prévenir.* — Mais quand vous aurez vaincu de nouveau la France, qu'en ferez-vous? — Je ne sais pas; ce sera assurément fort embarrassant. Ah! la guerre! la guerre! Quand on l'a vue de près comme moi, on ne peut avoir qu'une horreur profonde pour elle. C'est le plus grand fléau de l'humanité, et certainement on doit tout faire pour l'éviter. » M. de Nothomb ayant demandé ensuite au maréchal si, comme d'habitude, il irait en Silésie cette année : « J'y compte bien, a-t-il répliqué. — Mais en aurez-vous la possibilité? — Oh! ce n'est pas cette année que nous aurons la guerre. »

On voit poindre dans ces entretiens, ainsi que l'observe M. de Gontaut, la tactique favorite du prince de Bismarck, qui consiste à représenter ses adversaires comme les agresseurs et l'Allemagne comme obligée, bien malgré elle, de faire une guerre qui n'est qu'un acte de défense. A Lord Odo Russell, qui s'évertue à dire que tous les renseigne-

(1) C'est la thèse qu'exposaient également, vers la même date, les *Annales prussiennes* (V. p. 89). M. de Nothomb aurait aussi raconté cet entretien à l'auteur des articles publiés dans la *Deutsche Revue* (octobre-décembre 1892,), sous le titre : *L'alliance franco-russe et la Triplice...* « Vous croyez donc la France capable d'un coup de tête? » aurait demandé le ministre de Belgique. — Pourquoi pas? » (2e article, numéro de novembre, p. 163.)

ments qui lui arrivent par l'Angleterre attestent les vues pacifiques de la France, on répond que l'on a des informations opposées.

Cependant M. de Gontaut a recueilli d'un autre personnage un langage tout différent de ce qui précède. Le duc de Ratibor (Hohenlohe), qui arrive de France, lui a dit n'avoir trouvé à Paris aucune trace de velléités belliqueuses. Son frère, le prince de Hohenlohe, lui en avait donné l'assurance; mais il a voulu en acquérir personnellement la preuve. Il a visité beaucoup de magasins et d'ateliers, et, pas plus là que dans le monde ou dans les sphères officielles, il n'a entendu parler de la guerre. Il n'a pas manqué de le rapporter au prince de Bismarck, et il se promet d'en dire autant à l'Empereur et au maréchal de Moltke. Il avait confiance que la paix serait maintenue et n'apercevait rien qui pût la troubler. Il blâmait énergiquement l'article de la *Post*, origine ou occasion de tous les bruits de guerre, se plaignant qu'il eût porté un trouble très grave dans toutes les transactions et causé des pertes considérables à la Bourse.

Après avoir rendu compte de toutes ces différentes conversations dans une dépêche du 7 mai, M. de Gontaut ajoutait : « Le langage du duc de Ratibor, conforme à celui du maréchal de Manteuffel et à d'autres propos du même genre qui me sont revenus de divers côtés, prouve l'existence de courants divers dans le monde officiel et gouvernemental. La paix a des partisans très chaleureux dans les plus hautes sommités de ce monde. C'est l'état-major principalement qui est belliqueux, s'appuyant sur la crainte que lui inspire la France.

« L'Empereur, heureusement, est fermement opposé à la guerre; il a dit à l'Impératrice, il y a trois jours, que la paix ne serait pas troublée. Je tiens ce propos de source authentique. Se laissera-t-il entraîner par ses belliqueux conseillers? Je ne le crois pas. Cependant il serait téméraire de l'affirmer absolument.

« Il est possible qu'on veuille nous effrayer et, par là, peser sur nos résolutions ultérieures pour nous déterminer à modifier ou à n'appliquer qu'incomplètement notre loi des cadres. Deux de mes collègues me disaient encore que, dans leur opinion, le gouvernement allemand, fort préoccupé du vote de la loi contre les ordres religieux, pourrait bien se servir des prétendus armements de la France comme d'un moyen pour rallier les voix dans les Chambres. L'explication n'a rien d'invraisemblable.

« Enfin, je tiens à ajouter qu'à l'heure où je vous écris, il y a détente. Un des attachés militaires étrangers qui ont le plus de rapports avec toute l'armée allemande en a donné tout à l'heure même l'assurance au prince de Polignac; celui-ci, de son côté, la constate également.

« En résumé, si la guerre doit éclater, j'incline à croire que ce ne sera point pour cette année... »

Lorsque M. de Gontaut écrivait cette dépêche, il ignorait encore les détails de l'importante visite faite au duc Decazes, le 5 mai, par le prince de Hohenlohe. « Hohenlohe, écrivait le ministre, le 8 mai, a retardé son départ de vingt-quatre heures (1) pour avoir avec moi un nouvel entretien après la réception de son courrier. Je vous envoie ci-inclus le résumé de sa conversation. J'en ai conclu, comme vous le verrez, qu'il n'avait pas mission de m'inquiéter, mais seulement d'établir que l'incident du quatrième bataillon n'était pas clos. Il n'était pas d'ailleurs en mesure de reprendre cette discussion, puisqu'il m'avait déjà dit, à plusieurs reprises, que son attaché militaire et lui ne voyaient nulle importance à cet incident. Sur la question des six cents millions de billets de vingt francs que nous sommes censés accumuler dans les caisses de la Banque pour nous en faire un trésor de guerre, je me suis mis à rire et je lui ai fait observer que les billets de vingt francs qui rentraient à la Banque

(1) L'ambassadeur allait prendre un congé.

coûtaient à celle-ci de belles pièces de vingt francs qu'elle livrait à la circulation, et que si nous avions la pensée et les moyens de nous créer un trésor de guerre de six cents millions, il serait plus sûr de conserver notre or que d'entasser des billets.

« La démarche de Hohenlohe n'en a pas moins une réelle importance comme symptôme... »

A la lettre qui précède, le duc Decazes avait joint, pour éclairer M. de Gontaut, la pièce suivante :

« *Pro memoriâ.*

« Paris, le 5 mai 1875.

« Mon entretien avec le prince de Hohenlohe.

« Le prince avait communiqué à M. de Bülow les impressions favorables recueillies à Berlin par M. de Gontaut, qui s'était cru en mesure de m'assurer que les explications dont il avait pris l'initiative auprès de M. de Bülow et de M. de Radowitz avaient fait disparaître (1) leurs préoccupations au sujet de notre quatrième bataillon et de notre état militaire en général.

« M. de Bülow, répondant à son ambassadeur, lui disait, par le courrier arrivé hier soir, que « l'optimisme de M. de « Gontaut lui paraissait exagéré, que le gouvernement « allemand n'était point entièrement convaincu du caractère « inoffensif de nos armements, qu'il ne lui paraît pas que « la loi des cadres ait été uniquement faite pour assurer le « sort de 1,200 capitaines et qu'il lui paraît, au contraire, « prudent de compter que nos lois militaires seront énergiquement appliquées.

« M. de Bülow n'hésite pas à croire que nous n'avons

(1) Note écrite par M. de Gontaut en marge du document : « *Disparaître* est peut-être trop fort; mais en relisant la dépêche n° 29 (Radowitz), que je persiste à dire *exacte*, M. le duc Decazes était en droit de dire tout cela au prince de Hohenlohe, à cette expression près de *disparaître.* »

« pas *en ce moment* d'intentions hostiles, et il se tient pour « assuré de la sincérité de mes intentions pacifiques, il croit « même à celles de la France en général. Mais l'état-major « allemand considère que la guerre contre l'Allemagne est « le but final de nos armements et en envisage ainsi les « conséquences.

« M. de Bülow apprend avec satisfaction que le gouver- « nement français ne pense plus à faire un emprunt dont « l'Allemagne ne se préoccupait, du reste, que médiocre- « ment. Elle n'y trouve pas grande sécurité, car elle sait « que nous retirons de la circulation pour les amasser dans « les caisses de la Banque six cents millions de billets de « vingt francs dont nous faisons notre trésor de guerre.

« Il observe, en terminant, que l'apaisement ne se fera pas « dans les esprits tant que les journaux continueront à « dénoncer l'Allemagne. »

« Le prince de Hohenlohe n'était point chargé de me faire cette communication. Elle ne lui était adressée que pour son information personnelle et peut-être, a-t-il ajouté, parce que l'on ne trouvait pas qu'il attachât lui-même une suffisante importance à nos armements; mais il a tenu, avant son départ, à me mettre au courant de ce qu'il recevait, afin que je fusse au courant de la véritable situation.

« Le prince avait relevé, dans un de nos derniers entretiens, un mot que je lui avais dit sur les appréhensions publiques qui ne cesseraient complètement que lorsqu'une politique d'entente et l'affirmation de l'accord entre les deux gouvernements substitueraient un courant de confiance aux habitudes de méfiance que l'opinion publique avait contractées. M. de Bismarck, auquel le prince avait répété mon propos, lui répond, par une lettre dont M. de Hohenlohe me donne lecture, que « cette appréciation lui paraît judicieuse; « qu'en effet, il y aurait lieu de rechercher un terrain sur « lequel cet accord pourrait se manifester; à première vue, « il peut sembler difficile à trouver; cependant, en étudiant

« de près les questions, on s'aperçoit qu'il n'est pas incom-
« patible avec la nature des choses et des situations.

« Le prince de Bismarck remarque en effet « qu'en Orient, « l'antagonisme, quand il se produit, n'est que factice, l'Alle- « magne et la France n'ayant point de ce côté des intérêts « assez précis pour qu'ils doivent être fatalement contraires.

« Qu'en Italie, l'antagonisme n'est point non plus de « nécessité politique; ce n'est point l'antagonisme, c'est une « sorte de rivalité qui se produit là entre nos deux cabinets; « tous deux pourraient bien, du reste, s'apercevoir un jour « qu'ils ont compté sans leur hôte, et la prudence tradition- « nelle de l'Italie pourrait donner à penser qu'au dernier « jour l'amitié de l'Italie ne sera point acquise à celui des « deux qui aura le plus fait pour se l'assurer.

« Qu'en Espagne, M. de Bismarck peut s'accommoder du « triomphe de la cause carliste et envisager cette solution « comme acceptable pour lui; qu'elle serait peut-être plus « difficilement acceptable pour la France, de sorte que « l'intérêt des deux cabinets leur conseillerait de faire en « commun des vœux pour le roi Alphonse XII;

« Quant à la Papauté, sans doute il sera nécessaire de « s'entendre pour créer un *modus vivendi* entre les Etats et « l'Eglise catholique; mais cela ne sera possible qu'avec un « nouveau pape pacifique et modéré, et par conséquent il « n'y a pas à s'en occuper du vivant de Pie IX;

« En ce qui touche la Belgique, le prince de Bismarck se « tient pour bien assuré qu'il ne me passe pas par l'esprit « de le soupçonner de vouloir conquérir ce petit royaume, « et il est convaincu que j'assiste sans préoccupation à ses « *discussions académiques* avec le comte d'Aspremont- « Linden. J'ai dû, en effet, comprendre, dès le premier jour, « que, si l'Allemagne obtenait des modifications dans la « jurisprudence belge de nature à garantir les voisins contre « les agitations de l'opinion publique dans ce pays, je serais « le premier à en profiter. »

« La lettre de M. de Bismarck ne conclut pas plus nettement.

« De l'ensemble de cette communication, je conclus que le prince de Hohenlohe a reçu l'ordre de ne pas me laisser sous l'impression que la question des armements était close et que l'Allemagne se tenait pour éclairée et rassurée de ce côté; mais qu'il devait en même temps se garder de m'inquiéter et ne point me mettre en éveil sur les intentions de l'Allemagne. La lettre de M. de Bismarck et la communication qui m'en était faite avaient ainsi pour but de détruire l'impression que celle de M. de Bülow devait me faire ressentir. »

Dans les jours où l'ambassadeur d'Allemagne tenait au duc Decazes un si énigmatique langage, M. de Bülow répétait exactement, sans la rendre plus claire, la même tactique auprès de M. de Gontaut. Un peu ému des propos du maréchal de Moltke et apprenant que les magasins militaires regorgeaient d'approvisionnements, celui-ci s'était résolu, le 7 mai, à aller sonder le secrétaire d'État.

« Je lui ai demandé, rapporte-t-il dans sa dépêche du même jour déjà citée, s'il y avait quelque chose de nouveau, et comme il me répondait que non, avec une certaine hésitation, il est vrai, je lui ai répliqué que cependant il me revenait que le maréchal de Moltke, si taciturne d'ordinaire, tenait en ce moment un langage assez inquiétant et que je ne parvenais pas à m'expliquer.

« M. de Bülow, sans avoir l'air d'y attacher une grande importance, m'a rappelé qu'en effet, il m'avait déjà entretenu des inquiétudes causées aux militaires par notre loi des cadres, et il m'en a de nouveau expliqué quelques motifs. Je lui ai rappelé, à mon tour, tout ce que j'avais répondu sur ce point, soit à lui-même, soit à M. de Radowitz; j'ai commenté de plus les récentes explications de l'*Avenir militaire*, et j'ai ajouté que je ne pouvais dire qu'une chose, toujours la même, à savoir que personne en France ne pensait

à la guerre, que pas un acte du gouvernement ne pouvait donner à le croire et qu'il était *impossible* de nous expliquer les intentions insensées qu'on nous prêtait, comme de nous rendre compte des alarmes que l'on éprouvait ici.

« M. de Bülow m'a parlé alors d'un entretien que le prince de Hohenlohe aurait eu, ces jours-ci, avec Votre Excellence par l'ordre du Chancelier, mais en termes si vagues et si obscurs que je ne pourrais préciser l'impression qu'en a retirée le cabinet de Berlin; c'est à peine même si j'en ai compris l'objet. Il s'agirait, il me semble, d'une proposition ou d'une éventualité d'entente possible entre nos deux pays sur certaines questions encore reléguées à cette heure au second rang, telles que la politique en Orient. L'expérience en ayant été faite avec succès à propos de la reconnaissance du maréchal Serrano, pourquoi ne la recommencerait-on pas ailleurs ? (1) Je le répète, M. de Bülow s'est expliqué avec si peu de netteté que je n'ai pas compris si cette entrevue qui pourrait avoir une portée réelle en a eu ou n'en a pas eu. En somme, M. de Bülow m'a semblé n'avoir pas de préoccupation ou d'arrière-pensée inquiétante pour le moment actuel; mais il est resté nuageux, incomplet. Je dois dire que nous étions à l'heure où il sort de son cabinet et qu'il était très fatigué... »

C'était à n'y rien comprendre ; mais une chose pourtant paraissait certaine, c'est que l'Allemagne entendait bien prolonger l'incident. A peine calmée, la crise renaissait. Le malaise se prolongeait, au grand mécontentement des

(1) Le duc Decazes s'était volontiers prêté à cette reconnaissance que le prince de Bismarck désirait ardemment et qu'il eut beaucoup de peine à obtenir de son souverain.

Sur la minute de sa dépêche, M. de Gontaut avait d'abord écrit puis biffé ce qui suit : « Ainsi l'accord s'est établi dans le passé pour la reconnaissance du maréchal Serrano. Ne pourrait-il se faire également sur la question d'Orient où l'Allemagne a toujours évité jusqu'à présent de prendre une attitude particulière correspondant à une ligne politique déterminée? »

Allemands eux-mêmes qui s'en prenaient, comme on l'a vu, aux journaux et au gouvernement du trouble apporté dans les affaires. Quant à l'Europe, comment envisageait-elle la question? Assisterait-elle indifférente à ce conflit latent qui pouvait amener une guerre ou voudrait-elle y mettre fin par son intervention? De quelle nature serait cette dernière et en faveur de quelle puissance? Après avoir tenté d'exposer l'état des relations, à ce moment de crise, entre la France et l'Allemagne, c'est ce rôle de l'Europe que nous avons à raconter.

Pour résumer tout ce qui précède et rappeler l'incertitude et l'obscurité de la situation, nous ne saurions mieux faire que d'emprunter une phrase de la correspondance de M. de Gontaut : « Il est difficile, écrivait-il, de se démêler d'un pareil écheveau dans un pays où mes collègues les plus familiarisés avec ses habitudes par un long séjour sont unanimes à déclarer qu'il n'en est pas où la politique soit plus mystérieuse et, par suite, plus difficile à pénétrer. » Il fallait pourtant démêler cet écheveau et c'est à quoi nous aidèrent, d'un geste aussi efficace qu'énergique, l'Angleterre et la Russie.

CHAPITRE III

LA CRISE DE 1875 (*suite*). — L'INTERVENTION DE L'EUROPE.

Mission de M. de Radowitz à Saint-Pétersbourg. — Observations présentées aux puissances par les agents diplomatiques de l'Allemagne sur nos armements. — Paroles rassurantes du prince Gortchakoff et du Tsar au général Le Flô. — Envoi par le duc Decazes aux représentants de la France à l'étranger du rapport de M. de Gontaut sur sa conversation avec M. de Radowitz. — Lettre particulière du ministre au général Le Flô, accompagnant cet envoi : pressant appel à la Russie. — Le général Le Flô chez le prince Gortchakoff. — Communication au Tsar de la lettre et des dépêches envoyées par le duc Decazes. — Réponse du Tsar. — Le *Times* sonne l'alarme en Europe. — Le Tsar attendu à Berlin; anxiété générale. — Entrevues du comte Schouwaloff avec l'empereur d'Allemagne et le prince de Bismarck. — Les assurances de Lord Derby à notre chargé d'affaires à Londres, M. Gavard. — Arrivée du comte Schouwaloff à Londres : il presse l'Angleterre d'intervenir avec la Russie en faveur de la paix. — Lord Odo Russell chez le prince de Bismarck. — Le Tsar à Berlin. — Les dernières instructions du duc Decazes à M. de Gontaut sur le langage à tenir au Tsar. — Le prince Gortchakoff chez M. de Gontaut : la paix est assurée. — M. de Gontaut reçu par le Tsar : « intérêts communs » de la France et de la Russie. — Satisfaction du duc Decazes et de M. de Gontaut. — Signes d'apaisement définitif. — Le prince de Bismarck morose.

L'attitude des puissances étrangères préoccupait également la France et l'Allemagne et déjà toutes deux s'étaient adressées à elles. Il semblerait même que le prince de Bismarck n'avait pas attendu que la crise eût éclaté, mais que, préparant ou prévoyant un conflit, il avait tenté de

s'assurer à l'avance la neutralité bienveillante de la Russie. En effet, dans les premiers jours du mois de février, le comte de Radowitz, le même qui tenait à M. de Gontaut les propos étranges que nous avons rapportés, était parti inopinément pour Saint-Pétersbourg. Cette mission soudaine avait mis les esprits en éveil et provoqué des commentaires dans le monde diplomatique. Le choix même de M. de Radowitz, qu'on disait personnellement très apprécié du prince de Bismarck, augmentait l'émoi. Selon une version officieuse, il allait uniquement gérer l'ambassade d'Allemagne en l'absence du prince de Reuss, que la maladie paraissait devoir retenir encore assez longtemps loin de son poste. Or, il y avait quatre mois déjà qu'un secrétaire exerçait à Saint-Pétersbourg les fonctions de chargé d'affaires. Si donc le prince de Bismarck, en le remplaçant par un ministre plénipotentiaire, avait seulement voulu donner au Tsar, ainsi qu'on le prétendait, une marque de déférence, il pouvait sembler étrange qu'il n'y eût pas songé plus tôt. Telle était pourtant l'explication fournie à M. de Gontaut par les ambassadeurs d'Autriche et de Russie. Mais il avait peine à croire que la chose fût aussi simple qu'on le lui affirmait. Quelques confidences, recueillies plus tard, allaient accroître et préciser ses soupçons.

M. de Radowitz était revenu à Berlin dans le courant du mois de mars, sans avoir rien fait, assurait-on, d'important. S'il n'avait rien fait d'important, c'était peut-être faute d'y avoir réussi, et non pas de l'avoir tenté. C'est ce qu'insinuait le comte Chreptowitch, de passage à Berlin, dans une conversation avec M. de Gontaut. « Il m'a dit l'autre jour, écrivait celui-ci le 26 avril, quelques mots de la mission de Radowitz à Saint-Pétersbourg. Son arrivée n'aurait fait plaisir à personne, pas plus à l'Empereur qu'à la société, qui appréciaient fort le comte Alvensleben (1).

(1) Chargé d'affaires, en l'absence de l'ambassadeur d'Allemagne.

Suivant lui, Radowitz venait à propos des affaires d'Orient et pour un autre but qu'il n'a pas précisé; mais il aurait échoué. J'ai essayé d'en savoir davantage. En puisant encore à d'autres sources, j'ai réussi et peut-être tenons-nous le véritable objet de cette mission (1). Il paraît que Radowitz est allé proposer à la Russie, de la part de l'Allemagne, de la seconder dans ses projets sur l'Orient, *à condition qu'elle laisserait l'Allemagne mener comme elle l'entendrait les affaires d'Occident*. L'empereur de Russie a nettement refusé. Si la version est vraie, le fait a pour nous une grande importance. »

C'est cette même version que Lord Odo Russell disait à M. de Gontaut posséder. C'est elle encore que recueillait à Saint-Pétersbourg notre ambassadeur, le général Le Flô : « Qu'est-ce qui pourrait donc bien vous être agréable, aurait demandé M. de Radowitz, et que réclameriez-vous du côté de la Turquie? » A cette question insidieuse, faite en manière de causerie sans conséquence, le prince Gortchakoff aurait répondu : « Nous ne voulons rien de plus que ce que nous possédons (2). »

(1) Ce supplément d'informations venait de la comtesse Chreptowitch. On a vu plus haut que son mari occupait un rang élevé à la cour de Russie.

(2) Le fait a été démenti en Allemagne à la suite des révélations apportées par le général Le Flô dans le *Figaro* du 21 mai 1887. Dans une lettre du 2 juin, adressée au *Figaro*, celui-ci a répliqué et maintenu ses affirmations : « Ce que j'ai dit de la mission de M. de Radowitz était, à l'époque, de notoriété à Saint-Pétersbourg et m'avait été affirmé, de la façon la plus formelle, par deux personnages les plus régulièrement en position d'être initiés à tous les secrets de la chancellerie russe, de telle sorte que j'en dus faire le rapport immédiat au duc Decazes... »

Dans une conversation avec le docteur Blum (reproduite dans J. Penzler, *Fürst Bismarck nach seiner Entlassung*, t. IV, p. 199), le prince de Bismarck donne à cette mission de M. de Radowitz deux objets :

1° M. de Radowitz prierait les agents allemands à Saint-Pétersbourg de ne plus permettre au prince Gortchakoff d'adresser ses

Quoi qu'il en soit du véritable objet de cette mystérieuse mission, un autre fait important et mieux établi, c'est que, pendant la crise présente, le Chancelier voulut lui-même intéresser l'Europe à sa querelle et pria ses agents diplomatiques d'appeler l'attention des différentes cours sur le caractère inquiétant de nos armements (1).

« indiscrètes questions » au chancelier allemand par leur intermédiaire, c'est-à-dire aux frais de l'Etat prussien. Le prince Gortchakoff (c'est toujours Bismarck qui parle) recevait une somme fixe pour les frais de sa correspondance télégraphique et réalisait sur cette somme des économies aux dépens de la Prusse. Dorénavant, il fallait le renvoyer à l'ambassadeur de Russie à Berlin.

2° M. de Radowitz témoignerait la joie que causait à l'empereur Guillaume le futur passage du Tsar à Berlin, au mois de mai, et la satisfaction empressée du Chancelier.

Voir aussi, sur ce même sujet, les *Pensées et Souvenirs* du prince de Bismarck (trad. JAEGLÉ, t. II, p. 206). M. de Radowitz aurait été envoyé à Saint-Pétersbourg « afin de mettre, même au point de vue de la forme extérieure, les relations diplomatiques sur un pied d'égalité. En voulant s'affranchir résolument de l'influence prédominante de Gortchakoff, il eut l'occasion de s'attirer son antipathie... »

Citons encore une lettre publiée par les *Nouvelles de Hambourg* du 9 décembre 1892 et destinée à détruire les légendes, ou prétendues légendes, qui entouraient la mission de M. de Radowitz. Cette lettre était adressée, le 2 février 1875, par le comte Eulenbourg, alors chef du cabinet particulier du Chancelier, à un de ses amis : « ... En fait de politique, la chose la plus importante, mais non encore officielle, c'est que Radowitz est envoyé à Saint-Pétersbourg pour y dire, en l'absence prolongée de Reuss, toute une collection de choses désagréables, qui rendraient la situation difficile au chargé d'affaires qui y réside. Dans cette intention, on rappellera, pour un temps, Alvensleben ici. » (PENZLER, *op. cit.*, t. IV, p. 279.)

On lit enfin, dans une note de M. de Gontaut du 4 juin 1875, rapportant une conversation de l'empereur Guillaume avec un personnage qui n'est pas nommé : « A propos de la mission de Radowitz, il (l'Empereur) a dit que celui-ci avait été assez léger, imprudent, qu'il avait parlé avec trop de précipitation, ce qui était avouer que sa mission avait échoué. »

(1) Voir plus bas, p. 163, l'existence de ces représentations des agents diplomatiques allemands très nettement affirmée par Lord Odo Russell.

En ce qui concerne les représentations faites à Saint-Pétersbourg,

De son côté, le gouvernement français se tourna vers elles dans l'espoir que leur intervention conjurerait le

le prince de Reuss écrit, le 22 avril, au prince de Bismarck pour lui rapporter un entretien du général de Werder, l'attaché militaire allemand, avec le Tsar. Celui-ci ayant parlé des inquiétudes du général Le Flô et de ce qu'il avait répondu à notre ambassadeur pour le calmer, « le général de Werder a fait ressortir, à cette occasion, l'importance de la nouvelle loi française des cadres et évalué les chiffres gigantesques que l'armée française atteindrait sur le pied de paix dans deux ans environ ». La conversation passe ensuite à un autre sujet. Le prince de Reuss, après avoir terminé le récit de tout l'entretien, ajoute : « Le général de Werder m'a prié en outre d'écrire à Votre Excellence qu'il avait exactement suivi les instructions à lui données... »

Dans une autre lettre au Chancelier, datée du 2 mai, le prince de Reuss prête au Tsar l'opinion que l'inquiétude, « qui par moments s'empare des esprits, émane de Berlin », et constate que cette opinion n'est point combattue par le prince Gortchakoff. « Je cherche, continue l'ambassadeur, autant qu'il m'est possible, à lutter contre ces idées et je me sers, en le faisant, des puisssants arguments dont m'a muni Votre Excellence. » Y avait-il, au nombre de ces « puissants arguments », des observations sur notre loi des cadres? Le texte ne précise rien; mais il suggère au moins la supposition. V. ces lettres dans ***, *Bismarck und Russland*, Berlin, s. d., 8°, pp. 151-154.

Quant aux observations présentées à Londres par le comte Münster, elles sont attestées dans la version originale et primitive du discours prononcé par Lord Derby, le 31 mai, à la Chambre des Lords. Parlant du langage tenu à Berlin par des personnages de la plus haute considération qui insistaient sur la nature alarmante des armements français et sur la nécessité où se verrait l'Allemagne d'en exiger la réduction, le ministre avait dit : « L'ambassadeur allemand s'est exprimé dans ce sens à diverses reprises. » Une nouvelle version du discours, dans laquelle l'ambassadeur allemand n'était plus expressément désigné, fut ensuite substituée à celle-ci. — Dans une lettre à l'empereur Guillaume, en date du 13 août 1875, le prince de Bismarck ne juge pas impossible que le comte Münster ait « d'un point de vue *théorique, académique*, parlé de l'utilité de diriger, au bon moment, une attaque contre la France », mais il assure n'en rien savoir et ne l'en avoir jamais chargé. Toutefois, il ne lui reproche point ce langage; car il n'est pas utile « de donner à l'adversaire l'assurance que, de toute façon, on attendra qu'il nous attaque. Aussi ne suis-je pas disposé à infliger un blâme à notre représentant, s'il a, par occasion, parlé dans ce sens ». Voir cette lettre dans *Pensées et Souvenirs*, trad. Jaeglé, t. II, pp. 209-211.

Si l'on en croyait l'auteur d'une lettre signée Verax et adressée

péril dont il se croyait menacé. L'incident des mandements d'évêques avait créé un précédent qui nous était favorable. L'Europe n'avait pas voulu faire cause commune avec le Chancelier. On se rappelle que la reine d'Angleterre avait écrit à l'empereur d'Allemagne pour lui conseiller la modération. On se rappelle aussi le langage qu'en cette même occasion avait tenu le gouvernement russe et les bonnes impressions que M. de Gontaut avait rapportées de sa visite à Saint-Pétersbourg. Depuis lors, des symptômes encourageants n'avaient cessé de se produire. « Je vous l'ai affirmé plus d'une fois, disait au mois de mai 1874 le prince Gortchakoff à M. de Gontaut : nous désirons une France forte, puissante, ayant en Europe le rang qui lui appartient. » Il disait encore, à la même époque, à un ancien diplomate français, que la Russie ne souffrirait pas que l'Allemagne nous fît la guerre sur un simple prétexte et qu'elle l'avait déclaré à Berlin. A Vienne, l'ambassadeur russe, M. de Nowikoff, exprimait les mêmes choses, ajoutant qu'à cette heure, la Russie exerçait dans le monde une influence dominante et qu'elle le prouverait au besoin.

Ces dispositions bienveillantes pour la France se retrouvaient, au mois de décembre, dans un long entretien du duc Decazes et du comte Schouwaloff, ambassadeur à Londres. L'Allemagne, assurait celui-ci, ne voulait pas la guerre. « Ne leur laissez pas deviner, lui avait dit l'empereur Guillaume, à quel point je suis décidé à ne pas la faire, car ils me danseraient sur le ventre. » Les Prussiens ne pouvaient penser à chercher querelle à la France. « Nous avons une armée égale à la leur. Ils ne sont sûrs ni de nous ni de l'Autriche, et c'est pourquoi ils ont pour nous tant de bonne grâce. » Cette conversation avait eu

de Paris, le 28 mai, au directeur du *Times*, l'ambassadeur d'Allemagne, le général de Schweinitz, aurait dit à Vienne que « c'était grâce à la longanimité de l'Allemagne que la guerre n'avait pas encore éclaté ».

lieu sur l'initiative du diplomate russe qui avait exprimé son désir de voir le duc Decazes.

« C'est une consolation pour nous très appréciable, écrivait M. de Gontaut, que cette démarche du comte Schouwaloff, car elle était, à coup sûr, plus qu'autorisée. En la rapprochant du séjour de l'Impératrice et de ses fils à Paris, séjour dont on me dit qu'ils ont emporté une grande satisfaction, je trouve là enfin quelques symptômes heureux. Je pensais depuis longtemps qu'il y avait de ce côté des germes à cultiver. Vous vous rappellerez peut-être que je vous l'avais mandé au retour de Pétersbourg. C'est une éclaircie dans notre horizon toujours sombre (1). »

Tout tendait donc à faire espérer au duc Decazes que le pressant appel qu'il se proposait d'adresser à l'Europe et particulièrement au Tsar serait entendu.

Le rôle important joué par la Russsie, dans la crise présente, est connu depuis les révélations publiées par le général Le Flô dans le *Figaro* du 21 mai 1887. Notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg a raconté comment, aux premiers jours du mois d'avril, à l'heure où il s'apprêtait à regagner son poste, le maréchal de Mac-Mahon lui avait communiqué une série de documents d'une nature très

(1) M. de Gontaut ajoutait : « Je dois dire qu'à mon sens le comte se fait quelque illusion sur la force de l'armée russe. Gaillard vous dira toute la vérité à cet égard et je ne crois pas qu'elle inspire encore une grande frayeur ici. Ce ne serait pas l'obstacle réel qui arrêterait à l'occasion les desseins belliqueux de l'Allemagne; il y en aurait d'autres heureusement. »

Le 20 décembre, M. de Gontaut écrivait encore au duc Decazes : « Il y a certainement un mouvement de la Russie vers nous. Le langage que me tiennent les Russes qui sont à Berlin, ou qui y passent, en est une preuve de plus à ajouter à celles que vous avez recueillies à Paris. Oubril est plus disposé à s'ouvrir avec moi qu'autrefois et il juge plus librement en ma présence, que précédemment, la politique allemande. »

Vers la même époque le Tsar fit remettre au maréchal de Mac-Mahon le grand-cordon de Saint-André, et le prince Orloff reçut le grand-cordon de la Légion d'honneur.

alarmante, et, notamment, deux lettres émanant d'un des plus grands personnages de l'Europe. L'une disait : « Vous serez attaqués au printemps »; l'autre : « Les dispositions sont changées; la guerre est remise au mois de septembre. »

Le 10 avril, lendemain même de son retour, le général Le Flô recevait inopinément, de grand matin, la visite du prince Gortchakoff. Celui-ci lui témoignait les meilleures dispositions, lui répétait le conseil qu'il ne cessait de donner à la France : « Rendez-vous forts », et, répondant à ses inquiétudes, l'assurait qu'une agression de l'Allemagne soulèverait en Europe une réprobation générale. Le 15, notre ambassadeur avait une entrevue avec l'empereur Alexandre. Comme il était encore question des anxiétés du moment, le souverain affirmait au général que, dans sa pensée, l'Allemagne était très loin de vouloir la guerre, que ce n'étaient là que des ruses du prince de Bismarck, qu'il savait pertinemment l'empereur Guillaume très résolu à maintenir la paix, et qu'en tout cas il ne négligerait rien lui-même pour éviter qu'elle ne fût troublée. Si l'Allemagne entrait en guerre sans motif, ce serait à ses risques et périls. « Ne vous alarmez pas... Les intérêts de nos deux pays sont communs et si, ce que je me refuse à croire, vous étiez un jour sérieusement menacés, vous le sauriez bien vite, et — avait ajouté l'Empereur après quelque hésitation — vous le sauriez par moi. »

Ces propos rassurants, et d'autres qui suivirent, avaient été transmis au duc Decazes, lorsque celui-ci reçut, vers le 26 avril, la dépêche où M. de Gontaut lui rendait compte de sa conversation avec M. de Radowitz. Le duc Decazes comprit, tout de suite, le parti qu'il en pourrait tirer près des cours étrangères. En même temps qu'il remerciait M. de Gontaut de cette communication et qu'il le complimentait de ses réponses à M. de Radowitz, il envoyait, comme on l'a vu, sa dépêche à nos représentants à Londres, Saint-Pétersbourg, Vienne, La Haye, Rome et Bruxelles,

accompagnée d'une circulaire qui la commentait et leur indiquait l'usage qu'ils en auraient à faire.

Une série d'incidents, y disait-il, interdisaient au gouvernement français d'envisager l'avenir avec une entière sécurité. « Les avis qui nous ont été transmis de divers côtés à cet égard s'expliquent et se corroborent aujourd'hui par l'existence d'une pensée menaçante, dont la presse officieuse de Berlin nous avait, à plusieurs reprises, apporté l'expression, mais dont notre ambassadeur à Berlin vient de recueillir, ces jours derniers, la manifestation la plus autorisée.

« D'après ce qui a été dit à M. de Gontaut-Biron par M. de Radowitz, qui occupe, vous le savez, une situation importante au ministère des affaires étrangères à Berlin, le parti auquel appartient aujourd'hui la direction intellectuelle et politique de l'Allemagne voit avec déplaisir que la France, après ses désastres, soit « ressuscitée ». Aux yeux de ce parti, tout ce qui peut guérir les blessures de notre pays et lui rendre la vie constitue pour le nouvel empire allemand une menace et lui confère le droit de conjurer, par une action immédiate, des périls éventuels. En d'autres termes, la sûreté de l'empire exige que notre nation ne puisse pas se fortifier, même en deçà de nos frontières ouvertes de toutes parts; et puisque l'Allemagne croit avoir des raisons d'appréhender que les ressentiments qu'elle soupçonne au fond de nos cœurs ne nous poussent quelque jour à tenter contre elle une lutte nouvelle, dont elle s'est appliquée pourtant, en 1871, à rendre d'avance les conditions si démesurément inégales, elle est « politique-« ment, philosophiquement et *chrétiennement* même » autorisée à se laisser guider par ces préoccupations et à nous attaquer avant que nos forces aient pu être réorganisées.

« Le cabinet allemand, nous nous plaisons à le reconnaître, ne s'est pas, jusqu'ici, déclaré solidaire de cette formule qui se ressent évidemment de l'intempérance de l'es-

prit de parti. Toutefois, les termes mêmes dans lesquels M. de Radowitz s'en est expliqué avec M. de Gontaut nous donnent lieu de craindre que le gouvernement ne soit entraîné un jour par les passions dont le confident du prince de Bismarck nous dénonce l'existence, en même temps qu'il semble vouloir les justifier par des considérations d'humanité et de religion. Cette doctrine étrange, qui consisterait à ériger en droit la destruction de ses ennemis, ou de ceux dont on pourrait suspecter les intentions ultérieures, avant qu'ils ne soient assez forts pour résister à l'agression, est tout à fait nouvelle dans la jurisprudence internationale. S'adressant à la France, et en présence des dispositions notoirement pacifiques de tous les hommes politiques et de la population tout entière, elle aurait quelque chose d'exorbitant dont les consciences seraient profondément émues. Elle aurait enfin pour toutes les puissances des conséquences pratiques sur lesquelles aucune d'elles ne pourrait se faire illusion et qui rendraient ce principe, s'il devait être réellement adopté par l'Allemagne, également menaçant pour tout le monde.

« Il n'est pas, en effet, un seul gouvernement, parmi ceux-là mêmes qui entretiennent aujourd'hui les relations les plus amicales avec le cabinet de Berlin, qui ne soit exposé à causer un jour de l'ombrage à l'Allemagne ou à gêner les plans de ses hommes d'Etat. Les craintes que ceux-ci peuvent dès maintenant concevoir à ce sujet leur donneront-elles le droit d'attaquer à leur convenance, sans autre justification, l'Etat dont ils voient les forces s'accroître pendant la paix et qui sera un adversaire plus capable de se défendre dans quelques années? L'empire allemand, en possession d'une puissance militaire sans rivale, sera-t-il autorisé à provoquer aujourd'hui la Russie en champ clos, parce qu'il sera induit à supposer que quelque jour le cabinet de Saint-Pétersbourg nourrirait envers lui des dispositions moins amicales? Attaquera-t-il légitimement

l'Angleterre, de peur que ce pays ne vienne à augmenter ses troupes et ne se mette plus tard mieux en mesure qu'il ne l'est peut-être aujourd'hui de soutenir l'indépendance de la Belgique? Envahira-t-il la Hollande parce que, plus tard, cette vaillante nation serait mieux préparée à défendre ses ports et ses colonies dont l'Allemagne peut avoir besoin? Enfin, si cette puissance venait à craindre que l'Autriche ne suivît ultérieurement en Orient, ou en Italie, ou même sur son territoire, dans les questions religieuses ou nationales, une politique contraire aux intérêts allemands, l'Allemagne aurait-elle la faculté d'attaquer l'Autriche dès à présent, à son heure, sans autre argument juridique que la prévision d'un dissentiment futur et en alléguant le désir chrétien d'éviter la grande effusion de sang que nécessiterait plus tard un choc plus terrible?

« On le voit, les conséquences de la théorie exposée à M. de Gontaut ne seraient pas seulement monstrueuses, elles intéresseraient directement la sécurité de chacune des puissances de l'Europe. Dès aujourd'hui, on pourrait se demander si la France est seule visée par les partis qui préconisent cette doctrine et l'on pourrait supposer qu'en proclamant la nécessité de rendre à tout jamais impossible une diversion venant du côté de la France, le parti national-libéral cherche surtout à assurer d'un autre côté à l'Allemagne, telle qu'il la rêve, une liberté d'action définitive. Quoi qu'il en soit, j'ai dû vous communiquer, pour votre information personnelle, les détails qui m'étaient transmis par M. le vicomte de Gontaut-Biron, et j'ai tenu à y joindre les réflexions qu'ils me suggèrent. Vous voudrez bien vous en pénétrer dans les entretiens que vous pourrez avoir avec M. de Bülow (M. le prince Gortchakoff — Lord Derby — M. le comte Andrassy) touchant la situation générale de l'Europe et l'avenir de nos rapports avec l'Allemagne. »

Constatant ensuite l'apaisement qui paraissait se produire à cette même date, grâce aux bons offices du gouverne-

ment russe (1), le duc Decazes terminait ainsi : « Je n'en devais pas moins relever et vous signaler ces symptômes dont nul en Europe ne saurait sans imprudence méconnaître la portée et dont nous devons tous, dans l'intérêt de la paix générale, aspiration commune de tous les cabinets, nous appliquer à conjurer les développements. »

Envoyés le 29 avril, ces documents parvenaient au général Le Flô le 2 mai. Ils étaient accompagnés d'une lettre particulière à son adresse. Bien qu'elle ait été livrée par lui-même à la publicité en 1887, nous la reproduisons ici intégralement, à cause de son importance et pour la continuité de ce récit.

« Paris, 29 avril 1875.

« Mon cher général,

« Ma correspondance officielle et confidentielle ne me laisse plus grand'chose à vous dire; mais je tiens cependant à causer un moment avec vous, tout au moins pour que vous sachiez combien nous apprécions l'énergie et l'efficacité de votre intervention, et combien aussi nous faisons foi et état sur les sentiments dont vous avez recueilli l'expression auprès de Sa Majesté impériale et de son chancelier. Vous remarquerez que je n'hésite pas à leur attribuer l'apaisement qui se produit depuis quarante-huit heures à Berlin, et qui est si marqué que M. de Gontaut n'hésite pas à considérer comme passée la crise dont il constate en même temps l'intensité exceptionnelle.

« L'empereur Guillaume disait, il y a quelques jours, au prince de Polignac : « *On* a voulu nous brouiller... » Je ne vois pas clairement qui était cet *On* et je ne sais pas donner un nom à ce trouble-fête; mais je vois clairement que c'est l'attitude de la cour de Russie qui a écarté de nous

(1) Voir plus haut, pp. 100-101 et note.

le danger, et vous voudrez bien en exprimer à qui de droit notre profonde reconnaissance. Il appartient à Sa Majesté impériale de compléter et de fortifier son œuvre. Je vous ai dit souvent qu'à mes yeux, l'empereur de Russie était l'arbitre de la paix du monde : il peut l'assurer pour longtemps aujourd'hui par le langage qu'il tiendra à Berlin à son passage et l'énergie avec laquelle il affirmera sa volonté de ne pas permettre qu'elle soit troublée.

« La doctrine étrange développée par M. de Radowitz est de celles qui doivent le plus vivement indigner la conscience honnête et droite de ce grand souverain, et il est digne de lui de la traiter comme elle le mérite. Si je ne suis pas aussi rassuré que le prince Gortchakoff le voudrait et me le conseille, ce n'est pas que je doute de l'appui que son souverain nous prêterait contre de funestes tendances, non plus que de l'influence que son intervention exercerait, *si elle se produisait à temps.*

« Mais c'est précisément parce que ses volontés pacifiques sont bien connues à Berlin, parce qu'on y sait qu'il protestera énergiquement contre des desseins pervers, que je dois craindre qu'ils lui soient soigneusement dissimulés et qu'on se décide quelque jour à le mettre en présence d'un fait accompli.

« Je n'aurais plus cette crainte et ma sécurité serait absolue, du jour où Sa Majesté aurait déclaré qu'elle considérait une surprise comme une injure et *qu'elle ne laisserait pas cette iniquité s'accomplir.*

« Avec ce mot-là, la paix du monde serait assurée et il est bien digne de l'empereur Alexandre de le prononcer. Pour moi, je n'hésite pas à ajouter à ce que vous avez dit si justement pour affirmer nos intentions, *nos résolutions* pacifiques, que je suis prêt à donner au Tsar telle garantie qu'il croira nécessaire contre toute pensée d'agression, toute pensée d'un trouble à apporter à la paix du monde, décidé à soumettre à son auguste arbitrage tout différend qui pour-

rait s'élever et à mettre ainsi sous la sauvegarde de sa haute raison cet apaisement des cœurs, des esprits et des intérêts dont il a su assurer le glorieux protectorat.

« Sa Majesté a daigné vous dire *qu'au jour du danger nous serons prévenus et prévenus par elle.* Nous acceptons cette certitude avec une confiance d'autant plus grande que c'est à sa sollicitude que nous aurons recours ce jour-là. Mais si elle n'était pas prévenne à temps, elle daignera comprendre et reconnaître qu'elle aussi aura été trompée et surprise; qu'elle se trouvera pour ainsi dire devenue la complice involontaire du piège qui nous aura été tendu. Et je dois avoir aussi cette confiance qu'elle vengera ce qui sera devenu son injure propre et qu'elle couvrira de son épée ceux qui se sont reposés sur son appui.

« C'est là, mon cher général, l'assurance que je voudrais recueillir par vous.

« Hélas! je sais bien, mon cher général, que vous n'obtiendrez pas tout cela; mais je sais aussi que, mieux que tout autre, vous obtiendrez tout le possible. D'ailleurs, vous avez avec Sa Majesté une liberté d'allure et de langage qui peut vous permettre de lui dire à peu près textuellement tout ou partie de ce qui précède. Peut-être même pourriez-vous en lire un passage au prince Gortchakoff. Il y trouvera tout au moins la manifestation évidente de notre volonté de maintenir la paix. Il est en tout cas certain que le voyage de l'Empereur à Berlin est pour nous une occasion dont il est important de tirer tout le parti qu'elle comporte; car c'est surtout par lui que nous pouvons savoir le vrai fond des desseins et des audaces de la Prusse.

« Tout et bien à vous, mon cher général. »

On sait les graves événements qui suivirent. Après quelques heures de réflexion et de perplexité, le général Le Flô prit le parti de se rendre, le lendemain 3 mai, au soir, chez le prince Gortchakoff. Comme il lisait au chancelier russe certains passages de la lettre du duc Decazes : « Vous

ne me lisez pas tout, interrompit celui-ci avec émotion ; entre vous et moi rien ne doit être caché; lisez donc tout, vous pouvez tout me dire et j'ai besoin de tout savoir, car je vais vous demander de me laisser envoyer cette lettre à l'Empereur... La vérité tout entière, il la faut. Croyez-moi, je connais mon maître et je sais ce qui lui convient; il vous aime beaucoup et vous pouvez lui dire beaucoup; l'heure n'est pas aux ménagements de paroles. » Enhardi par cette invitation pressante, notre ambassadeur donna connaissance au prince de la lettre entière du ministre. « Oh! ceci est bien un peu fort, observa le chancelier, quand vint la phrase où le duc Decazes exprimait l'espoir que le Tsar nous couvrirait de son épée; mais c'est égal, laissez-le; nous ne tirerons pas l'épée et nous n'en aurons pas besoin, nous arriverons sans cela. Puis ayant pris la lettre avec tous les papiers qui l'accompagnaient, et notamment le rapport de M. de Gontaut sur les théories de M. de Radowitz, il écrivit immédiatement à l'Empereur le billet suivant : « Sire, le général Le Flô vient de me communiquer des dépêches qu'il a reçues cette nuit de son gouvernement. Après m'en être entretenu avec lui, je lui ai demandé de me permettre de les placer sous les yeux de Votre Majesté; il y a consenti et j'ai l'honneur de vous les envoyer. Votre Majesté jugera de leur importance. »

Il n'y avait pas un moment à perdre : dans quelques jours, l'Empereur partait pour Berlin; le chancelier allait travailler avec lui le lendemain, pour la dernière fois de la saison, à Pétersbourg, et le général Le Flô ne devait plus le rencontrer que dans une revue, au milieu des troupes, sans aucune chance de lui exposer à loisir le pressant appel du gouvernement français. Peu d'heures après, le dossier était renvoyé au général Le Flô avec ce mot du chancelier : « Général, l'Empereur m'a remis, ce matin, de la main à la main, les pièces que vous m'aviez confiées et m'a chargé de vous remercier de cette preuve de confiance. Sa Majesté

a ajouté qu'elle confirme tout ce qu'elle vous a dit de vive voix. » Ainsi le Tsar ne s'engageait assurément pas à tirer l'épée; mais il confirmait à tout le moins sa promesse de nous avertir si nous étions sérieusement menacés.

Le soir du même jour, 4 mai, un télégramme du général Le Flô apprenait au duc Decazes ce qui venait de se passer. C'est le lendemain qu'il recevait de l'ambassadeur d'Allemagne l'étrange visite qui a été rapportée précédemment. Les nouvelles de Saint-Pétersbourg étaient arrivées à propos pour atténuer l'impression de malaise que devait laisser au ministre la mystérieuse démarche du prince de Hohenlohe.

Quelques jours plus tard, le général Le Flô ayant eu occasion d'échanger quelques mots avec l'Empereur, celui-ci lui faisait l'éloge du calme et de la sagesse avec lesquels M. Gontaut avait répondu aux théories de M. de Radowitz, et ajoutait : « Tout cela se calmera, je l'espère. En tout cas, vous savez ce que je vous ai dit. Je ne l'oublie pas et je tiendrai. » Puis, comme l'ambassadeur prenait congé de lui : « Au revoir, avait répété le souverain, je me souviendrai. »

C'est sur ces entrefaites que le *Times* du 6 mai publiait un article de son correspondant de Paris qui souleva une émotion considérable. L'auteur, M. de Blowitz, constatait le malaise qui continuait à se propager dans l'opinion publique : « Les esprits les plus sérieux, écrivait-il, croient à un danger imminent, à une menace latente; ils éprouvent cette sensation vague et terrible qu'on exprime par ces mots : « Il se trame quelque chose ». L'origine de ces craintes était dans les théories, colportées et reproduites à mi-voix, d'un parti puissant en Allemagne, qui comprenait tout l'élément militaire. Voici, comment, en substance, M. de Blowitz exposait ces théories :

L'Allemagne a conclu un mauvais traité avec la France; les fameux cinq milliards, cette somme monstrueuse dont

le payement devait, dans l'opinion même du prince de Bismarck, ruiner cette puissance, sont déjà rentrés dans ses caisses; elle réorganise son armée, assez vite pour devenir avant longtemps l'utile alliée d'autres nations, sinon pour se rendre immédiatement dangereuse; Belfort reste une épine dans les chairs de l'Allemagne. Celle-ci, au contraire, n'est pas plus riche qu'avant la guerre; elle ne peut songer à défendre pendant cinquante ans, sans épuiser ses ressources, ses conquêtes faites en six mois; or, désarmer, c'est se livrer à l'ennemi; il faut donc se débarrasser une bonne fois de la France; c'est un devoir envers l'Allemagne et envers l'Europe qui ne sera jamais tranquille tant que la lutte sera possible, c'est-à-dire tant que ne sera pas réparée la bévue du traité de Francfort, qui laisse la France en position de revivre et de recommencer la guerre. Jamais moment ne fut plus favorable pour l'attaquer; l'Angleterre, l'Italie et l'Autriche laisseraient faire; la seule puissance embarrassante est la Russie, à laquelle on doit démontrer la nécessité d'en finir avec la France. La conclusion pratique de cette argumentation, c'est de passer la frontière, de marcher sur Paris, de prendre position sur le plateau d'Avron, d'où l'on pourrait détruire la capitale, et de signer un nouveau traité qui enlèverait seulement à la France le territoire de Belfort, mais limiterait le chiffre de son armée active et la mettrait à l'amende de 10 milliards, payables en vingt ans, avec intérêt à 5 pour 100 et sans anticipation de payement du capital...

Il serait faux, continuait M. de Blowitz, de prétendre que ces théories sont acceptées en Allemagne, en dehors du parti qui les formule. Tous les honnêtes gens les repoussent. L'Empereur se tient pour engagé d'honneur par le traité qu'il a signé. Mais si le Tsar paraissait indifférent, l'opinion allemande et l'Empereur lui-même pourraient être entraînés par les partisans de la guerre. C'est à l'Allemagne de rassurer, par une déclaration claire, non seulement la France,

mais tout le monde civilisé, car les théories qui précèdent « mettent en péril tout ce qui est intact de cette force morale qu'on appelle le droit public ».

« Telle est, conclut l'article, la considération qui devrait faire sortir l'Europe de son indifférence et lui rappeler cette recommandation, peu flatteuse mais ingénieuse, d'une paysanne, qui, en laissant ses enfants seuls à la ferme, leur dit : « S'il vous arrive quelque chose, ne criez pas : Au voleur ! « Personne ne viendrait, car vous seuls seriez en danger « d'être volés. Criez : Au feu ! si vous voulez faire venir les « voisins, car le feu peut brûler tout le village (1). »

(1) En même temps qu'il reproduisait cette lettre sensationnelle, le *Times* y consacrait un long article. Tout en affectant de considérer les inquiétudes dont on l'entretenait comme peu fondées ou exagérées, il appréciait sévèrement la théorie attribuée au parti militaire allemand. « Elle serait plus digne d'un conquérant barbare que d'un Etat civilisé. »

La lettre du *Times* servait si bien les intérêts de la France et la politique du duc Decazes qu'on soupçonna celui-ci d'y avoir contribué. Il s'en défendit toujours et, par deux fois, écrivit à M. de Gontaut qu'elle avait été inspirée par le prince de Hohenlohe lui-même : « Effrayé de la folle aventure dans laquelle son pays allait se jeter, il semblerait qu'il a voulu la prévenir par une révélation qui devait soulever et qui, en effet, a soulevé en Angleterre un cri d'indignation et de réprobation. J'ai lieu de croire qu'il a supposé que l'effet produit déciderait les journaux officieux à traiter cette accusation de calomnieuse et déterminerait à Berlin une réaction salutaire. Puisse-t-elle, en effet, se produire! Je n'ai pas voulu courir une semblable aventure, et je m'étais borné à faire faire, dans le *Moniteur*, une réfutation à l'article des *Annales prussiennes*. Le ton calme et modéré de cette réfutation a été fort apprécié. » Même affirmation dans une autre lettre : « Je vais lui (Hohenlohe) glisser, un de ces jours, que je sais qu'il a été l'inspirateur de l'article du *Times* et que j'ai compris qu'il voulait, en révélant les desseins du parti militaire, les faire avorter. »

Voici, par contre, ce que le prince de Hohenlohe dit dans ses Mémoires : « Paris, 21 mai 1875. — Si jusqu'ici des doutes ont subsisté sur la question de savoir qui était l'auteur du fameux article du *Times*, je crois pouvoir les écarter complètement. L'auteur de ce cri d'alarme n'est personne autre que le correspondant bien connu du *Times* à Paris, M. de Blowitz. Dès le 2 mai, lorsque je le

« Les hommes politiques venant du dehors, lisait-on dans le même article, aussi bien que ceux qui en France prétendent être bien informés, affirment que la paix ou la guerre

rencontrai en soirée chez le duc Decazes, Blowitz me communiqua son intention d'écrire, sur l'inquiétude alors régnante, un article dont il se promettait un heureux résultat. Blowitz débattit avec moi les points contenus dans son article. Il n'a pas eu égard à mes objections parce qu'il était convaincu, comme je l'ai appris depuis, qu'en exposant ouvertement les inquiétudes régnantes, il provoquerait des déclarations en sens contraire qui contribueraient à consolider la paix. En outre, il est allé plus loin qu'il n'en était convenu vis-à-vis de moi. Ses raisonnements, qui dans notre entretien de vive voix avaient un caractère impartial, sont devenus ce que mes avertissements lui avaient déjà fait observer, une attaque contre l'Allemagne. La rédaction du *Times* a reçu son article le mercredi 5 mai et demandé par télégraphe à ses différents correspondants du continent des informations sur les points contenus dans l'article Blowitz; peut-être aussi a-t-elle conféré avec des hommes politiques de Londres. Ce n'est que lorsqu'elle se fut convaincue, à ce qu'elle crut, de l'exactitude des allégations Blowitz, qu'elle fit imprimer l'article. La supposition que l'article a été inspiré par des spéculateurs de la Bourse semble dénuée de fondement. Ce fut un procédé dépourvu de tact, inventé par Blowitz dans l'intérêt de la France, et par lequel il croyait faire de bonne besogne et travailler pour la paix européenne. »

Ce passage écarte toute collaboration, au moins volontaire, du prince de Hohenlohe à l'article du *Times*. Ajoutons que, d'après le récit de M. de Blowitz lui-même (Henri Stephan de Blowitz, *My Memoirs*, Londres, 1903, 8°), l'article fut écrit et inséré sur la sollicitation directe du duc Decazes. Pour triompher des hésitations de M. Delanne, le directeur du *Times*, le ministre aurait donné la preuve à M. de Blowitz des intentions menaçantes de l'Allemagne en lui faisant lire le rapport de M. de Gontaut sur sa conversation avec M. de Radowitz. Cet épisode est raconté d'une manière fort dramatique et la mise en scène est impressionnante. Par malheur, M. de Blowitz prétend avoir vu dans le document en question tout le détail des plans du parti militaire tels qu'il les reproduit dans son article (invasion, investissement de Paris...) et tels que M. de Radowitz les aurait révélés à M. de Gontaut. On a pu voir que celui-ci n'en souffle pas mot dans sa dépêche. Cette fable colossale rend suspect l'ensemble du récit de M. de Blowitz. Néanmoins, ce récit ne semble pas une invention de toutes pièces, mais plutôt un dangereux mélange de vérités et d'erreurs, et il reste fort croyable que l'article du *Times* fut inspiré par le duc Decazes.

va dépendre de l'entrevue des empereurs d'Allemagne et de Russie. » C'était, du moins, l'impression générale que les révélations de M. de Blowitz ne pouvaient qu'accroître. N'avait-il pas présenté la Russie comme la seule puissance qui pût vouloir entraver l'Allemagne dans l'exécution de ses belliqueux projets et que celle-ci dût gagner à sa manière de voir ? Le voyage du Tsar à Berlin prenait donc tout à coup les proportions d'un événement qui va régler les prochaines destinées du monde et l'opinion publique, dans l'attente, s'énervait de plus en plus. Elle commentait un certain nombre de faits qu'elle prenait pour des indices et qu'elle rapprochait de l'entrevue annoncée, entre autres le congé que venait de prendre l'ambassadeur d'Allemagne à Paris. Des bruits alarmants avaient circulé un jour à la Bourse. Le gouvernement français, pour calmer l'émotion, assurait par la voie de la presse qu'il ne s'était rien produit qui pût les justifier.

C'est qu'on ignorait encore en faveur de quelle puissance aurait lieu l'intervention du Tsar. Depuis le télégramme du 4 mai du général Le Flô, le gouvernement seul connaissait quel dénouement il lui était permis d'espérer.

« L'intention de M. de Bismarck, écrivait-on de Berlin à la *Nouvelle Presse libre* de Vienne, est de donner au Tsar l'assurance que l'Allemagne a les dispositions les plus pacifiques et, en même temps, de le prévenir que les mesures militaires prises en France laissent supposer que le gouvernement français n'est pas animé des mêmes dispositions. M. de Bismarck laisserait entendre au Tsar que l'Allemagne désirerait beaucoup qu'il informât la France des dispositions pacifiques du gouvernement allemand. » Si ces prévisions étaient fondées, c'était le désarmement, sans doute, que le Chancelier s'apprêtait à exiger de nous par l'intermédiaire de la Russie. On racontait au duc Decazes qu'il aurait dit, en parlant de l'empereur Alexandre : « Je le retournerai, j'en fais mon affaire. » Le souverain se laisserait-

il « retourner » ? Insisterait-il, au contraire, sur les intentions pacifiques de la France et son droit à réorganiser sa puissance militaire ? Allait-on nous reconnaître ce droit ou nous placer entre l'humiliation d'y renoncer et la guerre (1) ?

Cependant l'empereur Alexandre avait déjà tranché la question et il n'avait pas attendu pour agir son arrivée à Berlin. Il s'était fait précéder dans cette ville par le comte Schouwaloff, qui regagnait son poste d'ambassadeur à Londres.

« Vous savez, raconta-t-il à M. Gavard, notre chargé d'affaires à Londres, ce que l'Empereur avait dit au général Le Flô. J'étais chargé de le répéter à Berlin. J'ai vu le vieil Empereur, qui a paru d'abord fort étonné de nos inquié-

(1) Le 7 mai, M. Morier disait à M. Lefebvre de Béhaine : « Je sais, d'une façon positive, qu'on se promet d'obtenir de grands résultats du prochain séjour de l'empereur Alexandre à Berlin. Le prince de Bismarck persiste à se montrer préoccupé de vos armements. A quelles résolutions cela le conduira-t-il? C'est ce que je ne suis pas parvenu à connaître. Mais qu'il se prépare quelque chose, c'est ce que je puis vous affirmer. Lord Derby m'a écrit qu'il était inquiet. Savez-vous quelque chose du duc Decazes? Il est bien évident qu'on ne veut pas se laisser fermer la petite plaie ouverte du côté de la Belgique; la nouvelle note prussienne du 15 avril le prouve. D'autre part, le Chancelier a toujours en tête cette idée que vous ferez une guerre de revanche; il veut la prévenir. Il a eu récemment la pensée de vous forcer à prendre la moitié de la Belgique et d'octroyer l'autre à la Hollande. Dans ce cas, il donnerait carte blanche à la Russie en Orient, aux dépens de l'Autriche, et il voudrait vous obliger, bien entendu, à entrer dans une ligue internationale contre la papauté. » (Cité par M. G. Goyau dans son Introduction à l'ouvrage : Lefebvre de Béhaine, *Léon XIII et le prince de Bismarck*.) — Le comte Schouwaloff disait également à M. Gavard « qu'une opinion, répandue à Berlin et partagée par des hommes très sérieux, était que Bismarck avait l'idée d'amener un état de choses qui lui permît d'offrir la Belgique à la France, dans l'espérance de nous désintéresser à ce prix de la revanche. Mais il ajouta qu'il s'en était expliqué avec Bismarck et que celui-ci avait désavoué la pensée qu'on lui prête. » (Charles Gavard, *Un diplomate à Londres*, Paris, 1895, in-18, p. 249.)

tudes. Il ne pensait vraiment pas que la guerre fût imminente, mais il était le seul aussi mal informé à Berlin. Il n'a donc pas été difficile de l'amener où nous voulions, après qu'il a été averti. Quant à Bismarck, il sait qu'il ne peut ni attaquer la Russie, à cause de vous, ni vous, si la Russie s'y oppose. Je tiens donc la paix pour parfaitement assurée, malgré les alertes qui peuvent encore se produire, pour cette raison que la Russie ne veut pas la guerre et que ce n'est pas, de sa part, une disposition purement platonique (1). » Pour mieux éclairer l'Allemagne sur les vues de la Russie le comte Schouwaloff aurait même ajouté : « Si vous ne voulez pas m'en croire, d'autres viendront après moi, que vous serez bien forcé d'écouter. » Quoi qu'il en soit de l'exactitude de ce propos, le langage du diplomate russe donna clairement à comprendre au prince de Bismarck que la partie était perdue pour lui. Il ne songea plus alors qu'à protester de la permanence de ses intentions pacifiques et, craignant que l'Italie et l'Autriche ne voulussent joindre leurs observations à celles de la Russie, il envoya chercher les représentants de ces deux puissances en vue de leur persuader qu'il n'avait jamais eu le moindre dessein belliqueux (2).

Ce premier et important succès n'avait pas terminé la mission du comte Schouwaloff. Pour garantir plus solidement la paix, l'empereur Alexandre l'avait chargé d'obtenir le concours de l'Angleterre. Il allait trouver cette puissance

(1) Charles Gavard, *Un diplomate à Londres*, pp. 248-249.

(2) Récit fait par Lord Odo Russell à M. de Gontaut (Notes du 15 juillet 1875). On y lit ensuite :

« Il n'en fut pas de même pour Lord Odo Russell, tant il était persuadé que l'Angleterre, persistant dans sa politique isolée, ne s'occuperait pas des questions de paix ou de guerre sur le continent. Ce fut là son erreur et une grave erreur. Il fut joué par Schouwaloff qui ne lui confia pas qu'il était chargé par l'empereur de Russie de s'entendre avec l'Angleterre et d'obtenir son concours pour imposer la paix. »

d'autant mieux disposée à intervenir, que, par l'intermédiaire de notre habile chargé d'affaires à Londres, le duc Decazes l'avait déjà mise au courant de ses craintes et reçu d'elle d'importantes déclarations. M. Gavard avait d'abord communiqué à Lord Derby les extraits de la correspondance de M. de Gontaut et le rapport sur le langage de M. de Radowitz, qui lui avaient été envoyés le 29 avril par le ministre. Le 6 mai, un mot particulier de celui-ci apportait cette nouvelle : « Hohenlohe vient de me dire, avant de partir pour Munich, que M. de Bülow trouve Gontaut bien optimiste et que le gouvernement allemand est loin d'être entièrement convaincu du caractère inoffensif de nos armements. » M. Gavard jugea le moment venu de tout tenter pour faire sortir le gouvernement anglais de sa réserve.

« Je courus chez Lord Derby, je lui parlai avec une émotion qui n'était pas jouée; je croyais à un danger immédiat, et je m'imaginais réellement que je pouvais être utile à mon pays. Est-ce encore un effet de mon imagination? Je crois avoir ému Lord Derby et lui avoir fait partager le sentiment qui m'animait. » Répondant à la crainte, exprimée par M. Gavard, que l'Allemagne ne voulût fondre sur nous : « Une semblable agression, avait dit le secrétaire d'Etat, soulèverait en Europe une indignation universelle, et ce sentiment ne serait nulle part plus vif qu'en Angleterre. L'Allemagne elle-même ne saurait braver un pareil soulèvement de l'opinion. » Et, pressé de s'expliquer, il avait ajouté : « Vous pouvez compter sur moi; vous pouvez compter que le gouvernement ne manquera pas à son devoir. Je vous donne à cet égard toutes les assurances que peut vous donner le ministre d'un souverain constitutionnel. » Enfin, Lord Derby ne cachait pas à M. Gavard qu'il avait déjà parlé au comte Münster de l'inquiétude que l'Allemagne entretenait en Europe sans aucun fondement (1).

(1) Charles Gavard, *op. cit.*, pp. 241-244.

Deux jours plus tard, le comte Schouwaloff apportait au gouvernement anglais les pressantes instances de l'empereur de Russie. Il avait marché vite et agi non moins vite. Arrivé à Berlin le 5 mai, il en repartait le 6 et se trouvait à Londres le 7. « Il paraît, écrivait plus tard le duc Decazes à M. de Gontaut, que la partie était rude à jouer, la résistance difficile, même au Tsar; car voyez de quelles précautions il s'est fait précéder! Le comte Schouwaloff est arrivé à Londres demandant à l'Angleterre de s'associer aux efforts que l'empereur Alexandre allait faire à Berlin dans l'intérêt de la paix et de provoquer un effort commun des cabinets de Rome et de Vienne. Comme l'on pouvait craindre que le cabinet anglais, croyant avoir besoin de l'Allemagne en Asie, hésitât, le comte Schouwaloff lui apportait aussi l'engagement de donner à l'Angleterre satisfaction sur ces questions et communiquait des ordres formels qui interdisent à l'armée de la mer Caspienne de continuer sa marche sur Merv. La situation semblait donc si sérieusement compromise que l'on supposait à Pétersbourg qu'il fallait le concours de toute l'Europe pour décider du succès. » Les négociations du comte Schouwaloff aboutirent vite, car dans la nuit du 8 au 9 mai, Lord Odo Russell recevait un télégramme de Lord Derby l'invitant à déclarer nettement au prince de Bismarck que l'Angleterre était aussi opposée que la Russie à toute pensée d'agression contre la France.

Après les représentations faites par le comte Schouwaloff, cette démarche de l'Angleterre formait le second acte dans l'intervention de l'Europe. Il n'était pas moins important que le premier et il était plus inattendu. Le comte Schouwaloff s'était bien gardé de confier au prince de Bismarck les instructions qu'il emportait à Londres. Lorsque le 9 mai Lord Odo Russell se présenta chez lui pour lui faire part des dispositions de son gouvernement, l'entrevue fut « émouvante ». Le Chancelier, qui ne prévoyait pas cette évolution de la politique anglaise, se trouva pris au dé-

pourvu. Il parut étonné des craintes que le cabinet de Saint-James lui exprimait au sujet de la paix. Il assura qu'entre la France et l'Allemagne il n'existait aucun dissentiment, que leurs rapports étaient fort satisfaisants et que, par conséquent, il n'y avait aucun motif de s'inquiéter. Comme Lord Odo Russell objectait les nombreux articles de journaux publiés depuis un mois, il répondit que la presse était complètement indépendante du ministère et qu'il n'était aucunement responsable de ses opinions.

« Et les propos très menaçants des militaires, demanda Lord Odo Russell? — Les militaires sont des hommes connaissant bien leur métier, mais qui n'ont rien à voir à la politique. — Mais enfin que signifiaient donc ces observations que vous avez chargé vos agents à l'étranger de présenter aux cabinets près desquels ils sont accrédités, pour leur faire connaître les armements considérables de la France, le danger qu'ils offraient et apparemment la nécessité de s'y opposer ? » A cette question le Chancelier s'abstint de répondre (1).

(1) Récits de Lord Odo Russell à M. de Gontaut. (Notes du 22 mai et du 15 juillet 1875.) Récit de Lord Odo Russell à M. Lefebvre de Béhaine. (Dépêche de ce dernier au ministre, datée du 10 septembre.)

Gavard, *op. cit.*, p. 245.

Cette démarche officielle de Lord Odo Russell fut, à plusieurs reprises, attestée par les ministres eux-mêmes au Parlement. Le 24 mai, à un membre de la Chambre des Communes qui demandait si le ministère avait adressé des représentations aux gouvernements français et allemand au sujet de leurs relations mutuelles, M. Disraeli répondit que ces représentations avaient été faites *au gouvernement de l'empereur allemand*. Du nôtre il n'était pas question. Le 31 mai, à la Chambre haute, Lord Derby, après avoir constaté les alarmes qui régnaient quelques semaines auparavant, produisit des déclarations identiques. Voir plus bas, pp. 167-168.

La reine d'Angleterre elle-même, comme à l'époque de l'incident des mandements d'évêques, écrivit à l'empereur Guillaume en faveur de la paix. Cette intervention fait le sujet de la lettre de

Le lendemain de cette entrevue, l'empereur de Russie arrivait à Berlin. C'était le troisième et dernier acte de cette pièce dont la représentation imposée au Chancelier se déroulait, depuis le passage du comte Schouwaloff, avec une rapidité qui devait lui être fort pénible. Nous avons vu avec quel intérêt l'Europe attendait la venue du Tsar. Chez notre ministre des affaires étrangères, cet intérêt s'augmentait d'une anxiété bien naturelle. On en jugera par ce qu'il écrivait, le 8 mai, à M. de Gontaut pour lui donner ses dernières instructions. A cette date, il ignorait tout ce qui s'était passé à Berlin entre le comte Schouwaloff et le prince de Bismarck et la démarche de l'Angleterre n'avait pas encore eu lieu. Seules, les paroles du Tsar au général Le Flô pouvaient lui donner le ferme espoir que la demande de désarmement entrevue par lui, lors de la récente visite de l'ambassadeur d'Allemagne, ne se produirait pas. Il attachait, à juste titre, une extrême importance aux entretiens que M. de Gontaut allait certainement avoir avec l'empereur Alexandre et le prince Gortchakoff.

Après avoir exposé, dans sa lettre, les assurances que la Russie venait de nous donner, le duc Decazes continuait ainsi : « Je puis... conclure qu'Empereur et chancelier vous arriveront décidés à nous tenir fidèle compagnie et à parler raison à l'Allemagne. Orloff, qui me tient activement au courant de ses craintes et de ses espérances, s'est employé très vivement à les éclairer, et le courrier qu'il expédie aujourd'hui leur apporte ses plus vives instances. Il y joint des détails circonstanciés sur notre état militaire qui répondent par avance à l'accusation dirigée contre nos prétendus armements...

« J'ai tenu à le bien fixer sur ce point. J'entrevois, en effet, que le chancelier d'Allemagne a surtout le désir de tirer

Bismarck à l'Empereur, du 13 août, mentionnée plus haut, p. 118, note. Le Chancelier en parle également à M. de Gontaut, dans leur première entrevue après la crise. V. plus bas, p. 179.

pied ou aile de cette querelle qu'il nous a cherchée et que son dessein est moins de nous faire la guerre que de profiter de la peur qu'il inspire pour en tirer un parti prémédité depuis longtemps dans son esprit. Il doit regretter d'avoir négligé d'introduire, parmi les clauses des traités qu'il nous a imposés, une limitation de nos forces militaires et il prétend sans doute mettre pour condition à l'apaisement qui lui sera recommandé par les puissances l'engagement qu'elles prendraient de nous imposer une sorte de désarmement. Le désarmement! Comme si l'on pouvait désarmer quand on n'est pas armé!...

« L'empereur Alexandre ne s'y prêtera pas, il ne peut s'y prêter! Vous ne permettrez pas que sa raison s'obscurcisse à ce point qu'il consomme la défaillance et l'abdication de l'Europe; non, non, vous nous sauverez de cette suprême et dernière humiliation; vous ne permettrez pas que ce mot nous soit prononcé. L'Allemagne désarmerait-elle, elle? Viderait-elle ses arsenaux, ses magasins, ses casernes? Renverrait-elle dans ses foyers, en demi-solde, cette petite noblesse qui ne vit que de ses appointements? Et quand elle le ferait? Elle se trouverait encore en présence du service obligatoire qui laisse à sa disposition je ne sais combien de contingents aguerris, classés, encadrés, prêts à rentrer dans les rangs en quelques heures! Ce serait donc livrer à l'Allemagne et la France et l'Europe. L'empereur Alexandre ne le voudra pas. Ce qu'il voudra, c'est la paix! La paix, nous la lui promettons, nous la lui jurons et nous serons à ses côtés pour la maintenir, pour la faire respecter. Voilà ce que vous pouvez lui dire. Voilà l'engagement que vous pouvez prendre vis-à-vis de lui, entier, complet! Nous demandons à rester armés, à devenir forts, mais seulement, exclusivement, pour assurer la paix d'accord avec la Russie, et en prenant l'engagement de ne rien faire qu'avec elle et d'accord avec elle. Ceci ne vaut-il pas mieux pour lui que l'anéan-

tissement de la France et la destruction de l'œuvre de son grand-oncle?

« Je viens de laisser parler mon cœur et vous comprendrez ce cri de mon désespoir. Mais, examinant froidement les choses, je les résume comme suit :

« Nous ne pouvons pas admettre *a priori* que l'on songe à nous demander ou à nous conseiller une réduction de notre état militaire; d'une part, parce que les traités n'ont rien stipulé de semblable, et nous ne pouvons supposer que personne ait le droit ou la pensée d'augmenter pour nous les amertumes de ces traités; d'autre part, parce que rien dans notre attitude ne saurait justifier des soupçons ou des méfiances. Notre organisation militaire et les développements que nous cherchons à lui donner sont purement défensifs. Nous n'avons donné aucun développement aux préparatifs militaires qui facilitent et préparent une agression, à notre cavalerie par exemple; nous essayons de fermer une frontière ouverte, d'organiser, au centre de la France, des magasins et des ateliers. Rien donc dans nos préparatifs ne peut donner lieu de croire que nous entretenons des pensées d'agression et personne en Europe ne nous en prête.

« Pour ces causes et d'autres encore, nous ne pouvons, je le répète, admettre *a priori* que l'on songe à nous conseiller ou à nous demander de réduire notre effectif. Nous ne *pouvons* supposer que cette pensée traverse les esprits; nous ne *devons* donc pas prendre l'initiative de prononcer le mot de désarmement, *même pour le repousser*. Mais si cependant l'indication vous en était faite, il faudrait avoir étudié d'avance la manière dont elle devrait être accueillie par vous. Vous devriez, ce me semble, à ce moment, exprimer très compendieusement l'étonnement qu'elle vous cause : rien ne vous y avait préparé, et, depuis quatre ans, vous aviez tout au contraire recueilli en toutes occasions des paroles qui devaient vous faire croire que l'Allemagne ne se

croyait nul droit d'intervenir dans nos affaires intérieures et dans nos plans d'organisation militaire. Vous insisterez non moins longuement sur cette considération particulière du caractère exclusivement défensif de nos travaux de réparation et de restauration militaires et vous en conclurez que l'indication qui vous est faite est ainsi la manifestation de préoccupations absolument injustifiables.

« Si l'indication vous vient par l'empereur de Russie ou par son chancelier, vous rappellerez que d'avance l'Angleterre a qualifié ces prétendues préoccupations de *prétextes*, et vous rappelant les exhortations qui nous étaient adressées de ne point accueillir aussi facilement de vaines inquiétudes et de ne penser qu'à la restauration de nos forces, que nous pourrions poursuivre librement, vous témoignerez une surprise, qui ne sera pas feinte, d'une attitude nouvelle dont vous développerez les conséquences pour toute l'Europe. Insistant à chaque instant sur le caractère essentiellement pacifique de tous nos actes, sur nos intentions bien connues, sur celles de la nation tout entière qui ne poursuit qu'un rêve, la paix, qui ne cherche à reconstituer ses forces que pour assurer la paix, qui ne recherche des alliances que pour la sauvegarder par un concert commun, vous ferez remarquer que c'est le défaut d'équilibre entre les forces militaires, entre la puissance militaire des diverses nations de l'Europe, qui fait l'insécurité générale et qu'il est de toute évidence qu'en consommant notre faiblesse, ce n'est ni la paix, ni l'apaisement, que l'on assure, mais seulement l'asservissement de l'Europe que l'on consomme.

« Puis, après avoir épuisé tous vos arguments, si vous vous trouvez en présence d'une insistance qu'il vous faille considérer comme inflexible, vous arriverez à déclarer que, n'ayant pu prévoir que semblable ouverture vous serait faite, vous êtes sans instructions et sans direction et que vous ne pouvez ainsi qu'en référer à votre gouvernement,

auquel vous allez faire parvenir ces indications. A ce moment, vous insisterez pour bien en préciser le caractère. Vous commencerez par croire, même contre toute apparence, qu'il s'agit d'une mesure qui serait prise concurremment par les deux pays, la France et l'Allemagne, de telle sorte qu'à la réduction de l'effectif de l'une devra correspondre une réduction équivalente et proportionnelle de l'effectif de l'autre. Il vous faudra bien remarquer combien une telle règle de proportion sera difficile à établir. Qui d'ailleurs la fixerait? Si nous étions destinés à la discuter en tête à tête, l'Allemagne et nous, que ne pourrait-on pas redouter de cette laborieuse négociation? L'issue n'en serait-elle pas redoutable? Vous aurez, à ce moment, l'occasion de discerner si l'idée d'un arbitrage a germé dans l'esprit du Tsar, si elle pourrait être indiquée par nous et si les dispositions de Sa Majesté impériale nous la rendraient désirable et avantageuse. C'est là une question qu'il faudrait bien, en effet, nous poser en présence d'une défaillance telle que celle dont ces indications faites par lui seraient la révélation. Autant nous avons intérêt, tant qu'il semble nous tenir bonne compagnie, de le proclamer l'arbitre de la paix européenne, autant, au lendemain ou à l'heure de l'abandon dont nous serions l'objet, il peut être dangereux de nous remettre en ses seules mains.

« Je lis, dans une dépêche adressée à un journal de Vienne, cette phrase : « La Prusse veut bien agréer une organisation défensive de la France, non une organisation agressive. » En matière d'organisation, où s'arrête le caractère défensif et commencent les symptômes d'agression? Là sera probablement la question. La Russie peut-elle sans danger pour nous en devenir la seule juge? Conviendrait-il à nos intérêts de lui associer l'Angleterre? Faudrait-il demander à y joindre l'Italie ou même l'Autriche? Mais alors, c'est un congrès. Mon impression n'est pas que l'Allemagne fût disposée à l'accepter, et je ne saurais mécon-

naître qu'il ne serait pas pour nous sans inconvénients. Peut-être donc serait-il alors plus habile de faire acte et ostentation de confiance envers la Russie et d'en avoir vis-à-vis d'elle le bénéfice. Je le verrai plus clairement lorsque vous m'aurez fait part de vos impressions à la suite des entrevues de Berlin. (Desprez a remarqué dans un télégramme qui nous a été communiqué ces jours-ci que l'on attribue à l'Allemagne ou même aux trois puissances l'intention de provoquer l'adhésion de l'Europe tout entière aux accords intervenus à Berlin en 1872 (1). Ce serait bien là une espèce de congrès.)

« Ma lettre a été interrompue par Orloff. Il vient d'écrire à l'empereur Alexandre sa conversation avec le Maréchal ; il la résume en ces mots :

« Le Maréchal m'a dit que son cœur était ulcéré des « défiances dont il est l'objet et que sa conduite aussi bien « que ses actes n'ont pu justifier. Il ne demande à l'Empe- « reur ni médiation ni arbitrage, mais il compte sur son « action énergique en faveur de la paix et il a la confiance « qu'elle sera décisive. »

« ... Orloff résume la situation à Berlin en ces mots : « Le « maréchal de Moltke veut la guerre ; le prince de Bismarck « ne la veut que s'il peut la faire sans soulever notre « répro- « bation morale » ; le maréchal de Manteuffel veut fermement « la paix. » « Et l'empereur Guillaume ? » lui ai-je demandé. L'ambassadeur de Russie n'a pas répondu.

« Quant à la question du désarmement, Orloff, dans sa dépêche, a passé à côté, ne voulant pas y arrêter l'esprit de son maître et la qualifiant simplement de contraire aux intérêts de la Russie. Il n'a pas voulu que l'on pût croire que nous eussions même le sentiment de la possibilité d'une pareille éventualité.

(1) Entrevue des empereurs d'Allemagne, d'Autriche et de Russie au mois de septembre 1872.

« Je vous envoie une nouvelle table de chiffres. Servez-vous-en pour les communications que vous ne me ménagerez pas ces jours-ci. Prudence est mère de sûreté. Vous me renverrez d'ailleurs le courrier aussitôt que vous aurez quelque chose d'un peu intéressant à me dire. Vous devinez notre anxiété.

« Et maintenant adieu, mon cher ami. Que Dieu vous inspire! notre sort est en vos mains. Vous pourrez beaucoup sur l'empereur Alexandre et sur son chancelier; mais je reconnais que vous devrez y mettre la plus extrême réserve et ne rien tenter jusqu'à ce qu'ils vous abordent eux-mêmes.

« Bien et tout à vous de cœur. »

Ces instructions détaillées du ministre montrent assez qu'il ne se croyait pas encore sûr d'avoir gagné la partie; mais M. de Gontaut n'eut point à en faire usage. Le Tsar se rendait à Berlin dans les dispositions les plus fermes et les meilleures à notre endroit. Dès le jour même de son arrivée, le prince Gortchakoff allait voir le chancelier allemand et le lendemain, 11 mai, il se rendait chez notre ambassadeur. Voici, tel que l'a conservé M. de Gontaut dans ses notes, le récit de cette entrevue et des deux conversations qu'il eut ensuite avec le Tsar.

« Le prince Gortchakoff vient chez moi à onze heures et demie et commence par ces mots :

« Eh bien, vous avez été remués, inquiets ici? L'Empe-
« reur désire vous voir demain à une heure et il vous dira
« toutes choses de nature à vous rassurer complètement et
« à vous satisfaire beaucoup. Moi-même, j'ai vu hier soir
« Bismarck; je vous certifie qu'il est parfaitement paci-
« fique et, par conséquent, vous ne devez redouter aucune-
« ment la guerre de sa part. — J'en suis charmé, ai-je
« répondu. Comme nous, de notre côté, nous sommes à mille
« lieues d'y penser, je conclus de là que maintenant la paix

« ne court pas de risque. — J'ai beaucoup causé avec lui, « reprit-il, et il m'a dit et répété qu'il n'existait aucun « incident, aucun dissentiment entre la France et l'Alle- « magne, qu'au contraire, vos rapports mutuels étaient « fort bons. Quant à votre organisation militaire, mais « vous avez le droit de la faire comme vous l'entendez; « personne n'a rien à vous dire là-dessus. »

« Cette déclaration, il est vrai, le prince Gortchakoff ne me disait pas expressément qu'il l'avait recueillie des lèvres du prince de Bismarck, mais la netteté avec laquelle elle était prononcée, l'endroit de la conversation où elle était placée, l'enchaînement des idées, comme la suite de l'entretien avec lui, comme celui du lendemain avec l'empereur de Russie, tout se réunit pour me donner à croire, au moins, qu'il n'avait rencontré chez le prince de Bismarck aucune contradiction sur ce point.

« J'ai lu, poursuivit-il, tout ce que le cabinet français a « envoyé par le dernier courrier au général Le Flô; j'ai lu « votre dépêche sur Radowitz; l'Empereur l'a lue égale- « ment, car j'ai conseillé à Le Flô de ne nous rien cacher « de ce qu'il savait. Nous avons donc tout vu, et vous « savez que je ne dis que les choses dont je suis absolument « sûr : vous pouvez être complètement rassurés. Au reste, je « crois que vous devez, généralement, en France, vous « méfier un peu de vos inquiétudes excessives. Je l'ai dit à « Le Flô, à Chaudordy, à d'Harcourt. — Je ne le nie pas, « cette disposition existe; mais n'est-elle pas très naturelle, « en présence des articles d'une certaine presse, qui sont « toujours, plus ou moins, un symptôme des dispositions « d'en haut? — Qu'importe! ne vous arrêtez pas à ces « articles. Marchez et continuez votre chemin. »

En parlant de ma conversation avec M. de Radowitz, son visage avait exprimé un sourire un peu dédaigneux, et je lui dis : « Mais convenez que cette théorie était singulière et « qu'elle pouvait nous donner beaucoup à réfléchir. — Elle

« n'est pas soutenable, en effet, et, véritablement, le mot « de chrétien était singulièrement placé ; mais je vous assure « que Bismarck n'a pas de doctrines de ce genre. — Je suis « très porté à croire, repris-je, qu'un esprit aussi éminent « que celui du prince de Bismarck, malgré ses nerfs, désa- « voue des choses semblables et qu'après tout, il est acces- « sible à la raison; nous ne donnons aucune prise aux « attaques et même aux ombrages de l'Allemagne ; mais ce « qui était fait pour nous inquiéter, c'était le langage du « maréchal de Moltke. — Oh ! certainement, Moltke est « volontiers porté à la guerre. Bismarck dit qu'il est très bon « militaire, mais qu'il n'a pas la plus légère idée de la poli- « tique. Il ne faut donc pas se préoccuper de ce que dit « Moltke. Quant à l'empereur Guillaume, il est antibelli- « queux; il est inébranlable de ce côté. L'empereur « Alexandre l'a vu et il en a été extrêmement content. »

« J'objectai que l'élément militaire n'avait pas laissé cependant que de jouer un certain rôle dans les conditions de la paix. « Cela est vrai, reprit le prince; c'est par son « influence, en effet, que la Lorraine vous a été enlevée; « mais on était presque sur le champ de bataille encore et « son influence à ce moment était très explicable. En cau- « sant avec Bismarck, je lui ai dit que je ne pouvais trouver « étonnants et blâmables les regrets que l'on conservait en « France de l'Alsace et de la Lorraine perdues, comme « l'espérance de les reprendre un jour, et que si j'étais « Français, j'en ferais autant; et Bismarck, également, « a trouvé ces sentiments très naturels. J'ai été plus loin et « je lui ai déclaré qu'à nos yeux la France était une pièce « très utile de l'échiquier européen, et Bismarck m'a « répondu : « Je suis tout à fait comme vous, je l'entends « bien ainsi. »

« Là-dessus, Gortchakoff m'a assuré que Bismarck était beaucoup plus traitable qu'on ne le supposait et que, dans bien des circonstances, après avoir causé deux heures avec

lui, tous deux s'étaient, en général, fort bien entendus.

« Maintenant, ajouta le prince Gortchakoff, permettez-« moi de vous dire que le seul point sur lequel vous deviez « vous montrer très prudents, c'est l'*ultramontanisme ;* « ne faites pas de manifestations en sa faveur. — Je le « vois tout à fait comme vous, répondis-je, mais vous « reconnaîtrez que le gouvernement français partage telle-« ment ce sentiment qu'il a jusqu'ici montré à cet égard « une excessive prudence. Et, loin de faire les manifes-« tations dont vous nous conseillez de nous abstenir, « n'avons-nous pas donné des gages très rassurants de nos « intentions? Et le rappel de l'*Orénoque* (1)? et la déclara-« tion du duc Decazes, l'an dernier, par rapport à l'Italie? « et notre attitude à l'occasion des mandements de nos « évêques, l'an passé? Il y avait du mérite à agir ainsi, car « nous nous exposions par là à soulever des mécontente-« ments assez nombreux. — C'est très vrai, reprit Gort-« chakoff; aussi ne parlé-je que de l'avenir, mon conseil « s'adresse à l'avenir. — Soyez tranquille, le passé vous « garantit l'avenir et vous pouvez tenir pour certain que « le gouvernement est très pénétré de l'importance qu'il y « a de suivre cette voie de modération et de réserve. — « Vous aurez raison et je vous engage à la suivre partout.»...

« ... Au moment de s'en aller, Gortchakoff, qui m'avait déjà demandé de garder pour le duc Decazes et pour moi quelques-unes des choses qu'il me disait, afin que toutes les capitales de l'Europe n'en retentissent pas, me dit : « J'ai « encore une demande à vous faire : ne paraissez pas, ces « jours-ci, trop satisfait. Je vous confierai que Bismarck « m'a semblé un peu ému, un peu *nerveux*, de lire tous les « jours dans les journaux que l'empereur Alexandre est

(1) Ce navire stationnait à Civita-Vecchia pour servir de refuge au Pape, dans le cas où sa sécurité eût été menacée à Rome. Il fut rappelé au mois d'octobre 1874, sur la réclamation du gouvernement italien.

« l'arbitre de la paix, qu'il vient à Berlin pour l'impo-
« ser, etc.; et quand il m'a abordé hier : Venez-vous, m'a-
« t-il dit, sur le ton de la plaisanterie, prononcer le *Quos*
« *ego*? — Je ne vais rien dire de tout cela, ai-je répondu;
« je ne sais plus le latin. Je viens seulement vous voir ; je
« veux me donner le plaisir de causer avec vous et certai-
« nement nous nous entendrons. » Il faut donc un peu le
« ménager. Au reste, entre nous, il donne sa démission. »

« Je me contins et observai seulement que cela ne me paraissait pas sérieux. « J'ai vu la lettre, reprit Gortchakoff « d'un air plus grave qu'à l'ordinaire, je l'ai lue. Sa santé « ne lui permet plus de rester aux affaires et il se retire. « Cependant j'espère qu'il reviendra sur sa décision. » Je voulus prendre ses regrets pour très sincères et je répliquai par une phrase assez banale. Cet aparté en resta là, et, depuis lors, je n'en ai entendu souffler mot nulle part. Enfin il a ajouté : « L'Empereur, je vous le répète, est extrêmement « satisfait; il vous verra demain et vous le dira. »

« Je le remerciai de nouveau; mais comme il avait insisté par deux fois dans le cours de la conversation sur l'excès habituel de nos inquiétudes, je ne voulus pas donner prise de nouveau à ses reproches et je lui dis : « Nous devons « être et nous sommes extrêmement reconnaissants des pro- « cédés de S. M. l'empereur de Russie. Soyez assez bon « pour le lui dire, en attendant que je puisse le lui expri- « mer moi-même. J'avais confiance, il est vrai, car indé- « pendamment des dispositions si favorables et si puis- « santes de l'Empereur, notre cause est si bonne que je ne « pouvais pas croire qu'on ne nous rendît justice. » J'ai ajouté qu'à mon sens, la guerre ne guérissait pas le plus souvent les plaies de la guerre et que je ne pouvais citer un meilleur exemple à l'appui de mon opinion que celui de la Russie. — C'est vrai, répondit le prince Gortchakoff. »

« Il m'a dit encore avoir lu la note militaire que le duc Decazes avait remise au prince Orloff, que, n'étant pas mi-

litaire, il ne pouvait porter à son égard de jugement précis, mais qu'elle lui avait paru très juste (1). »

« Le soir de ce même jour, il y eut un grand cercle à la cour. Vers le milieu de la soirée, l'empereur de Russie vint à moi et, après une phrase aimable, il me dit : « Vous avez « vu le prince Gortchakoff et vous aurez été satisfait, j'es- « père, de tout ce qu'il vous a dit. Je vous le confirme « entièrement. Il n'y a pas de guerre à craindre. J'ai trouvé, « d'ailleurs, l'empereur Guillaume dans les meilleures dispo- « sitions, je me plais à le reconnaître. »

« L'empereur de Russie n'est pas dépourvu de timidité; il y avait foule; on nous regardait beaucoup. Il s'arrêta là; mais j'ai pensé que, le lendemain, à l'audience qu'il voulait bien m'accorder, étant plus à son aise, il serait plus explicite. Je n'ai pas voulu, comme de raison, différer jusque-là pour le prier d'agréer l'expression de notre reconnaissance, et je dis à Sa Majesté que nous savions bien lui être redevables de cette heureuse transformation dans l'état général des choses... »

« Le mercredi 12, je me trouvai, à une heure, à l'ambassade de Russie. Je fus introduit chez l'Empereur qui me fit asseoir et me dit avec bonne grâce : « Je vous confirme et les « paroles du prince Gortchakoff et les miennes d'hier soir. « Vous pouvez être parfaitement tranquille. Hier encore, « j'ai demandé, en riant, à l'empereur d'Allemagne si je « pouvais emporter la reconnaissance des ambassadeurs. Il « m'a répondu très nettement et très positivement que oui. « La vérité est que, dès mon arrivée, j'ai trouvé ici de « meilleures dispositions que je ne m'y attendais. L'Empe-

(1) M. de Gontaut ajoute : « Le langage et le ton du chancelier de Russie étaient empreints d'une netteté qui m'a frappé. Cependant, comme il s'est exprimé parfois avec une certaine affectation sur l'exagération de nos inquiétudes comme sur les *très bonnes* dispositions du prince de Bismarck, j'ai écrit dans mon télégramme qu'i m'avait paru un peu optimiste. »

« reur et le prince impérial m'ont affirmé leur très grand « éloignement pour la guerre et leur ferme désir de main- « tenir la paix entre l'Allemagne et la France. Ils compren- « nent à merveille, comme moi-même, les vifs regrets de la « France par rapport à la perte de l'Alsace et de la Lor- « raine, et ils conçoivent parfaitement ses pensées de « revanche; mais entre ces pensées et la guerre il y a heu- « reusement une grande distance. »

« Je me permis, à ces paroles de l'Empereur, de l'interrompre pour lui dire que j'avais plus d'une fois entendu des Allemands faire un aveu semblable, mais en prendre texte précisément pour dire : La revanche étant une pensée très naturelle chez les Français, nous les devancerons et nous allons leur déclarer la guerre pour les rendre incapables de nous la faire plus tard. J'eus la satisfaction d'entendre l'empereur Alexandre se récrier : « Mais ce serait « une odieuse théorie que celle-là, dit-il, et ce serait la « guerre partout en permanence »; et il ajouta : « Non, ce « n'est pas ainsi qu'il faut l'entendre, ce n'est pas ainsi « que le comprennent l'Empereur et le prince impérial. Ils « désirent que les relations entre vos deux nations restent « bonnes, — car le prince de Bismarck m'a dit lui-même « qu'elles étaient telles — et ils souhaitent qu'elles aillent « en s'améliorant. »

« J'ai d'autant plus abondé dans le sens de l'Empereur, que c'était le point de vue développé dans ma dépêche du 21 avril, dont je savais par le prince Gortchakoff que Sa Majesté elle-même avait pris connaissance. Puis, je l'ai assuré que nos désirs étaient les mêmes que ceux de l'Empereur et du prince impérial d'Allemagne.

L'empereur Alexandre reprit : « Le motif principal de la « dernière crise, c'est la réorganisation de votre armée; « mais il n'est pas contestable que chacun reste maître « chez soi d'organiser ses forces militaires comme il le croit « sage et utile. D'ailleurs, si j'en crois les renseignements

« qui me sont arrivés de France, la réorganisation de votre « armée existe plus encore sur le papier que dans les faits; « il n'y aurait donc pas tant de quoi s'inquiéter. — En « effet, Sire, la réorganisation de l'armée française est très « peu avancée encore; un nouveau système militaire, basé « lui-même sur un nouveau principe, le service obligatoire, « demande de longues années pour fonctionner régulière- « ment et efficacement. Il nous faudra dix-neuf ans pour « établir une solidité suffisante dans l'armée, c'est-à-dire le « nombre d'années spécifié par la loi pour que dix-neuf con- « tingents aient passé sous les drapeaux un peu plus ou un « peu moins de temps. En Allemagne, au contraire, le sys- « tème a pour lui une pratique déjà ancienne. On nous dit « quelquefois que nous nous réorganisons sur des bases « bien fortes; mais pourquoi? C'est parce que l'Allemagne « a une armée formidable et le service obligatoire. — C'est « elle, interrompit l'Empereur, qui nous a tous forcés à ces « armements si considérables. » La réflexion était parfaitement juste, et je n'avais rien à y ajouter.

« L'Empereur, revenant sur la crise actuelle, reprit : « Je « vous le répète, j'emporte les assurances les plus solides « de Berlin; la paix est assurée, il n'y a plus rien à crain- « dre. — J'en suis heureux, Sire, et j'espère qu'elle ne l'est « pas pour cette année seulement, mais pour l'avenir aussi; « je souhaite encore que l'on ne nous cherche plus chi- « cane. »

« Sans me répondre directement, l'Empereur sembla encourager mon espérance et il continua : « J'ai vu aussi le « prince de Bismarck et je l'ai trouvé extrêmement paci- « fique. Voulez-vous savoir, du reste, à quelle influence il « attribue la crise dernière? A des jeux de Bourse! » Et l'Empereur se mit à rire de l'esprit inventif du Chancelier. Je me joignis à lui et je fis observer à l'Empereur que, si la presse et la Bourse s'emparaient la plupart du temps de tel ou tel bruit afin de spéculer, dans le cas actuel du moins, elles

n'avaient assurément rien inventé. L'empereur de Russie s'en est montré aussi convaincu que moi, mais il ajouta :

« Le point essentiel à observer chez vous, ce qui fait réel-« lement l'objet des inquiétudes du prince de Bismarck, « c'est votre attitude vis-à-vis de l'ultramontanisme. Vous « savez qu'aujourd'hui son idée fixe est la querelle avec les « catholiques, il les voit partout. Il est important que « vous ne lui donniez pas prise à cet égard. »

« Je n'ai pas remarqué, d'ailleurs, chez l'Empereur ce que j'ai cru saisir chez son chancelier, c'est-à-dire une association évidente d'idées à cet égard avec le prince de Bismarck. Je l'ai rassuré à cet égard dans les mêmes termes à peu près dont je m'étais servi avec le prince Gortchakoff, lui rappelant spécialement, comme la veille à son ministre, les preuves de modération constante que nous avons données.

« L'Empereur m'a dit aussi quelques mots d'intérêt pour notre situation intérieure qui lui semble s'améliorer et à laquelle il lui paraît que le gouvernement, dans sa forme actuelle, exercé par les mains qui le détiennent présentement, convient le mieux aujourd'hui (1).

(1) Dans une lettre particulière au duc Decazes, datée du 14 mai, M. de Gontaut raconte avec un peu plus de détails cette partie de la conversation : « L'empereur Alexandre a été bon, gracieux et fidèle à sa promesse de Pétersbourg. Il m'a parlé de la France avec beaucoup d'intérêt. « Je crois, m'a-t-il dit, qu'il n'y a rien de possible « pour elle maintenant que la république, c'est-à-dire, ajouta-t-il un « peu malignement, la république sans les républicains. Pardonnez-« moi de vous parler avec cette franchise. — Sire, lui ai-je répondu, « Votre Majesté s'est acquis le droit de tout me dire. Je suis, d'ail-« leurs, à peu de choses près, de son avis. En effet, il a bien fallu « garder la république, puisque la monarchie n'a pu être rétablie. — « C'est fâcheux, reprit-il ; il y a eu un triste concours de circons-« tances. Je ne me permets pas cependant de mal juger M. le comte « de Chambord. Il a des qualités les plus dignes de respect. — Assu-« rément, ai-je reparti, et ce n'est pas moi qui me permettrai jamais « de dire sur ce prince un mot irrespectueux. Mais je regrette amère-« ment qu'il n'ait pas cru devoir accepter la monarchie qu'on lui proposait... »

« Je crus devoir déclarer encore une fois et très nettement à l'Empereur que nous voulions la paix, que tous les partis en France y tenaient, que nous nous en trouvions bien, que par elle, en effet, nous nous relevions et nous avions pu nous acquitter de notre grosse indemnité de guerre. « Et la manière dont vous l'avez payée, dit l'Em-« pereur d'un air convaincu, satisfait même, prouve la « vitalité étonnante de la France. — Cela est vrai, Sire; « grâce à Dieu, la France vit, elle travaille, elle est éner-« gique, mais il lui faut la paix, la paix qui est utile à l'Al-« lemagne aussi. — Elle l'est à toute l'Europe, dit l'Em-« pereur, car chacun a beaucoup à s'occuper chez soi! »

« Enfin, au moment où l'entretien tirait à sa fin, l'Empereur se leva et d'un ton ému : « Je désire vous le dire, comme je « l'ai déjà dit au général Le Flô : Comptez sur moi. Si vous « étiez sérieusement menacés, vous seriez prévenus — par « moi-même », ajouta-t-il avec fermeté; mais il s'empressa d'ajouter gracieusement : « J'espère bien n'avoir pas à vous « faire une confidence pareille. Je ne le crois pas du tout. « Vous pouvez être tranquilles. Veuillez dire de ma part au « Maréchal ce que j'ai déjà prié l'ambassadeur de France à « Pétersbourg de lui transmettre, mais que je tiens à répéter, « à savoir, l'estime sincère que j'ai pour sa personne et pour « son gouvernement, et tous mes vœux pour la consolidation « de son gouvernement. J'espère que la France continue à « se relever et à reprendre ses forces; c'est mon désir. J'es-« père que nos relations resteront ce qu'elles sont, cordiales, « et qu'elles le deviendront de plus en plus. » Et il ajouta d'un air plus significatif encore : « Nous avons des intérêts « communs; nous devons rester unis! »

« Ces derniers mots de l'Empereur ont eu vraiment un caractère solennel. Prononcés avec un accent ferme, ils m'ont remué profondément et ont produit sur moi une impression que je n'oublierai pas... »

Il est certains détails de ses entrevues avec Bismarck

que le prince Gortchakoff ne confia pas à M. de Gontaut, mais dont il fit part, un peu plus tard, au chargé d'affaires d'Angleterre à Munich, M. Morier. D'après ce récit du chancelier russe, rapporté par M. Morier à M. Lefebvre de Béhaine, le prince de Bismarck essaya de convaincre son collègue que tous les récents bruits de guerre étaient uniquement le fait de « petits lieutenants ». Le prince Gortchakoff objecta qu'outre les « petits lieutenants », quelques personnages considérables, entre autres M. de Radowitz, pouvaient être considérés comme responsables des alarmes qui s'étaient partout répandues; mais Bismarck nia énergiquement que le langage tenu par ce diplomate fût tel que l'avait rapporté notre ambassadeur. Puis, le jour du départ du Tsar, il remit au prince Gortchakoff un mémoire où M. de Radowitz lui-même rendait compte de son entretien avec M. de Gontaut, et le pria de vouloir bien mettre ce document sous les yeux de l'empereur Alexandre. Le prince Gortchakoff déclina poliment cette requête, en alléguant que tous les malentendus avaient été écartés et qu'il était, par conséquent, préférable de ne pas faire renaître un débat qui n'avait plus d'intérêt pour son souverain (1).

L'attitude du Tsar à Berlin avait donc comblé les vœux du duc Decazes. C'est sous l'empire d'un véritable sentiment de délivrance qu'il écrivait, le 17 mai, à M. de Gontaut : « Enfin! nous avons échappé à ce terrible danger ! J'en avais l'âme accablée. On allait nous placer entre l'invasion ou le désarmement, celui-ci devant peut-être précéder celle-là... Il nous fallait un appui extérieur. Y pouvions-nous compter? La chose était douteuse ; et cependant, à l'heure décisive, la chose s'est trouvée... La vieille Europe s'est réveillée. A l'appel de la Russie, l'Angleterre a répondu, l'Italie ne lui a pas refusé son concours... Adieu,

(1) Lettre de M. Lefebvre de Béhaine au duc Decazes, du 29 juillet 1875.

bien cher et excellent ami, c'est d'un cœur joyeux et reconnaissant que je vous envoie l'expression de mon profond attachement... »

« J'approuve entièrement, disait ailleurs le ministre, le langage mesuré et patriotique que vous avez tenu au chancelier de Russie, aussi bien qu'au souverain dont l'intervention a rendu un signalé service à la fois à notre pays et à la paix du monde. Vous avez su donner à notre reconnaissance l'expression qui convenait, sans négliger de prendre acte des assurances précieuses que vous vous étiez mis en mesure de recueillir. »

M. de Gontaut partageait les impressions de son chef : « Grâce à Dieu, nous sommes sortis de cette crise redoutable. Nous en sommes sortis beaucoup mieux que je ne l'espérais et nous le devons assurément à l'empereur de Russie. J'avais reçu par courrier spécial votre longue lettre du 8 avec toutes ses annexes. Je n'avais pas lu sans émotion vos éloquentes et patriotiques paroles; je m'en étais pénétré comme de vos instructions; j'avais longuement médité et travaillé sur ce canevas; enfin, j'étais armé en guerre et prêt. Heureusement, je n'ai pas eu à me servir de mes armes. Le mot de désarmement n'a même pas été prononcé... En somme, le résultat de l'entrevue de Berlin est à notre avantage. C'est un nouvel échec pour le prince de Bismarck et un pas de plus fait par la Russie vers la France. A nous de profiter de cette double faveur de la Providence. »

En même temps, du côté de l'Allemagne apparaissaient les signes de l'apaisement définitif. Le 19 mai, au moment de rejoindre son poste, le prince de Hohenlohe disait à Berlin à notre ambassadeur : « J'emporte non pas seulement l'espérance, mais la ferme conviction que la paix ne sera pas troublée. J'ai tenu à passer par Berlin, avant de retourner à Paris et de voir le duc Decazes, afin d'en recueillir l'assurance. » Peu de jours après, à une réception du Maréchal, la présence de l'ambassadeur d'Allemagne avait été très

remarquée. L'Empereur l'avait chargé de présenter au Maréchal avec ses compliments les assurances les plus nettement pacifiques (1). « Il y avait, remarque le duc Decazes, dans cette attitude de l'ambassadeur, quelque chose de plus que l'expression commune de politesse banale. J'avais remarqué comme un symptôme la solennité de son langage et l'importance donnée par le gouvernement de l'Allemagne à sa démarche. »

Enfin, le 30 mai, M. de Gontaut rapportait au duc Decazes les prévenances dont il venait lui-même d'être l'objet : « Hier soir, à un cercle tenu par l'Empereur à l'Opéra, au milieu d'une représentation donnée en l'honneur du roi et de la reine de Suède, l'Empereur m'a abordé et, s'inclinant légèrement avec bonne grâce et gaieté, il m'a dit : « La « paix est-elle faite entre nous? » Un peu surpris, je lui répondis sur le même ton : « Je l'espère bien, Sire! »; puis j'ajoutai : « Quant à nous, assurément, nous n'avons « jamais pensé à la guerre. » L'Empereur, me laissant à peine lui répondre, reprit : « Vraiment, les journaux vou- « laient absolument que nous fussions sur le point de vous « faire la guerre! Conçoit-on une puissance aussi malfaisante que celle de la presse? » Et, pendant deux ou trois minutes, il a déblatéré contre elle, l'accusant d'inventions absurdes, coupables, et lui attribuant évidemment et exclusivement la responsabilité de la crise passée. Puis, me quittant

(1) Voir plus bas, p. 162. — « L'Empereur est venu voir ***. Il lui a parlé de la crise passée qu'il a mise tout entière sur le compte de la presse, l'assurant que ni lui, ni le prince de Bismarck, ne voulaient la guerre. « Mais, lui a demandé ***, la paix durera-t-elle long- « temps? — Certainement; il n'y aura pas de guerre de mon vivant, « pas avant cinq ans. » Il se promet, il paraît, cinq ans de vie encore. Il dit que le prince de Hohenlohe a dit un mot très juste, à savoir que cette crise avait au moins produit un bon résultat : la certitude que la France ne voulait pas faire la guerre; et ce qui l'avait mise en lumière, c'est la panique qui s'est déclarée en France quand on a cru que l'Allemagne allait faire la guerre... » (Notes de M. de Gontaut, 4 juin.)

aussi gracieusement qu'il m'avait abordé, il s'est hâté de rejoindre la reine de Suède. Un peu plus loin, il a trouvé mes filles et il a été charmant pour elles. Le prince royal s'est montré aussi d'une amabilité toute particulière. Enfin, il me paraît évident que le souverain et son fils ont été intentionnellement très aimables pour nous... Cette bonne grâce, si je ne me trompe, a été fort remarquée... »

Ainsi disparaissaient les alarmes qui avaient tant ému l'Europe. Mais tandis que la confiance et le calme reprenaient possession des esprits, le dépit et la rancune bouillonnaient dans l'âme du Chancelier qui s'isolait aux champs. C'est lui dont les méditations pénibles appellent maintenant notre intérêt et notre sollicitude.

CHAPITRE IV

LA CRISE DE 1875 (*suite*). — LES ENNUIS DU CHANCELIER.

Le prince de Bismarck bat en retraite. — Les protestations de la presse officieuse. — Incrédulité générale qu'elles rencontrent. — Mécontentement contre le Chancelier. — Le triomphe du prince Gortchakoff. — Un télégramme mal transmis. — Discours de Lord Derby à la Chambre haute. — Désarroi de la presse officieuse. — Rôle qu'aurait joué l'Autriche dans la crise. — Apologie personnelle du prince de Bismarck au Reichstag. — Réfutation de cette apologie par M. de Gontaut. — La rancune du Chancelier contre l'ambassadeur. — Leur première entrevue après la crise. — Autre apologie du prince de Bismarck dans ses *Pensées et Souvenirs*. — Conclusion.

La crise que nous venons de raconter s'était terminée pour le prince de Bismarck par un retentissant échec diplomatique. Dès le passage du comte Schouwaloff à Berlin, il avait prévu cet échec. Aussi avait-il tâché de l'atténuer ou de le masquer, en faisant démentir par la presse officieuse toutes les intentions menaçantes qu'on lui avait prêtées. Il avait même jugé bon d'opérer en toute hâte ce revirement, pour éviter, sans doute, l'apparence d'y avoir été contraint. Le soir même de l'arrivée du Tsar à Berlin, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* publiait à l'improviste la réflexion suivante : « Le langage de la presse européenne est d'autant plus incompréhensible qu'il ne s'est absolument rien passé qui ait pu troubler les relations du gouvernement de l'empire allemand et du gouvernement français.

Elle est seule responsable des prophéties alarmantes et des bruits de guerre qui ont été répandus dernièrement. » Deux jours plus tard, la même feuille accusait les ultramontains et des spéculateurs de la Bourse d'avoir causé tout ce tapage et ajoutait que « depuis 1870 les rapports officiels de l'Allemagne avec le gouvernement français n'ont jamais été plus amicaux ou plus satisfaisants que durant les dernières semaines ou présentement ». On s'efforçait méritoirement de garder une physionomie joyeuse en commentant le voyage du Tsar et de triompher d'aise à la pensée que son intervention ne pouvait que consolider la paix (1). Bref, il s'était rarement produit, dans le langage des journaux, un changement aussi complet et aussi prompt.

Cependant, les dénégations des feuilles gouvernementales ne convainquaient personne, même en Allemagne. On s'accordait, en ce pays comme ailleurs, à faire remonter jusqu'au prince de Bismarck la responsabilité de cette campagne de presse qui, depuis les premiers jours du mois d'avril, avait tant ému l'opinion en Europe. Un grand nombre de revues ou de journaux refusaient d'admettre qu'il ne l'eût pas inspirée. La *Gazette nationale* constatait que les cris d'alarme étaient partis des régions de la presse allemande, « où certainement on n'a pas l'habitude de marcher au rebours du courant officiel ». Ces cris n'avaient donc pas été poussés contre le gré du gouvernement. Les

(1) La *Correspondance provinciale* du 12 mai écrivait, au sujet de cette visite du Tsar à Berlin : « Cette manifestation publique et nouvelle d'une politique commune des trois empereurs fera revivre partout la conviction apaisante que l'empire allemand, aujourd'hui comme il y a trois ans, veut sérieusement et résolument la paix, et qu'il peut, avec d'autant plus de confiance, suivre sa propre inclination pacifique que, pour réprimer toute velléité étrangère de troubler la paix, il peut compter non seulement sur sa force propre, éprouvée et toujours prête, mais qu'il peut s'appuyer aussi sur la communauté des desseins et des efforts politiques où s'associent à lui ses plus puissants voisins. »

Münchener Nachrichten traitaient d' « incroyables » les assertions pacifiques de la *Gazette de l'Allemagne du Nord.* La *Gazette de Cologne* estimait qu'il devait y avoir eu autre chose que de simples articles de journaux pour provoquer la crise, puisque tous les gouvernements de l'Europe avaient négocié entre eux. Les *Annales prussiennes* elles-mêmes, dont on a pu voir les tendances par ce que nous avons rapporté de leur langage, ne ménageaient pas l'expression de leur surprise et de leur mécontentement. Elles relevaient l'affirmation audacieuse que, depuis 1870, les rapports entre la France et l'Allemagne n'avaient jamais été plus amicaux qu'à l'heure présente, et que tout le mal était venu de la presse :

« De telles déclarations ont irrité aussi notre public allemand. Tant d'alarmes, tant d'insécurité pour l'industrie et le commerce, tant de pertes à la Bourse, et tout cela pour de simples racontars de journaux (1) ! Pourquoi n'y avait-on pas obvié plus tôt? Pourquoi la feuille gouvernementale avait-elle, le 10 avril, signalé elle-même le caractère inquiétant de la loi des cadres française?... *L'impression produite fut qu'à Berlin on avait poursuivi un plan dont il fallait*

(1) « Mais en vérité, c'est à se demander quelquefois si l'on rêve, si l'on s'est trompé du tout au tout sur ce que l'on a vu et entendu dans la crise qui vient de se terminer! L'Empereur, lui aussi, comme tous les journaux officiels et officieux, soutient que la crise a été factice, qu'elle n'a existé que dans l'imagination des journalistes ou dans les spéculations de la Bourse. » (Notes de M. de Gontaut du 29 mai.) — « Vous savez peut-être, a dit Lord Odo Russell à M. de « Gontaut, que la reine d'Angleterre avait écrit à l'Empereur une « lettre qui a produit sur ses dispositions un effet salutaire. Je ne l'ai su « moi-même que par l'empereur Alexandre. L'empereur Guillaume « m'a chargé d'exprimer à la Reine combien il en avait été reconnais- « sant, ajoutant que, grâce à Dieu, la paix ne courait aucun risque. « Puis il s'est plaint amèrement de la presse, nommément de la *Post* « et d'autres journaux qui étaient les seuls auteurs d'une crise sans « aucun fondement. »... L'Empereur aurait-il été, par égard pour sa santé, tenu peu au courant de l'incident dans tous ses détails? C'est ce que certaines personnes assurent. » (Notes des 26-27 mai.)

dissimuler l'échec, et l'effet général fut pire que si l'on avait voulu s'en tenir toujours à la déclaration du 10 avril, et n'en repousser que les conséquences exagérées. Les brusques passages du noir au blanc n'ont fait qu'égarer et aigrir le public. Il sait, sans doute, qu'un gouvernement ne peut pas tout lui dire; mais il demande que des affirmations officieuses ne subissent pas de contradictions. »

Certains propos du comte de Redern, grand chambellan de l'empereur Guillaume, n'étaient pas moins significatifs : « L'empereur de Russie, disait-il à M. de Gontaut, a empêché la guerre! On ne répète que cela! Mais pourquoi Bismarck a-t-il laissé ou fait dire ici que la guerre était menaçante? car c'est d'ici, en effet, que c'est parti, bien que le bruit ne fût pas fondé. » L'Empereur lui-même, malgré le langage qu'il tenait en public, pensait-il autrement? Pas plus que le comte de Redern il n'admettait que les récentes rumeurs fussent fondées; mais peut-être, dans ses conversations privées, reprochait-il au prince de Bismarck d'en avoir favorisé la diffusion. C'est du moins ce que pourrait indiquer un passage des mémoires du prince de Hohenlohe : « L'Empereur, écrit celui-ci à la date du 18 mai, me parla un certain temps des fâcheuses conséquences des articles de journaux, puis m'entretint *de désaccords entre lui et le prince de Bismarck* et de la présence de l'empereur de Russie et comment celui-ci s'était convaincu de la fausseté des bruits mis en circulation. A la fin de l'entretien, il dit : « Faites mes compliments au maréchal de « Mac-Mahon et dites-lui que vous n'êtes pas seul le messager de paix, mais que le vrai messager de paix est ici. »

Ainsi, dans tous les articles belliqueux qui avaient paru, l'opinion persistait à reconnaître, malgré les démentis publiés par la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, le *Moniteur de l'Empire* ou la *Correspondance provinciale*, l'inspiration directe, ou, à tout le moins, l'approbation tacite du Chancelier.

Celui-ci n'était pas mieux écouté quand il se défendait d'avoir fait présenter aux puissances par ses agents diplomatiques des observations sur le caractère inquiétant de nos armements. A peine la presse avait-elle révélé l'existence de ces démarches, vers le milieu du mois de mai, que les journaux du Chancelier opposèrent des dénégations multipliées. Le 24 mai, le *Moniteur de l'Empire* déclarait, en réponse « à certaines insinuations », qu'on n'avait envoyé aux représentants de l'Allemagne à l'étranger ni circulaire, ni instructions, au sujet de la loi française des cadres, et que toute nouvelle dans ce sens, comme toute raison de craindre pour le maintien de la paix, « étaient dénuées de fondement ». La *Gazette de l'Allemagne du Nord* s'était déjà exprimée dans le même sens.

Ce langage, selon les propres expressions de Lord Odo Russell, était « inouï d'audace ». Il ne causait pas une moindre surprise à M. de Nothomb. De circulaire, il n'y en avait pas eu, et c'est pourquoi les organes officieux avaient pu la démentir. « Mais le prince de Bismarck, disait Lord Odo Russell, a adressé à tous ses agents des instructions vives et nettes pour entrer en rapport avec les cours étrangères et leur dénoncer les armements de la France. A Vienne, on l'a fait dans un langage violent. A Pétersbourg, le prince de Reuss en a parlé également sur un ton très vif. Vous savez comment ces représentations y ont été accueillies. Enfin, à Londres, où le comte Münster savait qu'il trouverait peu d'écho, il a tenu un langage plus modéré qu'ailleurs. » Au reste, devant le diplomate qui révélait à M. de Gontaut ces détails, le prince de Bismarck lui-même, ainsi qu'on l'a vu, n'avait pu nier ces démarches : il s'était abstenu de répondre quand Lord Odo Russell les lui avait signalées comme une preuve des intentions belliqueuses de l'Allemagne, silence d'autant plus significatif qu'il avait énergiquement combattu les autres arguments de l'ambassadeur.

Ces intentions belliqueuses étaient presque unanimement affirmées par les membres du corps diplomatique à Berlin. « La guerre était imminente, concluait Lord Odo Russell, après ses confidences à M. de Gontaut, mais je crois qu'elle est tout à fait écartée aujourd'hui et je considère la paix comme affermie et la situation comme très améliorée. Incontestablement, l'empereur de Russie a rendu un grand service à l'Europe. J'ai été très content du langage qu'il m'a tenu sur votre pays. Je l'ai été également de tout ce qu'il m'a dit à propos de l'Angleterre. Il a voulu énergiquement éloigner, détruire même toute cause de dissentiment entre la Russie et l'Angleterre, de sorte que l'on peut presque dire qu'il a voulu la paix à tout prix. » Et M. de Gontaut ajoute : « Comme l'ambassadeur d'Angleterre, la plupart des membres du corps diplomatique croient sérieusement à l'affermissement de la paix, mais ils ne dissimulent pas les périls qu'elle a courus. Je ne vois guère que mon collègue d'Autriche-Hongrie qui, soit par conviction personnelle, soit par ordre, s'obstine à dire que l'Allemagne n'a jamais voulu faire la guerre, mais donner un simple avertissement à la France. » Un membre même du Bundesrath, le baron de Perglas, partageait l'opinion générale. « Il croit qu'ici on est furieux d'avoir été obligé de renoncer à la guerre (1). »

(1) Notes de M. de Gontaut du 22 mai et des 26-27 mai. Au sujet des observations présentées par l'Allemagne aux cours étrangères, voir également plus haut, p. 117, et note 1. Citons encore cet entretien avec Lord Odo Russell (notes du 31 mai) : « Nous causons du dernier incident si grave. « Je ne croyais pas, m'a-t-il dit, jusque « dans ces derniers temps à l'imminence de la guerre; mais il est « clair, par tout ce que nous savons maintenant et en particulier « par la nature de l'intervention russe, que le gouvernement alle- « mand était plus près de la guerre que je ne le croyais. » Je dis à Lord Odo Russell que je partageais, à très peu de chose près, son sentiment. Je voyais, depuis trois ou quatre semaines, venir la guerre; mais jusque-là, je croyais plus à des menaces, de la part de l'Allemagne, à l'intention de nous créer des embarras qu'à la volonté

Non contente de mettre en doute les protestations d'innocence du Chancelier, l'opinion publique lui gardait rancune. « On recueille dans le corps diplomatique, sur son compte, écrivait M. de Gontaut dans une dépêche du 29 mai, des propos que l'on n'aurait pas entendus il y a un an. Le nom de Napoléon est souvent prononcé quand on parle du prince de Bismarck et l'on est effrayé de cette disposition de plus en plus inquiète et sombre qui règne chez lui et qu'augmente un isolement chaque jour plus complet. Les Allemands eux-mêmes, en l'avouant bien rarement, sont mécontents et froissés de cette suprématie de la Russie qui tend à s'imposer, bien que le Tsar n'ait pas remporté les victoires de l'empereur d'Allemagne. » Le baron de Perglas disait : « La Russie, sans tirer l'épée, a repris une prépondérance incontestable. Comme Allemand, je m'en afflige, mais je dois reconnaître que la faute en est à la politique violente et folle du Chancelier (1). » « Cet homme est le perturbateur de l'Europe », déclarait Lord Odo Russell.

La situation du Chancelier était d'autant plus embarrassante et pénible que le prince Gortchakoff s'était peut-être un peu trop écarté lui-même des conseils de prudence et de

de nous déclarer la guerre. J'ajoutai que depuis longtemps j'écrivais ou je disais au gouvernement français : on n'a pas l'intention de nous faire la guerre; mais on est prêt et, au moindre semblant de provocation, devant un prétexte, on nous la fera. Lord Odo me répondit que sa manière de voir avait été la même. »

(1) « Cette même personne m'a raconté que, rencontrant un député bavarois du centre, elle lui avait demandé si son parti était fort absorbé par la préparation des prochaines élections : « Absorbé? a « répondu le Bavarois; en aucune façon. Jamais nous ne nous « sommes tenus plus tranquilles. Le prince de Bismarck fait trop « bien nos affaires pour que nous ayons besoin de nous en mêler. « Nos populations sont irritées et le deviennent tous les jours « davantage. Il n'est pas de meilleure préparation pour les élections « de cet automne ». Il y a peut-être quelque exagération dans ces propos; ils n'en sont pas moins un écho du mécontentement et des anxiétés qui règnent de beaucoup de côtés. »

modération qu'il avait donnés au gouvernement français par l'entremise de M. de Gontaut. N'ayez pas l'air trop triomphant, avait-il dit; ménagez la susceptibilité de Bismarck, un peu agacé de voir présenter partout l'empereur de Russie comme l'arbitre de la paix. Notre gouvernement avait senti lui-même la justesse de ces avis et notre presse officieuse avait montré, en général, une très grande réserve. Mais le prince Gortchakoff n'avait guère pris la peine lui-même d'épargner le Chancelier. Il se complaisait plutôt à étaler au grand jour, avec sa satisfaction personnelle, la déconvenue de son collègue. La presse avait bientôt rendu public un télégramme en clair adressé par lui, le 13 mai, à tous les agents russes près des puissances européennes et conçu dans ces termes : « L'empereur de toutes les Russies quitte Berlin parfaitement convaincu des dispositions qui y règnent et qui assurent le maintien de la paix (1). »

Un incident comique et imprévu fit encore mieux apparaître la fâcheuse posture du prince de Bismarck. « Au moment où l'empereur de Russie quittait Berlin pour se rendre à Ems, les journaux de Stuttgart publièrent une dépêche télégraphique adressée en son nom par son chancelier à sa sœur, la reine de Wurtemberg; elle était écrite en français, non chiffrée et conçue en ces termes : « *L'emporté* de Berlin donne des assurances formelles de paix. » Ce fut un étonnement général, et effectivement il était difficile de concevoir quelque chose de moins diplomatique que cette épithète presque injurieuse accolée au nom du premier homme d'Etat d'Allemagne; mais ce qui parut plus étrange encore, c'était le défaut de précaution qui en avait permis et semblait même en avoir provoqué la publicité. L'irritation de la presse dévouée à M. de Bismarck fut extrême et non sans cause. Une explication assez naturelle

(1) Suivant le prince de Bismarck (voir plus bas, p. 186), le télégramme était ainsi rédigé : « Maintenant, la paix est assurée ». C'est une version inexacte.

et tout à fait croyable a pourtant été donnée d'un procédé si peu convenable : c'était tout simplement une méprise dans la traduction des signes télégraphiques. La dépêche, rédigée avec les abréviations ordinaires à ce genre de communication, portait : « (J')emporte de Berlin assurances formelles de paix. » Un accent mis sur la dernière lettre du mot emporte avait fait d'un temps de verbe tout à fait inoffensif un adjectif très malsonnant, et comme la nouvelle en soi n'avait rien que d'utile à faire connaître, il était naturel de n'avoir pris aucune précaution pour prévenir l'indiscrétion du télégraphe. C'est sans doute ainsi que dut être prévenue la susceptibilité de M. de Bismarck, qui, sans cette rectification, eût été assurément légitime. Mais de tels malentendus sont toujours fâcheux, parce que personne ne s'y tromperait, s'ils ne correspondaient pas à un certain fond de vérité. Et même l'erreur une fois éclaircie, M. de Bismarck ne dut pas être flatté du portrait où on avait cru reconnaître la ressemblance de l'original (1). »

Après la Russie, ce fut au tour de l'Angleterre d'accabler le prince de Bismarck sous l'attestation publique des démarches qu'elle avait faites pour assurer le maintien de la paix. Le 31 mai, à la Chambre haute, Lord Derby, répondant à Lord Russell, constata les alarmes récentes de l'Europe et les attribua au langage ouvertement tenu en Allemagne par des personnages « de la plus haute considération ». Ils insistaient sur le caractère agressif des armements français et ajoutaient que l'Allemagne pourrait se croire appelée à porter les premiers coups pour sa propre défense. Elle se verrait obligée d'exiger de la France une réduction de son armée. L'ambassadeur d'Allemagne s'était exprimé dans ce sens à diverses reprises (2). Une pareille exigence

(1) Duc de Broglie, *La Mission de M. de Gontaut-Biron à Berlin*, pp. 247-248.

(2) D'après la version originale du discours, qui fut ensuite modifiée. Voir plus haut, p. 118, note.

eût rendu très difficile le maintien de la paix. Le gouvernement anglais avait donc cru devoir intervenir : « Nous trouvâmes le gouvernement russe décidé à faire tous ses efforts en faveur de la paix, et la dernière visite du Tsar à Berlin nous a fourni l'occasion de soutenir, autant que cela paraissait nécessaire, les *représentations* que nous avions des raisons de croire l'empereur de Russie disposé à faire pendant sa visite. »

Ce langage, qui avivait la plaie du prince de Bismarck, était immédiatement rectifié par le *Moniteur de l'Empire.* « Il est exact que l'accroissement des cadres a produit ici une certaine inquiétude. Mais cette inquiétude n'a pas le moins du monde conduit, en Allemagne, à des résolutions ou même à des idées belliqueuses; et, à aucun moment, le gouvernement impérial n'a eu l'intention d'adresser au gouvernement français une demande en vue de lui faire réduire ses effectifs ou même de lui faire arrêter la réorganisation de l'armée. »

La crise avait donc beau être terminée, on n'avait pas cessé d'en parler. « Les révélations qui en font peu à peu connaître les phases, écrit M. de Gontaut le 5 juin à son chef, et les explications qu'elles provoquent de côté et d'autre ne laissent pas que de défrayer les conversations des diplomates entre eux et d'entretenir une polémique d'une certaine vivacité dans la presse. Les journaux officieux — car il en existe toujours, malgré les assertions contraires — sont visiblement déconcertés de tous les démentis qui accueillent successivement la version ou les communications du gouvernement allemand; ils sont dans le désarroi. Le discours de Lord Derby à la Chambre des Lords est particulièrement l'objet de leurs observations et de leurs critiques. Ils sont fort mécontents, et cela se conçoit, car les assertions du principal secrétaire d'Etat britannique pour les affaires étrangères, malgré la rectification du *Reichsanzeiger*, n'en conservent pas moins toute leur portée. »

Dans leurs ennuis, les journaux officieux se tournaient vers l'Autriche. Ils couvraient d'éloges outrés cette puissance pour l'attitude confiante qu'elle avait gardée à l'égard de l'Allemagne et son refus d'intervenir dans le dernier incident. Ils opposaient sa conduite aux méfiances de la Russie. Cependant, il paraîtrait que l'Autriche n'avait pas entièrement mérité ces éloges et qu'ils n'étaient qu'une comédie. C'est du moins ce qui résulterait d'une communication tout à fait confidentielle faite à M. de Gontaut par Lord Odo Russell. Si discrète qu'elle eût été, l'intervention de l'Autriche aurait eu lieu. Dans une lettre du 1er juin, M. de Gontaut racontait au duc Decazes comment elle se serait produite :

« Russell m'a confié hier soir, sous le sceau du secret, un détail se rattachant au dernier incident que vous ignorez probablement. Le cabinet anglais ayant sollicité celui de Vienne de joindre ses efforts aux siens pour prêcher ici la paix, Andrassy a répondu : premièrement : que le comte Karolyi avait fait, peu de jours avant, une visite au prince de Bismarck et que celui-ci lui ayant donné toutes les assurances possibles de la volonté de l'Allemagne de maintenir la paix, il serait assez embarrassant de revenir à la charge. Vous vous souvenez que je vous ai écrit le récit que m'a fait Karolyi de son entretien avec le Chancelier, de ses impressions du moins.

« Secondement : Andrassy a écrit au prince Gortchakoff qu'il se défiait un peu et de l'amitié de Karolyi pour Bismarck et de l'indolence de son ambassadeur; en conséquence, qu'il l'autorisait, lui, Gortchakoff, à exprimer les désirs de l'Autriche en faveur du maintien de la paix tout comme il le ferait pour la Russie.

« Cela, comme de raison, s'est écrit et s'est fait très confidentiellement. N'est-ce pas là ce qui a permis de croire au silence de l'Autriche dans cette circonstance et de supposer qu'elle n'avait pas osé se joindre aux autres

puissances pour plaider l'apaisement à Berlin ? Ce détail, si vous l'ignorez, ne peut manquer de vous intéresser... »

Tant de mécomptes et de désagréments accumulés laissèrent chez le prince de Bismarck de violentes rancunes qui ne devaient jamais s'effacer. A de nombreuses reprises et jusqu'à la fin de sa vie, il revint sur ce sujet douloureux. Dans une lettre à l'empereur Guillaume du 13 août 1875 (1), dans plusieurs discours au Reichstag, dans des conversations avec des diplomates, des journalistes, etc., dans ses *Pensées et Souvenirs*, il affirma sans relâche son innocence méconnue, parla d'intrigues ourdies contre lui par M. de Gontaut, le prince Gortchakoff, le duc Decazes, avec l'aide de l'Impératrice et des membres de la cour qui lui étaient hostiles, mêlant toujours à ses protestations les plus amers et les plus rudes sarcasmes (2).

Il s'expliqua publiquement au Reichstag le 9 février 1876. Il déclara de la façon la plus catégorique qu'il n'avait plus aucune relation avec la presse, et que, sauf le *Moniteur de l'Empire* et la *Correspondance provinciale*, aucun journal ne pouvait prétendre recevoir les inspirations du gouvernement. Puis, parlant du fameux article de la *Post*, il affirma qu'au printemps dernier ses intentions n'avaient pas cessé d'être pacifiques, que, s'il avait voulu la guerre, il aurait fallu en outre le consentement de l'Empereur, et que celui-ci était arrivé à un âge où l'on n'est point querelleur. Avant tout, d'ailleurs, il eût été obligé de demander au Parlement un crédit de cinq ou six cents millions de marks, et comment une pareille demande eût-elle été accueillie s'il eût

(1) Mentionnée précédemment p. 118, note et pp. 138-139, note.

(2) Les Mémoires du prince de Hohenlohe sont venus donner une nouvelle preuve du désagréable et obsédant souvenir que laissaient au Chancelier les événements que nous avons rapportés. Son langage y est le même qu'il a tenu partout ailleurs sur ce sujet. Voir plus bas, p. 194, note 2.

donné pour prétexte que, l'empire allemand pouvant être attaqué dans quelques années, il était nécessaire de prendre les devants (1)? En cette circonstance, ajouta-t-il pour expliquer les alarmes qui s'étaient répandues, certains diplomates avaient puisé à des sources troubles, persuadés, par manque d'expérience, que ces eaux étaient claires. Il y avait aussi des personnes haut placées, qui passaient pour des oracles officiels, sans avoir qualité pour cela, et qu'on croyait, mais à tort, dignes de foi. Trop peu initiées pour avoir un jugement politique et trop partiales pour apprécier l'empire allemand avec bienveillance, elles avaient exprimé des opinions erronées. Enfin, il arrivait souvent que des nouvelles alarmantes fussent répandues dans un dessein de spéculation.

Ce discours du Chancelier avait produit une grande impression dans le monde diplomatique. Personne ne s'était mépris sur le sens des allusions qu'il renfermait. Les diplomates sans expérience, c'était, dans la pensée de M. de Bismarck,

(1) « Figurez-vous, Messieurs, ma situation, si j'étais venu devant vous il y a un an, — de même qu'en 1870, quand nous étions attaqués par la France — et que je vous eusse dit : « Messieurs, il « nous faut faire la guerre; je ne saurais, il est vrai, vous en donner « une raison bien précise; nous ne sommes ni attaqués, ni offensés; « mais la situation est dangereuse; nous avons plusieurs puissantes « armées pour voisines, l'armée française se réorganise d'une façon « qui est réellement inquiétante; je vous demande donc un emprunt « de 200 millions de thalers ou de 500 millions de marks pour les « préparatifs de guerre. » — N'auriez-vous pas été très disposés, Messieurs, à envoyer tout d'abord chercher le médecin (*Hilarité*), pour faire examiner comment j'en étais arrivé, avec ma longue expérience politique, à pouvoir commettre cette ineptie colossale de me présenter ainsi devant vous et de dire : « Il est possible qu'un « jour, dans quelques années, nous soyons attaqués; c'est pourquoi « nous devons dès à présent prendre les devants; tombons vite sur « nos voisins et taillons-les en pièces avant qu'ils se soient complè- « tement relevés! » — En quelque sorte, un suicide par crainte de la mort. — Et cela, au milieu d'une situation toute satisfaisante, toute paisible, où personne n'aurait su quel pouvait être réellement le *casus belli!* »

le prince Gortchakoff et M. de Gontaut. L'Impératrice elle-même, que tout le monde savait haïe du Chancelier, était visée dans le passage relatif aux personnes haut placées. L'audace d'un pareil langage, où les ambassadeurs ou ministres des puissances étrangères et les plus hauts personnages de l'empire étaient pris à partie, avait été unanimement désapprouvée. Au Reichstag même, M. Windthorst, le chef du parti catholique, avait pris la parole après le Chancelier, pour lui reprocher d'user encore, malgré toutes ses protestations, du « fonds des reptiles » et il n'avait pas dissimulé que les inquiétudes manifestées au printemps dernier lui paraissaient beaucoup plus fondées que ne voulait bien le dire M. de Bismarck.

En rendant compte au duc Decazes du discours de ce dernier, M. de Gontaut le réfutait en ces termes : « Je n'ai pas besoin de rappeler à Votre Excellence les preuves sérieuses que nous avons recueillies à cette époque des desseins belliqueux de l'Allemagne, et l'interdiction de l'exportation des chevaux et l'article de la *Norddeutsche Zeitung*, dont M. de Bismarck s'est bien gardé de parler au Reichstag, quoiqu'il fût bien autrement important que celui de la *Post* et qu'il en confirmât les assertions, au moins en ce qui concernait la France, avec l'autorité d'une feuille dont nul alors dans le gouvernement allemand ne contestait le caractère officieux, et les aveux de M. de Radowitz, et le langage comminatoire du maréchal de Moltke, aussi bien que du prince de Bismarck lui-même, dans des conversations avec l'un de mes collègues les plus éminents, et les observations pressantes présentées par tous les ambassadeurs allemands aux cabinets auprès desquels ils étaient accrédités, pour les prévenir des armements de la France et de son intention d'attaquer prochainement l'Allemagne.

« Ai-je besoin de rappeler, d'autre part, les représentations de la Russie et de l'Angleterre, la mission du comte

Schouwaloff, l'intervention personnelle de l'empereur Alexandre et les explications très catégoriques données par ce souverain, au sujet de la crise, au représentant de la France, enfin la lettre de la reine Victoria? Il n'y a pas moyen de s'y tromper. Le maréchal de Moltke, Lord Derby, le prince Gortchakoff, le comte Schouwaloff, l'empereur de Russie, la reine d'Angleterre, voilà les hauts personnages qui ont cru à la guerre. Ils ont le choix pour se reconnaître, ou bien parmi les diplomates sans expérience, ou bien parmi les influences de salon ignorantes et partiales, ou bien parmi les oracles politiques de faux aloi, c'est-à-dire dans l'une des catégories désignées avec dédain par le prince de Bismarck pour lui avoir prêté gratuitement des intentions belliqueuses et pour avoir répandu des « mensonges politiques ».

« Tous ces faits sont encore présents à votre mémoire, monsieur le Duc, et si des doutes étaient permis sur l'époque précise à laquelle la guerre fondrait sur nous, ils étaient complètement interdits quant au dessein de nous la faire. L'argumentation intéressée du Chancelier ne parviendra pas à ébranler les convictions qui se formèrent en ce temps, et je me souviens encore de l'accent ironique avec lequel l'empereur de Russie me disait : « Imaginez-« vous que c'est à des spéculations de Bourse que le prince « de Bismarck attribue toute la crise (1)! » Parmi les

(1) M. Lefebvre de Béhaine écrit de Munich, le 30 juin, à M. de Gontaut : « Ici j'ai appris que l'empereur de Russie aurait rassuré sa sœur de Wurtemberg sur la durée de la paix, tout en lui disant que le courant belliqueux avait été un instant bien fort à Berlin. »

Mais, d'après le duc Decazes, les inquiétudes du Tsar ne seraient même pas encore calmées. Il écrit, le 27 juin, à M. de Gontaut : « Je crois savoir que l'empereur Alexandre est parti de Ingenheim médiocrement rassuré au fond. Quant au prince Gortchakoff, tout en criant tout haut qu'il répond de la paix, je sais qu'il dit tout bas : à la grâce de Dieu! En Angleterre, vous le voyez, on n'est pas beaucoup plus rassuré... »

Par contre, le prince de Bismarck affirme, dans ses *Pensées et*

membres du corps diplomatique de Berlin, il en est bien peu qui ne sachent aussi bien que moi à quoi s'en tenir à cet égard, et qui ne conviendraient, s'ils avaient l'occasion de s'en exprimer, ainsi que l'a fait en causant avec moi le représentant d'un Etat secondaire de l'Allemagne, que le Chancelier n'a pas atteint le but qu'il paraissait s'être proposé. »

An nombre des personnes qu'il considérait comme les auteurs de son échec, le prince de Bismarck plaçait, à juste titre, en premier rang, l'ambassadeur de France, envers qui il allait généreusement multiplier les témoignages de sa rancune jusqu'au jour où il aurait obtenu du gouvernement français son rappel de Berlin. M. de Gontaut avait tenté vainement de le voir, au mois de juin, avant de partir pour les eaux. Le prince de Bismarck était resté volontairement inabordable. Il n'avait rien répondu à la demande d'entrevue que M. de Gontaut lui avait adressée par l'entremise de M. de Radowitz. L'ambassadeur s'était alors présenté au ministère des affaires étrangères à une heure où il savait que le Chancelier s'y devait trouver, et, comme on lui disait que le prince était absent, il avait laissé sa carte. Trois jours après, le Chancelier envoyait la sienne et quittait Berlin sans que M. de Gontaut entendît autrement parler de lui (1).

Souvenirs, que le Tsar n'avait pas cru à ses intentions belliqueuses. (Voir plus bas, p. 187). D'après une lettre du prince de Reuss, du mois de janvier 1876, le Tsar assure à celui-ci qu'il a cru le prince de Bismarck pacifique, qu'il a pleine confiance en lui, mais que tout le monde ne partage pas cette confiance : c'est la faute de la presse allemande et particulièrement des journaux que l'on considérait au printemps précédent comme les organes du ministère des affaires étrangères; les démentis maladroits de ces journaux n'avaient fait que fortifier l'idée qu'on avait vraiment voulu la guerre. (Voir la lettre dans *** *Bismarck und Russland,* pp. 154-6).

(1) Cependant, le prince de Bismarck, au mois de septembre 1875, affirme au prince de Hohenlohe que M. de Gontaut « n'a jamais demandé à lui parler. Il lui semble que Gontaut n'ose pas venir le

« Je me doutais bien, écrivait celui-ci le 16 juin au duc Decazes, que le Chancelier ne me rechercherait pas. Evidemment il est très peu satisfait de sa défaite et il ne se dissimule pas qu'elle a été motivée en très grande partie par ma conversation avec Radowitz et par la révélation que nous en avons faite. Depuis, cette impression s'est confirmée chez moi par des faits ou des propos qui m'ont été rapportés de divers côtés. Ainsi, j'ai su qu'à Pétersbourg, Reuss s'était exprimé avec vivacité et sur le fond et sur les expressions de ma dépêche qu'il révoquait également en doute. Il en a parlé notamment au duc Georges de Mecklembourg-Strelitz, adversaire très prononcé d'ailleurs de la prépotence allemande, et il lui a dit que certainement Radowitz n'avait pu se servir de l'expression *chrétiennement* à propos de l'opinion qu'il émettait. Je conçois effectivement que les hommes d'Etat allemands soient fort embarrassés d'un pareil argument qui a frappé toute l'Europe comme nous, et je me doute bien qu'ils font tous leurs efforts pour m'en attribuer l'invention. Or, pour qui lira ma dépêche et en observera la suite, c'est là une chose absolument impossible. Comment aurais-je pu faire porter le trait principal de ma réponse sur une expression dont Radowitz ne se serait pas servi?

« Enfin, je sais que Lord Odo Russell a écrit à M. Morier à Munich que maintenant Bismarck m' « avait en horreur ». J'admets à merveille que le Chancelier ait été irrité; mais son irritation tiendra-t-elle devant la réflexion, la raison, le temps? Nous verrons bien au commencement de la prochaine saison. Le prince de Bismarck sait, à n'en pouvoir douter, que nous voulons la paix et que nous ne préparons pas la guerre; nous nous sommes mis vis-à-vis de lui sur la défensive et voilà tout. Je ne voudrais pas répondre aussi qu'il vous portât dans son cœur!

voir, parce qu'il n'a pas la conscience tranquille ». (*Mémoires du prince de Hohenlohe*, t. II, p. 171.)

« La *Gazette de Cologne* assure qu'il a demandé et obtenu un congé illimité. J'ignore, à l'heure où je vous écris, si la nouvelle est parfaitement exacte. Elle ajoute, il est vrai, que l'Empereur se *réserverait de le consulter dans toutes les circonstances importantes.* C'est bien là le danger. Tant qu'il s'occupera d'affaires, à Varzin aussi bien qu'à Berlin, l'Europe ne devra pas être tranquille... »

Six mois plus tard, M. de Gontaut, après une demande de rendez-vous, parvenait enfin à voir le Chancelier. C'était leur première rencontre depuis la dernière crise et l'accueil que trouva l'ambassadeur était de nature à le convaincre que l'irritation du prince de Bismarck résisterait à la réflexion, à la raison et au temps. « Il m'a reçu le 31 décembre, écrivait-il dans une lettre particulière au duc Decazes; le courrier vous apporte le récit de notre entretien. Il est évident que, sans vouloir le provoquer, le prince de Bismarck l'attendait avec une certaine impatience afin de se décharger sur moi de l'irritation que lui ont fait ressentir et le renversement de ses desseins du printemps et l'atteinte portée à sa considération. C'est surtout ce dernier point qui lui est le plus sensible et il y est revenu par deux fois au moins dans notre conversation. C'est une preuve que le coup a touché. Il m'a mis sur la sellette, il prenait tous les moyens de me faire parler, en même temps qu'il se plaisait à me dire des choses piquantes sur nous, sur nos alarmes, sur notre crédulité, les alliés qu'il nous attribuait dans cet incident, etc. Il a été tout près de dépasser les bornes en me parlant de mon excursion en Russie, en soutenant que je me trompais sur l'époque à laquelle je l'ai faite, puis en critiquant les sources *peu sérieuses* auxquelles le gouvernement français avait puisé ses informations.

« J'ai rétabli la réalité des choses, mais j'ai voulu rester calme et patient. J'y ai eu quelque mérite, mon cher ami! Vous le verrez en lisant ma dépêche. J'ai voulu éviter avec lui le dialogue et même la discussion. J'ai peu parlé, j'ai

repoussé les attaques seulement lorsque cela me paraissait nécessaire; je suis resté la plupart du temps hors du cercle d'idées dans lequel il désirait me faire entrer, et je crois qu'il a été fort contrarié d'une attitude aussi réservée.

« J'aurais pu lui faire des réponses à peu près décisives, du moins pour un adversaire calme et de bonne foi : ainsi lorsqu'il s'est plaint de l'importance que nous attachions aux articles des journaux allemands, lorsque même il l'a raillée, je pouvais lui dire que, lui invisible, Bülow muet, le Parlement silencieux sur tous les objets de politique extérieure, il ne restait qu'une seule source d'informations aux amis comme aux ennemis, la presse. Je me suis contenté de lui rappeler l'article de la *Norddeutsche Zeitung* venant après celui de la *Post*, à quoi il n'a rien répondu, et je n'en ai pas dit davantage sur ce point.

« Je ne m'attendais guère à la tournure que prendrait tout de suite notre entretien. Quand je l'ai vue, j'ai pris la résolution de parler le moins possible et de ne pas faire son jeu. Je sentais que, si j'entrais en discussion, je me contiendrais peut-être avec difficulté et que je serais entraîné probablement plus loin que je ne voulais aller, et que j'avais affaire à un puissant adversaire. J'ai compris aussi, plus fortement peut-être que je ne l'avais compris jusqu'ici, l'étendue de ma responsabilité et la nécessité — dussé-je en souffrir personnellement — de ne pas compromettre les intérêts de mon pays, ceux du gouvernement. Voilà, mon cher ami, ce qui m'a permis de supporter avec patience cet entretien pénible et presque blessant ! Il ne fallait rien moins que de pareilles considérations pour m'y résigner !

« Au reste, il ne faut pas que mes impressions influencent trop les vôtres. Si vous jugez que j'aurais dû repousser avec plus de hauteur ses insinuations et sortir davantage de la réserve que je m'étais imposée, dites-le-moi simplement. Je crois, quant à moi, que nous ne sommes pas assez forts pour reprendre et soutenir un pareil rôle ; mais si vous

ne pensez pas tout à fait ainsi, donnez-moi votre avis... »

On jugera par le rapport suivant, adressé au ministre, du mérite que M. de Gontaut put avoir à rester calme et patient :

« J'ai eu l'honneur de vous envoyer par le télégraphe, le 31 décembre au soir, le résumé de la conversation que je venais d'avoir avec le prince de Bismarck dans l'entrevue que j'avais sollicitée de lui. Je viens aujourd'hui vous donner le compte rendu détaillé de cet entretien qui est resté courtois dans la forme (1), mais dont le caractère me paraît un peu inusité dans les relations ordinaires de la diplomatie. Je connais assez le Chancelier, il est vrai, pour n'avoir pas été très étonné de la vivacité de ses impressions et de l'inanité de ses efforts pour les contenir. On ne change pas la nature des hommes. La seule chose que je pusse exiger de lui, c'était de la courtoisie et il en a montré. Quant à moi, il y avait un devoir qui m'était tracé impérieusement, quelque pénible qu'il me fût : c'était de m'observer constamment et de rester maître de mon langage. J'espère y être parvenu.

« Mes premières paroles, en entrant chez le Chancelier, furent pour l'assurer de la part que j'avais prise à la mort récente du comte Eulenbourg, fiancé à sa fille, et au chagrin qu'il en ressentait. Après l'échange de quelques phrases sur ce sujet, je lui exprimai des regrets d'une autre nature, ceux de ne l'avoir pas vu depuis longtemps, par suite de deux absences assez prolongées que j'avais dû faire cette année, la première à cause d'un deuil de famille, la seconde pour assister aux débats de notre Assemblée. Enfin, je lui dis que ce n'était pas sans satisfaction qu'à la fin de l'année, je constatais un apaisement graduel dans les rapports de nos deux pays entre eux, que le langage de la presse alle-

(1) La lettre précédente montre que M. de Gontaut ne donne ici qu'une impression officielle et par conséquent atténuée. Le Chancelier avait été tout près « de dépasser les bornes ».

mande et française devenait moins amer, que les rancunes et les méfiances paraissaient s'affaiblir, en un mot, que je voyais s'opérer une détente propre à rendre nos relations de plus en plus pacifiques. Je m'en réjouissais d'autant plus, ajoutai-je, que je me suis toujours efforcé d'atteindre un but pareil. Je me l'étais proposé en venant à Berlin; je n'ai jamais cessé de le poursuivre et je serais bien heureux d'avoir été pour quelque chose dans ce résultat, qui me paraît à l'avantage des uns comme des autres.

« Je suis bien aise que cela vous produise cet effet, ré-« pondit le Chancelier; et pourtant, ajouta-t-il lentement « et d'un ton très sérieux, il y a peu de mois qu'en France « on a cru à la guerre. On était convaincu que nous allions « attaquer. En vérité, je me demande qui a pu donner lieu « à des bruits aussi faux. Pouvez-vous me renseigner à cet « égard? Il y a, je le sais, une ligue de spéculateurs de « Bourse ramassés un peu partout, particulièrement en Al-« lemagne, qui, de temps en temps, propagent des nou-« velles de ce genre. En ce moment, ils prétendent que la « Russie agglomère des troupes sur ses frontières. Il y a « encore les Polonais et les cléricaux qui recueillent les « bruits, les propagent, les enveniment; mais cela ne suffit « pas pour y faire croire. Il y a de plus, il est vrai, des cor-« respondances de femmes haut placées (et il appuya sur « ce mot en me regardant attentivement). Aussi la pauvre « reine Victoria a-t-elle écrit ici une lettre lamentable sur « les périls et les conséquences de la guerre. Il faut bien « qu'il y ait eu des rapports de diplomates qui auront pris « au sérieux tout ce tapage; car des articles de journaux « ne signifient rien. C'est mon ami le prince Orloff qui le « premier a transmis à Pétersbourg toutes ces alarmes. « Mais où les a-t-il recueillies lui-même, si ce n'est à Paris?

« — Pourquoi n'auraient-elles pu lui être transmises de « Pétersbourg, dis-je?

« — Non, reprit le Chancelier, je suis sûr qu'en Russie on

« ne se doutait de rien avant les lettres d'Orloff. De Paris on « les a communiquées ensuite à Londres et à Vienne. Mais « à Vienne on a refusé d'y ajouter foi. Ainsi, j'ai été repré- « senté partout comme soufflant la guerre, comme toujours « prêt à en déchaîner le fléau sur toute l'Europe. J'ai beau « protester de mes intentions pacifiques, on ne me croit pas. « Aussi est-il fort inutile maintenant que je continue à en « donner l'assurance. Mais c'est très fâcheux pour moi. Ces « bruits ont porté une atteinte profonde aux affaires et on « s'en souviendra longtemps en Allemagne. »

« Après une pause, il me regarda et me dit : « Vous avez « été en Russie, l'année dernière, et vous auriez dit, m'a- « t-on rapporté, que vous croyiez que nous voulions vous « faire la guerre? »

« Bien qu'un peu étonné d'une interpellation aussi directe, je répondis sans hésiter : « C'est une erreur; je n'ai pas été « en Russie l'an dernier. J'ai fait ce voyage il y aura tout à « l'heure deux ans. — Vos souvenirs vous servent mal. — « Pas le moins du monde, répliquai-je. Il y aura bientôt « un an, à pareille époque, j'ai été rappelé brusquement en « France par la mort de mon gendre et j'y suis resté six « semaines. C'est l'hiver précédent que j'étais à Pétersbourg, « il y a deux ans, à peu près. »

« Il n'y avait rien à répliquer; il n'insista plus. Quelques minutes après, comme je ne voulais pas avoir l'air d'éviter absolument de répondre, même à des questions indiscrètes, je revins, très sobrement, il est vrai, sur le voyage de Russie.

« Sans pouvoir me rappeler les expressions dont je me « suis servi, dis-je, il est très possible que j'aie exprimé en « Russie, il y a deux ans, la crainte de la guerre. C'était fort « naturel, avec le souvenir si récent de nos luttes et en pré- « sence du langage de vos journaux. »

« Le prince de Bismarck ne répondit rien; mais il continua à développer le thème qu'il semblait s'être proposé, c'est-à-

dire, l'examen des causes de la panique du printemps, en serrant de plus en plus le sujet. Sauf les paroles rapportées plus haut, je n'avais guère interrompu le prince de Bismarck autrement que par un mot ou un signe de tête. Je ne voulais pas répondre à ses questions, n'entendant pas laisser s'établir entre nous un dialogue qui, sur le ton où l'avait pris le Chancelier, aurait promptement dégénéré en une sorte d'interrogatoire. Ce pouvait être son dessein; en aucun cas je ne pouvais l'admettre. Il fixait souvent ses yeux sur les miens; mais il ne les fit pas baisser.

« Je lui répondis le plus possible par des généralités. Ainsi, lorsqu'il passait en revue toutes les sources si peu sérieuses auxquelles on avait puisé des informations, je lui observai que ce n'était pas tel ou tel fait, telle ou telle induction, qui pouvaient séparément donner à croire que des adversaires s'apprêtaient à vous faire la guerre, mais bien un ensemble de symptômes équivalant à une preuve décisive, symptômes qui pouvaient avoir, à certaines époques et à un point de vue relatif, une grande valeur; que, si nous parlions de la France, par exemple, la presse allemande s'évertuait sur tous les tons et depuis si longtemps à crier que nous préparions la revanche, elle avait tellement réussi à saturer l'opinion publique en Allemagne de nos projets belliqueux qu'en France on avait fini par se dire généralement : « Mais l'Allemagne veut donc nous faire la guerre? » et, en pareil cas, qu'y a-t-il d'étonnant qu'un pays, se sentant faible après de grands désastres, soit plus crédule et moins difficile que dans un temps normal sur la solidité des preuves d'une hostilité sérieuse contre lui?

« Le public peut, en effet, se laisser impressionner par des « articles de journaux, répondit le Chancelier, comme aussi « par des bruits de Bourse, mais des cabinets, non. — Je « vous demande pardon, repris-je; il y a telle situation faite « à un pays qui rend très naturel que son gouvernement « soit, sinon déterminé absolument dans ses résolutions, du

« moins très impressionné par ces symptômes que vous « regardez comme indignes de son attention. Ainsi, qu'est-ce « qui a alarmé le cabinet de Versailles au printemps? C'est « un article de la *Post*. — Cela n'avait aucune importance, « repartit le Chancelier. — C'est possible, repris-je; mais ce « qui en avait ou devait sembler en avoir, c'est l'article de « la *Norddeutsche Zeitung* qui parut peu après. Ce journal a « une portée tout autre que la *Post*. Il réfutait les allégations de celle-ci en ce qui concernait l'Autriche et l'Italie, « mais point en ce qui regardait la France. Voilà ce qui « devait donner des inquiétudes. »

« Le Chancelier ne pouvait guère répondre directement à cet argument; mais il assura qu'il avait rompu tous rapports avec la presse, quelle qu'elle fût, qu'il s'en trouvait fort bien, et, par conséquent, qu'on ne pouvait plus, comme on l'avait si souvent et si injustement fait, lui attribuer la responsabilité des divagations de la presse.

« Tout dernièrement, ajouta-t-il, n'avez-vous pas lu dans « les feuilles allemandes toutes sortes de conseils adressés à « l'Autriche pour annexer l'Herzégovine au moins? Andrassy « s'en est inquiété et m'a fait demander ce qu'il en fallait « conclure. C'étaient MM. les professeurs de Berlin qui « avaient préparé ces belles élucubrations. Ce sont eux « aussi qui parlent du rôle naturel de l'Autriche sur le bas « Danube, etc. »

« Un peu auparavant, il s'était déjà fort moqué des projets que la presse lui prêtait d'envahir les provinces baltiques. Quand il parla des inquiétudes du comte Andrassy : « Vous voyez, lui dis-je, que nous ne sommes pas les « seuls à nous émouvoir des articles de journaux. — Oh! « c'est bien différent, répondit le Chancelier. Les alarmes « d'Andrassy ne pouvaient avoir de conséquence. — Sans « doute, repris-je, car vous êtes les alliés et les amis de « l'Autriche et, dans ces conditions, quelques mots d'explication suffisent pour tout calmer. Mais nous ne sommes

« pas avec vous dans ces mêmes relations, et cela explique « qu'en pareille circonstance nous soyons inquiets et émus. »

« Quoi qu'il en soit, le Chancelier persistait à marquer son étonnement d'avoir vu la France attacher, sans fondement aucun, aux articles des journaux allemands et à d'autres symptômes aussi peu concluants, une importance telle qu'elle s'était figuré que l'Allemagne préparait la guerre contre elle.

« Les Polonais et les cléricaux, répéta-t-il de nouveau « avec une certaine complaisance, ont une officine de nou-« velles effrayantes. Comment un gouvernement sérieux « peut-il puiser à de pareilles sources? — Ce n'est nulle-« ment à ces sources, en effet, que le gouvernement français « forme ses convictions, repartis-je froidement. »

« Tourner en ridicule la crédulité de la France ne suffisait pas au Chancelier; il sentait encore le besoin de se justifier des accusations portées contre son insatiable ambition, et il revint à la charge sur ce point : « L'an passé, vous avez « augmenté le nombre de vos bataillons. J'ai dit alors que « cette organisation était un peu inquiétante pour l'avenir, « je n'ai pas dit autre chose. Ai-je besoin de protester de « mon éloignement pour la guerre? Après 1866, on me disait « que la France était décidée à la faire à l'Allemagne, « qu'elle était pour le moment fort occupée au Mexique, « que l'occasion de l'attaquer était propice. Toutes ces « raisons m'ont trouvé inébranlable et je n'ai pas voulu « troubler la paix. Ce printemps, quand le prince Gortchakoff « m'a dit qu'on me prêtait le dessein de faire la guerre à la « France et sans désemparer, afin de ne pas lui laisser le « temps de se relever et de se préparer, je lui ai répondu « qu'autant valait me supposer l'intention de faire dès « aujourd'hui infliger une nouvelle peine à Kullmann, « sans attendre l'expiration de ses quinze ans de travaux « forcés, parce qu'à cette époque il pourrait bien renouveler « sa tentative d'assassinat sur moi. »

« L'entretien avait duré près de trois quarts d'heure. Le jugeant assez prolongé, je me levai en lui disant : « Si nous « nous sommes trompés sur la valeur des symptômes de « guerre, si nous en avons exagéré l'importance et si nous « l'avons exprimée tout haut, cela prouve du moins que, bien « loin de préparer la revanche, nous redoutions la guerre et « que nous n'en voulions pas. Vos paroles me prouvent que « vous ne la vouliez pas non plus, tant mieux! Voilà l'es- « sentiel. »

« En me reconduisant jusqu'à sa porte, il répéta encore, mais d'un ton moins sérieux, en faisant allusion à la sincérité méconnue de ses intentions pacifiques : « La vertu est « vraiment inutile, bien inutile. — Eh quoi! ai-je répondu « sur le même ton, n'est-elle pas utile au point de vue de la « conscience? C'est un adage très banal que la vertu n'est « pas récompensée en ce monde. La conscience en est-elle « moins satisfaite lorsqu'on pratique la vertu? »

« Il ne répondit pas, mais, je dois l'avouer, il n'avait pas l'air très convaincu de la justesse de mes maximes. Je lui répétai que, dans tous les cas, nous n'avions pas eu de guerre au printemps, que j'en étais fort heureux et que j'espérais bien que nous continuerions à l'éviter. « Je l'espère », me répondit-il, et je le quittai.

« J'ai rapporté notre conversation aussi exactement que je l'ai pu. Le prince de Bismarck sait aussi bien que moi, mieux que moi, à quoi s'en tenir sur les alarmes de ce printemps ; il en connaît parfaitement les causes ; il est complètement éclairé sur la part de chacun dans les phases de cet incident. Que cherchait-il donc dans cet entretien? Aucune lumière nouvelle pour lui, assurément, mais probablement sa propre justification, dont il espérait me convaincre et, par là même, m'obliger à reconnaître que des préventions m'avaient aveuglé et que le gouvernement français avait mis l'Europe en émoi avec autant de légèreté que j'en avais mis moi-même à l'ins-

truire. Il en a pris occasion d'affirmer ses vues pacifiques à l'égard de la Russie, de l'Autriche, comme de la France. Il espérait donc, je suppose, établir sans objection possible que tous ces bruits de guerre avaient été répandus pour lui nuire dans l'opinion du monde « civilisé », que le complot avait été tramé par des spéculateurs de Bourse, par les Polonais, par les cléricaux, par des femmes *haut placées*, enfin que j'avais été l'instigateur ou l'instrument aveugle de ces manœuvres, et qu'il devait s'en prendre à Votre Excellence et à moi d'avoir jeté l'alarme en Europe et d'avoir nui si profondément à sa réputation. Tel du moins semblait être son dessein, si je ne me trompe.

« Son orgueil blessé a ressenti, il est vrai, une satisfaction, celle d'exhaler ses plaintes, ses griefs, avec l'espérance de m'en accabler. Mais il n'en a pu obtenir une autre qu'il semblait chercher, la satisfaction de m'entendre confesser ma crédulité et m'entraîner à des aveux compromettants pour mon gouvernement et pour ma personne. Rien ne pouvait, dans ce qui s'est passé au printemps, m'autoriser à donner au Chancelier une pareille satisfaction. L'Europe, qu'il invoque, n'ignore pas de quel côté sont venues les menaces et les provocations, par qui devait commencer l'attaque un peu plus tôt ou un peu plus tard sans son intervention; de quel autre côté se trouvaient la modération dans la conduite, la réserve dans l'attitude et l'intérêt indiscutable à la paix. Nous n'avons pas hésité à faire appel à son jugement; nous n'en redouterons pas aujourd'hui la revision. La France persiste à vouloir énergiquement la paix; elle n'a pas varié dans cette résolution. Je suis bien aise d'avoir eu l'occasion d'en renouveler l'assurance au prince de Bismarck lui-même. »

On a vu avec quelle insistance le Chancelier accusait M. de Gontaut d'être allé en Russie, au printemps précédent, pour y travailler contre lui. Malgré les dénégations formelles et prouvées de l'ambassadeur, il revint plus tard,

dans ses *Pensées et Souvenirs*, sur cette affirmation. Ce ne pouvait être, après l'entretien qui précède, qu'oubli ou mauvaise foi.

« L'activité de Gontaut, dit-il, au service de la France n'était pas limitée à Berlin. En 1875, il se rendit à Saint-Pétersbourg, afin d'y préparer, de concert avec le prince Gortchakoff, le coup de théâtre qui, peu de temps avant la visite de l'empereur Alexandre à Berlin, devait faire croire au monde que ce dernier seul avait préservé d'une attaque de l'Allemagne la France sans défense, en nous saisissant le bras avec un énergique *Quos ego*, et qu'à cet effet il accompagnait lui-même l'Empereur à Berlin.

« Je ne sais de qui émane cette idée. Si elle vient de Gontaut, elle a dû trouver en Gortchakoff un terrain favorable, préparé à point par son caractère vaniteux, envieux, et par la résistance qu'il m'avait fallu opposer à ses idées de suprématie universelle...

« Gontaut lui avait préparé à Berlin le rôle d'ange de la paix, particulièrement propre à satisfaire l'amour-propre de Gortchakoff, par l'idée de l'impression qu'il produirait à Paris, et à laquelle il tenait avant tout. On peut admettre que ses entretiens avec le comte de Moltke et avec Radowitz, cités plus tard comme preuves de nos intentions belliqueuses, furent amenés habilement, afin de présenter à l'Europe l'image d'une France menacée par nous et protégée par la Russie. Arrivé à Berlin, le 10 mai 1875, Gortchakoff envoya en communication un télégramme circulaire qui commençait par ces mots : « Maintenant (c'est-à-dire sous la pression de la Russie) la paix est assurée », comme si elle ne l'eût pas été auparavant. Un des monarques non-allemands à qui la dépêche avait été transmise, m'en a montré le texte occasionnellement.

« Je fis de vifs reproches au prince Gortchakoff et je lui dis que ce n'était pas un procédé de bonne amitié que de sauter à l'improviste et par derrière sur un ami confiant et

qui ne se doute de rien, et de donner à ses dépens une représentation de cirque, et que de pareils faits, quand ils se produisent entre deux premiers ministres, ne pouvaient que nuire aux deux monarchies et aux deux Etats. J'ajoutai que, s'il tenait à recueillir des éloges à Paris, il n'était pas nécessaire de troubler pour cela nos relations avec la Russie, que j'étais même prêt à lui venir en aide et à faire frapper à Berlin des pièces de cinq francs avec cet exergue : « Gortchakoff protège la France », qu'en outre nous pourrions organiser à l'ambassade d'Allemagne un théâtre, où, avec la même devise, il pourrait paraître devant la société française comme ange gardien en robe blanche et avec des ailes, au milieu d'un beau feu de bengale.

« Mes amères invectives lui firent quelque peu baisser le ton. Il contesta les faits qui pour moi avaient force probante et ne montra pas la même assurance ni la même éloquence que d'habitude; j'en conclus qu'il ne savait pas si l'Empereur, son maître, approuverait sa conduite. La preuve fut complète lorsque, avec la même franchise, je me plaignis à l'empereur Alexandre de la conduite peu honnête de Gortchakoff. L'Empereur admit volontiers la réalité des faits et se contenta de me prier, en riant et en fumant, de ne pas prendre trop au sérieux cette « vanité sénile ». Néanmoins, cette désapprobation n'a jamais été exprimée d'une manière suffisamment authentique pour faire disparaître une fois pour toutes la légende qu'en 1875 nous aurions eu l'intention d'attaquer la France.

« A ce moment, de même que plus tard, cette intention m'était tellement étrangère que je me serais plutôt retiré que de prêter la main à une guerre commencée sous n'importe quel prétexte, dans le but unique d'empêcher la France de reprendre haleine et de recouvrer ses forces. Selon moi, une telle guerre n'aurait pu amener en Europe aucune situation durable; mais, par une entente de la Russie, de l'Autriche et de l'Angleterre sur la base de la

méfiance et peut-être d'une action commune contre le nouvel empire, si peu consolidé encore, elle aurait créé à l'Allemagne une destinée analogue à celle qui, par une politique continuelle de guerre et de prestige, conduisit à leur ruine le premier et le deuxième empire français. L'Europe n'aurait vu dans notre conduite qu'un abus de notre nouvelle force, et tout le monde, y compris les partis les moins modérés de l'empire, aurait constamment levé la main ou pris l'épée contre l'Allemagne (1). »

Ainsi le prince de Bismarck, à l'entendre, n'avait jamais cessé d'être pacifique; il n'avait été, dans toute cette af-

(1) Prince de Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, traduction par E. Jaeglé, t. II, pp. 204-208. On lit encore dans ce même ouvrage (t. II, pp.272-274) : « A l'époque de la question du Luxembourg (1867), j'ai été par principe un adversaire décidé des guerres faites en quelque sorte par anticipation, c'est-à-dire des guerres offensives, entreprises uniquement parce que l'on prévoit que plus tard on aura à combattre un ennemi mieux préparé. L'opinion de nos autorités militaires s'accordait à dire qu'en 1875, notre victoire dans une guerre avec la France eût été probable; mais ce qui l'était moins, c'est que les autres puissances fussent restées neutres. Déjà, dans les derniers mois avant les négociations de Versailles, le danger d'une immixtion de l'Europe m'inquiétait journellement; à plus forte raison, le caractère, en apparence odieux, d'une attaque que nous n'aurions faite que pour ne pas permettre à la France de reprendre haleine, aurait fourni à l'Angleterre une occasion excellente pour débiter des phrases humanitaires, et à la Russie une bonne raison d'abandonner la politique d'amitié personnelle des trois empereurs, pour ne plus envisager que le seul intérêt de la froide politique russe (en 1814 et 1815 elle avait donné du reste sa mesure, quand il s'agit de fixer les frontières du territoire français). On s'explique aisément qu'il y ait pour la Russie une limite, au delà de laquelle on ne permettra pas qu'on diminue l'influence de la France. Cette limite, à ce que je crois, fut atteinte par le traité de Francfort, et peut-être, en 1870 et 1871, ne s'était-on pas encore aussi bien rendu compte de ce fait que cinq ans plus tard. J'ai de la peine à croire que, pendant la durée de notre guerre, le cabinet russe ait prévu clairement qu'il aurait comme voisine une Allemagne si forte et si raffermie. En 1875, j'étais déjà convaincu que sur les bords de la Néva on se demandait, non sans quelque doute, si l'on avait bien eu raison de ne pas intervenir et de laisser les choses aller si loin... »

faire, que la victime inoffensive des machinations du « diplomate habile » qu'était, selon ses propres expressions, M. de Gontaut. Que cette habileté de notre ambassadeur ait été employée à former d'aussi ténébreux complots, c'est de quoi les documents laissés par lui et même ses notes intimes n'ont pas conservé la moindre trace. Au surplus, les affirmations du Chancelier s'appuient, en partie du moins, sur une erreur que M. de Gontaut lui avait démontrée et qu'il n'en a pas moins reproduite dans ses *Pensées et Souvenirs* (1). Nous voulons parler du prétendu voyage à Saint-Pétersbourg, au printemps de 1875. Cette grave inexactitude ne laisse pas de jeter la suspicion sur l'ensemble du tableau tracé par le prince de Bismarck. Mais on a bien d'autres raisons de révoquer en doute sa parfaite innocence.

On a vu par tout ce qui précède que les alarmes répandues en Europe ne sauraient s'expliquer uniquement par des intrigues, si habiles qu'on les suppose. L'émotion produite n'a pu être entièrement artificielle. Il est inadmissible que les chancelleries de l'Europe se soient mises en branle sans la moindre raison sérieuse, et simplement sous l'impulsion de quelques diplomates unis à des personnages de salon et à des spéculateurs de la Bourse. Il s'était tramé quelque chose. Le prince de Bismarck avait une arrière-pensée, qu'on redoutait sans la bien connaître. Comme le disaient sous une forme moins familière les *Annales prussiennes* précédemment citées, on avait l'impression très nette qu'il avait manqué son coup. Quel était ce dessein mystérieux si bruyamment avorté ?

Une première explication nous est offerte par un diplomate ami du prince de Bismarck et par ce dernier lui-même. « A ne vous rien cacher, disait au mois d'avril le comte

(1) On la retrouve également dans sa conversation avec le docteur Blum (Penzler, *op. cit.*, t. IV, p. 199).

Karolyi à notre ambassadeur, l'Allemagne ne veut pas vous faire la guerre, elle n'a aucune raison pour la désirer, ses nouvelles frontières lui conviennent, lui suffisent, et aucun homme de bon sens ne peut soutenir qu'elle tirerait de la guerre quelque avantage. Mais elle ne veut pas non plus que la France l'attaque, et, par l'incident qui vient de se terminer, elle a entendu lui dire ceci : « Sachez deux choses : la première, c'est que si vous nous « menacez de nous faire la guerre, vous nous trouverez « prêts; la seconde, c'est que, si nous acquérions la cer-« titude que tel soit votre désir, nous prendrions, non « pas le moment qui vous arrangerait le mieux, mais « celui qui nous conviendra. » Or, l'Allemagne veut que vous ne perdiez pas de vue ces deux points, et voilà pourquoi elle-même a provoqué plusieurs fois déjà des incidents pareils à celui-ci; mais ses intentions ne vont pas au delà. »

Un simple avertissement à la France pour empêcher qu'une confiance aveugle ne l'entraîne à une attaque, c'est également tout ce que le prince de Bismarck consent à avouer de ses intentions. « On peut bien dire, écrit-il à l'Empereur au sujet du langage tenu à Londres par le comte Münster, que ce n'est pas une garantie de paix que de laisser à la France la certitude qu'elle ne sera jamais attaquée, quelles que soient les circonstances et quoi qu'elle fasse... Il n'est pas utile de donner à l'adversaire l'assurance que, de toute façon, on attendra qu'il nous attaque. » C'est la thèse qu'on retrouve dans un article de la *Gazette de Brunswick* reproduit par les *Nouvelles de Hambourg*, du 13 novembre 1892. On sait que cette dernière feuille fut, après sa chute, l'organe quasi-officiel du Chancelier. Celui-ci partageait, au printemps de 1875, les inquiétudes du parti militaire; mais « il lui suffisait de montrer au gouvernement français, par l'entremise de la presse officieuse, que le gouvernement allemand était « toujours

en vedette » (1) et complètement préparé à repousser une attaque éventuelle de la France ».

C'est une explication insuffisante si l'on songe à l'importance de la crise. Il devait y avoir davantage dans les desseins du Chancelier. Rappelons-nous, en effet, tout ce qui s'est produit pour justifier l'inquiétude universelle : la violente campagne de presse dirigée contre la France, les propos graves des chefs du parti militaire, ceux de M. de Radowitz, les observations des représentants de l'Allemagne auprès des puissances étrangères, et, enfin, la visite du prince de Hohenlohe, le 5 mai, au duc Decazes.

Parmi ces faits, toutefois, il convient de distinguer. Les propos des militaires ne nous renseignent pas sur les projets du prince de Bismarck. On n'ignore pas, en effet, les fréquents désaccords qui survinrent entre ceux-ci et le Chancelier, non seulement pendant les négociations des préliminaires de Versailles, mais depuis la conclusion du traité de Francfort. C'est contre eux que le prince de Bismarck a obtenu de l'empereur Guillaume la libération anticipée du territoire français (2). On n'est donc pas autorisé à chercher dans le langage du maréchal de Moltke ou de ses adeptes l'expression authentique des pensées et des desseins du Chancelier.

Même observation pour les propos comminatoires de la presse officieuse. Même si le prince de Bismarck en est l'inspirateur, — ce qui n'est guère contestable — il ne s'ensuit pas qu'ils reproduisent fidèlement ses véritables et secrètes intentions. La campagne de presse n'est peut-être qu'une manœuvre, et ce que le Chancelier fait dire tout haut, avec

(1) En français dans le texte.

(2) Cf. Vicomte de Gontaut-Biron, *Mon Ambassade en Allemagne*. M. de Gontaut insiste à plusieurs reprises, et en des circonstances différentes, sur les luttes d'influence à la cour entre Bismarck et le parti militaire.

des gestes farouches, n'est pas nécessairement ce qu'il pense tout bas.

Quant aux propos de M. de Radowitz, ils ne visent pas le présent, puisque ce diplomate a lui-même déclaré clos l'incident du quatrième bataillon. C'est vers l'avenir qu'ils tournent les préoccupations de notre ambassadeur. « On peut, écrit-il, être rassuré pour le présent. »

Restent les actes mêmes du Chancelier, c'est-à-dire les représentations faites à la France et aux autres puissances sur la nature inquiétante de nos armements. S'il signale ceux-ci comme un danger pour la paix, non seulement au duc Decazes, mais encore à toutes les cours de l'Europe, c'est vraisemblablement qu'il s'en préoccupe et qu'il les voudrait arrêter. On ne s'expliquerait pas très bien, sans cela, pourquoi ses agents entretiennent les chancelleries de leurs plaintes et de leurs alarmes.

D'autres indices donnent également à croire que ses préoccupations, volontairement grossies peut-être, sont néanmoins réelles et en partie sincères. Rappelons le propos tenu par lui au baron de Nothomb et répété à M. de Gontaut. Notons encore un aveu du comte Karolyi dont on sait les relations amicales avec le prince de Bismarck. « Oui, dit-il à M. de Gontaut, Bismarck vous reproche la création du quatrième bataillon et il y voit un danger, mais pour l'avenir seulement. » Retenons enfin que, depuis la dernière guerre, il semble sérieusement convaincu que la France considère le traité de Francfort comme une simple trêve et prépare une revanche. Les Mémoires de M. de Gontaut en témoignent. Ce n'est pas la première fois qu'il cherche à prévenir, par l'intimidation, le relèvement de nos forces (1). Il ne cherche pas de nouvelles conquêtes

(1) Si l'on s'en rapporte à une curieuse révélation publiée dans le *Daily Telegraph* du 31 août 1898, il y aurait un précédent bien significatif, dans lequel on retrouve les mêmes préoccupations et la même tactique qu'en 1875. L'auteur de l'article, M. Beatty-Kington,

au delà du Rhin; il ne demande qu'à jouir en paix des anciennes; mais la perspective d'une France qui reprend ses forces et attend l'heure des représailles trouble sa quiétude. Il redoute des alliances et notamment un rapprochement avec la Russie. « L'idée des coalitions, et de celle-là surtout, m'occasionnait de mauvais rêves », écrit-il lui-même dans ses *Pensées et Souvenirs*. C'est pour détourner de la frontière des Vosges l'attention de la France qu'on le verra un peu plus tard favoriser son expansion coloniale.

Ainsi les démarches faites par lui, pendant la dernière crise, près des cours étrangères et à Paris même, le langage

ne s'estimant plus tenu, après la mort du prince de Bismarck, au secret qu'il lui avait promis, raconte les faits suivants :

C'est au printemps de 1872. On discute à Versailles la question du service obligatoire. L'Assemblée nationale le désire; M. Thiers s'y oppose. Mais les protestations et l'attitude du Président ne semblent pas suffisamment rassurantes au prince de Bismarck. Dans une soirée, au mois d'avril, il prend à l'écart M. Beatty-Kington, qui est alors correspondant à Vienne du *Daily Telegraph*, et lui tient en substance ce langage : Il ne veut pas donner aux Français le temps de se rendre dangereux; il prendra les devants et ne leur laissera aucune chance; ce n'est peut-être pas très chevaleresque; mais envers des « bêtes féroces » les procédés chevaleresques ne sont pas de mise. Le comte d'Arnim va quitter Berlin, porteur d'un ultimatum; il exigera l'engagement de renoncer au service obligatoire; sinon, la France est envahie, condamnée à une indemnité formidable, à une nouvelle cession de territoire, réduite au rang d'une puissance de troisième ordre... M. Beatty-Kington est invité à communiquer ces nouvelles à son journal; il rendra service à la France en l'avertissant. Un article paraît dans le *Daily Telegraph* du 18 avril et suscite une grosse émotion; il est presque aussitôt démenti par une communication du gouvernement allemand insérée dans les journaux. — Sans prétendre mettre en doute la véracité de ce récit, notons pourtant que, sur un point, il renferme des inexactitudes. On ne trouve, en effet, ni dans la correspondance de M. Thiers à cette date, ni dans les Mémoires de M. de Gontaut, aucune trace de l'émotion qu'aurait produite, selon l'auteur du récit, l'article du *Daily Telegraph* chez le Président, ni surtout de l'engagement formel de renoncer au service obligatoire que celui-ci aurait adressé immédiatement au Chancelier sous l'empire de cette émotion. Les lettres de M. Thiers ne font aucune allusion à l'article.

qu'il tient alors et enfin ce que nous savons des soucis que lui causent nos pensées de revanche, tout concourt à faire supposer qu'au printemps de 1875, il voudrait, avec l'aide de l'Europe, obtenir une limitation de nos armements (1).

Quant au projet de nous faire la guerre, aucun des documents que nous avons précédemment reproduits ne permet de l'établir et le duc Decazes lui-même hésite à y croire. Il écrit, en effet, à M. de Gontaut, dans sa lettre du 8 mai, c'est-à-dire après la visite du prince de Hohenlohe : « Au milieu de toutes ces nouvelles qui se complètent, en tant que toutes révèlent la gravité de la situation, mais qui se contredisent lorsqu'il s'agit de pénétrer la portée et la nature du danger aussi bien que nos chances d'y échapper, je ne sais rien conclure et rien préciser. Cependant, je me dis volontiers, comme Lord Derby, que le prince de Bismarck veut peut-être plus nous faire croire qu'il veut la guerre qu'il ne la veut en effet et en réalité. Il veut donc aussi nous faire payer la paix, au prix d'un désarmement sans doute ou de quelque chose de semblable (2). »

(1) C'est l'hypothèse du duc Decazes. Dans son remarquable récit de l'alerte de 1875, au tome III de son *Histoire de la France contemporaine*, M. Hanotaux considère cette hypothèse comme plausible, mais ajoute qu'elle ne se justifie pas complètement par l'exposé des faits ; « en réalité, aucune démarche dans ce sens n'a été tentée auprès de qui que ce soit ». Cela est vrai ; mais il semble bien qu'on voit venir cette démarche et que le Chancelier, avant de la risquer, étudie le terrain. Notons que dans l'exposé des faits, tel que le donne M. Hanotaux, ne figurent pas les observations présentées aux puissances étrangères par les agents du prince de Bismarck sur nos armements. Elles forment cependant un élément d'appréciation important lorsqu'on essaie de pénétrer les desseins du Chancelier.

(2) On ne trouve pas la moindre trace de projets belliqueux dans les Mémoires du prince de Hohenlohe. Il faut admettre, s'ils ont existé, que l'ambassadeur d'Allemagne à Paris n'a pas été mis par le Chancelier au courant de ses intentions. S'il les avait connues, il est probable qu'il en eût parlé dans son journal intime, ne fût-ce que par allusion. Mais il y a plus : le Chancelier, dans ses conversations avec le prince de Hohenlohe, revient, à plusieurs reprises et avec insistance, sur ce sujet qui le hante; c'est toujours pour se plaindre des

Mais, dira-t-on, il est clair qu'en dehors d'une déclaration de guerre ou d'un ultimatum, la preuve matérielle des intentions du Chancelier ne saurait exister. Prétendre qu'il voulait la guerre, ce n'est donc pas affirmer qu'on l'a pris, pour ainsi dire, en flagrant délit, mais que, logiquement et inévitablement, la situation qu'il avait créée et cette demande de désarmement qu'il se préparait à produire aboutissaient à la guerre.

Cette conclusion ne s'impose nullement, si l'on songe à toutes les précautions dont le prince de Bismarck a accompagné ses démarches à Paris et près des cours étrangères. Il ne suffit pas, en effet, d'en constater l'existence; il faut encore voir sous quelle forme prudente elles ont été faites.

Nous connaissons d'une façon très exacte, par le compte rendu qu'en a rédigé le duc Decazes, ce qui s'est dit entre lui et le prince de Hohenlohe, le 5 mai. Le document a d'autant plus d'importance qu'il permet de réduire à sa juste valeur une entrevue dont on a fort exagéré la gravité. Il est vrai que, survenant quelques heures après une visite

bruits qu'on a fait courir, en homme qui revendique son innocence, et pour rechercher l'origine de ces bruits (intrigues ou propos de l'Impératrice, de la reine de Hollande, de M. de Gontaut, du prince Gortchakoff, etc.). Il est clair qu'il ne tiendrait pas un pareil langage devant quelqu'un qui saurait le fond des choses, devant un *complice* de ses mauvais desseins. Ce serait une comédie inutile. — On voit toutefois que, dans la pensée du prince de Hohenlohe, des imprudences de langage ou autres ont été commises, que M. de Radowitz, notamment, a trop parlé et que le Chancelier ferait bien de l'envoyer au loin, dans quelque poste où il ne pourrait plus être dangereux. Peut-être même le prince de Hohenlohe insinue-t-il quelque part que le Chancelier, sans avoir voulu la guerre, a une part de responsabilité dans les alarmes qui ont été répandues : « Le prince, écrit-il dans son journal, le 8 septembre 1875, à Varzin, attribue tout à l'Impératrice, à la reine de Hollande et à la princesse Léonille [Sayn-Wittgenstein]. C'est à ces sources que Gontaut aurait puisé ses renseignements et tout viendrait de là. *Cela semble être chez le prince une opinion préconçue, et il ne veut pas admettre qu'il y ait d'autre personne responsable que l'Impératrice.* Il est encore très irrité contre l'Angleterre... »

d'adieux, elle avait un air insolite. Le prince de Hohenlohe n'apportait pourtant pas, comme on l'a prétendu, une communication officielle dont le duc Decazes aurait eu l'habileté d'éluder la discussion. L'ambassadeur a soin de dire qu'il n'est pas chargé par son gouvernement de représenter au ministre les inquiétudes causées à Berlin par notre réorganisation militaire et qu'il le fait de son propre mouvement. Sans doute, cette assurance ne trompe personne; mais elle enlève au langage du prince tout caractère vraiment officiel et permet, à l'occasion, de nier que le gouvernement allemand ait jamais fait une démarche auprès du nôtre au sujet de la loi des cadres. C'est ce dont la presse du Chancelier ne se fit pas faute, lorsqu'elle affirma par la suite, comme on l'a vu, qu'aucun incident ne s'était produit entre la France et l'Allemagne. Pour mieux écarter encore des paroles qui viennent d'être dites l'apparence d'une menace, le prince de Hohenlohe termine l'entretien par la lecture d'une lettre où le Chancelier s'étend en des considérations abstraites sur la possibilité d'un rapprochement entre les deux peuples.

Même préoccupation, semble-t-il, d'éviter tout caractère officiel dans les observations présentées aux puissances étrangères. C'est ce qui résulterait de la lettre du 13 août à l'Empereur. Le Chancelier affirme n'avoir jamais chargé le comte Münster de tenir à Londres le langage qu'on a a attribué à ce diplomate; mais loin de l'en vouloir blâmer, il est d'avis que ce langage n'était pas inopportun. Il est donc possible que le comte Münster, comme le prince de Hohenlohe, n'ait exprimé qu'en son nom les inquiétudes que le Chancelier l'aura prié de faire valoir à Lord Derby au sujet de nos armements (1).

Tout porte donc à croire qu'à ce moment de crise, le

(1) Il faut également remarquer que ni le *Moniteur de l'Empire*, ni la *Correspondance provinciale*, les deux seuls organes *officiels* du gouvernement, ne prennent part à la campagne de presse.

Chancelier est particulièrement soucieux de ne pas s'engager à fond, au moins pour le présent, par quelque acte précipité et irréparable, et qu'il veut laisser ouvert derrière lui le chemin de la retraite. Comme l'a dit Lord Derby à M. Gavard, il est en train de « tâter l'opinion » en France et en Europe. Il exploite les alarmes et les doctrines que propage le parti militaire allemand. Il en encourage la diffusion par la presse officieuse. Il étudie l'effet qu'elles produisent, pour savoir jusqu'où il pourra s'avancer lui-même et ce que l'émotion provoquée à Paris, d'une part, l'attitude des puissances, d'autre part, lui permettront d'exiger de nous. Si les puissances se montrent complaisantes ou seulement indifférentes et si la France prend peur, il obtiendra, sans guerre et par la seule intimidation, la réduction de nos forces. Prétendre qu'en poursuivant cette réduction il allait volontairement et nécessairement à la guerre, c'est donc affirmer gratuitement qu'il n'en voyait pas d'autre moyen et omettre cette pression diplomatique par laquelle, avec la complicité ou tout au moins la tolérance de l'Europe, il pouvait espérer parvenir à ses fins. Des deux procédés, sa tactique de tâtonnements indiquerait qu'il avait choisi le second.

C'est possible et même probable, insistera-t-on; mais ce n'était là qu'une préférence. Si l'Europe avait laissé le champ libre au prince de Bismarck et si la France, comme il était à prévoir, avait preféré la lutte à l'humiliation, n'eût-il pas voulu imposer par la guerre ce désarmement qu'une tentative d'intimidation n'aurait pas suffi à provoquer?

Nous entrons ici dans le domaine des conjectures et dans une phase nouvelle du conflit à laquelle l'Europe ne donna pas le temps de s'ouvrir. Qu'eût fait le Chancelier en présence d'une Europe indifférente ou complaisante et d'une France décidée à résister à ses demandes? Tenait-il assez au désarmement pour nous y contraindre, même par la

guerre? Oui, si l'on en croit le prince Orloff, selon qui Bismarck ne voulait la guerre que s'il pouvait la faire sans soulever la réprobation morale de l'Europe. Mais ce n'est là qu'une opinion individuelle. En réalité, rien dans les documents qui précèdent ne nous autorise à trancher une pareille question. On n'y saurait trouver les intentions dernières du prince de Bismarck en vue de circonstances que ces documents ne prévoient pas et qui ne se sont pas produites.

Mais une autre question se pose. L'importance et la signification de tout ce qui venait de se faire et de se dire n'étaient pas limitées au présent incident. Les récentes démarches du Chancelier, les propos mis en circulation, l'attitude, enfin, de l'Allemagne, envers la France, depuis la chute de M. Thiers, tout accusait une situation générale tendue, qui survivait aux incidents particuliers. Cette situation générale ne devait-elle pas, un jour ou l'autre, se résoudre par la guerre, sans la récente intervention de l'Europe? Si, au printemps de 1875, le Chancelier n'était pas encore résolu à nous attaquer, ne peut-on croire, cependant, par tout ce que nous savons des rapports qui régnaient alors entre la France et l'Allemagne, et dont la dernière alerte n'était seulement qu'une manifestation plus aiguë, que la guerre était chose arrêtée dans l'esprit du prince de Bismarck pour un avenir plus ou moins éloigné?

Il semble bien que la politique du Chancelier envers la France, si fréquemment odieuse, fut pourtant plus tracassière que foncièrement belliqueuse. Notons aussi que l'empereur Guillaume était résolument pacifique et qu'il se serait laissé difficilement entraîner à une nouvelle guerre. Ce fait n'est pas sans importance, quand on tâche d'évaluer la nature et la gravité du péril dont nous étions menacés (1).

(1) D'après l'auteur des trois articles publiés dans la *Deutsche*

Mais, ces réserves faites, il n'en est pas moins vrai que la présente crise autorisait les plus grandes inquiétudes et les plus sombres prévisions. Il le fallait pour qu'un esprit aussi calme et aussi pondéré que M. de Gontaut n'hésitât pas à asseoir une certitude sur tous les indices qui s'étaient produits et à déclarer, plusieurs mois après l'incident, que « si des doutes étaient permis sur l'époque précise à laquelle la guerre fondrait sur nous, ils étaient complètement interdits quant au dessein de nous la faire ». C'est sur ce point, sur l'avenir de nos relations avec l'Allemagne, que les propos de M. de Radowitz avaient une valeur et une signification. On conçoit l'importance qu'y attachèrent M. de Gontaut et le duc Decazes; on conçoit également l'effet qu'ils produisirent dans les chancelleries européennes. Ils émanaient d'un personnage officiel, conseiller au ministère des affaires étrangères et confident, croyait-on à tort ou à raison, du prince de Bismarck (1). On avait le droit de se demander si celui-ci ne les faisait pas siens. Ce qu'ils offraient en perspective à l'Europe, c'était, avec des accalmies passagères, un état indéfini d'anxiété et d'énervement. M. de Gontaut en avait très exactement défini la portée : « J'ai retiré de l'entretien une impression d'inquié-

Revue et ci-dessus mentionnés (V. p. 105, note), le prince de Bismarck voulait la guerre et c'est grâce à l'Empereur qu'elle aurait été évitée. Le Chancelier, piqué au vif, répondit à ces assertions, dans son entretien avec le D[r] Blum, en rejetant ces projets de guerre sur les chefs militaires et en affirmant qu'il avait dû prier l'Empereur de leur imposer silence. Mais, en tête de son troisième article (paru au mois de décembre 1892), l'auteur publia une réplique où il maintenait énergiquement ses dires (pp. 287-289). Voir l'entretien avec le D[r] Blum dans PENZLER, *op. cit.*, t. IV, p. 199.

(1) C'est une théorie identique à celle de M. de Radowitz que le prince de Bismarck, sous une forme plus brutale, aurait soutenue devant M. Beatty-Kington, au printemps de 1872, suivant le récit de ce dernier. Voir plus haut, pp. 192-3, note. Voir également (p. 20) le langage du Chancelier à M. de Gontaut, des instructions aux représentants de l'Allemagne à l'étranger (p. 28) et les paroles du comte Karolyi (pp. 189-190).

tude. On peut être rassuré pour le présent ; quant à l'avenir, au contraire, il est difficile de ne pas en être soucieux. Jusqu'où s'étendra ce présent? Quand commencera cet avenir? C'est également difficile à préciser. »

Ainsi, quelles que fussent les dispositions réelles du prince de Bismarck, on avait trop de raisons d'être défiant. Depuis longtemps déjà, un énorme et constant malaise pesait sur nous. L'incident du quatrième bataillon était venu l'accroître, mais ne l'avait pas créé. Oui ou non, nous laisserait-on pacifiquement renaître et reprendre notre rang en Europe? Question que l'Allemagne se plaisait à soulever et à laisser en suspens. L'incertitude, en se prolongeant, devenait intolérable. Il était temps d'en sortir. Que la guerre ne fût pas imminente ni même certaine, cela ne suffisait pas. Il fallait encore écarter les craintes qui assombrissaient l'avenir, et, si le Chancelier ne voulait pas la lutte, il fallait encore lui enlever, pour plus tard, la possibilité de nous faire croire qu'il la voulait. Ce fut l'œuvre de l'Europe. Les gouvernements anglais et russe n'imposèrent pas seulement silence à l'Allemagne sur la question de nos armements; ils ne mirent pas seulement fin à la crise présente; ils déblayèrent l'avenir. Désormais, la France pouvait se mouvoir et respirer à l'aise, délivrée des fantômes que le Chancelier dressait continuellement sur sa route. On la déclarait nécessaire à l'équilibre européen et la sincérité de ses intentions pacifiques était reconnue. On cessait de voir en elle la perturbatrice de l'Europe et l'on donnait à entendre qu'on ne la laisserait pas écraser. C'est l'Allemagne à présent qui inspirait des défiances et c'est contre sa politique autoritaire et entreprenante que les puissances se mettaient ostensiblement en garde.

« Oui, mon cher ami, écrivait M. de Gontaut, nous avons le droit de le dire : ce qui s'est passé à Berlin est bon, très bon, et, je n'en doute pas, nous saurons en profiter.

« Vous avez bien raison de le remarquer : ce réveil de l'Europe, ce sentiment retrouvé et affirmé de la solidarité européenne, c'est là un fait considérable...

« Et vous ajoutez avec non moins de vérité que, lorsque le danger se représentera (ce qui ne peut manquer d'arriver), l'Europe se rappellera comment elle a pu le conjurer une première fois.

« Vous me donnez sur la conduite de la Russie et sur ses actes des détails qui augmentent ma joie. En voyant l'empereur Alexandre prendre aussi énergiquement l'initiative de cette politique de paix, y convier les grandes puissances et, pour obtenir le concours de la première d'entre elles, ne pas hésiter à faire un sacrifice qui pouvait coûter à son amour-propre, je me dis que, pour avoir agi de la sorte, il faut nécessairement que l'Empereur y ait trouvé un *intérêt capital* pour son pays. A Dieu ne plaise que je veuille amoindrir la part de générosité qui a été l'un des mobiles de ce noble souverain; mais j'ai plus de confiance encore dans l'intérêt que dans le *sentiment :* celui-ci peut disparaître, l'autre reste. La Russie vient donc de prouver clairement que son intérêt était attaché à la prospérité et à la force de la France, et par conséquent son appui nous restera. Je l'avais déjà compris par les derniers mots de mon entretien avec l'empereur Alexandre; je le comprends bien mieux encore après votre lettre... »

Le duc Decazes et M. de Gontaut pouvaient, à bon droit, se féliciter l'un l'autre de leur commun succès. Cette intervention des puissances, en effet, était bien leur œuvre. Lorsque l'Allemagne eut soulevé la question de nos armements, ce fut la grande habileté du ministre de la porter devant le tribunal de l'Europe et de ne plus permettre qu'elle en fût dessaisie. Il n'avait, certes, pas créé l'incident; il en avait, au contraire, éprouvé de sérieuses et sincères inquiétudes; mais il eut grand soin de ne pas les taire et, pour être plus sûr de conquérir l'intérêt et les sympa-

thies de l'étranger, il ne craignit pas, en lui confiant ses alarmes, d'enfler quelque peu la voix. Le prince de Bismarck lui avait imprudemment fourni l'occasion de provoquer une manifestation des puissances en notre faveur; il ne la laissa pas échapper; il retint l'incident jusqu'au jour où celles-ci auraient donné leur verdict. C'est à quoi l'aida merveilleusement le rapport de M. de Gontaut sur sa conversation avec M. de Radowitz (1).

Si rien ne prouve qu'ils nous aient épargné une nouvelle guerre, on voit que le service rendu à leur pays par le ministre et l'ambassadeur n'en demeure pas moins considérable. On comprend les témoignages lyriques de reconnaissance et de joie que le duc Decazes multipliait envers les souverains, les ministres, les diplomates et le directeur du *Times*, tandis que, dans la paix et le silence propices des champs, le prince de Bismarck ruminait sa mésaventure. Après l'orage, amassé par lui, l'horizon apparaissait plus clair et plus serein. Les deux bons patriotes qui avaient si bien travaillé pour la France ne se plaignaient pas des mauvaises heures qu'ils venaient de traverser.

(1) C'est cette habileté du duc Decazes que M. Hanotaux a si bien mise en lumière : « Depuis longtemps, le duc Decazes attendait cette heure. Il était las de cette perpétuelle menace; cette pointe d'une épée toujours tendue l'effrayait, mais l'irritait aussi. Son espoir était qu'il rencontrerait une circonstance où il forcerait l'adversaire à se fendre et à se montrer en fausse posture, le bras allongé, découvert. On verrait alors ce que cachait cette colère permanente avec ce masque grimaçant » (p. 292). On verrait surtout ce qu'en pensait l'Europe; on la ferait parler et agir. — M. Hanotaux cite ce passage très significatif de la lettre où le duc Decazes annonce à M. de Gontaut la communication qu'il vient de faire aux puissances des propos de M. de Radowitz : « J'ai cru devoir affirmer, *dans des proportions peut-être exagérées*, l'attitude du cabinet de Saint-Pétersbourg. Je l'ai fait pour qu'il me sût gré de l'importance que j'accordais à ses paroles, et aussi pour donner à entendre aux cabinets de Vienne et de Londres que leur prudence n'était pas imitée. *Peut-être les piquerai-je ainsi au jeu.* » « Voilà le bout de l'oreille », constate M. Hanotaux. V. ci-dessus pp. 100-101.

CHAPITRE V

REFROIDISSEMENT DES RAPPORTS FRANCO-RUSSES

La question d'Orient : insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine. — Le Mémorandum de Berlin : antagonisme de la Russie, qui demande une intervention des puissances auprès de la Porte, et de l'Angleterre, qui repousse cette intervention. — Politique médiatrice du duc Decazes. — Mécontentement qu'elle cause à la Russie. — Nombreux entretiens de M. de Gontaut à Ems avec le Tsar et le prince Gortchakoff; ses efforts pour justifier son gouvernement. — Lettres du duc Decazes expliquant sa conduite. — — Le Mémorandum de Berlin tombe dans l'oubli. — Amertume persistante de la Russie.

L'heureuse intervention de la Russie en faveur de la France, dans la période troublée que nous venons de raconter, n'avait pu que donner aux relations de ces deux puissances un caractère plus intime et plus cordial. L'une se sentait reconnaissante d'avoir été délivrée d'un péril et l'autre satisfaite du rôle de protectrice et d'arbitre qu'elle avait eu l'occasion de prendre devant l'Europe. Dans le courant de l'été de 1875, le duc Decazes et le prince Gortchakoff s'étaient rencontrés en Suisse. Ils avaient parlé de la politique et le ministre français avait écouté avec un sentiment de gratitude les « affectueux conseils » que le chancelier russe ne prodiguait pas sans quelque complaisance. Ils ne prévoyaient ni l'un ni l'autre que les complications diplomatiques qui se préparaient à ce moment même en Orient allaient amener dans leurs rap-

ports, l'année suivante, une période d'humeur et de refroidissement. Des circonstances délicates se présentèrent, dans lesquelles il devint fort difficile à la France de conserver les bonnes grâces du gouvernement russe. Pendant quelque temps, M. de Gontaut s'y employa non sans peine. Il serait injuste envers sa mémoire de passer sous silence ce court mais laborieux épisode de sa carrière diplomatique. Nous n'entrerons point, à cette occasion, dans une étude approfondie de la question d'Orient; nous n'en retiendrons que ce qu'il est nécessaire pour suivre les négociations auxquelles M. de Gontaut se trouva pour un instant activement mêlé.

Au mois d'août 1875, un mouvement insurrectionnel avait éclaté parmi les populations chrétiennes de la Bosnie et de l'Herzégovine contre le régime d'oppression auquel les soumettait le gouvernement turc. Diverses tentatives de pacification, faites par les puissances européennes, n'avaient pas abouti. Les consuls s'étaient d'abord entremis, puis une note rédigée par le comte Andrassy, à la fin du mois de décembre, avait été présentée au Sultan après entente avec l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Russie et l'Italie. Mais le Sultan, bien qu'ayant accepté la note, n'était pas plus pressé d'accomplir les réformes qu'elle stipulait en faveur des populations chrétiennes de son empire que celles-ci n'étaient disposées à mettre bas les armes. L'insurrection, loin de se calmer, continuait donc à s'étendre et menaçait d'aboutir à une conflagration générale. Elle était ouvertement favorisée par les Monténégrins et les Serbes qui, déjà, brûlaient du désir d'entrer en campagne contre les Turcs. Au sein de l'empire ottoman, d'autres provinces chrétiennes, telles que la Bulgarie, commençaient à s'agiter. Enfin, parmi les Russes, un fort mouvement slave se dessinait en faveur des nationalités de même race opprimées par les Turcs et encourageait leur résistance.

Ainsi renaissait la question d'Orient, et, avec elle, la

crainte des dissentiments qu'elle était de nature à produire entre les puissances européennes. Pour obtenir de la Turquie des réformes, rien n'était plus indispensable que le concert de toutes ces puissances; mais rien, d'autre part, n'était plus difficile que ce même concert à établir et à conserver. Ce fut l'objet des efforts persévérants du duc Decazes. Loin d'ambitionner pour la France, dans ces dangereuses conjonctures, un rôle directeur que ses intérêts et sa situation présente ne comportaient pas, il n'eut d'autre souci que de s'interposer pour maintenir l'accord, tant il craignait que le prince de Bismarck ne profitât contre nous des complications et des conflits qui viendraient à troubler l'Europe. La question même des réformes à imposer au gouvernement turc était, à ses yeux, secondaire. La France ne lui paraissait pas en mesure de prendre énergiquement en main la cause des populations chrétiennes, ni de compromettre pour d'autres sa sécurité personnelle. « Tout cela ne m'intéresse pas, disait-il au prince de Holenlohe, et si on nous propose quelque énormité, je l'accepte, pourvu qu'elle soit également acceptée par la Russie et l'Angleterre. Je veux empêcher la guerre. Tout le reste m'est égal. »

On était arrivé au mois de mai 1876 sans que l'entente des puissances eût été rompue, mais aussi sans qu'on eût fait un pas dans la voie des réformes et de la pacification en Turquie. La question restait entière. Le meurtre des consuls de France et d'Allemagne à Salonique par une population fanatisée venait encore de rappeler la nécessité d'agir. C'est alors que, sous l'impulsion du prince Gortchakoff, les trois empires prirent l'initiative d'une nouvelle démarche. Réunis à Berlin dans la première quinzaine de mai, le chancelier russe, le prince de Bismarck et le comte Andrassy s'entendirent sur les termes d'une nouvelle note à présenter au gouvernement turc et connue sous le nom de Mémorandum de Berlin. Elle demandait une suspension

d'armes et stipulait les concessions que la Porte aurait à faire aux insurgés, avant toute ouverture des négociations de paix; puis elle se terminait par cette phrase, qui engageait déjà l'avenir : « Si cependant l'armistice s'écoulait sans que les efforts des puissances réussissent à atteindre le but qu'elles ont en vue, les trois cours impériales sont d'avis qu'il deviendrait nécessaire d'ajouter à leur action diplomatique la sanction d'une entente en vue des mesures efficaces qui paraîtraient réclamées dans l'intérêt de la paix générale, pour arrêter le mal et en empêcher le développement. »

Cette note une fois rédigée, ses auteurs résolurent de la soumettre à l'approbation de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, et d'en proposer la remise à la Porte au nom des six puissances. Ils convoquèrent à cet effet les représentants à Berlin des trois dernières et les interrogèrent sur les intentions de leurs gouvernements. Ceux-ci répondirent qu'ils étaient sans instructions, mais crurent pouvoir se porter garants d'une acceptation. Lord Odo Russell, se jugeant sûr de la décision du cabinet anglais, ne fut pas le moins affirmatif dans son langage. Il se trompait dans ses prévisions. La France et l'Italie adhérèrent sans délai aux propositions qui leur étaient soumises; l'Angleterre, après quelque temps de silence, refusa net son concours. L'accord des six puissances, qui ne s'était maintenu jusqu'alors que parce qu'on n'avait rien fait, se trouva rompu du jour où l'on voulut faire quelque chose.

Parmi les raisons qui inspiraient à l'Angleterre sa conduite, il y avait d'abord un froissement d'amour-propre : elle se sentait blessée de cette prétention des trois empires à régler entre eux les affaires d'Orient et à soumettre ensuite à son approbation des décisions qu'elle n'avait point été admise à discuter. En outre, elle s'élevait fortement contre la conclusion du Mémorandum, qui lui paraissait contenir, sous une forme vague, l'engagement pris par les

puissances d'une intervention collective pour le cas où l'action diplomatique se serait trouvée impuissante à apaiser le conflit. Elle était résolument hostile à une pareille intervention.

L'attitude de la Russie ne pouvait qu'aggraver le désaccord. Au lieu de chercher une conciliation, elle voulut d'abord passer outre et se pressa trop. C'est le 17 mai que le cabinet de Saint-James refusait son adhésion; dès le 19, le prince Gortchakoff proposait de renoncer au concours de l'Angleterre et de présenter à la Porte une note collective établie sur le texte du Mémorandum de Berlin.

« C'est là, écrit M. de Gontaut dans ses notes, le fait grave et le point de départ des difficultés. L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, au dire de M. d'Oubril, entrent dans l'idée de la Russie. Cependant des hésitations commencent à se produire entre les trois cours, mais elles ne porteraient, assure-t-on, que sur le mode de procéder, car, le 21, M. de Bülow m'assure qu'ici on est disposé à marcher à cinq, puisqu'on ne peut aller à six. Point de résolution le 22 encore : à cette époque, la Russie n'avait encore communiqué officiellement aucune proposition de ce genre au cabinet de Versailles. Le duc Decazes croit que la vraie raison du retard provient plutôt de ce qu'on regarde comme grave de se passer de l'Angleterre que du débat sur le mode de procéder à cinq. Il a raison. En même temps, et sur la demande de la Russie et de l'Autriche, il commence à négocier avec l'Angleterre pour la ramener dans le concert général. Il combat vivement les arguments invoqués par Lord Derby pour justifier son refus d'adhérer aux points acceptés par les autres puissances. Quelques jours se passent. Enfin, le 29, après s'être assuré qu'il devait abandonner l'espoir de changer la résolution de l'Angleterre, le cabinet français envoie à son représentant à Constantinople l'ordre de se concerter avec les représentants des trois cours impériales et de l'Italie pour

la remise d'une note identique à la Porte. C'était l'entente arrêtée entre les cinq puissances. Il ne renonce pas, d'ailleurs, à saisir de nouveau l'occasion de rétablir entre toutes les puissances l'accord momentanément troublé. »

A peine le duc Decazes avait-il abandonné l'espoir de ramener l'Angleterre et consenti à se joindre aux autres cours, qu'un événement imprévu vint tout changer. Au moment même où la note identique des cinq puissances allait être présentée à la Porte, dans la nuit du 29 au 30 mai, une révolution de palais éclata à Constantinople et Abdul-Aziz, détrôné, fut remplacé par Mourad V. Dès lors, tout était remis en question. De leur propre mouvement, les agents diplomatiques à Constantinople ajournèrent la présentation de la note et demandèrent des instructions à leurs gouvernements. Le duc Decazes vit dans cette situation nouvelle une occasion de rapprochement entre les six puissances et tâcha d'en tirer parti. Il émit immédiatement l'avis qu'avant de présenter au nouveau gouvernement la note identique, il n'était que juste et raisonnable d'attendre celui-ci à l'œuvre et de s'assurer de ses dispositions. Tant que le Sultan n'aurait pas donné la preuve qu'il continuerait la mauvaise politique de son prédécesseur, la note paraissait, en effet, sans objet.

Sur ces entrefaites, M. de Gontaut allait faire un séjour dans la ville d'Ems, qui, par suite de la présence du Tsar et du prince Gortchakoff, devenait, pour quelque temps, un centre important de négociations. C'est pendant cette courte période qu'il eut à mettre en œuvre tous ses dons de diplomate pour calmer le dépit que causa notre attitude au prince Gortchakoff. Ce sentiment était d'autant plus regrettable qu'il succédait brusquement à de nouvelles protestations d'amitié que le chancelier russe venait de prodiguer, à Berlin, à M. de Gontaut : « Nos relations avec vous, lui avait-il dit en présence même du prince de Bismarck, qui n'avait pu manquer de l'entendre, sont de jour

en jour meilleures, nous n'avons qu'à nous louer en tout du duc Decazes. »

Le jour même de son arrivée à Ems, le 1er juin, notre ambassadeur avait avec le prince Gortchakoff une entrevue dont il rend ainsi compte dans ses notes :

« J'ai vu le prince Gortchakoff, le comte Karolyi, le baron de Jomini à la promenade. Le prince Gortchakoff, que j'ai rencontré au moment où je saluais M. le comte de Paris, dont je venais d'apprendre la présence à Ems, est resté longtemps avec moi. D'abord, nous nous sommes promenés pendant trois quarts d'heure, le comte de Paris, le prince Gortchakoff et moi. Le prince Gortchakoff a dit un mot joli et aimable au comte de Paris. Au moment où le chancelier ouvrait la bouche pour me parler de la politique et des événements du jour, le comte de Paris dit : « Messieurs, je vous gêne peut-être et je vais vous laisser.
« —Non, Monseigneur, répondit le prince Gortchakoff,
« restez. Nous allons parler de la France; par conséquent,
« cela vous regarde. »

« Nous avons, en effet, abordé la question du renversement de l'ancien sultan, de la note qui devait lui être remise, des conséquences possibles du changement de souverain par rapport à l'action des puissances, etc. Le prince me dit qu'il allait me donner une occasion de télégraphier ce soir au duc Decazes, que je pouvais lui écrire que l'Empereur s'était décidé à agir dans le même sens que lui et qu'il avait fait dire au général Ignatieff d'ajourner la remise de la note. Il me représenta cette détermination comme une concession qu'il faisait, n'étant pas certain que ce fût pour le mieux. Il se montra inquiet de ce qui allait arriver.

« Il blâma fort l'Angleterre de son attitude, la soupçonnant d'arrière-pensée, ou mieux encore, de défiance, à l'égard de la Russie, et dit au comte de Paris que, quant à lui, au contraire, il ne se plaindrait pas que ses archives

depuis vingt ans fussent divulguées, car il n'avait rien écrit, rien fait qu'il ne pût avouer tout haut. Il me dit plus tard que je verrais l'Empereur demain probablement et que je le trouverais très froissé de la conduite du gouvernement anglais. « C'est lui, ajouta-t-il, qui a « certainement fait connaître la note à Musurus (1), à « Londres, et qui lui a soufflé ses arguments, car, dans les « objections qu'ont déjà faites les Turcs, nous avons « retrouvé exactement tout ce qu'avait dit Lord Derby au « comte Schouwaloff. »

En même temps, apparaissaient chez le prince Gortchakoff les premiers signes de mécontentement contre la France. Il se plaignit à M. de Gontaut qu'elle eût modifié son attitude en se hâtant de reconnaître le nouveau sultan, sans s'être entendue avec les trois cours du Nord et l'Italie, et probablement sur les suggestions de l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople. Le premier drogman français se serait présenté à la Porte, aussitôt après la notification de l'avènement, pour offrir les félicitations du gouvernement français. Sans nier la reconnaissance, M. de Gontaut exposa qu'elle ne s'était pas produite sous cette forme ni avec cet empressement, et le prince Gortchakoff admit ses explications. Mais l'ambassadeur garda l'impression qu'il y avait là « un petit germe de méfiance de la Russie qu'il ne faut pas laisser subsister ».

Aussi, le lendemain, revint-il lui-même, dans une nouvelle entrevue, sur la question. Le prince Gortchakoff ne lui cacha pas que la conduite de la France lui laissait des doutes sur la continuité de sa bonne entente avec la Russie et opposa à son attitude celle de l'Italie qui avait résolu, d'accord avec les trois empires, d'ajourner toute reconnaissance. Il ajoutait, avec une intention évidente ; « L'Italie a été très correcte ».

(1) Ambassadeur de Turquie à Londres,

« Je relevai ce mot, continue M. de Gontaut, en soutenant, sans la moindre vivacité, au reste, que nous n'avions pas été incorrects dans cette occasion, où il s'agissait d'un événement étranger, en définitive, à l'affaire de la note. Le chancelier a repris incontinent qu'il ne nous accusait nullement d'incorrection...

« Le cabinet russe est évidemment dans un accès de mauvaise humeur contre l'Angleterre, et je crains qu'il n'en fasse rejaillir quelques éclats contre la France, qui, me disait-il hier, paraissait agir d'après les incitations de l'Angleterre, ce que j'ai complètement nié. Peut-être le mot de mauvaise humeur n'est-il pas suffisant à propos de l'Angleterre; en retour, peut-être est-il exagéré à notre sujet; toujours est-il qu'il y a aujourd'hui une ombre légère entre la Russie et nous, mais j'espère qu'elle ne tiendra pas. J'aime à croire que nos relations quotidiennes jusqu'à la fin du séjour de l'empereur Alexandre à Ems la dissiperont.

« Vous pouvez croire (1) que j'apporterai tous mes efforts à montrer que notre attitude n'a pas été seulement correcte, mais qu'elle a toujours témoigné de notre désir de rester en conformité de vues avec la Russie, malgré les apparences d'une détermination de reconnaissance prise sans nous être entendus auparavant avec elle...

« L'entretien, du reste, a été très cordial et très confiant de part et d'autre. Le prince me répéta ce que déjà il m'avait dit à Berlin sur le rôle important, prépondérant même, que pourrait jouer la France si elle envoyait dans l'Archipel des forces navales importantes (2). Au reste, il est

(1) Dans ces notes au jour le jour, d'après lesquelles M. de Gontaut établissait sa correspondance, il s'adresse parfois au duc Decazes, en pensant à la lettre qu'il va lui envoyer.

(2) Voici en quels termes M. de Gontaut avait rapporté au ministre cette partie de sa conversation, à Berlin, avec le prince Gortchakoff : « ... Puis il insista avec beaucoup d'habileté sur l'intérêt qu'offrait pour nous la première partie de la note concernant l'envoi des bâti-

permis de supposer qu'en me renouvelant ce conseil, ce n'est pas seulement la grandeur de la France qu'il a en vue, mais aussi le moyen de tenir en respect la marine anglaise et de l'empêcher, au besoin, de nuire aux intérêts que la Russie entend représenter et protéger en Orient.

« Nous parlâmes peu de l'Allemagne. Il éloigna la pensée d'une entente secrète de l'Angleterre avec l'Allemagne au sujet des derniers événements de Constantinople; mais il m'avoua, dans le cours de la conversation, qu'il était naturel que l'Allemagne s'intéressât, à titre de grande puissance, à ce qui se passait et se passerait en Orient. Malgré l'affectation du prince de Bismarck de répéter que cette question ne le regardait pas, il était peut-être fondé à reprocher au chancelier d'Allemagne de vouloir toujours se mettre en tiers entre la Russie et l'Autriche dans la question d'Orient. La raison qu'en donnerait le Chancelier est de maintenir l'accord entre ses deux voisins; mais « il n'est pas besoin de lui pour cela », ajouta le prince Gortchakoff... »

Le 3 juin, M. de Gontaut trouvait l'humeur du prince

ments de guerre sur les côtes de Turquie, afin de protéger les chrétiens, et leur coopération armée, en cas d'événements menaçant l'ordre et la tranquillité. Les forces maritimes de la France étant incontestablement supérieures à celles de l'Allemagne, de la Russie, de l'Autriche ou de l'Italie, doivent jouer un rôle prépondérant et capable peut-être d'assurer tout d'un coup la rentrée de la France à la place qu'elle doit occuper dans le concert européen. « Supposez, « en outre, ajouta-t-il, que l'amiral français soit plus ancien que « ceux des autres flottes; le commandement lui est assuré et l'éven- « tualité que je viens d'admettre offre encore plus de chances de « devenir une réalité. Nous vous l'avons dit, et je le répète, cet « accroissement de puissance de la France, nous l'appelons de nos « vœux et nous le souhaitons sincèrement. » C'est en partie dans cette intention que le prince Gortchakoff aurait demandé l'insertion de la clause de l'action maritime. — « Je crois, écrivait encore, le 16 mai, M. de Gontaut, que la Russie tend de jour en jour davantage à se rapprocher de nous; elle hâte de ses vœux et de ses efforts le retour de nos forces. »

Gortchakoff à l'égard de la France déjà « radoucie ». Un télégramme du duc Decazes permettait à l'ambassadeur de préciser dans quelle mesure les relations avaient été reprises par son gouvernement avec la Porte. Ce n'étaient que des relations *de fait*, et non officielles, qui laissaient, pour ainsi dire, la question entière. « Vous voyez, disait-il au prince, que la nuance dont vous m'avez parlé s'efface de plus en plus. »

Ce n'était malheureusement là qu'une très courte accalmie. Dès le 4 juin, une nouvelle et brusque détermination de la Russie allait faire réapparaître les divergences entre sa politique et la nôtre. Elle n'avait consenti qu'à regret à ajourner la remise de la note. Elle pensait maintenant que cette remise s'imposait sans plus de retard et adjurait la France de ne pas se séparer d'elle. Tel était le thème que M. de Gontaut, invité à dîner, le 4 juin, par le Tsar, avait entendu le souverain lui développer :

« Sa Majesté, rapporte-t-il au duc Decazes, m'a pris à part pendant quelques minutes. Elle m'a dit que les dépêches de Constantinople, arrivées ce matin même, énumérant en substance les divers points du programme du nouveau gouvernement, lui avaient donné la preuve que les espérances fondées sur l'avènement d'un nouveau monarque étaient pour ainsi dire évanouies, et que l'ajournement consenti par les puissances pour la remise de la note n'avait pas porté ses fruits. D'ailleurs, il paraîtrait que la Porte va accorder aux insurgés un armistice de six semaines, après lesquelles elle se prépare, au moyen de forces considérables, à une action décisive. Devant des résolutions si contraires à ce à quoi les puissances avaient droit de s'attendre, l'empereur de Russie est formellement d'avis de remettre la note à la Porte. Si l'Angleterre persiste en son sentiment, on agirait sans elle.

« L'Empereur m'a exprimé l'espérance que la France ne se séparerait pas de la Russie. Je lui ai donné l'assurance

que tel avait toujours été notre désir. Il m'a parlé de la France sur un ton de confiance sincère. Mais son accent était différent en parlant de l'Angleterre. Il était triste et un peu amer. « C'est parce que la proposition a été faite « par moi que l'Angleterre l'a refusée », a-t-il dit. Je me suis permis de combattre cette appréciation comme n'étant ni possible, ni par conséquent fondée. « Je vous « assure que si, a-t-il repris, c'est par défiance vis-à-vis de « moi. — Pour nous, ai-je répondu à l'Empereur, c'est pré- « cisément parce qu'elle vient de Votre Majesté qu'elle « nous inspire confiance. » L'entretien s'est terminé là.

« Le prince Gortchakoff, en revenant sur ma conversation particulière avec l'Empereur, m'a dit qu'il venait de télégraphier dans ce même sens aux autres puissances, mais qu'il n'avait pas chargé le prince Orloff d'une communication semblable, me priant de vous informer de la proposition de son souverain... »

Le même soir, M. de Gontaut, en sortant de chez l'Empereur, s'entretenait longuement avec le chargé d'affaires de Russie à Bade, M. Koloschine. Celui-ci avait marqué visiblement le désir de causer avec l'ambassadeur.

« Il s'est prévalu d'abord de ses relations anciennes et amicales avec le duc Decazes, auquel il avait préparé, l'été dernier, une entrevue en Suisse avec le Chancelier, et plus fortement encore de son affection pour la France et de son grand désir de voir ce pays et le sien s'unir par des liens de plus en plus intimes. Après ce préambule, il a tout de suite exprimé son étonnement du refroidissement qui se serait manifesté ces derniers jours entre la Russie et la France, chose absolument inexplicable pour lui et qu'il serait désespéré de voir augmenter, car ces deux puissances étaient évidemment faites pour s'entendre et s'allier avec des liens étroits. » Puis M. Koloschine expliqua que la Russie était en présence de grandes difficultés, qu'après avoir présenté la note, on devrait aviser à ce qu'on ferait ensuite,

et que, dans son opinion, il faudrait recourir à une intervention armée de l'Autriche, ou, à son défaut, de l'Italie. « Je ne dis pas, ajoutait-il, que tout ceci ne soit grave; mais il faut trouver une solution. Dites-nous ce que vous croyez utile, proposez-nous un moyen, et, en le faisant, je vous le dis, vous nous rendrez un grand service, vous tirerez la Russie d'un grave embarras. »

M. de Gontaut ayant objecté que la France, depuis la guerre, s'abstenait volontairement de toute initiative, M. Koloschine revint sur son idée avec insistance : « Pourquoi la France ne ferait-elle pas un projet, un exposé de ses vues qui, d'ailleurs, ne la ferait pas sortir de son rôle et n'émettrait pas la prétention d'imposer son opinion, mais qui, venant d'elle, n'en aurait pas moins une valeur considérable? — Quelque chose, dit M. de Gontaut, comme un mémoire à consulter? — Oui! mais il faudrait qu'elle sût le rendre acceptable, c'est-à-dire qu'elle évitât d'éveiller certains ombrages, ainsi qu'elle ne le fît pas au nom des anciennes traditions françaises dans le Levant, traditions que vous reprendrez bien un jour, je l'espère, mais qui, en ce moment, exciteraient des défiances. Vous ne parleriez pas des intérêts catholiques, des Lazaristes, etc. Je vous dis comment il me paraîtrait acceptable et utile. Enfin, trouvez un moyen! »

« ... C'est un appel à la France, concluait M. de Gontaut, un pressant appel adressé par la Russie placée dans de graves embarras. Cela peut être une chose grave. S'agit-il réellement de rendre service à la Russie, comme il me l'a dit? Mais alors, comment s'est-elle engagée aussi vivement dans ces affaires, comment presse-t-elle autant l'action vis-à-vis de la Turquie, si elle ne sait comment en sortir? Il est bien vrai que le refus et l'attitude de l'Angleterre, son succès à Constantinople, mettent la Russie dans l'embarras, et, sous ce rapport, le mot de Koloschine serait vrai.

« S'agit-il de nous engager plus avant, personnellement, dans la question, pour nous couper toute retraite du côté de l'Angleterre dont elle redoute tant l'influence sur nos résolutions depuis quelques jours? Cela n'est pas encore très aisé à démêler.

« Je ne puis croire qu'un diplomate, un diplomate russe en activité de service, placé tout à l'heure devant moi à la table de l'Empereur et y parlant avec une certaine familiarité dont j'ai été frappé, je ne puis croire que, dans une situation pareille, M. Koloschine se soit avancé autant vis-à-vis de l'ambassadeur de France sans y avoir été autorisé...

« Réfléchissez-y bien. Dites-moi votre pensée; donnez-moi vos instructions. Une chose est incontestable pour moi, et je vous l'exprimais dans mon télégramme d'hier soir : nous ne pouvons oublier le grand service que nous a rendu, l'an passé, l'empereur Alexandre. Il nous a retirés d'un grand péril. Ne devons-nous pas faire tout ce que l'honneur et l'intérêt de la France nous permettent de faire pour lui témoigner notre reconnaissance? Et je ne parle pas ici seulement de l'ouverture de Koloschine, mais aussi du parti que nous sommes appelés à prendre dans la question présente. Je crois qu'il importe que nous restions unis aux quatre puissances et, d'ailleurs, sans avoir, comme M. Disraeli, la prétention d'être le *leading part*, nous pouvons ouvrir des avis que l'on est disposé, je crois, à prendre en sérieuse considération... »

Le lendemain 5, le gouvernement russe réitère ses instances. Sur la demande du chancelier, M. de Gontaut se rend chez lui pour un nouvel entretien dont il rend compte immédiatement au ministre : Le prince Gortchakoff « m'a lu d'abord un télégramme de l'ambassadeur russe à Constantinople lui annonçant pour jeudi la proclamation d'un armistice avec amnistie pour les insurgés. Le prince prétend que l'amnistie ne sera pas acceptée par ceux-ci et qu'en considérant en même temps l'insuffisance et le vague

du programme du nouveau gouvernement, les puissances ont le droit et le devoir de ne pas se contenter de tout cela et qu'il ne leur reste plus qu'à présenter la note, sous peine de déchoir et de descendre au rang de nations de troisième ordre. Puisque l'Angleterre est décidée à rester isolée, il faut marcher *sans elle* et ne pas retarder davantage. Alors, il m'a prié *très instamment* de vous écrire de nouveau, en vous demandant de ne pas vous séparer de lui, rappelant que, pour lui, il s'était rendu à votre opinion pour le retard de la remise de la note. Il m'a rappelé le langage que l'Empereur m'avait tenu hier, en insistant de nouveau et avec force sur les paroles de Sa Majesté impériale. Cette insistance est, en partie, fondée sur un passage du télégramme d'Ignatieff disant à peu près : Bourgoing ne veut pas agir. Ce serait une redite que de vous rapporter tout ce que j'ai répondu et sur notre bon vouloir incontestable, et sur les motifs de nos démarches près de l'Angleterre. J'ai ajouté que j'attendais une réponse de vous.

« Le prince Gortchakoff m'a donné à lire de volumineuses dépêches du 25 mai, de son ambassadeur en Turquie. Elles décrivent les horreurs qui se passent en Bulgarie (1), l'agitation de Constantinople, les objections ridicules de son collègue d'Angleterre à la remise de la note, l'encouragement que l'attitude de cette puissance donne au fanatisme et aux résistances de la Turquie, les plans de Midhat Pacha, très hostile en somme à la chrétienté, etc. On sent que les couleurs du tableau sont chargées, mais il est probable qu'elles ne sont pas fausses.

« J'ai pris occasion de cette lecture pour lui faire une

(1) Allusion à la sauvage répression par les Turcs de l'insurrection bulgare. Tous les détails n'en furent connus que dans le courant des mois d'août et de septembre, par les rapports de l'agent anglais M. Baring. D'après ses calculs, qui furent plus tard contestés, 12.000 personnes auraient péri; mais, observe M. Baring, « que 5.000 ou 15.000 personnes aient péri, la férocité sanguinaire de ceux qui réprimèrent la révolte n'en est pas diminuée. »

insinuation relative à ce que m'a dit Koloschine. Je lui dis que je blâmais d'autant plus l'Angleterre, qu'en repoussant la note elle ne proposait rien à la place et qu'elle assumait une lourde responsabilité; que, pourtant, nul ne pouvait se dissimuler la gravité de l'isolement de ce pays, et que c'était pour cela que vous aviez cru devoir, avant de passer outre, faire tous les efforts pour la ramener. « Peut-être, ai-je ajouté, « depuis deux jours que je n'ai rien reçu du duc Decazes, « l'Angleterre se sera-t-elle un peu plus expliquée. N'est-ce « pas là, en effet, ce qu'il serait utile d'obtenir? Et on aurait « ainsi des bases pour sortir de cette situation. »

« Non seulement le prince n'a rien objecté à toutes mes paroles, mais il a fait un geste qui signifiait : Essayez!

« En nous séparant, il m'a redit : « Je compte sur vous; « écrivez chaleureusement, et que, du moins, le faisceau des « cinq ne soit pas rompu. Il ne s'agit pas ici des intérêts « russes, mais de ceux de l'humanité et du christianisme. »

« Quant à nous, il est bien vrai que nous ne pouvons oublier le service que la Russie nous a rendu l'année dernière. Les perplexités de la Russie deviennent évidentes. C'est le moment, je crois, pour nous, de tenter une conciliation. Il ne faut pas perdre de temps; mais je parlerai encore ici dans le sens de la patience, car on est ou on semble être trop pressé. Karolyi est assez près de cette opinion... »

A peine avait-il envoyé ce rapport, que M. de Gontaut recevait la réponse du duc Decazes à la nouvelle proposition russe : « La chose est grave, et je crois que l'on se presse trop. Au premier abord, je suis frappé de cette considération que l'opinion publique accueillera avec peu de faveur une démarche et une pression qu'elle qualifiera d'impatience, et elle fera la part trop belle à ce qu'elle appellera la patience et la prudence de l'Angleterre.

« D'autre part, comment prétendre, en présence d'un pouvoir nouveau, d'une situation si profondément modifiée depuis huit jours, que les termes dont on se servait alors

doivent rester entiers et immuables? La vraie sagesse ne consisterait-elle pas d'abord à s'entendre à nouveau sur l'opportunité de la démarche, sauf à en préciser ensuite les termes et la portée? »

Cette réponse inquiétait M. de Gontaut : « Je vois, répliquait-il, que vous inclineriez pour un retard dans la remise de la note et même pour une modification de ses termes. *Ceci est grave et ne sera pas goûté ici* (1). Du moins, si vous m'envoyiez une assurance de la continuation de conformité de vos vues, quant au fond, c'est-à-dire que vous n'entendez pas, comme l'Angleterre, renoncer absolument à une note et au concert, cela m'aiderait à faire passer le reste. Evidemment, on se presse trop ici et je ne parviens pas encore à le faire comprendre. »

M. de Gontaut ne négligeait pourtant aucune occasion d'y parvenir. Dans toutes ses conversations, il s'efforçait d'amener le gouvernement russe à temporiser. Au nombre de ses interlocuteurs habituels, se trouvait le baron de Jomini. Il entrait plus volontiers et plus aisément que le prince Gortchakoff dans les vues du duc Decazes et pouvait, en répétant au chancelier les propos de notre ambassadeur, exercer sur ses résolutions une heureuse influence. C'est ce qui ne manqua pas de se produire : on va voir l'empereur de Russie retirer soudainement la proposition inconsidérée qu'il venait de soumettre aux puissances et consentir de nouveau à un ajournement.

« Ce matin, écrit M. de Gontaut dans ses notes, à la date du 6 juin, j'avais eu avec M. de Jomini une longue et intéressante conversation au sujet de la note et de sa remise à la Porte. Je lui avais expliqué toutes les objections qui pouvaient être faites contre une remise précipitée de la note, qui serait certainement condamnée par l'opinion publique, qu'elle tournerait peut-être du côté de l'Angleterre. Le

(1) La phrase en italique a été biffée sur la minute.

baron de Jomini était vraisemblablement préparé à entendre ces objections dont une partie avait été déjà adressée au prince Orloff par le duc Decazes et avait assurément produit une certaine impression sur l'esprit du prince Gortchakoff. Je suis porté à croire, maintenant, que le comte Andrassy les avait soulevées de son côté; peut-être l'Allemagne en avait-elle fait autant, de sorte que la ténacité du chancelier était sûrement déjà ébranlée.

« L'entretien entre M. de Jomini et moi se termina par une sorte de compromis entre le projet du chancelier et l'opposition des autres puissances : nous convînmes tous deux que, si on arrivait à ajourner la remise de la note et à en modifier les termes, du moins les puissances s'entendraient pour affirmer toutes les cinq ensemble — l'Angleterre voulant rester isolée — leur union dans des vues identiques pour atteindre le but que se proposait la note. Nous nous séparâmes; mais j'instruisis sur-le-champ le duc Decazes de cette conversation et lui recommandai instamment l'adoption d'un projet conforme à ce qui nous avait réunis, M. de Jomini et moi.

« En arrivant, le même jour, vers six heures, à la promenade, le comte Karolyi arriva vers moi avec empressement et m'apprit que l'empereur de Russie, sur la proposition du chancelier, venait d'adresser aux quatre puissances une proposition d'entente pour déclarer au Sultan et le maintien de l'union des cinq en faveur de la pacification et l'ajournement de la note devant l'octroi qu'il fait spontanément aux chrétiens de grandes et importantes réformes. Karolyi me dit : « J'en suis extrêmement content. C'est très « bon! » On sentait, en l'entendant, que, lui aussi, avait passé par des inquiétudes sur l'union des puissances que le premier projet de la Russie menaçait de trouver divisées. C'était me confirmer l'opposition faite ces jours-ci par l'Autriche. Mes précédents entretiens avec Karolyi m'en

avaient déjà convaincu (1). Karolyi me prévint, au reste, que le prince Gortchakoff m'attendait pour me l'apprendre, et me pria de n'avoir point l'air d'être déjà au courant.

« Quelques minutes après, nous étions rejoints par M. de Jomini : « Eh bien, M. de Gontaut, me dit-il, notre conver- « sation n'a pas été perdue et notre idée est adoptée par le « prince Gortchakoff. L'Empereur l'a acceptée et nous « venons d'expédier une proposition dans ce sens aux « quatre puissances. » Il en était satisfait, au moins autant que peut l'être d'une demi-mesure ou d'une mesure de conciliation un homme qui n'aime que les solutions très nettes. Nous causâmes encore assez longtemps sur ce sujet.

« Un peu après, je passai auprès d'une table autour de laquelle étaient assis Leurs Altesses impériales le grand-duc et la grande-duchesse Michel de Russie avec le prince Gortchakoff. Ils voulurent bien m'inviter à m'asseoir près d'eux. Lorsqu'ils se levèrent pour aller faire leurs adieux à l'Empereur, — car ils partaient une heure après pour Paris, — le prince Gortchakoff passa son bras sous le mien et il me renouvela l'annonce de la proposition de l'Empereur. « Vous « aviez des objections à la première proposition, m'a-t-il « dit, et Orloff m'a rendu compte de celles du duc « Decazes. J'ai donc voulu prendre un terrain sur lequel « l'accord pouvait se faire et j'en ai fait l'objet d'une pro- « position que l'Empereur a approuvée et que j'ai adressée « aux quatre puissances. Veuillez télégraphier à votre « gouvernement dont, je le pense, nous aurons maintenant « l'adhésion complète. »

« J'ai retrouvé plus tard dans la bouche du prince Gortchakoff des arguments que j'avais développés ici dès le jour de mon arrivée et qui ne semblaient pas alors faire grande impression, tels que celui-ci : « Si le Sultan accorde

(1) M. de Gontaut a plus tard ajouté en marge : « et, ce matin 7, en me renouvelant l'expression de sa satisfaction, il ajouta que le projet primitif n'aurait pu réunir l'assentiment des puissances. »

« spontanément et de bonne foi des réformes, eh bien, tant « mieux! cela vaut beaucoup mieux que si l'Europe les lui « imposait. C'est aux réformes que nous tenons et nulle- « ment à la manière de les obtenir. » C'est dire qu'on pourra bien y renoncer tout à fait... »

Aux termes du télégramme contenant son nouveau projet, la Russie proposait de déclarer à la Porte « que les cinq puissances, persistant à rester dans un accord complet et intime pour pacifier les provinces révoltées, consentent à suspendre la démarche identique jusqu'à la preuve que la Porte aura procédé à la réalisation des réformes importantes qu'elle assure vouloir accorder prochainement et spontanément. »

Le duc Decazes répondit aussitôt à notre ambassadeur qu'il approuvait la pensée dont la proposition du prince Gortchakoff était l'expression. La suite de sa réponse montrait que cette approbation n'était point une adhésion immédiate et sans réserve à la nouvelle formule. Il insistait sur le point que les termes de cette formule lui paraissaient de nature à favoriser les tentatives de rapprochement entre *toutes* les puissances. « Vous savez, ajoutait-il, que tel est toujours, en effet, le but de nos efforts. » C'était annoncer le dessein de poursuivre les pourparlers avec l'Angleterre, avant de prendre aucune décision. En même temps, une lettre particulière, datée du 6, exposait en détail à M. de Gontaut cette ligne de conduite.

« ... Nos télégrammes vous ont tout dit; mais il me reste à bien vous expliquer ma pensée et mes embarras. Je ne méconnais pas la justesse de vos observations : nous avons à acquitter vis-à-vis de la Russie une dette de reconnaissance, et, d'autre part, nous avons à ménager auprès d'elle les plus sérieux intérêts pour le présent comme pour l'avenir. Cependant, nous ne pouvons, d'une part, la suivre à l'aveugle, même dans ses erreurs; or, dans le cas présent, elle va trop vite et laisse trop parler son dépit; et, d'autre

part, nous ne pouvons, sans risquer de compromettre et le présent et l'avenir, nous exposer à froisser l'opinion publique et à provoquer contre la Russie et sa politique une manifestation bruyante, irréfléchie, mais qui est certainement dans le courant actuel.

« M. Thiers a puissamment aidé à cette évolution par son langage et celui de ses journaux, par l'ardeur avec laquelle il se reprend à défendre avant tout l'alliance anglaise. Si j'essayais de remonter brutalement ce courant, j'y réussirais peut-être, mais, en tout cas, je n'aurais pu éviter des explications, des déclarations malveillantes qui resteraient plus tard et entre nous comme un froissement. C'est un état maladif de l'opinion, auquel les vingt et un bateaux cuirassés de l'Angleterre dans le Levant ne sont pas étrangers, qu'il faut ménager et soumettre à un régime prudent. Pour que ce pays reprenne confiance et me laisse faire, il faut que je puisse affirmer mon indépendance, il faut surtout que j'aie réussi à amener au moins un semblant de rapprochement entre les cabinets de Saint-James et de Saint-Pétersbourg. Il n'est bruit, en ce moment, que d'une prétendue alliance entre Londres et Berlin, d'aucuns disent même de Vienne, de traités secrets signés; on en conclut que nous sommes livrés isolés, sans autre protection que la Russie impuissante. Il faut laisser tomber toutes ces vaines terreurs et gagner du temps.

« D'autre part, ces préférences de la Russie pour une intervention armée de l'Autriche se révèlent à moi pour la première fois. Dès le mois d'août, j'avais mis pour condition de notre accord avec la Russie qu'il ne serait jamais question d'intervention ni d'occupation. Il y a deux mois à peine, Orloff me demandait si mes dispositions à ce sujet restaient les mêmes, en homme qui les partageait. J'ai donc lieu de m'étonner de la nouvelle qui renverse les rôles, en me signalant la Russie comme ayant été particulièrement favorable à l'occupation. L'Autriche ne la veut pas par elle-

même, et bien moins encore consentira-t-elle à la permettre à l'Italie; autant vaudrait lui céder la Dalmatie et l'Illyrie. Ceci vous prouve à quel point j'ai le devoir d'être prudent et de ne pas m'engager dans une voie au bout de laquelle je trouverais l'intervention armée et peut-être une guerre européenne.

« Tout ceci dit, il n'en est pas moins vrai que la Russie est dans un grand embarras, que je puis, sans me compromettre, l'aider à sortir de ce mauvais pas et que je dois donc m'y employer activement. C'est que ce je fais.

« L'essentiel serait de trouver une rédaction, une formule qui pourrait, en ce moment, être commune à *toutes* les puissances. La chose me paraît possible et je m'y emploie. Le projet de *note identique* (1), que je me suis fait envoyer de Constantinople, atténue dans des proportions considérables le Mémorandum de Berlin. Le dernier point, celui relatif à l'éventualité de l'insuccès des moyens proposés, en a même complètement disparu. L'armistice y est très habilement présenté et justifié. Il n'a plus besoin de l'être aujourd'hui. On peut, dans le cadre qui reste, introduire, d'un côté, des « conditionnels », de l'autre, des « affirmations plus nettes ». J'ai essayé ce travail et j'ai été surpris de la facilité avec laquelle le terrain de l'entente se trouvait défini tout naturellement. D'autre part, la pensée dont le télégramme du prince Gortchakoff d'hier contenait le germe, et qui est bien de se servir de l'armistice et des espérances que peut nous laisser le langage de la Porte pour clore l'incident, en réservant l'avenir, peut aussi nous fournir une formule acceptable pour toutes les six puissances (2); car l'important,

(1) C'est le projet qui allait être remis par les cinq puissances lorsque survint la déposition d'Abdul-Aziz.

(2) La phrase du ministre s'applique sans aucun doute au télégramme que nous reproduisons plus haut, p. 222, et qui contenait la proposition à laquelle la Russie venait de s'arrêter en dernier lieu. Le duc Decazes en rend très exactement, non les termes, mais la pensée. Il fut expédié le 6. Les mots « télégramme d'*hier* » ne

je le répète, en ce moment, n'est pas de s'affirmer à *cinq*, ce qui serait un défi sans raison comme sans utilité, mais de ne s'affirmer qu'à *six* et de se taire tant que cette affirmation à six ne sera pas possible.

« Pénétré de cette conviction, j'essaie, dans la double voie que je viens de vous dire et après en avoir causé avec Orloff, une double négociation accueillie par Lord Lyons avec grande sympathie et dont il devra, ce me semble, sortir tout au moins une contre-proposition anglaise. Cela ne sera pas long. Ne nous décourageons pas. Si nous parvenons à amener Lord Derby à nous proposer *une formule*, le plus difficile sera fait; car je le défie de se désintéresser des nôtres et d'en produire à la face de l'Europe une qui soit en contradiction avec les seuls desseins que nous affirmions et puissions affirmer. Quant à l'efficacité de tous ces moyens au point de vue de l'Orient, je n'y crois pas plus pour les uns que pour les autres, à vrai dire, et il y a longtemps que je suis convaincu que s'ils ne s'entendent pas entre eux et tout seuls, ils ne s'entendront jamais.

« Adieu, bien cher ami, quelles drôles de vacances nous vous faisons!... »

Ce n'était donc pas à titre définitif que le gouvernement français acceptait la dernière proposition russe, mais comme une nouvelle base de négociations, sur laquelle on pouvait essayer de fonder l'accord des six puissances. Cette attitude n'était point faite pour plaire au prince Gortchakoff qui avait espéré de la part de la France, ainsi qu'on l'a vu plus haut, une « adhésion complète ». Une autre période de mécontentement et de récriminations allait s'ouvrir, plus aiguë que la précédente, et fort pénible à traverser pour M. de Gontaut.

peuvent s'expliquer que par une erreur, soit que le duc Decazes ait mis à sa lettre une date inexacte, soit qu'il se soit trompé sur celle du télégramme. Il la donne exactement dans une lettre postérieure, du 16 juin, que nous reproduisons ci-dessous.

C'est dans la soirée du 8 juin que M. de Gontaut recevait la lettre du duc Decazes. Le même jour, avant de la connaître, notre ambassadeur avait déjà pu constater, dans un entretien avec le prince Gortchakoff, l'humeur persistante de celui-ci. Le chancelier lui avait donné lecture d'une dépêche qu'il adressait au général Ignatieff. Il y parlait des « hésitations » de la France, des illusions qu'elle se faisait sur le résultat de ses négociations avec l'Angleterre et de la « perte de temps » qu'elle causait. Puis, il avait rappelé de nouveau le service qu'il avait voulu nous rendre en insérant dans le Mémorandum de Berlin le projet d'une manifestation maritime qui devait tout naturellement nous assurer une prépondérance incontestée. « Laissez-moi vous parler franchement, continua-t-il. Il est vrai, j'ai un reproche à adresser au duc Decazes. Il a voulu prendre un rôle important, un peu prépondérant; il a voulu grandir la France en opérant la médiation entre la Russie et l'Angleterre. Qu'il ait essayé, c'est très bien; mais il devrait s'apercevoir qu'il ne réussira pas. » Enfin, sans vouloir se rendre aux raisons de M. de Gontaut, pris d'un accès « de fierté mal placée, et, pour mieux dire, de vanité », il ajouta : « Si nous obtenons l'accession de l'Angleterre, ce sera, je le crois, dû beaucoup plus à notre dernière proposition qu'aux tentatives de négociation du duc Decazes. »

Après un tel entretien, M. de Gontaut ne pouvait guère s'illusionner sur l'accueil qui l'attendait, lorsque, quelques heures plus tard, ayant lu la lettre du duc Decazes, il allait porter au prince Gortchakoff la réponse du ministre à sa dernière proposition. « Humeur accentuée, télégraphiait-il le soir même au ministre, contre la communication de votre réponse. On s'attendait à une adhésion définitive. » A toutes les explications tentées par M. de Gontaut, le chancelier répondit que nous étions dans une « fausse voie » qui nous faisait grand tort en Europe et réjouissait nos ennemis, que l'Angleterre profitait de tout le temps que nous

faisions perdre aux autres puissances, qu'il croyait pouvoir compter davantage sur nous, etc. « Il a fini par convenir qu'il fallait, il est vrai, quelques jours pour que vous sachiez à quoi vous en tenir; mais il paraît s'y soumettre à contre-cœur et il parle de cinq jours que vous auriez demandés déjà à Orloff dans une dépêche qui ne lui avait pas paru très claire avant notre entretien. Je n'ai pas fixé de nombre, bien entendu; mais j'ai répliqué que ce ne serait pas long.

« Au fond, le prince Gortchakoff comprend que faire à Constantinople la démarche sans nous, à quatre par conséquent, en affaiblirait beaucoup la portée; il le sait; mais comme il croit, d'un autre côté, à l'utilité d'une prompte déclaration, il est impatienté de nos délais. Il patientera donc, quoique mécontent...

« Essayez donc de trouver la formule, d'obtenir de l'Angleterre une contre-proposition. Je vous prie instamment de faciliter mes réponses aux insinuations sur nos arrière-pensées, car la Russie et l'Autriche craignent sérieusement que, finalement, si l'Angleterre ne se rend pas, nous les abandonnions. Envoyez-moi une phrase au moins qui prouve que nos vues restent conformes à celles auxquelles nous avons déjà adhéré. C'est très important, dans mon opinion. Enfin, un jour ou l'autre, il faudra bien que nous sachions exactement à quoi nous en tenir sur l'Angleterre. Des délais successifs n'aboutiront pas, je le crains, mais nous feraient perdre la confiance des autres puissances et nos ennemis les exploiteraient. »

A ces inquiétudes exprimées par M. de Gontaut, le duc Decazes répliquait, pour préciser sa conduite, qu'il n'hésitait pas un instant à adhérer à la proposition russe, mais qu'il s'était demandé en quels termes la déclaration du sursis pourrait être faite à la Porte et si elle ne pourrait pas l'être par les six puissances. C'est à cette fin qu'il avait entamé une négociation avec l'Angleterre.

Cependant l'attitude du cabinet français commençait à être exploitée par l'Allemagne, comme le redoutait M. de Gontaut. Cette puissance avait accepté sans réserves le dernier projet russe, et l'Autriche-Hongrie l'avait suivie, malgré toute l'opposition qu'elle faisait à la politique du prince Gortchakoff dans ces derniers événements. De Berlin, le comte d'Aunay, deuxième secrétaire de l'ambassade, avertissait M. de Gontaut que la presse allemande se tournait de plus en plus du côté de la Russie. « Hier, c'était la France qui était admonestée pour avoir jeté ses regards vers l'Angleterre. Aujourd'hui, c'est l'Autriche qui reçoit la même leçon pour le même motif. Toutes les personnes neutres nous recommandent la prudence (1). »

C'est le conseil que le baron de Jomini faisait également entendre à M. de Gontaut. « Je tenais à vous prévenir confidentiellement, lui disait-il le 9 juin, que depuis quelques jours, de Berlin, Bismarck nous accable de prévenances et d'amabilités; ce qui n'était pas son fort auparavant. Il trouve la proposition de la Russie du 6 juin excellente, écrit-il, après l'avoir mûrement examinée, et il est prêt à faire ce que la Russie trouvera bon, etc. Enfin, il a fait des remontrances très énergiques à Vienne au sujet des articles si violents que la presse de ces derniers jours a écrits contre nous. Je soupçonne que ce sont vos hésitations qui nous valent tant de bonnes grâces. Prenez-y garde (2). »

Nous ne suivrons pas M. de Gontaut dans les efforts sans cesse répétés qu'avec une patience inlassable il faisait pour

(1) « Il me revient, écrivait un autre jour le comte d'Aunay (8 juin), que les Russes sont mécontents de nos prétendues négociations avec l'Angleterre. Aujourd'hui la *Gazette de Cologne* affirme que le duc Decazes cherche des alliances de tous les côtés et que ses propositions sont partout repoussées. »

(2) Une personne qui, sans être du monde officiel, appartenait à la haute société russe, confirmait à M. de Gontaut « la *contrariété*, pour ne rien dire de plus, » qu'éprouvait son gouvernement de notre attitude.

justifier la conduite de son gouvernement. Les récriminations et les réponses ne variaient pas, même dans la forme. Mais c'est contre l'Angleterre que les reproches formulés par la Russie étaient particulièrement vifs, et, sur ce point encore, M. de Gontaut, sans excuser complètement le gouvernement de Saint-James, ne dissimulait pas une divergence d'appréciation. Il n'allait pas jusqu'à prétendre, comme le prince Orloff lui-même, dans une dépêche qui avait fait « bondir » le chancelier russe, que l'Angleterre était « l'offensée », mais il trouvait assez naturel qu'elle eût été froissée par la procédure des trois cours impériales qui, en rédigeant le Mémorandum de Berlin, avaient semblé s'arroger à elles seules le règlement de la question pendante.

Néanmoins, le cabinet anglais parut un instant disposé à prendre une attitude plus conciliante et M. de Gontaut s'en aperçut au changement d'humeur du prince Gortchakoff. « Ce matin, écrivait-il le 14 juin au duc Decazes, il y a de la détente. Le motif en est que le cabinet anglais a annoncé qu'il désirait faire une communication à la Russie, et on est flatté de l'initiative prise par l'Angleterre. Je ne pense pas que l'on sache encore l'objet de la proposition anglaise. »

Le lendemain, même impression dans les notes de l'ambassadeur : « Très aimable accueil aujourd'hui. Le prince Gortchakoff a la physionomie souriante. Je ne tarde pas à en avoir l'explication : elle est dans l'attitude de l'Angleterre. Il attend un courrier de Londres qui lui fera connaître l'objet de la communication anglaise. Il est probable que le télégraphe lui en a déjà appris la substance, mais il ne m'en a rien dit que ce mot : « L'Angleterre nous fait des avances; « je ne vous le cache pas. » En donnant à M. de Gontaut cette nouvelle, le chancelier restait muet sur le rôle de la France, comme s'il n'eût pas voulu reconnaître la part qu'elle devait avoir à cet événement.

Malheureusement, les avances de l'Angleterre n'étaient qu'une illusion du prince Gortchakoff. « N'y croyez pas trop, télégraphiait le duc Decazes à M. de Gontaut, le 16 juin. L'Angleterre a eu des mots aimables; elle a dû renoncer officiellement à ses méfiances. Mais le terrain de l'action commune n'a pas encore été trouvé. Peut-être même n'est-il pas très sincèrement recherché à Londres. »

La lettre suivante, du ministre, datée du même jour, développait et expliquait le télégramme :

« Les deux lettres dont je vous envoie ci-joint l'extrait me semblent contenir l'explication des espérances qui vous ont été exprimées et dont on avait tort de triompher bruyamment et contre nous. Elles les réduisent aussi à leur juste valeur. Vous verrez qu'on est loin encore de ce rapprochement *intime* qui devait permettre de se passer de nous. C'était là, d'ailleurs, un mauvais petit sentiment retenu au passage et sur lequel je n'insisterai pas.

« Nous avons rendu un signalé service à la Russie en la retenant un moment et l'arrêtant dans une voie qui lui aurait fait une situation impossible à Constantinople et en Europe. Je ne m'explique pas que le prince Gortchakoff ait si peu compris qu'il y aurait quelque imprudence à vouloir réagir contre les faits et qu'il y avait, au contraire, toute sagesse à en tirer le parti qu'ils comportaient. Le 29 au soir, en signant à Constantinople la note identique, nous courions une aventure que l'attitude de l'Angleterre pouvait rendre périlleuse, mais qui avait ses raisons d'être; le 30 au matin, les raisons d'être avaient disparu. Le fait brutal pouvait et devait être accepté, et il n'y avait nulle susceptibilité à y mêler, car les faits ne froissent pas les amours-propres. Il fallait se demander simplement quel parti il convenait d'en tirer, et la réponse était facile : gagner du temps, attendre des événements les enseignements qu'ils pouvaient nous apporter et, chemin faisant, écarter les dangers qui nous avaient mis en présence de ce

que j'ai appelé plus haut une aventure, en recherchant les moyens de ramener l'Angleterre dans nos voies.

« Le prince Gortchakoff s'est, pendant quelques jours, cramponné à sa *note*, et, lorsqu'il a renoncé à sa présentation, ce n'est pas à moi qu'il a fait cette concession, c'est à sa propre raison qui lui disait toutes ces choses plus clairement qu'il ne lui plaît d'en convenir. Pour couvrir cette retraite, il a imaginé un expédient qui, tel qu'il le présentait, n'avait en réalité et contre sa volonté qu'une signification, l'affirmation du dissentiment qui se produisait en Europe, et dont le résultat aurait été simplement de faire croire à la Turquie qu'elle avait dans le monde un fidèle et inébranlable ami, l'Angleterre, et cinq ennemis acharnés à sa perte (1).

« De cet expédient, il y avait cependant un parti à tirer : en modifiant les termes qui nous étaient proposés et qui, par eux-mêmes, étaient fort critiquables, au point de vue de la logique, nous pouvions en faire l'objet d'une manifestation commune à toutes les puissances et trouver ainsi l'occasion de rétablir l'entente à *six*. La chose pouvait ne pas plaire à Berlin, et les efforts faits par le prince de Bismarck pour entraîner la Russie dans les voies inexorables le prouvent de reste; mais elle était désirée à Vienne, à Rome, même à Ems, quoiqu'on en témoigne de l'humeur. Je l'ai tentée. Je pourrais croire que j'ai échoué, si le langage que vous tient depuis vingt-quatre heures le prince Gortchakoff ne me donnait le droit de dire que j'ai réussi. Ce que j'ai voulu, en effet, c'est rétablir les relations entre les cabinets d'Ems et de Saint-James sur un pied raisonnable; ce que j'ai voulu véritablement, c'est les amener à s'expliquer et à s'entendre. J'y ai réussi, puisque l'on vous a parlé hier « de l'attitude nouvelle de l'Angleterre »

(1) Cet « expédient » est la dernière proposition russe faite aux *quatre* puissances : suspension de la démarche identique juqu'à ce que le gouvernement turc ait donné la preuve de ses intentions.

et « des avances qu'elle fait à la Russie », et de « ses communications directes ». C'était ce que je désirais, ce que j'espérais; qu'ils s'entendent donc directement, qu'ils s'expliquent directement, en tête à tête, je n'en ai nul ombrage et je ne redoute pas cet accord des quatre, dont la France et l'Italie seraient exclues, pas plus que je ne redoute avec Nigra (1) les périls que fera courir à la France ce rôle médiateur que mon ami voulait réserver à son pays au détriment du nôtre.

« Quant à la nature, à l'intimité, aux conditions mêmes de cette entente, vous pourrez en juger par la correspondance de d'Harcourt, et aussi par la démarche que Lord Lyons vient de faire auprès de moi. Je lui avais, vous le savez, remis, à titre confidentiel et intime, et après de longs développements donnés à la pensée de l'union et de l'entente entre *toutes* les puissances, deux projets, l'un qui n'était guère qu'une édition remaniée et corrigée de la note identique préparée le 29 mai à Constantinople, l'autre qui s'inspirait plus directement de la dépêche télégraphique du prince Gortchakoff à Orloff sous la date du 6 courant.

« Lord Lyons m'a lu la réponse de Lord Derby à sa communication. Le principal secrétaire d'Etat me remercie, plus cordialement qu'il n'est dans ses habitudes, de mes efforts, auxquels il s'associe et qu'il apprécie vivement, *mais :* quant à la première rédaction, elle s'inspire d'une pensée et elle est le reflet d'un document auquel il a voulu rester étranger, et il ne saurait, dès lors, s'associer à ses développements quelque atténués qu'ils puissent être; quant à la seconde indication que je lui avais faite, elle fait pressentir des *suggestions ultérieures*, dont la seule pensée sera considérée comme une menace par les uns, comme un encouragement par les autres, et son esprit

(1) Ministre plénipotentiaire d'Italie à Paris.

n'étant pas arrêté sur ce que pourront être en toutes éventualités ces *suggestions*, il ne saurait être disposé à les prévoir et à s'imposer d'avance l'obligation de les produire quoi qu'il advienne (1).

« Lord Derby termine en disant qu'il est très sensible aux efforts qui sont faits auprès de lui, et qu'il me supplie d'accueillir sa réponse avec le même sentiment de bon vouloir et de confiance avec lequel il a reçu mes ouvertures, et m'en remercie.

« Puis Lord Lyons, continuant, a ajouté qu'il croyait que son gouvernement pensait qu'il serait sage et opportun de laisser aux événements le temps de se dérouler et d'indiquer à l'Europe sa voie. Si les Turcs sont battus, il faudra bien qu'ils se résignent à laisser se constituer une sorte d'autonomie des provinces insurgées, et l'Europe ne s'en mêlerait alors que pour régulariser cette situation nouvelle. Si, au contraire, les Turcs sont vainqueurs, il leur faudra faire pour les provinces soumises quelque chose comme ce qui a été fait pour la Crète (2).

« J'ai dû remarquer que c'étaient là précisément des *suggestions ultérieures*, et j'ai tiré de cet argument un parti et des conséquences que Lord Lyons n'a pu toutes décliner. Elles l'ont ramené à la situation présente, et il a très nettement reconnu qu'en attendant les événements, il y avait, à l'heure présente, quelque chose à faire *au point de vue de l'Orient*, et ce « quelque chose », c'est d'engager sans relâche la Turquie à s'entendre et à traiter directe-

(1) Ces « suggestions ultérieures » que faisait pressentir la dernière proposition russe, sont les mesures que les puissances seraient appelées à prendre, si, après le délai accordé au nouveau sultan, il apparaissait que celui-ci persiste dans la politique de son prédécesseur envers les populations chrétiennes. L'attente de ces suggestions serait, dans la pensée de Lord Derby, une menace pour la Porte et un encouragement pour les insurgés.

(2) Allusion à l'insurrection crétoise de 1866. Abdul-Aziz, après l'avoir durement réprimée, fit des concessions à ses sujets chrétiens.

ment avec le Montenegro, même avec la Serbie (1), à faire cesser enfin la lutte par des concessions faites aux insurgés. « C'est ce que vous faites, m'a-t-il dit, et c'est « ce que nous faisons aussi. »

« J'ai répondu que c'était là, en effet, une chose pratique et utile à tenter, mais qu'il était non moins urgent et non moins nécessaire de s'occuper du point de vue plus général et plus européen de la question, qu'il fallait à tout prix affirmer l'entente et l'accord entre les six puissances, ne pas permettre que le soupçon d'un dissentiment entre elles pût être exploité à Constantinople, à Belgrade, à Cettigne ou *même ailleurs*, qu'il fallait, avant tout, faire disparaître cette cause de malaise et d'anxiété, et que, pour ce faire, il n'y avait qu'un moyen, trouver un terrain sur lequel une manifestation commune pût se produire, une formule acceptable et acceptée par tous, et le faire au plus vite. J'ai ajouté que c'était uniquement dans ce but que je lui avais remis des projets de note commune auxquels je ne tenais nullement dans la forme et dans les termes, mais que mon intention, clairement exprimée dès l'abord, avait été de prier Lord Derby de s'approprier non mes projets, mais la pensée qui les avait inspirés, et de leur substituer lui-même la formule qui lui paraîtrait vraiment propre et correcte.

« Lord Lyons n'a pas hésité à s'associer à cette idée, qui lui paraissait juste, et il s'en est emparé avec tant de complaisance que j'ai cru pouvoir un moment supposer qu'il avait été autorisé par Lord Derby à me suivre sur ce terrain. Il me fallait tirer la chose au clair. Je lui ai donc demandé très nettement si j'étais autorisé à compter sur la présentation, par Lord Derby, d'une formule se substituant à mes indications et à la faire pressentir. Après quelques

(1) Le Montenegro et la Serbie étaient à la veille de prendre les armes contre la Porte.

hésitations, Lord Lyons m'a répondu qu'il n'était pas autorisé à me donner cette assurance et que je ne pourrais parler que de l'approbation qu'il donnait personnellement à mon idée, et non de celle de son gouvernement, auquel il allait la transmettre immédiatement en la recommandant à sa considération.

« Voilà où nous en sommes restés. J'ai rendu compte du tout à Orloff qui venait de recevoir une lettre du prince qui contenait une protestation presque amère contre son *mot* sur les justes griefs de l'Angleterre, qui « était l'offensée ». Orloff était disposé à suivre la discussion contre son chef. Je l'en ai dissuadé, parce que toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire. Il est certain cependant que, si l'Angleterre avait été prévenue et préparée avec un peu de soin et par avance, on aurait ou triomphé de ses résistances ou conjuré leurs conséquences. Mais ceci est de l'histoire rétrospective et fort inutile à reprendre...

« Quant à l'Europe civilisée, quant aux six puissances garantes, elles n'ont, à cette heure, qu'une chose raisonnable et raisonnée à faire, attendre que les événements lui apportent des solutions ou des expédients pour les préparer. En présence de ce gouvernement, qui se transforme et qui cherche sa voie à Constantinople, il n'y a qu'une chose à faire, c'est de ne rien faire. J'ajouterais volontiers que c'est aussi la politique qui peut le mieux servir les intérêts des populations chrétiennes. Quoi qu'il sorte, en effet, de ces conseils de cabinet où l'on assassine les ministres de la guerre (1), les Herzégoviniens n'ont rien à en redouter et ils ont, au contraire, et suivant toutes probabilités, tout à en espérer. »

Les lettres de notre ambassadeur à Londres, datées du 12 et du 15 juin, que le duc Decazes envoyait à M. de

(1) Le 16 juin, un officier turc, faisant irruption dans la salle où se tenait le conseil de cabinet, tuait à coups de revolver le ministre de la guerre et un de ses collègues.

Gontaut, achevaient d'éclairer celui-ci sur la véritable attitude de l'Angleterre. Elles reproduisaient le langage fort net tenu par M. Disraeli et par Lord Derby au comte Schouwaloff. C'était, exprimée sans détours, la « politique de la saignée ».

Le cabinet anglais, selon M. Disraeli, trouvait l'intervention de l'Europe inutile. « Que voulez-vous? insistait alors l'ambassadeur russe. Quelle est votre politique? — Je suis persuadé, répondait le ministre, qu'on ne peut éviter, la collision et l'effusion du sang. Il est impossible d'empêcher la Serbie et le Montenegro d'attaquer la Turquie. — Mais vous savez bien que nous faisons depuis longtemps les plus grands efforts pour arrêter ces populations. — Vous avez tort; cela est parfaitement inutile. Il faut que le sang coule. Alors, il arrivera de deux choses l'une : ou bien la Turquie sera vaincue, et alors il sera temps d'examiner comment on disposera de la succession ouverte; ou bien elle battra les chrétiens, et il faudra aviser aux moyens d'éviter qu'ils soient trop opprimés et livrés au glaive. — Ce que vous envisagez comme nécessaire, c'est justement ce que nous travaillons à empêcher. Dans l'un des cas, c'est le partage prématuré de la Turquie pour lequel l'Europe n'est pas prête, et, dans l'autre, l'intervention armée. » M. Disraeli n'avait pas trop répondu à l'objection, mais avait dit : « J'ai tenu à vous donner ces explications de suite, parce que Lord Derby est à la campagne. Quand il sera de retour, il vous répétera les mêmes choses. »

Lord Derby les répétait en les aggravant. Il protestait, en effet, contre cette opinion de M. Disraeli qu'il faudrait aviser à empêcher la trop grande oppression des chrétiens s'ils venaient à être vaincus, ajoutant que ces derniers ne lui paraissaient pas intéressants. Il disait encore au marquis d'Harcourt qu'il n'y avait pas lieu, à l'heure présente, de soulever la question d'une intervention européenne, collective ou non.

De pareilles dispositions, aussi nettement affirmées, ne rendaient guère probable un accord définitif de l'Angleterre et de la Russie. Cependant, cette dernière, malgré des heures de doute et d'inquiétude qu'elle traversait encore, paraissait confiante dans l'issue des négociations. M. de Gontaut écrivait dans ses notes, à la date du 17 juin :

« Karolyi m'a dit tenir du chancelier que le courrier d'Angleterre était arrivé et qu'il avait apporté les propositions de l'Angleterre. Les unes sont acceptables, a-t-il dit, les autres veulent être revisées, et Karolyi ajoute que, de l'ensemble des paroles du chancelier, il conclut que celui-ci a bon espoir dans un accord prochain. L'empereur Alexandre a dit aussi à Karolyi : « Les Anglais sont devenus « plus raisonnables; j'espère que nous nous arrangerons. » J'affaiblis plutôt que je n'augmente les paroles de mon collègue. Lui aussi croit à un accord général à bref délai. »

Le même jour, le prince Gortchakoff, tout en paraissant avoir un peu perdu de sa confiance, parlait à M. de Gontaut des « flatteries » que l'Angleterre venait de lui adresser, mais qu'il n'accueillait qu'avec une certaine réserve, en attendant ce qui allait suivre. Il annonçait à notre ambassadeur qu'il lui ferait connaître le lendemain, ainsi qu'à son collègue d'Autriche, les propositions du cabinet de Saint-James. En même temps, il critiquait de nouveau les efforts « trop prolongés » de la France pour ramener l'Angleterre, et prétendait savoir qu'à Londres même ces efforts avaient été qualifiés « avec une certaine dureté (1) ».

Néanmoins, quelques heures plus tard, M. de Gontaut avait la satisfaction de constater qu'avec l'optimisme du

(1) A M. de Gontaut qui, dans le cours du nouvel entretien qui suivit, se montrait incrédule, le chancelier dit encore : « Avez-vous confiance dans ma parole? — Oui. — Eh bien, je peux vous garantir l'exactitude de mes renseignements »; et il ajouta que si Lord Derby avait paru reconnaissant au duc Decazes de ses efforts, M. Disraeli s'était exprimé dans les termes qu'il avait indiqués.

gouvernement russe, des dispositions plus favorables à la France et plus équitables commençaient à apparaître : « Je sors de chez l'empereur Guillaume, chez qui j'ai dîné avec l'empereur Alexandre, le prince Gortchakoff, Karolyi, Oubril... A mon arrivée, Gortchakoff me dit : « J'ai « reçu tout à l'heure un courrier de Paris; j'ai reçu la « lettre d'Orloff », et il a rendu justice aux procédés, aux efforts du duc Decazes, et il continua pendant quelques instants à m'en parler sur un ton très radouci et assez différent de celui des jours passés et du matin même.

« J'avais eu à peine le temps de lire la lettre du duc Decazes, mais je l'avais assez retenue pour avoir pu lui tracer de nouveau et la justesse et la précision de son argumentation vis-à-vis de l'Angleterre, l'intensité de ses efforts pour renverser les obstacles qu'il avait trouvés dès le premier pas et pour la ramener, la vigueur avec laquelle il avait écrit et répondu à Lord Derby pour lui faire comprendre l'importance d'une action commune et prompte, en même temps que le désintéressement du gouvernement français qui tenait, non pas à retirer de son intervention quelque profit pour son amour-propre ou pour ses intérêts particuliers, mais... à contribuer à former de nouveau l'accord, à trouver un terrain commun sur lequel toutes les puissances pussent s'unir et agir efficacement à Constantinople, puis à se mettre absolument de côté, pour peu que cela fût utile, pour laisser l'Angleterre et la Russie face à face. Je ne trouvai plus d'objections de la part du prince Gortchakoff, au contraire, une adhésion et de la foi en mes assurances, en un mot, un retour de justice pour nos efforts...

« Un peu avant d'être congédiés par les souverains, l'empereur Alexandre s'approcha de moi et me dit avec grâce : « Mes dernières nouvelles de Paris, celles que je « reçois à l'instant, sont très satisfaisantes. Je suis très « aise de vous le dire. » Je m'inclinai en remerciant Sa

Majesté de son appréciation équitable, et je lui répétai ce que je venais de dire au prince Gortchakoff... L'Empereur l'accueillit avec bienveillance, puis il me dit qu'il croyait l'Angleterre revenue à des sentiments plus raisonnables et qu'il avait espoir dans la négociation entamée avec elle.

« En lui exprimant les inquiétudes que me faisaient éprouver pour la santé de Sa Majesté les préoccupations qu'elle avait eues pendant qu'elle prenait les eaux, elle me répondit : « Il est vrai, je ne les ai jamais prises dans « d'aussi mauvaises conditions. Mais j'espère maintenant « être plus tranquille. » En finissant l'entretien, qui avait continué sur le même ton de bienveillance et de cordialité, je dis à l'empereur Alexandre que je m'estimais très heureux d'avoir pu passer quinze jours auprès de lui et que j'avais pu me faire la douce illusion, pendant ce temps, d'être accrédité aussi près de lui. L'empereur Alexandre me remercia avec un visage aimable, me serra la main, et il partit. »

Le lendemain 18, le souverain quittait Ems, accompagné du prince Gortchakoff et de toute la chancellerie impériale. Ce départ marquait pour M. de Gontaut la fin du rôle actif qu'il venait de jouer dans les négociations entre la Russie et la France. La période aiguë de ces négociations se trouvait, d'ailleurs, close. Puisque l'Angleterre, sortant de sa réserve hautaine, avait consenti à entrer en pourparlers avec le gouvernement russe, la France n'avait plus qu'à s'applaudir d'un événement auquel elle avait contribué de tous ses efforts et à attendre, en simple spectatrice, le résultat de la conversation. A vrai dire, ce résultat semble avoir été nul, malgré la confiance exprimée par le Tsar et son chancelier avant de quitter Ems. Ce dernier avait promis à M. de Gontaut de lui communiquer les propositions anglaises. Il partit sans l'avoir fait. Le 22 juin, M. de Gontaut ayant demandé à l'empereur d'Al-

lemagne s'il était instruit du point où en étaient les négociations anglo-russes, celui-ci avait répondu qu'il ne savait absolument rien. Voici, d'autre part, ce qu'écrivait sur ce sujet le duc Decazes, le 26, à M. de Gontaut :

« Je suis fort en retard avec vous, mais tout chômait et j'en ai profité pour me recueillir dans l'étude de la situation prise dans son ensemble.

« Vous avez eu quelque peine à vous faire à l'idée que l'empereur Alexandre et le prince Gortchakoff n'eussent reçu de l'Angleterre que de vagues confidences sur ses vues générales. Il paraît bien acquis cependant, à cette heure, que les résumés que nous apportaient les lettres particulières de d'Harcourt étaient exacts, et les dépêches de Schouwaloff, dont je vous envoie aujourd'hui l'analyse, ne contiennent que des développements qui rendent la pensée générale plus saisissante et plus cynique, sans la compléter par des ouvertures ou des propositions formelles. En me faisant cette communication, Orloff était chargé de me demander quelles étaient mes impressions sur la réponse à faire et la conduite à tenir. Je lui ai répondu sans hésitation qu'il fallait attendre, puisque Lord Derby le demandait ainsi, mais le placer en présence d'un point d'interrogation persistant et lui demander sans relâche de produire une proposition, une formule.

« Puisque nous faisons à l'Angleterre le sacrifice de nos propres inspirations, nous avons le droit de lui demander de formuler les siennes. Je la défie de formuler la politique de la saignée, je la défie de la suivre jusqu'au bout, de la produire devant son Parlement et au grand jour de la discussion publique. Elle peut passer ainsi les heures de trêve; mais si la lutte éclate, que dira-t-elle, que fera-t-elle?

« Quoi qu'elle dise et quoi qu'elle fasse, le beau rôle ne sera pas pour elle, et il faudra nécessairement qu'elle fasse montre et parade des vues, des sentiments, des aspirations

pacifiques et conciliantes auxquelles elle a refusé de s'associer le mois dernier. Ce jour-là elle reviendra sur notre terrain et nous aurons beau jeu.

« Vous avez paru vous étonner que l'empereur Alexandre et le prince Gortchakoff pussent se contenter des paroles de conciliation et de courtoisie que le comte Schouwaloff avait été chargé de leur transmettre. A la réflexion, on doit cependant s'expliquer qu'ils aient accueilli avec une sincère satisfaction des manifestations qui les mettaient en présence de leurs plus beaux rêves. Du moment où l'Angleterre accepte l'éventualité des autonomies, des indépendances, c'est-à-dire d'un commencement de démembrement, et demande simplement que ces résultats soient le produit d'une lutte à laquelle l'Europe resterait étrangère et dont elle serait simple spectatrice, la Russie peut être patiente. Le prince Gortchakoff l'a avoué avec une sorte de naïveté, lorsqu'il a répondu à Schouwaloff qu'il avait poursuivi le même but par des moyens moins directs. Il a donc tout profit à tirer de ces confidences ou de cette attitude de l'Angleterre et il me paraît qu'il n'y manque pas.

« Remarquez, en effet, que dix jours sont à peine écoulés et voici la Serbie, dont nous avions constaté l'apaisement immédiat à la suite de nos dernières démarches communes, qui prend les armes! Certes, le cabinet russe ne lui a rien conseillé de pareil; certes, il ne lui fournira ni munitions, ni armes, ni officiers; mais ce que le cabinet russe ne fera pas, il lui serait malaisé d'empêcher les comités slaves de le faire, et on peut croire que, ces secours aidant, la Serbie sera en situation de faire bonne figure. Ce n'est pas mon sentiment; mais c'est celui de quelques personnes, surtout de quelques Russes de ma connaissance. En tout cas, il y a là, je le répète, des points de vue qui ont dû ne pas déplaire au chancelier russe.

« Je doute qu'ils aient paru aussi rassurants au comte

Andrassy. Mais qu'y pouvait-il faire? Il peut se dire que si les moyens pacifiques ont échoué ou ont été abandonnés, ce n'est ni par son fait, ni par sa faute, et cette consolation doit d'autant plus lui suffire qu'il ne saurait méconnaître quels périls il viendrait à courir s'il essayait de réagir seul contre ces tendances générales.

« Quant à ce qui nous touche, nous regretterons toutes les difficultés qu'il nous est, dès à présent, donné de prévoir; nous regretterons surtout que l'Europe n'ait pas mieux compris les véritables conditions de la pacification qu'elle devait poursuivre; nous pourrons espérer qu'elle y reviendra à temps; mais, ne risquant rien à cette aventure, nous en serons tout consolés.

« Je n'ai pas cependant poussé l'égoïsme et l'indifférence jusqu'à taire à la Turquie le péril qu'elle allait courir, et aussitôt que j'ai pu entrevoir que Sadiq (1) était au courant de la situation diplomatique, je ne lui ai pas dissimulé que j'estimais que cette politique de non-intervention et d'abstention de l'Europe, qui semblait le séduire, serait inévitablement fatale à la Turquie, si elle y voyait autre chose qu'un moyen de devancer soit la pression de l'Europe, soit celle des événements, et de faire par elle-même, par un acte de son initiative spontanée, tous les sacrifices et toutes les concessions nécessaires pour amener la pacification. Mon interlocuteur m'a compris; mais je ne saurais compter au même degré sur l'intelligence de son gouvernement; peut-être même nous faudrait-il, en bonne justice, reconnaître son impuissance.

« Nous sommes donc, suivant toutes probabilités, à la veille de sanglants événements dans la presqu'île des Balkans. Ma prétention est de n'y mêler mon pays à aucun degré et de rester étranger à tout ce qui ne serait pas une action commune de l'Europe. Cette action commune sera-

(1) Ambassadeur de Turquie à Paris.

t-elle possible? J'incline encore à le croire. Quand et comment? je n'en sais rien.

« Le comte Münster a dit à d'Harcourt que la reine Victoria s'était montrée inquiète de la tension de ses relations avec la Russie et a invité M. Disraeli à la faire cesser. Comme d'Harcourt répondait à l'ambassadeur d'Allemagne que, sans doute, son gouvernement avait contribué à attirer l'attention de la Reine sur cette situation, Münster a répondu qu'il n'avait aucune raison pour le croire...

« 27 *juin.* — Je reçois votre télégramme de ce jour. Vous demandez où en est la négociation entre l'Angleterre et la Russie. A proprement parler, je ne crois pas à cette *négociation.* Je crois que l'Angleterre a dit sur cette affaire d'Orient tout ce qu'elle avait à dire pour le moment... »

C'est l'impression qu'éprouvait également M. de Gontaut. « J'inclinais de mon côté à croire, écrit-il le 2 juillet, d'après tout ce que je recueillais successivement, qu'il n'y avait pas de propositions formelles de la part de l'Angleterre. En définitive, la Russie a cédé et a consenti à ajourner la question devant les perspectives que lui a fait entrevoir l'Angleterre. Mais il reste encore du mystère et de l'obscurité dans toute cette affaire. Quelqu'un arrivé hier même de Ingenheim rapporte qu'il a laissé l'Empereur et Gortchakoff dans des dispositions noires et que la mauvaise humeur aurait reparu. Le *Nord* continue, tout en se soumettant à la direction anglaise, à parler de cette puissance avec aigreur. »

Dans le même temps, l'entrée en lutte de la Serbie et du Montenegro contre la Porte venait modifier l'aspect de la question. Le Mémorandum de Berlin et la remise d'une note identique tombèrent définitivement dans l'oubli (1).

(1) Les puissances autres que la Russie avaient nettement approuvé l'attitude du gouvernement français. Il était visible que des tiraillements s'étaient produits entre les trois cours impériales,

Le gouvernement français ne pouvait qu'être satisfait de la fin d'un épisode où l'Angleterre et la Russie s'étaient trouvées aux prises et l'avaient mis lui-même dans un grand embarras. Malheureusement, la question d'Orient demeurait entière et maintenait l'antagonisme des deux puissances que le duc Decazes s'efforçait à ménager. Quelques mois plus tard, on sentait réapparaître le fond d'amertume que la Russie avait dû garder contre la France depuis les négociations de juin. Un nouveau conflit, en effet, s'élevait en octobre entre Anglais et Russes sur la durée de l'armistice à imposer aux Serbes et à leurs adversaires victorieux. L'attitude conciliatrice du duc Decazes ne paraissait pas alors plus goûtée à Saint-Pétersbourg que précédemment.

Le 13 octobre, le marquis de Sayve écrivait de Berlin à M. de Gontaut : « La *Gazette nationale* reproduit un article du *Golos* très malveillant à notre égard. Il y est dit que les Français de toutes les opinions sont mécontents que leur pays ne puisse plus jouer un rôle considérable dans la

et que la Russie ne s'était pas sentie encouragée par ses deux alliées dans sa politique impatiente. C'est ce qui l'avait, en partie du moins, contrainte à abandonner certaines propositions prématurées. La conduite de la France n'était donc pas contraire aux désirs de l'Allemagne et de l'Autriche. Le comte Karolyi, à Ems, n'avait pas dissimulé à notre ambassadeur la satisfaction qu'en éprouvait son gouvernement.

L'empereur d'Allemagne avait également assuré M. de Gontaut de la sienne : « Nous sommes très satisfaits de tout ce que fait votre gouvernement, du concours qu'il nous a donné. » Il avait paru approuver les raisons pour lesquelles le duc Decazes s'était efforcé de ramener l'Angleterre. « Il convint en outre avec moi, continue M. de Gontaut, qu'il était impossible, en tout cas, de présenter des résolutions à la Porte avant de s'être assuré de la politique du nouveau gouvernement. Nous continuâmes à parler de l'attitude de l'Angleterre, qui me parut ne pas rassurer l'Empereur, puis il me répéta de nouveau toute la satisfaction qu'il éprouvait de la nôtre, car, ajouta-t-il, « l'Angleterre a fait tous ses efforts pour vous entraîner de son côté, et vous n'avez pas consenti à vous séparer de nous ».

question d'Orient, cette question devant, dans leur esprit, lui rendre son influence et ses provinces perdues. Ils espéraient qu'elle naîtrait dans un moment où la Russie et l'Allemagne, n'étant pas dans de bons rapports entre elles, auraient l'une et l'autre besoin de l'appui de la France. La crise actuelle a changé tout cela : la Russie n'a pas besoin de l'appui de la France, qui ne serait pas en état de le lui donner, et les relations des puissances sont telles qu'on peut laisser la France en dehors de toutes les solutions. De là le refroidissement des Français à l'égard de la Russie. C'est là une politique à courte vue, car ce n'est pas dans la question d'Orient seule que la Russie peut rendre service à la France; mais il n'est pas donné à tout le monde de voir de loin et le duc Decazes a le tort de suivre le programme que lui trace l'esprit des Français. L'apathie calculée de la France forme un point d'appui pour la politique du cabinet anglais. Elles pourront ensemble détruire le caractère européen de l'intervention, mais non pas empêcher l'intervention elle-même. Le rôle que la France refuse pourra être pris par l'Italie, et, avec l'acquiescement de l'Autriche, de la Russie et de l'Allemagne, ce sera suffisant pour paralyser le cabinet anglais... »

M. de Gontaut approuvait la politique de son chef, toute de réserve et toute subordonnée à la conservation de la paix (1). « Si pourtant une nuance nous sépare, disait-il dans une lettre du 26 octobre, ce serait celle-ci : un peu plus d'approbation donnée et témoignée aux propositions de la Russie, c'est-à-dire l'indication que, sans vouloir sortir de notre réserve, autrement dit, sans vouloir prendre

(1) « Mais, me direz-vous, la France ne peut-elle pas, à l'exemple de l'Europe en 1870, rester spectatrice silencieuse et obstinée de ce grand débat? Oui, je sais bien que nous resterons étrangers aux débats de l'Orient, mais ce que je ne sais pas, c'est ce qui résultera de notre tête-à-tête avec l'Allemagne. » (Lettre du duc Decazes au comte de Vogüé.)

d'initiative formelle, notre concours moral ne lui ferait pas défaut. Ce n'est qu'une nuance, mais elle eût peut-être évité les récriminations que nous adresse en ce moment la presse russe et qui — je le sais par une lettre particulière émanée d'un homme occupant en Russie une assez haute position — sont partagées, dans une certaine mesure, par les classes élevées de ce pays. Koloschine m'a parlé à Bade dans ce sens...

« Vous comprenez bien que l'Allemagne exploite ce refroidissement plus ou moins réel de la Russie à notre égard. Ce serait encore un succès pour la politique du prince de Bismarck. »

Comme pour confirmer tous ces symptômes, un fâcheux incident s'était produit à Paris. La princesse Troubetzkoï avait colporté une lettre de Gortchakoff très désobligeante pour la France. Le chancelier russe y déclarait que ses sympathies pour nous n'étaient que pure naïveté de sa part et qu'il était tenté de prendre une autre attitude. Le prince Orloff s'en était ému et son chef lui avait répondu en désavouant la lettre; « mais elle n'en existe pas moins », ajoutait le duc Decazes en rapportant le fait à M. de Gontaut, et ce dernier concluait tristement : « Il me semble que la Russie est décidément refroidie à notre égard. Hélas! je redoutais depuis longtemps le résultat d'un travail entrepris évidemment par Bismarck avec sa décision et sa persévérance accoutumées, avec la puissance du concours qu'il peut donner et que notre impuissance ne nous permet pas d'offrir. »

On était loin des rêves qu'au lendemain de la crise de 1875, le duc Decazes avait caressés : « Vous aurez à Londres, écrivait-il au nouvel ambassadeur, le marquis d'Harcourt, un grand parti à tirer de cette première affirmation de vaillance de la part de l'Angleterre. Je persiste à moins compter sur elle que sur la Russie. Mais je n'ai jamais cessé d'espérer entre ces deux puissances un rapprochement qui nous

permît de marcher avec elles sans choisir entre elles, et il me semble que l'événement est en train de me donner raison (1). » La question d'Orient avait malencontreusement surgi et réduit à néant ces belles espérances. Elle marquait, en outre, un temps d'arrêt dans le resserrement de cette union qui, par la force même de la logique, tendait à s'établir entre la France et la Russie.

(1) Cité par M. Hanotaux, *op. cit.*, p. 282.

CHAPITRE VI

L'ALLEMAGNE ET LES PARTIS EN FRANCE

M. de Gontaut exhorte ses amis à voter les lois constitutionnelles. — Opinions de l'étranger sur le gouvernement du Maréchal. — Régime préféré par le prince de Bismarck pour la France. — Satisfaction causée en Allemagne par les élections de 1876 considérées comme la défaite du « cléricalisme ». — Sentiment d'inquiétude à la cour : trop de républicains. — Impressions de M. de Gontaut. — Craintes entretenues en Europe par le prince de Bismarck. — La crise du Seize-Mai. — Comment on l'accueille en Allemagne; le spectre de la guerre; violentes attaques de presse. — Lettre du duc Decazes à M. de Gontaut. — Vains efforts de M. de Gontaut pour disculper le ministère accusé de « cléricalisme »; il constate une hostilité générale en Europe. — Les propos qu'on lui tient. — Attitude plus bienveillante de la cour. — Langage satisfaisant de l'Empereur. — Les pronostics en Allemagne sur les élections. — Conversations de M. de Gontaut avec la famille impériale à la veille et au lendemain des élections. — Les vrais sentiments de l'Empereur sur le résultat.

Les Mémoires de M. de Gontaut ont montré avec quel intérêt il suivait de Berlin les événements de notre politique intérieure et l'attitude conciliatrice qu'il avait prise dans les conflits entre la droite de l'Assemblée nationale et M. Thiers. La fermeté des convictions monarchiques s'alliait, chez lui, à une grande sûreté de jugement, à un sens des réalités et du possible qui ne laissaient jamais dégénérer ses principes en préjugés et en revendications chimériques. Il n'avait pas cru devoir refuser les fonctions d'ambassadeur que lui offrait M. Thiers, mais il avait stipulé que

son acceptation n'impliquait nullement l'abandon de sa foi politique, donnant ainsi la preuve et de sa largeur d'esprit et de sa parfaite loyauté. C'est avec la même liberté et la même droiture qu'il jugeait la situation intérieure du pays et proposait la conduite à tenir. Il avait cet avantage sur ceux qui vivaient en France, qu'il pouvait observer de son poste l'effet que produisait notre politique à l'étranger et notamment à Berlin. Ce n'était pas, tant s'en faut, l'élément le moins important des questions qu'on s'efforçait alors de résoudre à Versailles. C'est pourquoi, sous la présidence même de M. Thiers, le bon sens naturel de M. de Gontaut, joint à la compétence particulière que lui donnait sa situation d'ambassadeur, avait fait de lui, auprès de ses amis politiques, un conseiller dont on écoutait les avis. Certaine lettre écrite à un député royaliste de Maine-et-Loire, M. de Cumont, n'avait pas été étrangère au rapprochement qui avait fini par s'opérer, au mois de février 1873, entre M. Thiers et la commission des Trente. Le rapporteur de cette commission, M. le duc de Broglie, en a fait lui-même l'aveu (1).

Les appels à la modération et à l'entente que M. de Gontaut avait alors prodigués allaient être renouvelés par lui en d'autres circonstances, avec non moins de sagesse et d'autorité. L'échec des tentatives de restauration monarchique avait été suivi d'un vote de l'Assemblée nationale, le 19 novembre 1873, qui prorogeait pour sept ans les pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon. Ce sont ces pouvoirs qu'il s'agissait maintenant de définir et d'organiser par un ensemble de lois constitutionnelles. Or, l'année 1874 devait s'écouler tout entière sans que l'Assemblée nationale fût parvenue à les voter. Les membres de l'extrême droite y répugnaient par animosité personnelle contre

(1) Duc de Broglie, *La mission de M. de Gontaut-Biron à Berlin*, pp. 72-80.

le duc de Broglie, dont ils amenèrent la chute au mois de mai, et surtout par crainte de barrer définitivement la route à la monarchie en dotant tout de suite la France d'un gouvernement régulier. M. de Gontaut, qui condamnait énergiquement cette attitude, la combattit avec éloquence dans les lettres qu'il adressait à ses amis. Excommunié par les chevau-légers, il se contenta d'en sourire et répéta sans se lasser toutes les raisons pour lesquelles il lui paraissait nécessaire de donner au « septennat » une constitution.

C'était, d'abord, à son avis, une question de loyauté, de fidélité à la parole donnée. « J'ai relu très attentivement, ces jours-ci, écrit-il à quelqu'un le 7 avril, la discussion qui s'est terminée par le vote en faveur de la prorogation de sept ans; j'ai relu également celle qui a amené la chute de M. Thiers : partout on trouve l'*engagement* de la droite de voter ces lois (1). Nulle part je ne trouve la trace de ses protestations. Le Maréchal, dans ses deux messages, avait demandé pour son pouvoir de la *durée* et de la *force;* il avait déclaré les lois constitutionnelles nécessaires pour déterminer les conditions d'exercice des pouvoirs publics et témoigné vivement son désir de les voir prochainement discuter. A la commission réunie chez lui, il avait dit qu'il ne comprenait pas ses pouvoirs sans lois constitutionnelles, c'est-à-dire sans base. Ses messages et ses paroles avaient nécessairement reçu l'approbation de son cabinet, où siégeaient alors Ernoul et La Bouillerie.

« La droite y répondit en déposant une proposition répondant complètement aux vues du Maréchal et contenant, en particulier, la résolution de nommer, trois jours après la prorogation des pouvoirs, une commission chargée de discuter les lois constitutionnelles... La discussion s'entame, et, à chaque ligne, pour ainsi dire, des discours des

(1) Les lois constitutionnelles.

ministres de la droite, on trouve consignée la nécessité des lois constitutionnelles, l'engagement de les discuter prochainement et la marque de susceptibilités très vives pour le cas où la sincérité de ces déclarations serait suspectée. Impossible de se méprendre sur le sens des paroles prononcées à ce sujet par tous les orateurs de la droite sans exception, MM. de Goulard, Baragnon, de Castellane, Chesnelong, Ernoul, Depeyre et de Broglie. » M. de Gontaut cite alors quelques-unes de ces paroles; puis il rappelle les termes de l'ordre du jour voté le 24 mai 1873, par tous les membres de la droite, contre M. Thiers et contenant les mêmes engagements en ce qui touche les lois constitutionnelles. « Je le demande, conclut-il : peut-on, aujourd'hui, revenir sur des déclarations aussi solennelles et se refuser à tenir des engagements qui ont été pris devant le pays avec une telle précision et à l'unanimité? Si nous le faisons, nous ruinerons notre considération devant l'Europe comme devant la France... Il y a donc là, à mes yeux, une question de loyauté à laquelle personne ne peut se soustraire, et je ne puis croire que l'exécution de ces engagements devienne une cause de rupture sérieuse entre les membres de la majorité. »

Le second argument de M. de Gontaut en faveur des lois constitutionnelles, c'est qu'il n'y a rien d'autre ni de mieux à faire que de les voter et d'organiser le septennat. « Peut-on faire la monarchie? Plût à Dieu que les esprits y fussent disposés, car, certainement, il n'est pas de solution plus désirable pour l'avenir, plus utile à la France. Mais comment se dissimuler, à moins d'aveuglement, que la monarchie ne trouverait à présent ni dans l'Assemblée, ni dans le pays, de majorité? Je crois le pays sous l'empire d'illusions déplorables, d'entraînements jusqu'à un certain point factices; même dans cette supposition, peut-on espérer en quelques mois ramener la France à la vérité?

Il faut bien tenir compte, pour le moins, des faits, et l'un de ces faits est que le pays, consulté à peu près de mois en mois, ne cesse de répondre en nommant des députés républicains; à une variante près, quelques choix bonapartistes qui, certes, ne donnent pas une satisfaction plus réelle à l'opinion conservatrice que les républicains...

« Si nous ne pouvons pas faire la monarchie, il est certain que nous ne voulons pas plus proclamer la république ni nous jeter dans les bras du bonapartisme. Je n'ai pas besoin de démontrer les dangers de ces deux solutions. Et pourtant, la monarchie étant impossible, si on se refuse à organiser le septennat, impossible aussi d'échapper aux Bonapartes ou aux radicaux. Qui donc oserait, en y réfléchissant, assumer une pareille responsabilité? Qui donc, à moins d'être un journaliste, oserait dire : Il faut sortir de l'état actuel à tout prix, même par le socialisme? Non, un honnête homme ne peut prendre un pareil parti. Sans doute, l'état actuel est bien difficile, précaire; sans doute le vote des lois constitutionnelles, c'est-à-dire l'organisation du septennat, n'est pas une solution de nature à guérir complètement le pays, à lui rendre définitivement la stabilité, la grandeur; c'est, du moins, un moyen de garantir la France du double péril du radicalisme et du bonapartisme; c'est reculer au moins leurs chances; c'est le moyen, en prolongeant la trêve des partis, de garder la majorité unie, de conserver le pouvoir entre ses mains; c'est le moyen de gagner du temps, et le temps seul peut apaiser les esprits et rendre possible ce qui ne l'est pas aujourd'hui (1).

(1) « Vous faites, cher ami, écrivait, le 25 avril, le duc Decazes, grand acte de sagesse en prêchant nos amis. Je suis loin d'être rassuré sur leurs dispositions. On me dit qu'ils nous demandent l'ajournement des lois constitutionnelles. Les impressions que j'ai recueillies en province, pas plus que celles que j'avais laissées et

Dans une lettre datée du 7 mai, et adressée au marquis de Juigné, M. de Gontaut insistait sur un autre point non moins grave, l'opinion des puissances étrangères. « Si je parle de celui-là avec une certaine confiance, c'est que le devoir de mon métier est d'y faire grande attention. Tout pays, quelque puissant qu'il soit, a besoin d'alliances, soit pour l'heureuse issue d'une guerre, soit pour garantir la paix. Ce que je dis là doit être bien vrai, à voir les efforts du prince de Bismarck pour nous isoler en Europe. Il est certain que les désastres de 1870 ont été de telle nature que nous ne pouvons conclure de traités d'alliance avant un temps probablement assez éloigné; mais nous devons faire tous nos efforts pour nous mettre à même d'atteindre ce but. Or, ces efforts doivent porter sur deux points : réorganisation intérieure et politique extérieure.

« Pour ce qui est du dernier, l'Europe entière commence à nous rendre justice; elle reconnaît que notre conduite est très sage, très prudente, très modérée, en un mot, très correcte. Mais l'Europe dit que nous sommes divisés et que plus nous allons, plus la désunion augmente, et elle croit que nous ne faisons pas ce qu'il faut pour nous mettre d'ac-

que je retrouve ici, ne me paraissent de nature à autoriser un pareil sacrifice de nos convictions.

« Le pouvoir exécutif n'existe pas, et la France affolée, cherchant en vain un gouvernement et un drapeau, est à la merci de toutes les aventures. Le pouvoir exécutif n'existe pas, car, restant à la merci d'une souveraineté permanente, irresponsable, anonyme, fractionnée et divisée, il ne peut s'affirmer sans brisement, fonctionner sans mettre en péril sa vie même. Voici trois ans que nous faisons l'épreuve de cette forme de gouvernement sans institutions propres, n'ayant d'autre raison d'être que sa dépendance même et construit de telle sorte que son impuissance est la condition fatale de sa puissance nominale. La France le voit, la France le sent; elle proteste. En vérité, mon cher ami, on protesterait à moins. Il faut que cela finisse... Il faut que le pouvoir exécutif soit indépendant de l'Assemblée, qu'il ait ses institutions propres, qu'il ne soit pas à la merci d'une surprise d'audience. Il ne faut pas que la France se couche chaque soir sans savoir si elle aura un lendemain... »

cord; et, chose triste à dire, si elle redoute les radicaux, les conservateurs ne lui inspirent pas confiance. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, elle ne se rend pas compte de ce qu'après avoir donné, le 19 novembre, un pouvoir de sept ans au maréchal de Mac-Mahon, ils se refusent à l'organiser et à le fortifier. Elle nous trouve inconséquents; elle nous croirait volontiers ingouvernables. Dans tous les cas, elle nous dit : Vous n'avez pas de gouvernement dans le vrai sens du mot; vous êtes dans une situation indéfinie, vous n'êtes pas quelqu'un. Comment voulez-vous reprendre en Europe la situation qui appartient à la France, et comment voulez-vous que nous traitions avec vous?

« Tout cela, les uns me le disent en toutes lettres, les autres me le donnent à entendre. Ceux qui me tiennent ce langage sont des hommes qui ont une position officielle ou qui, en étant en dehors des affaires, sont des gens très sérieux. Le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères d'Allemagne me le fait comprendre, sans trop s'en plaindre peut-être, et *de plus hauts* que lui me l'ont dit également, il y a peu de jours encore, et avec un accent de sincérité moins affecté que vous ne le croirez probablement. D'autres encore me l'ont dit, et ceux-là en le regrettant réellement : ainsi, le prince Gortchakoff m'a entretenu dans ce sens, à Pétersbourg, et à Berlin la semaine passée, ajoutant que, tout en n'ayant rien à voir au choix que nous ferions, toute organisation intérieure donnant des garanties d'ordre serait sympathique à la Russie (1). Je crois pouvoir vous assurer qu'à Vienne on parle de même et qu'à Londres on le pense aussi. Partout on s'étonne que nous ayons une conduite aussi peu politique... Nous réjouissons les uns, nous affligeons les autres, et nous perdons notre considération vis-à-vis de tous... »

(1) « Sortez de ces divisions, avait dit le chancelier russe, de cette situation indéfinie; donnez confiance en vous. »

Les gouvernements étrangers ont accepté très volontiers le maréchal de Mac-Mahon, dont la sagesse et la modération leur inspirent confiance. Le jour où nous aurons organisé et fortifié son pouvoir, en votant les lois constitutionnelles, « nous aurons pris à leurs yeux une assiette qu'ils ne nous reconnaissent pas aujourd'hui et nous serons rentrés dans le concert européen... Les puissances bien disposées pour nous le deviendront davantage, et celles qui ne le sont pas, en supposant que nous persistions dans une politique extérieure très modérée et très prudente, hésiteront grandement à nous provoquer à de nouvelles luttes dont l'Europe ne veut pas. Si nous ajournons ce vote, attendons-nous à voir se ralentir et s'arrêter ce mouvement d'intérêt qui se manifeste pour la France...

« Est-il possible de ne pas tenir grand compte de ce point de vue de l'étranger? Permettez-moi de vous le recommander fortement, comme un des éléments les plus utiles de vos résolutions... »

A ces sages conseils, M. de Gontaut joignait une critique sévère de la polémique menée par une partie des journaux conservateurs. « Les principes! Voilà ce que l'*Union*, l'*Univers*, la *Gazette* même, n'osant pas abandonner les intransigeants de la droite, défendent, soutiennent avec une âcreté, une morgue, un esprit absolu qui sont faits pour dégoûter les gens, si nombreux hélas! en France, qui n'ont plus la religion des principes et qu'il faudrait au moins essayer de ramener par les données de l'expérience et de la raison à de saines doctrines politiques. C'est beau, c'est utile, d'avoir des principes. Mais enfin, je prends la liberté de retourner ce mot de l'Evangile et de dire : L'homme vit aussi de pain. Si nous ne pouvons faire reconnaître tous les principes que nous jugeons utiles à l'organisation du gouvernement, faut-il pour cela abandonner. la société? A quoi bon mettre sans cesse en présence, à un point de vue théorique et philosophique, les

principes du droit divin et ceux de la Révolution, sinon à pousser les Français qui, en immense majorité, ont de l'éloignement, des préjugés, si vous voulez, pour la légitimité, à se ranger du côté de la Révolution? Laissons donc de côté, pour le moment, ces discussions irritantes et tâchons de tirer le plus de bien possible des dispositions des conservateurs et même de ceux qui en sont le moins éloignés. »

Des témoignages recueillis par d'autres personnes que M. de Gontaut confirmaient les assertions de l'ambassadeur sur les jugements provoqués à l'étranger par notre politique intérieure. Voici en quels termes le prince Gortchakoff résumait la situation, au mois de mai, devant un ancien diplomate français qui avait rapporté ces propos au duc Decazes : « M. Thiers n'est plus possible. Je ne le regrette pas, malgré le goût que j'ai pour lui. Il a toutes les supériorités, moins celle de l'esprit de gouvernement. Sa république n'existe pas. Il n'y en a qu'une, celle des ardents.

« Le comte de Chambord ne veut ni régner, ni abdiquer. Il reste comme un obstacle qui obstrue la voie et ferme la porte au comte de Paris qui paraît avoir toutes les qualités que l'on pourrait vous désirer.

« L'Empire n'a qu'un homme à cette heure : le prince Napoléon...

« Le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon est la seule chose possible. Depuis le 24 mai, il avait conquis une véritable force morale dont nous nous servions nous-mêmes dans votre intérêt. Elle est compromise aujourd'hui; mais le mal peut être réparé si les partis veulent désarmer. Prudence au dehors, apaisement au dedans, voilà le conseil que peut vous donner votre meilleur ami. »

Même langage du comte Schouwaloff au duc Decazes : « On a beaucoup répété que l'Empereur est légitimiste. En principe, cela est vrai. Mais il reconnaît, autant qu'il

les déplore, les fautes et les erreurs du comte de Chambord et il sait que ce prince a rendu la restauration impossible. Sa Majesté est donc franchement septennaliste, comme vous dites ici... L'Empereur est resté profondément convaincu que la forme républicaine ne peut rendre à la France sa force et sa prospérité, et il veut une France forte et prospère... Il a une grande estime et une grande confiance dans le Maréchal. Il fait des vœux ardents pour son succès et pour celui de son gouvernement avec les conservateurs. »

Enfin, l'empereur d'Allemagne lui-même, au dire de M. de Gontaut, était très porté pour le septennat du Maréchal. Il souhaitait que l'Assemblée ne tardât pas à organiser ses pouvoirs et ne s'exprimait jamais sur son compte qu'en termes excellents.

Les avis de M. de Gontaut ne convainquirent pas les députés de l'extrême droite. Par suite de leur intransigeance, le régime tardivement institué au mois de février 1875 se trouva beaucoup moins propre encore à les satisfaire que s'ils eussent consenti à discuter et à voter plus tôt les lois constitutionnelles. Tout le temps qu'ils perdirent profita à leurs adversaires, comme l'avait prédit M. de Gontaut.

Lorsqu'à la fin de l'année 1875, l'Assemblée nationale se fut déclarée dissoute, le pays procéda à l'élection des deux Chambres, qui, suivant la constitution nouvelle, étaient destinées à lui succéder. Ce grave événement n'était point fait pour diminuer l'intérêt que, depuis la guerre, l'Allemagne n'avait cessé de montrer pour notre politique intérieure. On sait de quel côté, sous l'impulsion du prince de Bismarck, se portaient ses sympathies et ses encouragements. Ceux-ci n'avaient jamais varié dans leurs tendances, et la grande pensée à laquelle ils étaient subordonnés demeurait toujours aussi forte et aussi dominante : c'était la haine ou la peur de « l'ultramontanisme ». Tout

ce qui, à tort ou à raison, pouvait faire croire à un réveil ou à un accroissement de puissance du cléricalisme en France, devenait, par cela même, l'objet des antipathies du gouvernement allemand, comme tout ce qui paraissait de nature à affaiblir le cléricalisme était, immanquablement, assuré de ses faveurs et de son appui.

A cette préoccupation essentielle, s'en ajoutait une autre, chez le Chancelier, que les révélations du procès d'Arnim avaient, au mois de décembre 1874, rendue publique et dont les Mémoires du prince de Hohenlohe viennent d'attester à nouveau l'existence : le prince de Bismarck souhaitait ardemment pour la France le régime qu'il supposait le plus propre à empêcher ce pays de relever ses forces à l'intérieur et de contracter à l'extérieur des alliances. C'est le régime républicain, qui, outre ses tendances anticléricales, semblait au Chancelier le plus apte à maintenir en France une longue et rassurante période de faiblesse.

Il n'est donc point étonnant que l'Allemagne ait apporté une attention toute particulière aux derniers actes de l'Assemblée nationale, qui venait de se dissoudre le 31 décembre 1875, et notamment à l'institution de la république votée le 25 février. Elle attendit ensuite avec impatience que les nouvelles élections législatives, fixées au mois de février 1876, pour la composition d'une nouvelle Chambre, lui fissent connaître en quel sens le pays se serait prononcé. On sait qu'il en sortit une forte majorité républicaine. Seules les élections sénatoriales avaient produit une assez faible majorité conservatrice.

C'était l'habitude de M. de Gontaut de noter avec une scrupuleuse exactitude les impressions produites à Berlin par les événements de notre politique intérieure et d'en informer son ministre. La tâche lui fut, cette fois, d'autant plus facile que ces impressions se firent jour, en Allemagne, dans la presse et dans les conversations, avec une grande netteté et un accord presque complet.

Dès le 26 février, avant même que les élections complémentaires eussent eu lieu, il pouvait écrire au ministre que les journaux allemands, sans exception, ressentaient et exprimaient une grande satisfaction du résultat. « Ce qui les frappe, disait-il, au point de leur faire passer tout le reste sous silence, c'est la défaite du cléricalisme, de ce spectre noir qu'ils ont toujours devant les yeux et que les hommes d'Etat allemands s'efforcent de représenter comme un objet d'épouvante, aussi bien pour les pays étrangers que dans leur patrie. A cet égard, les professions de foi des députés républicains, modérés ou radicaux, les rassurent complètement et ils applaudissent au triomphe de ceux-ci sur les candidats conservateurs de toute nuance. Pour être juste, il convient d'ajouter qu'ils enregistrent également avec une satisfaction très naturelle les déclarations pacifiques que tous les républicains ont été assez bien inspirés pour insérer dans leurs circulaires.

« Le maintien de la paix et l'anéantissement du cléricalisme, c'est là, disent-ils, ce que leur promet le parti républicain devenu prépondérant... »

Il n'y avait pas bien longtemps encore que le nom de Gambetta était pour eux synonyme de revanche et de désorganisation sociale. Il en était de même de ceux de MM. Lockroy et Floquet. On les comptait maintenant avec une sorte d'orgueil parmi les adeptes du *Kulturkampf*. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* les citait avec éloges et assurait qu'ils avaient su acquérir l'estime de l'Europe. La *Post* qui, l'année précédente, avait jeté un si fameux cri d'alarme, déclarait que la France ne voulait qu'une chose : la paix. Le *Moniteur de l'Empire* publiait *in extenso* un discours de Gambetta à Lyon. Bref, on prodiguait à la France des compliments chaleureux et des assurances toutes nouvelles de sympathie.

Cependant la joie qui accueillait l'avènement des républicains au pouvoir n'était pas tout à fait sans mélange.

Leur caractère anticlérical ne parvenait pas, chez un certain nombre d'entre eux, à masquer complètement des tendances jugées trop radicales ou révolutionnaires. On ne voulait pas des radicaux, assurait M. de Gontaut, mais on n'eût pas été fâché que d'autres fissent la même besogne au point de vue religieux. Les différents organes de la presse allemande s'accordaient donc à conseiller à leurs récents amis beaucoup de sagesse et de modération. Ils blâmaient la *République française* de s'être montrée hostile au nouveau cabinet présidé par M. Dufaure et constitué le 9 mars.

La déclaration ministérielle avait trouvé en Allemagne le meilleur accueil. On en avait fait ressortir le caractère éminemment conservateur et pacifique. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* y trouvait la preuve que la France républicaine se croyait tenue de défendre solidairement avec les autres puissances européennes les bases de la société, et qu'elle combattrait comme elles l'esprit de désordre qui s'agitait partout. « Ce n'est, écrivait la *Gazette de Cologne*, que dans de rares et brillants moments de son histoire moderne que la France a entendu prononcer des paroles aussi modérées. »

Mais la partie du programme ministériel qui rencontrait, dans la plupart des journaux comme dans l'opinion publique, la plus complète approbation, était celle qui annonçait la revision de la loi sur l'enseignement supérieur (1). Ce qui frappait surtout la *Correspondance provinciale*, c'est que l'ultramontanisme ne possédait plus dans la nouvelle Chambre la prédominance qu'il avait toujours

(1) Loi du 12 juillet 1875 proclamant la liberté de l'enseignement supérieur et permettant la création d'universités libres. — M. Waddington, ministre de l'instruction publique, déposa, le 23 mars, un projet de loi conforme à la déclaration ministérielle et enlevant aux universités libres la collation des grades. Adopté par la Chambre le 7 juin, ce projet est repoussé par le Sénat.

conservée, suivant elle, dans l'Assemblée nationale (1).

Il est vrai que tout le monde en Allemagne n'éprouvait pas autant de satisfaction. Les Mémoires de M. de Gontaut ont déjà montré que les sentiments très conservateurs de l'empereur Guillaume l'empêchaient de partager sur les événements de notre politique intérieure les impressions de son Chancelier. M. de Gontaut avait encore une fois l'occasion de signaler ce désaccord. L'Empereur avait vu nos élections avec inquiétude. Le prince Frédéric-Charles en avait parlé deux fois dans le même sentiment, avec notre ambassadeur : « Vous avez beaucoup de républicains, disait-il, dans les nouvelles élections, beaucoup! » La cour et le cercle conservateur de Berlin éprouvaient une certaine défiance. « Ils craignent, écrivait M. de Gontaut, les effets de nos élections par rapport à la situation intérieure de la France; ils s'alarment de l'influence montante de certaines personnalités; enfin, ils redoutent presque également la sagesse et les folies de la majorité républicaine : les folies, à cause des contre-coups que le reste du monde en ressentirait; la sagesse, parce que l'exemple d'une république sage pourrait bien n'être pas dépourvu d'influence sur les destinées à venir des sociétés européennes. »

Quant à M. de Gontaut lui-même, on devine ses sentiments : « Je vous adresse, écrivait-il au duc Decazes le 26 février, une dépêche politique sur les premières impressions recueillies ici à propos des élections. J'ai beaucoup hésité à l'écrire si tôt; mais vous avez intérêt à les

(1) » C'est là, écrivait encore M. de Gontaut, le résultat le plus certain qui ressort, aux yeux de l'Allemagne, de nos dernières élections; c'est à lui que nous devons la bienveillance des jugements que l'on porte ici sur les derniers événements qui se sont passés en France. Cette impression est tellement dominante que l'on est porté à se demander si le gouvernement français, quand même il deviendrait réactionnaire en politique, n'obtiendrait pas davantage encore le suffrage de l'Allemagne s'il entrait dans la voie des persécutions religieuses. »

connaître. J'ai essayé de n'être que rapporteur; ai-je absolument dissimulé mes propres impressions? Je n'en voudrais pas répondre. C'est que je suis à la fois indigné et inquiet, mon cher ami, indigné de voir les Allemands si satisfaits, inquiet de ce qui fait leur joie. Les conservateurs, hélas! ont fait bien des fautes depuis quelques mois; mais que nous réservent ces nombreux républicains si fortement teintés de radicalisme, pour une bonne partie? Leur grand nombre développera-t-il chez eux le sentiment de la responsabilité? par conséquent leur inspirera-t-il de la modération, ou bien les grisera-t-il? Que fera le pauvre Maréchal si abreuvé de dégoûts? Trouvera-t-il grâce devant M. Thiers acharné à sa perte et dominé par ses seuls désirs de vengeance personnelle? Il m'est impossible d'y voir clair de si loin et avec le peu de renseignements que j'ai.

« Il me semble que l'*idéal* aujourd'hui est de se tenir résolument, absolument sur le terrain de la constitution et d'y appeler les modérés de tous les partis, à condition, bien entendu, qu'ils soient sincères. Mais cet idéal est-il possible? Se contentera-t-on d'un ministère centre gauche? Je l'espère, mais n'en sais rien. Les quelques lettres que j'ai reçues sont très effrayées, trop probablement, bien qu'on ne puisse nier la gravité de la situation. Il est clair que ce sont les principes conservateurs qui sont en jeu aujourd'hui. Tout en étant très modérés, nous ne pouvons les abandonner et je crois qu'il importe d'être aussi fermes que raisonnables dans leur défense.

« Les Allemands sont dans la joie! Ils espèrent bien, sans guerre, achever de nous abaisser. Ils détestent la France et l'Eglise catholique, et ils applaudissent particulièrement à tout ce qui sert leur haine; ils sont bien aveugles!... »

Quelques semaines plus tard, le 15 avril, M. de Gontaut signalait encore au duc Decazes de nouveaux témoignages de la satisfaction des Allemands et de l'appui qu'ils prêtaient aux républicains. « Le courrier étant au moment de

partir, je n'ai plus que le temps de vous donner à la hâte deux observations. La première, c'est que les journaux allemands qui soutiennent le plus la politique du Chancelier se montrent toujours très occupés de ce qui se passe en France, particulièrement dans nos Chambres, relativement aux affaires religieuses; qu'ils relèvent avec soin les griefs articulés dans les rapports de nos élections contre les catholiques, soutiennent vigoureusement toutes les propositions faites à la Chambre des députés pour amoindrir la liberté religieuse, etc, etc. La *Post* du 9 courant disait :

« Le peuple français, en se décidant pour la république, n'a « que deux choix à faire : accepter la théocratie papale ou « délivrer la nation des chaînes dans lesquelles l'a tenue le « clergé. On paraît être entré dans la seconde voie... Cela « prépare une communauté d'idées avec l'Allemagne, qui « peut devenir une paix inébranlable pour la France... »

« Ma seconde observation est que le *Reichsanzeiger* reproduit souvent soit les discours de Gambetta, soit des articles de journaux radicaux. Je vous envoie un article d'un journal des bords du Rhin qui a fait la même observation que moi et en tire des conséquences intéressantes.

« Je crois qu'il est bon que le gouvernement fasse attention à ces tendances de la presse officieuse de l'empire allemand, qui expliquent en grande partie l'adhésion qu'elle donne à l'ordre de choses nouveau. »

Ces amabilités des journaux officieux ne marquaient pourtant pas un changement durable dans les dispositions foncières de l'Allemagne à notre endroit. La série de ces alertes plus ou moins graves que le Chancelier se plaisait de temps en temps à provoquer n'était pas définitivement close. Beaucoup de diplomates s'inquiètent alors des intrigues, vraies ou supposées, que le prince de Bismarck passe pour tramer dans l'ombre, à la faveur des événements d'Orient. La préoccupation dominante du monde politique, c'est peut-être moins encore le spectacle de ce

qui se passe à Constantinople, que la pensée de ce qui s'agite dans le cerveau du Chancelier, la hantise et la peur des complots que ce génie redoutable forme contre la paix européenne. On l'imagine, trop volontiers peut-être, constamment occupé à brouiller les cartes. Dans tout ce qui arrive on croit voir sa main et l'on cherche à découvrir ses ressorts cachés. Jusqu'à quel point ces défiances sont-elles fondées? C'est une question que nous ne prétendons pas résoudre. Il nous suffit de constater l'état d'esprit régnant.

Cette anxiété générale, le duc Decazes est des premiers à l'éprouver. Il faut reconnaître, d'ailleurs, que le prince de Bismarck ne fait rien pour le rassurer. Sa physionomie ne s'éclaire d'aucun sourire; elle demeure obstinément énigmatique et inquiétante. Ce qui pourrait accuser une légère détente dans les rapports franco-allemands, il le repousse. A la fin de l'année 1876, il refuse l'invitation, qui est faite à l'Allemagne par notre gouvernement, de participer à l'Exposition de 1878. Et l'on verra tout à l'heure avec quel manque d'égards constant et prémédité il traite l'ambassadeur de France. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce qu'au mois de janvier 1877, surgisse tout à coup une nouvelle campagne de presse contre notre pays.

Le prétexte en était assez futile. Un récent incident, survenu dans une des séances des plénipotentiaires qui étaient alors réunis en conférence à Constantinople, avait donné à supposer, à tort ou à raison, que l'Allemagne voulait rompre son entente avec les autres puissances et adopter une attitude préjudiciable au maintien de la paix. Certains journaux français avaient émis cette supposition, avec beaucoup plus de modération, d'ailleurs, que ne l'avait fait la presse anglaise.

Ce fut le signal de l'attaque. Le *Moniteur de l'Empire* lui-même entama les hostilités et les feuilles officieuses le suivirent avec une extrême violence. On se remit à parler

de nos préparatifs de guerre, d'achats de farines et de chevaux. Le 24 janvier, M. de Gontaut télégraphiait : « La *Post* signale, d'après la *Gazette de Breslau*, l'existence d'une grande conspiration orléaniste dont le gouvernement allemand aurait les preuves matérielles entre les mains. La conspiration aurait des ramifications dans l'armée, dans la marine, et jusque parmi des personnages du gouvernement abusant de la confiance du maréchal Président. Elle aurait pour but de sacrifier la paix de l'Europe et appuierait ses plans sur la guerre en Orient. » De son côté la *Gazette nationale* affirmait que les attaques de la presse cachaient une raison profonde qui aurait motivé une communication de l'ambassadeur d'Allemagne au gouvernement français.

Le mobile principal de cette campagne, dans l'opinion de M. de Gontaut, aurait été « la crainte d'une alliance présente ou future entre la France et la Russie. On retrouve cette pensée dans presque tous les articles écrits contre nous. Elle hante perpétuellement les esprits des hommes politiques de l'Allemagne; elle les tient en alarme et certainement elle n'a pas été étrangère à l'attitude prise par le Chancelier depuis le commencement de la crise orientale. »

Quelques jours plus tard, le 27 janvier, l'ambassadeur constate que le calme revient. « Il est vrai que des officiers ont parlé de guerre contre la France; mais j'entends ordinairement les mêmes paroles quand il y a une polémique entre les journaux des deux pays, ou bien quand le gouvernement allemand va présenter au Parlement quelque projet de loi difficile à lui faire avaler.

« Ce qui est plus sérieux, c'est l'opinion du chargé d'affaires de Turquie et celle du premier secrétaire d'ambassade d'Angleterre, au sujet des visées de l'Allemagne. Chacun de ces deux messieurs, séparément, a dit à nos secrétaires qu'il croyait savoir que l'Allemagne poussait la

Russie à la guerre et que ces conseils cachaient de mauvais desseins contre la France. »

Sur ces mauvais desseins du Chancelier, le duc Decazes recueillait, de son côté, des avertissements semblables. L'un d'eux venait de Lord Derby lui-même. « J'ai besoin, disait-il au marquis d'Harcourt, de vous prévenir très confidentiellement que tous les renseignements qui me parviennent tendent à prouver que l'Allemagne regarde la guerre comme prochainement inévitable et qu'elle la désire.

— Entendez-vous seulement, lui demandait son interlocuteur, que le gouvernement allemand juge la guerre certaine entre la Russie et la Porte, ou bien qu'il croit à une lutte prochaine qui ne se bornerait pas à ces deux puissances, mais s'étendrait davantage et envelopperait notre propre pays? »

Lord Derby, sans répondre directement à cette question, avait ajouté : « Je dois vous dire aussi que l'Allemagne nous fait faire, de plusieurs côtés et avec insistance, des insinuations pour nous engager à nous emparer de l'Egypte. Je vous ai déjà dit et je vous répète encore que nous n'y avons jamais songé. »

Notre ambassadeur à Londres recevait, en outre, d'un Anglais la lettre suivante :

« Juste avant de quitter Paris, j'ai rencontré un ami qui est *très au courant* de tout ce qui se passe en Allemagne et dont jusqu'ici j'ai toujours trouvé les renseignements exacts. Il me parla du ton présentement inquiétant de certains journaux allemands plus ou moins « inspirés » d'en haut et me dit que, dans la dernière circonstance, où l'attention de l'Europe fut éveillée de la même manière, les chefs militaires prussiens ont prié le prince de Bismarck de rester tranquille jusqu'en 1877, pour ce motif qu'à ce moment leur armée et toute leur organisation militaire se trouveraient amenés à un état de perfection.

« Bismarck est maintenant irrité au delà de toute mesure de ce que la conférence s'est terminée sans amener de sérieuses dissensions parmi la plupart des puissances européennes;

« Du nombre de voix récemment obtenues en Allemagne par les socialistes, dont il considère Paris comme le quartier général;

« Du succès présumé de votre Exposition de 1878.

« Pour ma part, je crois que ses extraordinaires succès, joints à une douloureuse maladie, sont en train de lui tourner la tête, et je ne serais nullement surpris qu'il dût finir dans une maison de fous. En tout cas, nous pouvons être sûrs d'une chose : tant qu'il sera aux affaires, il n'y aura pas de paix assurée en Europe.

« Vous savez tout cela probablement depuis longtemps; mais je crois que nul de nous ne peut être trop averti quand nous considérons l'état présent des choses.

« ... J'écris en anglais pour être bien sûr d'exprimer exactement ce que je veux dire.

« Croyez-moi toujours sincèrement vôtre. »

Un peu plus tard, dans les premiers jours de mars, le général Ignatieff disait à Berlin au premier secrétaire de notre ambassade « que la France avait grand intérêt à faciliter en ce moment l'entente sur les affaires d'Orient et à peser sur le cabinet de Londres, que le prince de Bismarck se montrait préoccupé des armements français, tenait un langage *nerveux* sur cette question, qu'il prétendait notamment que le développement de notre cavalerie dans les départements de l'Est a pour but d'occuper rapidement l'Alsace et d'y empêcher la concentration de l'armée allemande. »

Et c'était, enfin, au mois d'avril, un discours du maréchal de Moltke au Reichstag, appelant l'attention sérieuse de l'Allemagne sur ces mêmes armements de la France. Sans doute, l'on considérait son langage comme intention-

nellement exagéré dans l'intention d'obtenir du Parlement le vote des fonds nécessaires à une augmentation projetée du nombre des capitaines. Mais la *Post* et la *Gazette nationale*, tout en affirmant les tendances pacifiques du maréchal de Moltke, insistaient sur l'opportunité d'un échange d'explications entre les gouvernements français et allemand au sujet de nos mesures militaires et sur la nécessité de faire ainsi disparaître entre les deux pays des défiances qui pourraient finir par compromettre leurs bons rapports.

Ainsi les rumeurs alarmantes circulaient autour du duc Decazes et maintenaient sa pensée constamment tendue vers celui qu'elles représentaient, au fond de sa retraite de Varzin, élaborant ses mystérieuses et machiavéliques combinaisons. Le ministre croyait toujours sentir comme un réseau d'intrigues invisible qui lentement se refermait sur lui. « Nous devons toujours surveiller ce sphinx, lui écrivait M. de Gontaut, capable de prendre les formes les plus terribles à son jour. C'est une menace vivante pour toute l'Europe. »

Les malveillantes dispositions du prince de Bismarck pour la France ne pouvaient que s'accroître quand éclata la célèbre crise du Seize-Mai, dans laquelle l'Allemagne voulut voir un retour offensif du « cléricalisme ». On sait comment, à cette date, le Maréchal crut devoir congédier le ministère Jules Simon, en qui il ne pensait plus trouver un point d'appui suffisant pour résister aux empiétements de la gauche radicale. On connaît également les événements qui suivirent : la formation d'un ministère présidé par le duc de Broglie, la dissolution de la Chambre prononcée avec l'assentiment du Sénat, l'ardente lutte électorale qui se termina au mois d'octobre par le renvoi à la Chambre d'une majorité républicaine très peu diminuée.

L'appui que la coalition des gauches rencontra, au cours de cette lutte, à l'étranger et particulièrement en Allemagne, est un fait établi. M. le vicomte de Meaux l'a récem-

ment exposé dans ses *Souvenirs politiques* (1) et les Mémoires du prince de Holenlohe viennent encore de le con-

(1) Sur les intelligences de Gambetta avec le prince de Bismarck, dont les lettres du comte Henckel de Donnersmarck, rappelées par M. de Meaux, établissent, au lendemain des élections, l'existence, nous relevons dans les notes de M. de Gontaut les deux passages suivants :

« Ems, 30 juin 1877. — ... X. est venu à moi ce matin se disant chargé d'une commission de M. W. actuellement à Ems. W. m'a fait exprimer ses regrets de ne pas me connaître, le désir qu'il en aurait, mais il ne le réalisera pas, car, comprenant la délicatesse de ma position, il craindrait de me compromettre. Il me fait dire qu'il sait *sûrement* que M. Gambetta est en communication avec la chancellerie allemande (ou le prince de Bismarck), d'où il est aisé de conclure que la campagne contre le ministère français est ainsi menée d'accord entre eux. » Dans la lettre au duc Decazes où il transmettait cette confidence, M. de Gontaut désignait en toutes lettres M. Windthorst.

Conversation avec Lord Odo Russell : « Berlin, jeudi 20 décembre 1877. — ... Il m'a dit : « Il me paraît devenir de plus en plus évi- « dent que l'expérience de la république ne réussit pas en France. « Mais savez-vous, continua-t-il, ce que tous ici nous regardons « comme certain, à savoir que M. Gambetta est en relations depuis « longtemps déjà avec le prince de Bismarck? et il se sera certaine- « ment mêlé de vos élections. — Je m'en doutais, repris-je; cet été « même, un membre important du Parlement allemand me l'a fait « certifier par un ami intermédiaire. Comment pourrais-je en être « étonné, quand nous avons lu la polémique ardente de la presse « officieuse? » Et je lui ai fait observer combien l'intervention de la presse étrangère, en particulier de la presse allemande, avait été nuisible aux conservateurs et favorable aux républicains. Un tiers de leurs voix peut-être est dû à leur polémique, à leurs menaces et injures adressées aux conservateurs et à cette peur énorme du cléricalisme, pour l'exploitation de laquelle ils ont trouvé un tel concours dans la presse de gauche en France. Eh bien, n'étant plus aux affaires, je n'ai plus à employer un langage officiel et je déclare, comme homme privé, que j'ai toujours dit l'exacte vérité en affirmant ici que le cléricalisme était un fantôme, rien qu'un fantôme, et tout homme de bonne foi ayant vécu en France sera obligé de reconnaître qu'il n'y existe pas d'éléments pour un gouvernement clérical. M. le comte de Chambord fût-il sur le trône, il ne pourrait pas plus avoir une politique cléricale que le président de la République. « Je pense comme vous, m'a répondu Russell; cette crainte du cléricalisme est une pure imagination. »

firmer. Rapportant une conversation avec le Chancelier, l'ambassadeur écrit dans son journal, à la date du 6 septembre : « Pour commencer, nous parlâmes encore des élections en France, et Bismarck dit qu'il serait nécessaire, pendant les élections, de prendre encore une attitude quelque peu menaçante; toutefois, il n'était pas nécessaire que cela eût lieu à Paris, mais cela serait mis en scène de Berlin. L'Empereur rendait difficile l'exécution de la politique à suivre envers la France, car il se laissait toujours entraîner par Gontaut à mettre en avant la « solidarité des intérêts conservateurs », la vieille politique d'Arnim, au lieu de veiller à ce que la France reste incapable de former des alliances et désunie. »

La crainte de la guerre et l'assurance que la victoire des conservateurs aux élections prochaines en serait le signal, tel fut un des sentiments dont bénéficia l'opposition. Ce sentiment fut entretenu avec soin par la presse dévouée aux ordres du prince de Bismarck. La tactique consistait à représenter le nouveau ministère du duc de Broglie comme clérical ou prisonnier des cléricaux et comme infailliblement amené, s'il demeurait vainqueur et maître des destinées de la France, à déclarer la guerre à l'Italie pour le rétablissement du pouvoir temporel du Pape. En présence d'une pareille éventualité, on montrait l'Italie prenant déjà ses précautions et s'assurant par un traité d'alliance le concours de l'Allemagne. La lutte que le Chancelier poursuivait lui-même dans l'empire allemand contre le catholicisme ne pouvait que le disposer favorablement pour un parti dont le chef venait de pousser à la tribune de la Chambre son célèbre cri de guerre : Le cléricalisme, voilà l'ennemi! C'est ainsi que la victoire de ce parti pouvait être avec assez d'apparence présentée comme le seul moyen d'éviter des complications internationales et de consolider la paix.

Ce qui rendait cette thèse particulièrement impressionnante, c'est le parfait ensemble avec lequel elle était

développée par les journaux de l'opposition en France et par ceux du prince de Bismarck. Les premiers ne manquaient pas de signaler cette concordance, à l'appui de leurs dires, en extrayant des seconds de nombreux passages où s'annonçaient, d'un ton plus ou moins menaçant, les graves événements qui pourraient surgir, si l'échec des cléricaux ne venait pas calmer les naturelles appréhensions de l'Allemagne et de l'Italie. En outre, certains catholiques trop zélés avaient tout fait, récemment, pour donner plus de vraisemblance et plus de poids aux craintes répandues par leurs adversaires. Des comités avaient colporté des pétitions où le Maréchal et les Chambres étaient priés « d'employer tous les moyens en leur pouvoir pour faire respecter l'indépendance du Saint-Père ». Un prélat fougueux et intransigeant, l'évêque de Nevers, dans une lettre adressée au président de la République et publiée par l'*Univers*, l'avait adjuré de « déclarer nettement qu'il n'acceptait aucune solidarité avec la révolution italienne ». En même temps, il avait invité les maires et juges de paix de son diocèse à se concerter avec lui pour « faire prévaloir, dans les divers conseils du pays, des convictions analogues » aux siennes.

Ces faits avaient provoqué à la Chambre de vifs débats, qu'avait terminés le vote d'un ordre du jour accepté par le ministère et l'invitant « pour réprimer cette agitation antipatriotique, à user des moyens légaux dont il dispose ». C'est à propos d'une loi sur la presse que survenait ensuite le renvoi de M. Jules Simon. Mais il était naturel de ne voir là qu'un prétexte et de rattacher cette mesure à l'attitude prise par le ministre lors de la discussion sur la question religieuse, quelques jours auparavant (1). Cela donnait

(1) Nous savons, d'ailleurs, qu'en fait, c'est après cette discussion, qui eut lieu le 4 mai, que le Maréchal prit la résolution de congédier M. Jules Simon, et qu'il ne consentit que sur les conseils du duc de Broglie à attendre une autre occasion.

quelque apparence à l'accusation portée contre le nouveau ministère de vouloir inaugurer une politique cléricale.

Les hommes qui le composaient s'étaient pourtant déjà trouvés au pouvoir et leur passé aurait pu suffire à les préserver de tout reproche de cléricalisme. C'étaient le duc de Broglie et M. de Fourtou, qui, dans l'incident des mandements d'évêques, avaient invité ceux-ci à modérer leur langage et frappé l'*Univers* d'une suspension de deux mois. Quant à notre politique extérieure, le fait qu'elle demeurait entre les mains du duc Decazes était la preuve certaine qu'elle ne cesserait pas d'être prudente et pacifique. Le ministre avait déjà donné à plusieurs reprises, et notamment par le rappel de l'*Orénoque*, des gages suffisants de son intention de vivre en bons termes avec le gouvernement italien. Le programme du nouveau cabinet était présenté comme un programme de défense sociale. On ne prétendait qu'à sauver les grands principes et les intérêts traditionnels sur lesquels étaient fondées les sociétés et qu'on jugeait menacés par le radicalisme montant. La religion figurait, sans doute, au nombre de ces fondements qu'on estimait nécessaire de protéger; mais elle n'était pas le seul, et il n'était point question d'assurer à ses ministres une place prépondérante dans la direction politique du pays. C'eût été précisément le propre d'un gouvernement clérical et c'est de quoi le duc de Broglie et ses collègues se défendaient avec énergie.

On refusait, à Berlin, d'admettre ces distinctions. M. de Gontaut se heurtait à des méfiances qu'il s'épuisait en vain à détruire. Soit conviction sincère, soit mot d'ordre, il rencontrait partout la peur du cléricalisme. Le rôle qui lui incombait en cette circonstance, si pénible qu'il pût être, ne lui était pas nouveau. Ce n'était pas la première fois qu'il avait à réfuter cette accusation d'ultramontanisme portée contre le gouvernement français. On peut même dire que, depuis la chute de M. Thiers jusqu'à la fin de l'Assemblée

nationale, il n'avait pas cessé d'avoir affaire à elle. On voit dans ses Mémoires les soupçons qui avaient déjà pesé sur le ministère Broglie après le 24 mai, et la croyance généralement répandue en Allemagne qu'une restauration monarchique provoquerait chez nous un réveil de l'ultramontanisme. M. de Gontaut s'était efforcé de dissiper ces inquiétudes. C'est ce qu'il allait encore tenter de faire, sans plus de succès. Les craintes et la malveillance se retrouvaient même plus fortes qu'elles n'avaient jamais été.

Quoique sa correspondance et ses notes ne nous apprennent rien qui ne soit déjà connu des dispositions de l'Allemagne à l'égard des ministres du Seize-Mai, elles n'en sont pas moins intéressantes en nous les montrant, pour ainsi dire, au vif, décrites par les hommes qui se trouvaient au premier plan pour les observer.

Retenu d'abord à Paris au moment où avait éclaté la crise, et installé ensuite à Ems, il était tenu au courant, par les secrétaires de l'ambassade, des premières impressions qu'avait causées cette crise à Berlin. Les journaux allemands, d'ailleurs, étaient à eux seuls suffisamment éloquents. La *Gazette de Cologne* écrivait, à propos des protestations pacifiques que pourrait prodiguer le nouveau ministère : « L'étranger regardera aux faits, et, derrière M. de Broglie, il verra le duc d'Aumale avec son corps d'armée et les jésuites, ses alliés. Et l'on se pose involontairement la question de savoir si les rapports des pays voisins avec la France du 16 mai 1877 ne vont pas devenir tout autrement difficiles qu'avec la France du 20 février 1876. »

A la date du 26 mai, M. Tiby, premier secrétaire de l'ambassade, écrivait de Berlin à M. de Gontaut : « Ce qui vous frappera en arrivant ici, ce seront les pronostics fâcheux auxquels on s'abandonne sur notre avenir intérieur. Il y a sur ce point une pénible unanimité chez les Allemands et les membres du corps diplomatique.

La résolution du Maréchal est considérée comme grosse de périls pour nous-mêmes. Je m'efforce de ramener mes interlocuteurs à un jugement moins pessimiste. Je crois y avoir réussi en partie. L'impression générale reste cependant celle de la défiance. »

Un mois plus tard, le même correspondant disait encore : « Depuis le 16 mai, il importe de lire non seulement leurs articles de fond, mais les correspondances et les entrefilets, même les phrases isolées. C'est une attaque incessante contre le gouvernement français et une dénonciation journalière des dangers que son cléricalisme monarchique fait courir à la paix de l'Europe. Aujourd'hui, pour la première fois, je constate un calme relatif à notre égard (1).

On sait la susceptibilité que montrait volontiers l'Allemagne à l'égard de notre presse. Ses propres journaux n'épargnaient pas les injures personnelles à l'adresse du chef de l'Etat français. Appréciant, au lendemain de la mort de M. Thiers, survenue le 4 septembre, la situation politique de la France, la *Post* se plaisait à montrer ce qu'elle avait de critique et concluait ainsi : « Il y aurait bien un bon moyen possible pour sortir de là; mais il n'y faut pas songer. Si le « loyal soldat » était un homme vraiment noble et chevaleresque, et s'il possédait seulement un peu d'intelligence, il appellerait toute la nation à la réconciliation sur la tombe du grand patriote et donnerait un ministère centre gauche. Mais les âmes pures sont seules capables de trouver les moyens naturels et

(1) Un journal autrichien, la *Nouvelle Presse libre*, faisait les mêmes observations : « A Berlin, on fait et l'on fera son possible pour soutenir le parti des gauches en France contre le cabinet de Broglie. C'est tantôt la *Gazette nationale*, tantôt la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, quelquefois même la *Gazette de la Croix* qui servent à envoyer ce que le prince de Bismarck a appelé des jets d'eau froide sur Paris. Cet appui ne manquera pas de servir aux députés de la gauche de recommandation auprès de leurs électeurs ».

bons. Devant les pas de la France, maintenant, c'est le chaos (1). »

Peu de temps auparavant, le maréchal de Manteuffel et l'historien Ranke avaient adressé à M. Thiers un télégramme pour lui souhaiter la victoire aux prochaines élections. Cette manifestation de sympathie, venant de personnages illustres, avait fort ému le duc Decazes qui écrivait, le 26 août, à M. de Gontaut : « Que M. de Bismarck désire le succès de M. Thiers et de ses amis, je ne saurais m'en étonner... Mais que le maréchal de Manteuffel, que je crois dévoué aux solutions pacifiques, favorable à une politique d'apaisement, se méprenne à ce point sur notre situation qu'il désire le succès de M. Thiers, à cela, vraiment, je ne m'attendais pas! N'y a-t-il donc rien à faire pour éclairer les esprits moins prévenus sur ce que nous voulons et faisons, pour dissiper ce fameux malentendu qui pèse sur nous?

« Depuis quatre années, j'ai mis tous mes soins, j'ai consenti à tous les sacrifices, j'ai épuisé la coupe de toutes les amertumes pour essayer de faire pénétrer à l'étranger cette vérité, bien éclatante à mes yeux et que j'ai pu prêcher en toute sincérité, que la France conservatrice était exclusivement dévouée à la politique d'apaisement et de modération, qu'elle seule pouvait assurer la paix générale et qu'elle seule le voulait, qu'il n'existait pas une question, une seule, sur laquelle elle hésitât à se prononcer, si ce grand intérêt, la paix, pouvait y être engagé et compromis. Or, il me faut bien reconnaître que ces peines sont perdues, que ces sacrifices ont été inutiles et que l'Europe

(1) Les violences de la presse étaient telles qu'elles auraient ému l'Empereur, qu'il aurait écrit au comte Eulenbourg, ministre de l'intérieur, pour qu'on les fît cesser, et que le prince de Bismarck lui-même, dans une lettre à son souverain, s'en serait montré « indigné ». C'est M. de Gontaut qui rapporte ces détails dans ses notes, après la confidence qu'il en a reçue, sans être bien convaincu toutefois de l'indignation du Chancelier.

monarchique et conservatrice nous préfère, qui? — grands dieux! — les radicaux!!!

« ... Mais il nous reste deux mois, mon cher ami, et je vous conjure de ne pas laisser arriver les événements sans avoir, du moins, par vos conversations de tous les jours, par vos démarches auprès des uns et des autres, par les explications que vous donnerez à ceux que vous pourrez rencontrer, tenté d'éclairer ceux qui sont aveugles et de prévenir ceux qui sont sincères.

« Le Maréchal envoie le général d'Abzac (1) en Allemagne avec ordre de voir le plus de monde possible, de beaucoup écouter et de beaucoup expliquer...

« Je vous ai raconté, dans le temps, que j'avais prié le prince de Hohenlohe de s'informer du goût que l'on pourrait avoir à recevoir le duc de Chartres aux manœuvres en Allemagne. Le prince a reçu, il y a quelques jours, une réponse officielle. Le duc de Chartres ne pourrait être reçu qu'en prince et en cousin, cet accueil ferait grand bruit et, au moment de nos élections générales, ce bruit serait exploité en sens divers et paraîtrait regrettable au gouvernement allemand qui désire ne pas être mêlé à nos querelles intérieures. C'est pourquoi il lui semblerait désirable d'ajourner ce projet.

« En me communiquant cette réponse, le prince m'a dit : « Je regrette cette détermination. Je suis, vous le « savez, de ceux qui croient que la monarchie constitu- « tionnelle, en France, serait la meilleure garantie de paix « pour la France et pour l'Europe. Ce voyage aurait con- « tribué à dissiper bien des préjugés. Je regrette qu'il soit « ajourné. »

« Je n'ai pas répliqué et j'ai simplement communiqué au prince la liste de nos envoyés militaires que je tenais toute prête. »

(1) Aide de camp du Président.

Cette réponse du gouvernement allemand montrait, une fois de plus, ses dispositions hostiles. C'est à la suite d'une entrevue très cordiale du comte de Paris avec le prince impérial et la princesse, le 17 juillet, à Ostende, que le projet d'envoyer le duc de Chartres aux manœuvres allemandes avait paru présenter quelques chances d'aboutir. Mais la présence du duc de Chartres en Allemagne et l'accueil qu'il y aurait reçu eussent attesté, de la part de cette puissance, pour le parti conservateur, des dispositions trop différentes de celles que le prince de Bismarck tenait à faire paraître. L'éventualité d'une guerre avec l'Allemagne, dans le cas où ce parti sortirait vainqueur des élections prochaines, eût semblé moins vraisemblable et moins facile à exploiter contre lui. C'est ce que le Chancelier désirait éviter.

A l'instante prière, que lui adressait le duc Decazes, de faire tous ses efforts pour dissiper en Allemagne les préjugés et les malentendus, M. de Gontaut se sentait obligé de répondre par un aveu d'impuissance : « Voilà six ans que je suis en Allemagne, six ans que j'emploie toutes mes forces à tâcher de faire comprendre tout ce que vous dites si bien et plus éloquemment que je n'ai pu le dire certainement, mais non avec plus de sincérité et d'ardeur, et, comme vous, je suis obligé de m'avouer que mes efforts, que mes explications, reprises sous toutes les formes, échouent devant des préjugés hostiles ou aveugles que l'on ébranle de loin en loin, mais que l'on ne détruit pas, en partie, il est vrai, à cause des méfiances incurables que provoque « l'ennemi héréditaire ».

« Mais ce n'est pas aux Allemands seulement que je tiens le même langage que vous, c'est à d'autres étrangers et, chaque fois, pour ainsi dire, je suis douloureusement frappé de trouver chez les uns comme chez les autres ces préjugés que le mauvais génie de l'Europe répand dans

l'esprit des rois et dans celui des peuples (1). Il y a trois ans passés, étant à Pétersbourg, je faisais ressortir aux

(1) L'hostilité contre le Seize-Mai était générale en Europe. Celle de l'Angleterre se manifestait ouvertement dans la presque totalité de ses journaux. Quant à l'Autriche, le duc Decazes écrivait à M. de Gontaut qu'il avait eu occasion de constater sa malveillance. De toutes les puissances, c'est chez la Russie qu'on se serait le moins attendu à rencontrer un pareil sentiment. Elle n'était pourtant pas la dernière à le témoigner.

« Il est impossible, constatait M. de Gontaut, de n'être pas frappé de l'hostilité des journaux russes à l'égard des conservateurs français et de leur gouvernement. Le *Golos*, arrivé ici ce matin [7 octobre], contenait un article des plus vifs contre le manifeste *autoritaire* du Maréchal ». La quasi-unanimité de ces journaux sur notre politique intérieure, rapprochée des bons offices de la presse allemande pour la Russie, dans les affaires d'Orient, donnait à penser à M. de Gontaut que les deux puissances avaient fait un marché. « Je suis, pour ma part, convaincu depuis longtemps que c'est l'explication des attaques répétées et incompréhensibles de la presse russe contre le maréchal de Mac-Mahon et les conservateurs depuis l'incident du Seize-Mai ». — Dans un dîner chez M. Koloschine, le ministre de Russie à Bade, M. de Gontaut lui avait exprimé son étonnement d'une semblable attitude. Celui-ci répondait que l'essence du gouvernement russe était l'*anti-romanisme*, que, de plus, il était l'allié et l'ami du gouvernement prussien, que la France était le soldat du Vatican, etc. M. Koloschine et deux Russes, qui assistaient à l'entretien, paraissaient peu sensibles à la crainte du radicalisme mise en avant par M. de Gontaut. Le propre frère du Tsar, le grand-duc Constantin, en pleine séance du conseil de l'empire, aurait dit à quelqu'un, au travers de la table : « Eh bien, les nouvelles des élections sont bonnes; les républicains ont une grosse majorité. »

« On m'assure, » écrivait M. de Gontaut en avril 1878, après un séjour de plusieurs mois en Russie, « que beaucoup de personnes de la noblesse sont très partisans des idées de M. Gambetta. Je n'en suis pas surpris, tout en regardant ce fait comme éminemment regrettable, car, assurément, depuis les dernières années, les impressions russes à propos de la politique étrangère ont extrêmement changé. On ne peut nier que la majorité, dans la haute société russe, ne voie avec faveur le progrès des idées libérales en France et n'entoure d'une sorte d'auréole les hommes publics de notre pays qui s'en font les champions. Ils ont blâmé le renvoi du ministère Jules Simon au 16 mai; ils ont vu avec plaisir le triomphe de la majorité républicaine au 14 octobre, et accueilli avec grande satisfaction l'avènement du ministère Dufaure. Beaucoup ne s'effraye-

yeux de l'empereur Alexandre les avantages que procurerait à l'Europe *tout autant* qu'à la France un gouvernement conservateur luttant contre l'envahissement des doctrines radicales. Ce même argument, je l'ai représenté cent fois aux hommes d'Etat que j'ai rencontrés, au prince Gortchakoff et à d'autres Russes, au grand-duc de Bade, à mes collègues des divers pays, aux hommes politiques de l'Allemagne. Il n'y a pas deux mois que je le répétais au prince Hohenlohe à Paris, quelques jours plus tard à l'empereur Guillaume lui-même, puis tout récemment à M. de Radowitz... La plupart de mes interlocuteurs ont semblé m'approuver. J'ai entendu l'empereur Guillaume et l'empereur Alexandre m'exprimer l'éloignement que leur inspirait M. Thiers pour être devenu l'instigateur ou le prisonnier de ces détestables doctrines. Mais, malgré tout, ces princes ou leurs ministres ont fini par être ou par sembler dominés par leurs préjugés contre les conservateurs.

« A qui attribuer ce qu'on est en droit d'appeler un phénomène, un monstrueux phénomène? Pour la plus grande partie, au prince de Bismarck, je n'hésite pas à le dire. S'il n'est pas l'inventeur du mot *cléricalisme*, c'est lui qui en a été le plus infatigable et le plus adroit vulgarisateur. C'est lui qui, profitant avec cette habileté dépourvue de scrupules, qui lui est familière, des embarras intérieurs qui règnent plus ou moins dans la plupart des Etats de l'Europe à propos des questions religieuses, et sachant que le rôle de la France avait été, de tout temps,

raient pas de l'arrivée au pouvoir d'un ministère plus avancé, et le nom de M. Gambetta représente pour eux un progrès heureux. Ils sont d'accord en cela avec l'opinion allemande et, comme elle, ils se laissent entraîner dans cette voie par l'horreur du cléricalisme. Je ne veux pas dire pourtant que ce motif soit aussi dominant en Russie qu'en Allemagne. Il existe; mais pour le plus grand nombre, ce qui les entraîne vers les idées radicales, qu'ils confondent par ignorance avec les idées libérales, c'est le spectacle des abus du pouvoir autocratique; ce qui les excuse jusqu'à un certain point. »

celui de protectrice éclairée des intérêts catholiques, a réussi à persuader aux princes et aux peuples que le grand ennemi était le cléricalisme, le grand protecteur du cléricalisme la France, et surtout la France conservatrice. Les Allemands, stimulés par les conflits religieux en même temps que par leur aversion pour la France, ont cru facilement le Chancelier; les Russes, tourmentés et inquiétés par les Polonais, l'ont cru; les Italiens, destructeurs du pouvoir temporel, l'ont cru. Il n'est pas jusqu'à l'Angleterre qui, parfois, n'ait pris son rôle dans cette croisade. Et comme, en France, la plupart des républicains, guidés à l'aveugle par les radicaux, ont crié de leur côté : l'ennemi, c'est le cléricalisme, presque toute l'Europe, reconnaissant ce cri qu'elle a fait le sien, est entraînée logiquement, non sans quelque étonnement parfois, à considérer les radicaux comme ses alliés et, par suite, les conservateurs français comme ses adversaires... »

M. de Gontaut écrivait de nouveau, le 11 septembre : « J'ai longuement causé encore avec le comte de Launay qui est, d'ailleurs, personnellement modéré; mais le triste résultat de ces conversations est toujours celui-ci : De notre côté, nous disons : « Le radicalisme est plus dangereux que le cléricalisme »; de leur côté, ils répondent : « Le cléricalisme est plus dangereux que le radicalisme. » Il semble que nous suivions deux lignes parallèles. Mis au pied du mur, ils conviennent que le Maréchal, que les ministres ont l'attitude la plus correcte, les intentions les plus satisfaisantes, mais ils se rejettent sur l'avenir, sur les partis ultramontain et réactionnaire devenant la majorité et entraînant à leur suite président et ministres. Et quand on répond qu'ils ne voient que les périls éventuels, d'un côté, et qu'ils s'aveuglent sur les périls bien autrement considérables que recèle le triomphe des radicaux, ou ils se taisent, ou ils continuent à dire : « E pur si muove! »

Du secrétaire d'Etat, M. de Bülow, notre ambassadeur

recevait des réponses analogues. En vain s'efforçait-il d'établir une distinction entre catholiques et cléricaux et de montrer les dangers grandissants du radicalisme, auxquels le Maréchal avait voulu s'opposer; M. de Bülow l'écoutait sans mot dire, avec sa réserve habituelle, puis il répliquait simplement que la question du cléricalisme était bien faite pour rendre l'Allemagne attentive, qu'il existait un ennemi implacable de la paix en Europe et que cet ennemi c'était le Vatican, dont on connaissait le programme (1).

A la cour, l'attitude était plutôt hésitante. Il semble qu'on y ait eu quelque peine à choisir entre le radicalisme et l' « ultramontanisme ». Les documents divers conservés par M. de Gontaut portent la trace de cette incertitude. Ils ne présentent plus la même concordance que ceux qui nous révèlent les sentiments de la chancellerie et ne témoignent pas d'une hostilité aussi déclarée contre les conservateurs. Il est vrai que le prince impérial, dans l'entrevue d'Ostende, avait laissé voir qu'il partageait les défiances répandues en Allemagne contre le ministère du Seize-Mai. L'affirmation énergique du comte de Paris, que tous les partis en France voulaient la paix, ne l'avait pas rassuré. Dans son opinion, le cabinet actuel, soutenu par les ultramontains, se trouverait incapable de résister à leurs exigences, lorsqu'ils réclameraient une guerre contre l'Italie pour le rétablissement du pouvoir temporel. Mais, chez l'Empereur et certaines personnes de son entourage, la crainte du radicalisme semble parfois l'emporter sur la crainte des cléricaux. On s'alarme plus facilement pour les intérêts conservateurs en péril. « La guerre, a dit à

(1) A Lord Odo Russell qui, revenant de Paris, aurait essayé de défendre le ministère du reproche de cléricalisme, le Chancelier aurait répondu qu'il n'était pas instruit de ce qui se passait en France, et que lui, Bismarck, avait des informations meilleures que les siennes.

quelqu'un l'Empereur, au mois de juin, est aujourd'hui entre l'ultramontanisme et le radicalisme. Pour moi, je préfère beaucoup l'ultramontanisme. »

Au général d'Abzac, le souverain tient un langage excellent : « Dites bien au maréchal de Mac-Mahon que j'ai compris et approuvé le Seize-Mai, que j'ai la certitude que j'aurai toujours avec lui les relations les meilleures, que j'ai été tout à fait touché du tact exquis qu'il a su mettre en m'envoyant Gontaut me complimenter à Metz, mission très délicate, dont nul autre que son ambassadeur auprès de moi ne pouvait être chargé (1). Donnez-lui, de ma part, les assurances les plus pacifiques et dites-lui que, quel que soit le résultat des élections, il faut qu'il reste à son poste. Nous n'avons qu'un ennemi qui doit nous être commun : le radicalisme; nous avons le même intérêt à le combattre. Qu'il n'ait nulle inquiétude au sujet de l'envoi de troupes en Alsace-Lorraine : ce mouvement se borne à l'envoi à Metz du régiment d'infanterie actuellement stationné à Wissembourg et plus tard à l'envoi d'une brigade de cavalerie. »

« Radowitz, ajoutait le général d'Abzac, avec qui j'ai longuement causé, ne m'a point caché la terreur que le parti clérical inspire au Chancelier. « Avec Gambetta, me « disait-il, nous sommes sûrs que le parti clérical sera « sans pouvoir; avec le maréchal de Mac-Mahon, nous « craignons que ce parti ne vienne à le dominer et à le « pousser à la guerre. C'est pourquoi nous nous tenons « sur nos gardes... Entre nous et les cléricaux, il y a « une guerre à mort. » En résumé, à la cour, tout le monde est hautement et franchement pour le maréchal de Mac-Mahon; chez le Chancelier, l'on n'est préoccupé que d'une seule chose, de l'influence que peut prendre en France le parti clérical sur le pouvoir. »

(1) Sur cette mission, voir plus bas, pp. 328-329.

C'était, sans doute, en ce qui concerne les dispositions de la cour, une conclusion trop optimiste, si l'on en juge par les notes où M. de Gontaut consignait alors tout ce qu'il pouvait entendre et recueillir par lui-même ou par des tiers. Nous terminerons le présent chapitre par quelques extraits de ces notes :

« *Bade, 28 septembre* 1877. — Voici le résumé d'une conversation de l'Empereur avec M., hier 27.

« Il a fait beaucoup d'éloges du Maréchal qui a toujours été on ne peut plus *correct* depuis qu'il est au pouvoir, fait des vœux pour son succès, mais il n'y croit pas. Il suppose même que le Maréchal aura une assez forte majorité contre lui (1); il craint que le Maréchal, par suite, ne puisse rester dans ses fonctions jusqu'en 1880 et soit remplacé par Gambetta. « Reconnaîtrez-vous donc Gambetta? lui dit « son interlocuteur. — Sans doute, répondit l'Empereur. « La France étant en république, nous reconnaîtrons tous « les présidents. » Il regarde la mort de M. Thiers comme un malheur, parce qu'il était la tête d'un corps auquel elle était bien nécessaire. L'Empereur le considérait, dans ce cas, comme une ressource et un élément de sagesse

(1) C'était l'opinion du gouvernement allemand. Le 15 septembre, le comte d'Aunay, deuxième secrétaire, écrivait de Berlin à M. de Gontaut, après une conversation avec un membre de l'ambassade anglaise : « Mac Donnell vient de me dire que le gouvernement allemand considère la victoire électorale des républicains comme certaine, tout en s'attendant à la voir moins éclatante depuis la mort de M. Thiers. On aurait ici, d'après lui, des renseignements très précis sur la force des différents partis en France. Ces renseignements auraient diminué, momentanément du moins, les inquiétudes du cabinet de Berlin au sujet des soi-disant menées ultramontaines en France. Enfin, toujours d'après la même source, on s'attendrait à voir le maréchal de Mac-Mahon gouverner avec le centre gauche après les élections... » — « On reste ici convaincu, écrivait de même M. Tiby le 4 octobre, que les élections donneront une majorité contre le maréchal de Mac-Mahon. De là le calme relatif dans lequel la presse, l'opinion et même le gouvernement se maintiennent en ce moment. »

pour le parti républicain. Il semblait souhaiter que M. Grévy acceptât la succession de M. Thiers, « car ce serait, dit-il, « un président bien préférable à Gambetta. »

« Ce qui me frappe dans ce langage, si, comme j'ai lieu de le croire, il m'a été fidèlement rapporté, c'est la facilité avec laquelle l'Empereur prend son parti de l'insuccès du Maréchal, de sa chute et de l'arrivée de Grévy, presque de Gambetta, au pouvoir. L'Empereur a parlé de tout cela d'un ton tranquille, comme d'incidents plutôt fâcheux mais tolérables et qui ne sont que trop naturels de la part d'un peuple aussi léger et aussi révolutionnaire que les Français... Ce n'est cependant qu'une impression indirecte. Ne jugeons pas les idées de l'Empereur sur elle seule.

« M., continuant ce sujet de la France, a exprimé la prévision du retour des Bonapartes. « C'est ce que j'ai- « merais le mieux, a répondu l'Empereur. M. le comte de « Chambord pouvait remonter sur le trône, et il ne l'a pas « voulu; il a refusé également d'abdiquer en faveur de son « héritier légitime; il n'est plus possible. Quant aux d'Or- « léans, ils n'existent pas pour moi; car des princes qui « servent la république ne sont pas des princes. »...

« *Bade, samedi* 29 *septembre* 1877. — J'ai dîné hier chez la duchesse d'Hamilton avec Leurs Majestés l'Empereur et l'Impératrice, le grand-duc et la grande-duchesse de Bade et le grand-duc de Saxe-Weimar. L'Empereur m'a fait un accueil très cordial. Je ne l'avais pas vu depuis le courant de juillet à Coblenz. Un peu avant de passer dans la salle à manger, il est venu à moi et m'a dit : « Eh « bien, vous êtes dans l'attente d'un moment grave chez « vous. Voici les élections qui approchent. » J'ai répondu à Sa Majesté que nous attendions cet événement avec confiance, que sans doute avec le suffrage universel on ne pouvait rien affirmer d'avance, mais qu'en tous cas nous pensions que le nombre des députés appuyant le gouvernement serait bien plus considérable que dans la Chambre

précédente. L'Empereur reprit en faisant l'éloge du Maréchal, en signalant la fermeté avec laquelle il suivait la ligne qu'il avait adoptée depuis le 16 mai, remarquant que son manifeste était net, courageux et conséquent avec toutes les paroles qu'il avait prononcées jusqu'ici. Sa physionomie, en s'exprimant sur le compte du Maréchal, concordait avec son langage... Puis il me parla du manifeste de M. Thiers, qui ne semble pas avoir obtenu son approbation, car il l'a qualifié de *très violent*...

« Dans la soirée, le grand-duc de Bade m'a entretenu, à son tour, des prochaines élections françaises. Son langage a été excellent; je veux croire qu'il était sincère, bien qu'il soit en contradiction avec l'attitude du gouvernement allemand. Il a spontanément appelé mon attention sur le programme radical que les journaux venaient de publier, s'en montrant scandalisé, effrayé, et m'interrogeant à son égard. Je lui répondis que je ne savais au juste l'autorité qu'il convenait d'attacher à ce document, mais que, incontestablement, il ressemblait fort à un certain programme souscrit par M. Gambetta à Belleville en 1869 et que le chef de la gauche ne reniait pas, il semble, car, interpellé souvent par les journaux conservateurs sur le point de savoir s'il restait fidèle ou non à ce programme, il n'a jamais répondu. M. Gambetta n'est pas du tout un républicain modéré, c'est un *opportuniste*, c'est-à-dire un homme qui ne trouve pas le moment venu de démasquer ses doctrines et qui se tait sur leur compte en ce moment; mais il ne les a pas abandonnées pour cela, et quand le jour lui paraîtra bien choisi, il les découvrira et entendra les appliquer. Voilà la vérité sur M. Gambetta et sur les radicaux. Il ne faut pas se faire d'illusions à cet égard.

« Le cléricalisme, c'est l'ennemi! voilà, ajoutai-je (comme « je l'ai déjà dit à M. de Bülow), le cri qui a opéré une « certaine séduction à l'étranger; mais qu'on le sache bien : « ce n'est là qu'une partie du programme des radicaux; il

« n'y a qu'à lire celui de Belleville en 1869 et celui « qu'ont réédité les journaux hier pour s'en convaincre et « assurément pour s'en montrer effrayé. Eh bien, le Maré- « chal ne veut pas que ces doctrines triomphent; il est « conservateur; il est l'élu des conservateurs; lui et eux « s'opposent avec la dernière énergie au succès des radi- « caux. Telle est l'explication de leurs efforts. »

« Le grand-duc donna des signes d'approbation à mes paroles et, tout d'abord et sans que je l'aie mis sur la voie, il me répondit : « Et en agissant ainsi, ce n'est pas seule- « ment à vous que vous rendez service, c'est à nous, c'est « à l'Europe tout entière, car elle serait profondément « menacée par le triomphe du radicalisme en France. » C'est la parole la plus significative de notre entretien. Si elle est sincère, comme j'ai tout lieu de le croire, ce serait un commencement de justice qui nous serait rendu. »

« *Bade, jeudi* 18 *octobre.* — J'ai dîné hier chez Leurs Majestés. Chaque membre de la famille impériale m'a parlé des élections de la France et désirait savoir ce que j'en pensais et quelles nouvelles j'avais reçues à cet égard. Tous m'ont interrogé avec une certaine discrétion, comme on a coutume de le faire lorsqu'on vient à parler à quelqu'un d'un événement de nature à l'affliger ou à l'inquiéter. J'ai été plus frappé de cette nuance chez la grande-duchesse de Bade peut-être que chez les autres. La dernière fois que je l'avais vue, c'était la veille des élections. Elle m'avait adressé alors quelques paroles témoignant des vœux sincères qu'elle formait pour le triomphe des conservateurs et de l'importance qu'elle attachait à ce succès. Reconnaissant aujourd'hui que les faits avaient peu répondu à ses espérances, son abord a été réservé et triste. Il en a été de même à peu près de son époux. Il commençait à me questionner sur les élections quand l'Empereur vint à nous en disant : « Vous parlez sûrement du grand événe- « ment des élections. — Oui, Sire, répondis-je. Son Altesse

« royale voulait bien m'en demander des nouvelles. » Et je me tus pour laisser l'Empereur exprimer son opinion. Il hésita un peu, puis dit : « Eh bien, cela aurait pu être « moins bon. » C'était une phrase courtoise mais banale, pouvant être considérée soit comme un encouragement, soit comme une politesse sans signification précise. C'est à peu près tout ce que l'Empereur me dit. »

M. de Gontaut essaya alors de présenter sous le jour le plus favorable la situation nouvelle faite aux conservateurs par les élections, et les princes, remarque-t-il, semblèrent partager ses espérances. Il lui était bien difficile, toutefois, de connaître directement les vraies impressions de la cour sur un événement qui l'atteignait lui-même dans ses convictions et dans ses désirs. Par égard pour sa personne, la famille impériale ne pouvait guère formuler devant lui que des phrases de politesse et de convention, des regrets plus ou moins sincères. Ce que lui rapportaient des intermédiaires devait donc être beaucoup plus exact et c'est, sans doute, les notes suivantes qui expriment la vérité sur les sentiments de l'Empereur et de son entourage, au lendemain des élections :

« D'une source que j'ai lieu de croire sûre, il m'est revenu que l'Empereur était *très satisfait* du résultat des élections. Des personnes de son entourage partageraient cette satisfaction. Exclusivement dominés par la crainte du cléricalisme, persuadés, malgré tant d'assurances et de preuves contraires, que la victoire des conservateurs jetterait nécessairement le gouvernement dans les voies ultramontaines et l'entraînerait à des aventures belliqueuses, ils se réjouissent de la victoire des républicains qui, disent-ils, les rassurent. Ils n'auraient pas voulu, il est vrai, un triomphe trop complet de la gauche, et, à ce point de vue, ils sont contents de l'échec qu'elle a subi dans ses espérances et du succès relatif du gouvernement; mais ils souhaitaient que la victoire restât en définitive aux républicains. Le

résultat, dans son ensemble, leur plaît donc infiniment (1).

« Je ne doute pas que ce soit le sentiment du prince de Bismarck. Le seul rapport sous lequel nous puissions le moins le regretter, c'est celui de nos relations avec l'Allemagne. L'empire, rassuré sur ce qui l'inquiétait le plus, nous suscitera moins de tracasseries, moins d'embarras qu'il ne l'eût fait certainement si la victoire était restée aux conservateurs. »

Tout en accueillant sans déplaisir l'échec de ces derniers, l'Empereur paraissait tenir au maintien du Maréchal. C'était conforme, d'ailleurs, au sentiment que lui supposait M. de Gontaut. La retraite du Maréchal eût constitué pour la gauche ce complet triomphe que l'Empereur ne désirait pas. « Dans toutes les suppositions, même graves,

(1) Cette satisfaction n'était sans doute pas partagée par tous les membres de la famille impériale. En ce qui concerne tout au moins l'Impératrice, les notes laissées par M. de Gontaut donnent à croire qu'elle désirait le succès des conservateurs. « L'Impératrice, » écrit-il à la date du 6 octobre, à Bade, » m'a fait l'honneur de m'inviter à dîner trois fois chez elle. Etant souffrant jeudi dernier, j'ai dû décliner ce jour-là son invitation. Elle s'est montrée gracieuse comme d'habitude à mon égard. Elle est inquiète des événements, de la guerre au-dessus de tout. Elle m'a dit les meilleures paroles possibles sur le compte de la France qu'elle m'a dit aimer beaucoup. Elle m'a confié (c'était le jour de ma première visite chez elle, le 18) la surprise et presque l'indignation que lui causaient les hommages exagérés, ampoulés, que l'on rendait de tous côtés à M. Thiers; le personnage ne valait pas tous ces éloges! Elle sentait bien que la part faite, dans cette glorification de M. Thiers, au côté révolutionnaire de sa vie, était bien supérieure à celle des qualités réelles et des services vrais rendus à son pays par cet homme d'Etat, et elle souffrait encore de voir que de grands personnages à l'étranger, des souverains même, avaient cru devoir s'associer aux regrets exprimés en France...

« Un autre jour, elle m'a dit toute la satisfaction que lui faisait éprouver le manifeste du maréchal de Mac-Mahon... »

Le 13 octobre, l'Impératrice, ayant fait à M. de Gontaut un très grand éloge du Maréchal, avait ajouté : « Dites-lui bien qu'à la veille du jour des élections, je vous ai renouvelé l'expression des sympathies que j'éprouve pour lui depuis que je le connais; je tiens à ce qu'il le sache ».

avait-il dit à quelqu'un, il ne faut pas que le Maréchal se retire de la présidence avant 1880. Je crois qu'en modifiant son ministère, le Maréchal s'en tirera bien. » Et comme son interlocuteur demandait si, en présence de grands embarras intérieurs, il n'était pas probable que Gambetta devînt président : « J'espère bien que non, avait répondu le souverain, Dieu nous en préserve! »

CHAPITRE VII

LA COUR DE BERLIN

Bienveillance de la famille impériale pour l'ambassadeur de France. — L'Empereur : ses manières affables; sa raideur en certains cas; ses sentiments conservateurs et pacifiques. — L'Impératrice. — Le prince impérial : un jugement de l'Empereur sur son compte; éloignement où on le tient des affaires. — La princesse impériale : son caractère; son opinion sur le *Kulturkampf;* les craintes que lui cause la question d'Orient; ses principes politiques; son aversion pour le Chancelier. — Le prince de Bismarck : ses bizarreries et ce qu'en pense l'Empereur; sa haine de l'Impératrice; ses propos à M. de Gontaut sur sa santé, les difficultés de sa charge, son désir de démissionner, l'opposition de l'Empereur; jugement sur les Parisiens et sur la France.

Dans sa correspondance et plus encore dans ses notes intimes, M. de Gontaut a gardé le souvenir d'entretiens non officiels et de confidences qui peignent au vif les principaux personnages de la cour de Berlin. Ces derniers, à vrai dire, n'apparaissent point sous un jour nouveau; les traits qui composent leur physionomie morale sont depuis longtemps fixés et connus. Les détails qu'y ajoute M. de Gontaut ne les modifient donc pas; mais ils n'en offrent pas moins quelque intérêt, notamment si l'on songe à l'intimité de ses rapports avec plusieurs des membres de la famille impériale.

Pour dépeindre la situation qui serait faite au futur ambassadeur de France, après le traité de Francfort, le prince de Bismarck avait dit plusieurs fois à M. Thiers : « Si vous

avez un ami à qui vous vouliez être agréable, envoyez-nous-le, il sera auprès de nous comme un coq en pâte. » Même avec les meilleures intentions du monde, c'était une promesse irréalisable. La mission de représenter la France auprès de ses vainqueurs ne pouvait être qu'une épreuve douloureuse acceptée par patriotisme; mais il est juste de reconnaître que les membres de la famille impériale multiplièrent pour M. de Gontaut les égards et les prévenances. Ils y apportèrent plus que de la courtoisie. Ils y mirent un peu de leur cœur, une clairvoyance affectueuse qui savait discrètement compatir aux tristesses inséparables pour l'ambassadeur de sa situation et s'efforçait, dans la mesure du possible, de les atténuer.

De tels efforts étaient d'autant plus appréciables que le Chancelier ne les secondait guère. Quand, au cours de cette ambassade, on note les circonstances dans lesquelles le prince de Bismarck, depuis la chute de M. Thiers, paraît s'appliquer à blesser et à humilier la France ou, personnellement, son représentant, les propos méprisants émis du haut de la tribune ou dans des conversations rendues publiques sur le compte d'un pays désarmé, cet insolent étalage d'une force qui se sait tout permis et qui ignore les ménagements que dicte aux âmes bien nées leur générosité naturelle, on éprouve un soulagement et même quelque gratitude à voir l'accueil fait à M. de Gontaut par les souverains et dans leur entourage. Ici, le vainqueur se retrouve grand seigneur, dans le bon sens du mot; il n'applique pas une main brutale sur des plaies encore à vif; il se conduit en galant homme; sa bonne grâce et son tact forment un saisissant contraste avec les bas procédés que M. de Gontaut rencontre ailleurs (1).

Celui-ci n'a jamais pour la famille régnante que des paroles de reconnaissance et d'estime. Il ne tarit pas d'é-

(1) Sur ces procédés, voir le chapitre suivant.

loges sur le vieil Empereur. Les deux hommes se sentent, d'ailleurs, rapprochés par de réelles affinités de nature. L'une des premières qualités qu'ils apprécient l'un chez l'autre, c'est la haute distinction des manières. « Je puis dire, écrit M. de Gontaut dans ses notes, qu'il y a certainement peu de souverains aussi bien élevés, aussi grands seigneurs et aussi distingués que l'empereur Guillaume, non pas assurément parce qu'il s'est montré tout cela avec moi, mais parce que je l'ai jugé ainsi dans toutes les rencontres où j'ai eu l'occasion de le voir. »

Cependant, à en croire le baron de Schleinitz, dont M. de Gontaut a conservé les confidences, l'Empereur se départirait, dans certains cas, de son habituelle affabilité.

« Il m'a parlé de l'Empereur, qu'il aime beaucoup. L'empereur Guillaume est très bon, mais, d'après ce que me raconte son ancien ministre des affaires étrangères, il y a quelque bizarrerie dans ce caractère. Il cause et discute en tête-à-tête avec une grande sérénité, ne se fâchant jamais, et cependant, quand il écrit, il est la plupart du temps sec et impérieux. De même, en conseil des ministres et, en général, dès qu'il se trouve devant une collectivité d'individus, il est comme un homme sur ses gardes, défiant, point très abordable, assez haut et difficile à convaincre.

« Je demandai à Schleinitz si ce dernier trait de caractère était effectivement aussi accentué que me l'avait dit le prince de Bismarck, dans nos conférences au sujet de la convention du 15 mars (1). « Il est réel, me répondit « Schleinitz, mais on se sert quelquefois de cet argument « pour les besoins de sa cause. »

(1) Convention du 15 mars 1873, qui assura la libération définitive du territoire français encore occupé par les troupes allemandes. Le prince de Bismarck affirmait à M. de Gontaut qu'il avait beaucoup de peine à amener l'Empereur à signer cette convention. Voir Vicomte DE GONTAUT-BIRON, *Mon Ambassade en Allemagne*, pp. 278-279.

« L'Empereur est très laborieux et conserve une activité étonnante pour son âge. Sa simplicité est très grande; il aime la société et souvent, après des soirées que tout le monde trouvait longues, ennuyeuses, mal ordonnées, on a vu l'Empereur en sortir très satisfait, car il s'y était réellement beaucoup plu.

« A propos de cette sécheresse singulière du souverain dans sa correspondance, Schleinitz me racontait que son frère aîné, Frédéric-Guillaume IV, ayant à lire au Conseil une lettre de son frère relative à je ne sais quelle affaire publique, pria les ministres d'excuser son frère « qui ne savait pas écrire et s'exprimait avec quelque rudesse ». Et son père, le roi Frédéric-Guillaume III, avait coutume de dire que « son fils lui écrivait comme il écrivait certainement à son valet de chambre ».

On a déjà pu voir, dans le précédent chapitre, les sentiments foncièrement conservateurs du souverain en politique, en même temps que ses défiances à l'égard de l' « ultramontanisme ». C'est le mélange de ces deux tendances qui explique les jugements portés par l'Empereur sur la crise du Seize-Mai et les élections qui suivirent. On les retrouve notées dans une lettre adressée par M. de Gontaut au duc Decazes, le 11 octobre 1874. L'ambassadeur raconte une conversation qu'il vient d'avoir à Bade avec l'Empereur.

« Il est très porté pour le septennat de M. le maréchal de Mac-Mahon et souhaite que l'Assemblée ne tarde pas à organiser ses pouvoirs. Toutes les fois qu'il parle du Maréchal, il s'exprime sur son compte en termes excellents. Il n'en est pas de même pour ce qui concerne M. Thiers. Il le blâme assez énergiquement de son alliance avec la gauche, de son voyage en Italie, et, en général, de tous ses agissements actuels. Evidemment, les sentiments qu'il lui portait autrefois se sont fort refroidis, et, ce qui n'a pas laissé de m'étonner un peu, l'Empereur s'en est ouvert avec moi hier soir avec confiance.

« M. Thiers, m'a-t-il dit, s'est épris dans sa vieillesse de la « république! C'est singulier! » Il a presque dit : « C'est « pitoyable! » D'après ce qu'il m'a fait clairement entendre, ce voyage en Italie, ces discours qu'il tient comme s'il avait le mandat de stipuler au nom de la France républicaine, tout cela lui paraît extravagant, ridicule et presque un signe de décrépitude ou une aberration singulière... L'Empereur trouve que l'attitude de M. Thiers témoigne d'un regret amer de n'être plus président de la République et d'un désir ardent de le redevenir, et tout cela lui semble médiocrement estimable... (1).

« Quant aux questions religieuses, les préjugés de l'Empereur ne me paraissent guère diminués. Lui et toute sa famille ont été fort attristés de la conversion de la reine-

(1) Au mois de février 1876, l'Empereur, causant avec M. de Gontaut des élections législatives, exprime sur M. Thiers un jugement analogue : « Il me dit ensuite quelques mots des élections qui allaient se faire, et je lui répondis que les élections du Sénat étaient bonnes en ce sens qu'elles avaient donné la majorité aux conservateurs et que, bien que j'eusse quelques préoccupations de celles de la Chambre des députés, j'avais lieu d'espérer qu'elles ne seraient pas très dissemblables des précédentes. L'Empereur me répondit, en homme tenu exactement au courant de nos affaires : « C'est très « vrai, les élections du Sénat sont satisfaisantes. Maintenant, vous « aurez prochainement celle du président de ce corps. Avez-vous « quelques données à ce sujet? — Je ne sais trop, Sire, mais je ne « serais pas étonné que le Sénat nommât pour son président le duc « d'Audiffret-Pasquier. Quelques personnes ont parlé de M. Thiers; « mais je crois qu'à plusieurs points de vue la chose souffrirait des « difficultés. — Oui, dit l'Empereur avec un sourire un peu malin; « mais il y a une autre présidence qu'il voudrait bien avoir. — Je « ne crois nullement, Sire, qu'il y réussisse. — Je l'espère bien, me « dit nettement l'Empereur. — C'est grand dommage, repris-je, « que M. Thiers se soit éloigné des conservateurs. On ne peut nier « qu'il n'ait rendu des services signalés à la France; mais il est « impossible de ne pas être affligé de ses variations. — C'est déplo« rable, dit l'Empereur; le voilà qui s'est uni à Gambetta; on ne « peut pas le comprendre. » Tout ceci fut dit par l'Empereur d'un accent très peu flatteur pour M. Thiers. Ce n'était pas ainsi qu'il s'exprimait sur son compte trois ans auparavant. »

mère de Bavière, laquelle a écrit à l'Empereur pour la lui annoncer. En s'entretenant de cet événement et des conversions remarquables qui ont eu lieu récemment en Angleterre, il disait ne pouvoir plus comprendre les conversions au catholicisme, lorsqu'il était devenu si clair que cette religion n'avait qu'un but : envahir tous les droits civils. »

En ce qui touche la politique extérieure et notamment les relations de l'Allemagne avec la France, l'Empereur apparaît, dans la correspondance et les notes de M. de Gontaut, sincèrement et profondément pacifique. Des nombreuses conversations qu'il échange avec notre ambassadeur sur les affaires d'Orient, il résulte qu'il est avant tout soucieux d'éviter la guerre, puis d'en prévenir l'extension en Europe, lorsqu'elle finit par éclater entre la Porte et la Russie. Il ne cache pas à M. de Gontaut les inquiétudes que lui cause la tournure prise par les événements. Il blâme très vivement l'attitude de l'Angleterre et rejette sur cette puissance la plus grosse part des responsabilités. Beaucoup de diplomates se demandent si le prince de Bismarck ne travaille pas à envenimer les choses et à rendre la guerre inévitable en Orient, afin de se ménager les coudées franches en Occident. Mais personne n'associe le souverain à ces calculs et ne met en doute son désir de conserver la paix. Il exprime volontiers ce désir devant le corps diplomatique assemblé. Parfois même il redoute de paraître provocant à l'égard de la France. Les Mémoires du prince Clovis de Hohenlohe nous le montrent, avons-nous vu, en 1874, en désaccord avec le Chancelier sur une phrase d'un discours d'ouverture au Reichstag, qu'il juge trop agressive. On voit également dans ces Mémoires, au printemps de 1877, le prince de Bismarck mécontent de son maître, qui hésite à augmenter ses troupes à la frontière par crainte d'alarmer inutilement la France. Le maréchal de Moltke prononce au Reichstag un discours en faveur du projet. Le souverain

cède; mais, dans une conversation avec M. de Gontaut, il semble désireux d'enlever à cette mesure toute apparence d'hostilité. « Nous n'avons pas, dit-il, assez de soldats en Alsace-Lorraine, en comparaison des brillantes et nombreuses troupes que vous entretenez de l'autre côté de la frontière. Avant de prendre aucune résolution, j'ai voulu m'assurer par moi-même de l'état des choses et j'ai cru nécessaire de donner des ordres pour faire venir dans ces contrées une nouvelle division d'infanterie. D'ailleurs, nous avons élevé des fortifications à Strasbourg et dans d'autres parties du pays, et il faut du monde pour les occuper (1). »

Au nombre de ces manifestations provocantes que l'Empereur cherche à éviter, les moins graves ne sont pas les polémiques de presse. Celles des journaux allemands sont particulièrement âpres et le souverain les déplore souvent devant M. de Gontaut. « Encore les journaux! c'est odieux! » s'écrie-t-il. On l'a vu s'indigner de la campagne menée après le Seize-Mai contre le gouvernement français et demander qu'on l'arrête. Il ne veut plus de guerre de son vivant. Une personne qui le connaît beaucoup, et qui peut causer avec lui très librement, lui dit un jour que, dans l'intérêt de la paix, elle souhaite que l'empereur Alexandre II et lui vivent cent ans. En ce qui concerne le vieux souverain, le souhait semble très justifié.

Ces dispositions pacifiques, on les retrouve encore d'autant plus accentuées chez l'Impératrice qu'elle y joint une sympathie réelle pour la France. Elle est particulièrement sensible aux marques de courtoisie qui lui peuvent venir de notre gouvernement. « Je lui ai offert, écrit M. de Gontaut au duc Decazes le 11 octobre 1874, les compliments que le Maréchal m'avait chargé de lui transmettre — un peu à

(1) Voir, à ce sujet, les assurances encore plus nettes données par l'Empereur au général d'Abzac, p. 282.

son corps défendant, soit dit entre nous. Mais je m'étais permis d'insister auprès de lui pour être chargé de cette commission qui a eu un plein succès. L'Impératrice, qui s'apercevait bien que ce message était le premier de ce genre, s'en est montrée reconnaissante et très touchée, et, après des éloges de toute espèce sur le Maréchal, elle m'a prié de le remercier. »

La souveraine a des mots qui viennent du cœur pour laisser entendre à M. de Gontaut tout ce qu'elle devine de ses amertumes ou pour flatter discrètement le patriotisme ombrageux et douloureux du vaincu. Un soir, assise auprès de lui, à l'ambassade de France, elle lui dit gracieusement : « Je veux boire avec vous et porter la santé de la France. Buvons à la France. » Dès sa première entrevue avec l'ambassadeur, elle l'avait assuré de son affectueuse bienveillance : « Ç'a été évidemment un sacrifice pour vous d'accepter l'ambassade de Berlin, car votre situation est délicate; mais vous avez bien fait; vous pouvez compter sur moi pour que vous n'ayez pas à vous en repentir (1). » Elle a tenu parole avec non moins de tact que d'exquise bonté.

Sur le compte du prince impérial, M. de Gontaut a recueilli quelques propos du baron de Schleinitz : « Il me dit que ce prince se tenait très en dehors de toutes les affaires, par un sentiment très consciencieux, disait Schleinitz, de ses devoirs d'héritier de la couronne. Mais il semblait en accuser aussi une certaine indolence naturelle. « D'ailleurs, « ajouta Schleinitz, cette réserve absolue lui était natu- « relle, pour ainsi dire, pendant au moins les premières « années de règne de son père, car il était en opposition com- « plète sur tous les points avec le prince de Bismarck et les « idées qu'il faisait prévaloir dans le gouvernement. » Et Schleinitz s'arrêta là avec la prudence habituelle à tous les

(1) Vicomte de Gontaut-Biron, *Mon Ambassade en Allemagne*, p. 16.

Prussiens, et, en particulier, à un homme très fin comme il l'est.

« Je lui dis alors que cet éloignement du prince royal pour les idées du prince de Bismarck était bien connu, mais qu'il semblait que, depuis un an ou dix-huit mois, il s'était opéré un rapprochement remarquable entre le Chancelier et l'héritier du trône. « Cela est vrai, » répondit Schleinitz; et puis, après une petite pause, il ajouta : « Il a raison, puis- « qu'il n'y a guère d'hommes pour remplacer Bismarck. » Evidemment, ce propos était à mon adresse spéciale et il termina la conversation. »

« Le caractère du prince impérial, écrit ailleurs M. de Gontaut, est bon et pacifique. Que sera-t-il, devenu empereur? Je ne le sais pas au juste. Je crois du moins qu'il ne sera pas un prince guerrier. J'ai recueilli, il y a peu de semaines, un propos curieux sur son compte, tenu par son père même. Une personne de ma connaissance, et avec qui l'empereur Guillaume s'ouvre volontiers, lui demandait si le prince impérial assistait aux conseils comme le grand-duc héritier de Russie. « Quelquefois, mais rarement, aurait « répondu l'empereur Guillaume. Mais il y a peu de goût. « Je ne sais vraiment ce que sera mon fils un jour. Il ne « s'occupe pas de politique, ni même de l'armée, à peine. Il « n'aime que la littérature et les beaux-arts. »

Cependant, si le prince impérial s'occupe peu des affaires, c'est peut-être plus parce qu'on l'en tient systématiquement à l'écart que parce qu'il ne s'y intéresse pas. L'ambassadeur rapporte à ce sujet une anecdote qu'il tient de Lord Odo Russell : « Avant-hier, chez le ministre de Grèce, Russell dit au prince royal qui arrivait de Dresde : « Mon- « seigneur, je viens de voir un homme très content d'aller à « Vienne, et Karolyi qui est charmé de l'y voir aller. — « Qu'est-ce? dit le prince, je ne comprends pas. — Le gou- « vernement allemand a nommé son ambassadeur. — En « vérité? Et qui? — Le comte Stolberg. — Je ne m'en dou-

« tais pas; mais me l'affirmez-vous assez pour que je puisse « aller le complimenter? — Assurément, Monseigneur; « Votre Altesse impériale peut y aller en toute confiance. » Et le prince alla complimenter Stolberg. Il avait su, il y a quelque temps, a dit la princesse royale à Russell, que le comte Stolberg était au nombre de ceux à qui l'on pensait pour l'ambassade à Vienne; mais voilà tout, et depuis lors, on ne l'avait instruit de rien. Bismarck, en effet, ne lui parle pas des affaires, et l'Empereur pas davantage. Il est traité sous ce rapport par son père comme le serait un enfant. Et Russell confirme mon opinion que Bismarck n'est nullement dans les bonnes grâces du prince royal et de la princesse royale (1). Evidemment, ce silence absolu tenu à l'égard de l'héritier de la couronne ne doit pas le bien disposer à l'égard de ceux qui l'observent. »

L'attitude du prince impérial envers l'ambassadeur de France était extrêmement cordiale; mais leurs conversations ne semblent pas être jamais sorties des limites de la convention mondaine. Le prince évitait les sujets politiques et se tenait sur la réserve. La princesse, au contraire, se montra, en plusieurs circonstances, beaucoup plus expansive, et M. de Gontaut a gardé le souvenir de quelques entretiens où elle montre son intelligence ouverte, ses sympathies, ses aversions, toute sa nature intéressante et originale.

« *Sagan*, 7 *novembre* 1875. — Mon cousin le duc de Talleyrand et de Sagan vient de recevoir, dans sa demeure princière de Silésie, le prince royal et sa femme, le prince Charles, frère de l'Empereur, le prince Auguste de Wurtemberg et leur suite. Ils y sont restés vingt-quatre heures, puis sont partis pour aller chasser à Ohlau, près de Breslau,

(1) Ceci ne se concilie guère avec le rapprochement dont il est question un peu plus haut entre le prince impérial et le Chancelier. Mais la conversation de M. de Gontaut avec le baron de Schleinitz a lieu en juin 1874, et celle avec Lord Odo Russell en février 1876.

mais en laissant à Sagan Madame la princesse royale qu'ils reprendront au retour. J'ai été invité, ainsi que ma fille Marie, à passer à Sagan le même temps que la princesse, et je m'en suis réjoui parce qu'elle m'a témoigné, plus d'une fois déjà, des sentiments de bienveillance, soit directement, soit hors de ma présence. Les personnes qui se trouvent à Sagan avec nous sont, outre le duc et la duchesse de Talleyrand, la princesse Marie Radziwill, leur nièce, le duc de Dino et son fils Archambauld, la marquise d'Abzac et la comtesse de Widmann, fille de la comtesse de Lazareff, les comtes Franz et Boni de Hatzfeldt, les fils de la duchesse de Talleyrand, la comtesse Kanitz, sa fille et son mari.

« Vendredi, nous avons fait une longue promenade dans les bois, et j'étais dans la voiture de la princesse avec l'ambassadeur et l'ambassadrice d'Angleterre, Lord et Lady Odo Russell. Nous avons beaucoup causé de toutes sortes de sujets. La princesse n'est pas banale dans ses affections; on s'en aperçoit facilement. Son caractère doit être assez entier, dominateur; son esprit est cultivé, elle aime les arts, la conversation; elle est fort simple, d'ailleurs, et met à l'aise. Malheureusement, sous un rapport essentiel, je lui crois plus de philosophie que de religion, et je me figure qu'il lui serait assez difficile de préciser ses croyances. Elle est, d'ailleurs, souverainement libérale. Elle aurait, dans mon opinion, un certain éloignement pour le prince de Bismarck et pour sa politique; mais, sur ce dernier point, elle est fort réservée, comme c'est son devoir...

« A propos de *ses oncles* d'Orléans, elle m'a dit que le seul qu'elle n'aimait pas, c'était le prince de Joinville. A certaine observation que je lui faisais en réponse à son sentiment, je vis qu'elle ne l'aimait pas parce qu'il n'aimerait pas les Anglais. Le reproche ne porterait donc pas sur un point bien essentiel. Elle m'a demandé si la décroissance de leur popularité en France ne venait pas de la revendication de leur fortune et semblait trouver le motif fondé. Tout en

en reconnaissant la réalité, j'ai cherché à en démontrer l'injustice profonde. Elle m'a paru reprocher aussi au duc d'Aumale ses retours de jeunesse, la princesse étant une personne très morale. J'ai défendu de mon mieux le prince contre ce reproche.

« Nous vînmes aussi à parler de Napoléon. Elle n'approuve en lui ni le politique, ni le mari; mais elle a fait beaucoup d'éloges de l'homme pour sa bonté et observé le charme extrêmement fort qu'il inspirait aux femmes. La princesse royale n'est pas la première femme qui m'ait dit cela. C'est même leur avis très général et elle l'a soutenu avec une certaine chaleur, malgré les défauts physiques de l'Empereur que je m'amusais à lui objecter.

« *Sagan*, 8 *novembre.* — Valençay est venu me rendre compte d'un propos qu'il avait lui-même recueilli de la bouche de la princesse royale. Elle se promenait, la veille de son départ, avec le duc et la duchesse de Sagan et les deux Russell. On vint à parler d'un article du dernier numéro de la *Revue des Deux-Mondes*, intitulé : *l'Allemagne et la France.* La princesse royale releva avec beaucoup de chaleur un petit passage de cet article qui représente le prince royal, « malgré la modération bien connue de ses sentiments et de son caractère », comme ayant épousé énergiquement la politique du Chancelier, et la princesse royale comme peu disposée, envers le catholicisme, aux ménagements sympathiques qu'il a toujours trouvés dans l'impératrice Augusta. Elle assura que ces assertions étaient dénuées de tout fondement, que son mari et elle blâmaient nettement la politique suivie par M. de Bismarck dans les affaires religieuses et que, pour elle, elle se sentait très bien disposée pour les catholiques, regrettant extrêmement la situation dans laquelle on les mettait aujourd'hui en Allemagne. Ce propos, surtout de la part d'une femme très franche, très simple, comme la princesse royale, me semble significatif, et il vient à l'appui de mes présomptions sur le

peu de sympathie qu'elle ressent pour M. de Bismarck et pour sa politique. J'en ai trouvé, d'ailleurs, d'autres preuves non moins significatives à Munich cet été (1). »

La princesse impériale était très inquiète des complications que pouvait amener la question d'Orient. Au mois de mars 1877, après l'échec de la conférence de Constantinople, le général Ignatieff fut envoyé dans les grandes capitales de l'Europe, porteur de nouvelles propositions russes. Le 8, à un concert de la cour, la princesse s'approcha de M. de Gontaut : « Après quelques préliminaires de phrases banales, elle m'a dit qu'elle et son mari étaient terriblement préoccupés, tous ces jours-ci, par suite de la mission du général Ignatieff, que ce moment-ci avait une gravité toute particulière, me faisant entendre qu'il en sortirait la paix ou la guerre. Je lui répondis que j'étais dans un sentiment analogue au sien et que j'avais effectivement remarqué une certaine altération sur le visage du prince impérial, et que d'autres personnes que moi en avaient été frappées. « Je le crois bien, reprit-elle; il n'en dort pas de-« puis quinze jours. »

M. de Gontaut fait alors observer à la princesse que la solution est tout entière entre les mains de l'Angleterre, que les demandes de la Russie, autant qu'il les connaît, sont modérées et raisonnables. Malheureusement, le cabinet anglais, depuis l'origine de cette question, n'a rien voulu concéder aux autres puissances et il est à craindre qu'il ne veuille, cette fois encore, se retrancher dans l'abstention.

« Je ne le sais que trop, répond la princesse avec une

(1) M. de Gontaut écrit encore, dans ses notes, le 18 janvier 1876 : « Lady Odo Russell m'a dit qu'elle croyait que la princesse impériale était très peu portée vers le prince de Bismarck depuis quelques mois, et que celui-ci était également en méfiance vis-à-vis d'elle, et de son mari aussi, à ce que j'ai cru comprendre. Il paraîtrait que la princesse impériale ne cache même pas beaucoup son opinion. »

certaine vivacité; mais ce ne sont pas les gens de *mon parti* qui sont aux affaires en Angleterre. Ceux qui les détiennent sont incapables, entêtés. Les Whigs n'eussent pas agi ainsi. — Je le crois comme Votre Altesse impériale... La responsabilité de l'Angleterre est immense; de ses résolutions dépendent la paix ou la guerre. — Tout cela est vrai; il faut que la France pèse sur l'Angleterre et qu'elle obtienne d'elle son adhésion aux propositions russes. » Et comme M. de Gontaut objectait que la France n'entendait jouer, dans la question d'Orient, qu'un rôle secondaire et ne pouvait pas intervenir aussi efficacement que d'autres puissances : « Je vous demande pardon, reprit la princesse. Vous pouvez beaucoup, vous avez de l'influence sur le cabinet de Londres et les conseils et les efforts de la France exerceront un empire incontestable sur ses décisions. Faites donc ce que vous pourrez et dites-le. » « Elle ne prononça pas le nom du duc Decazes, mais c'était à lui évidemment qu'elle pensait... »

Quelques semaines plus tard, une nouvelle occasion s'offrait à elle de s'entretenir longuement avec M. de Gontaut :

« *Berlin, vendredi soir* 6 *avril* 1877. — L'ambassadeur et l'ambassadrice d'Angleterre m'ont invité pour ce soir à un dîner qu'ils donnaient au prince impérial et à la princesse impériale. Outre les héritiers de la couronne, il y avait encore autour de la table le prince Guillaume, fils aîné du prince impérial, et sa fille aînée la princesse Charlotte avec son fiancé le prince de Saxe-Meiningen, puis le prince et la princesse de Hesse, le duc et la duchesse de Ratibor, le prince et la princesse A. Radziwill, la comtesse Ida Kleist et le comte L. Kleist, le baron et la baronne de Schleinitz, le général de Loë, le colonel Mischke, aide de camp du prince et le comte Seckendorff, ainsi que la comtesse Brühl, le premier, chambellan, la deuxième, dame du palais de la princesse, le peintre Angeli et les membres de l'am-

bassade d'Angleterre, M. Mac-Donnell, M. et Mme Napier..., en tout vingt-sept personnes.

« J'étais à la gauche de la princesse impériale et, peu après le commencement du dîner, elle m'a fait l'honneur de m'entretenir longuement et confidentiellement au sujet de la politique. Nous avons commencé par parler de l'Angleterre et de ses institutions politiques, de la France, de la situation présente du parti monarchique, etc.

« Elle m'a parlé, d'abord, de l'irrégularité qu'elle avait commise, la veille au soir, au Palais, en présentant elle-même à l'impératrice du Brésil l'ambassadeur d'Italie qui lui en avait fait la demande et qui était, dit-elle, assez embarrassé de se trouver devant une tante du roi de Naples...

. . . .

« J'aime beaucoup l'Allemagne et la France, me dit-elle; « mais le sentiment de l'autorité se perd dans ces deux « pays; la démocratie les envahit. Il n'en est pas de même « en Angleterre, où l'autorité a encore un grand prestige « aux yeux de tous. Ce qui fait le malheur de la France, « c'est la division du parti monarchique, car il y a plu- « sieurs prétendants. »

« Je répondis qu'en réalité il n'y en avait que deux, car les princes d'Orléans, dont on doit reconnaître l'attitude très correcte, n'ont aucune prétention pour eux-mêmes, tant que vit le chef de leur famille, le comte de Chambord. Elle en convint et me demanda si, lorsque l'on voyait M. le comte de Chambord, on l'appelait : Votre Majesté. « Non, « répondis-je, il ne l'a jamais demandé. — C'est étonnant, « reprit-elle, et c'est très inconséquent avec la doctrine : le « Roi est mort, vive le Roi! — Peut-être; mais le comte « de Chambord n'ayant jamais régné et vivant loin de « France, il n'y aurait pas de raison plausible pour l'ap- « peler : Sire... — Il est fâcheux, reprit-elle, que, si M. le « comte de Chambord ne voulait pas régner et revenir en « France, comme il l'aurait pu, il n'ait pas passé ses droits

« au comte de Paris. — Cela est vrai; malheureusement, « M. le comte de Chambord n'a jamais voulu en entendre « même parler. Il est très fâcheux, à tous égards, que le « comte de Chambord n'ait pas pris la couronne en 1873, « car, de ce coup, les prétentions bonapartistes eussent été « annihilées, et il n'y aurait eu qu'un parti monarchique. »

« La princesse, sans témoigner positivement de sentiments de grande sympathie pour le chef de la maison de Bourbon, approuva mes dires et elle ajouta avec moi que son malheur venait, en partie, de ce qu'il ne voulait pas faire au temps où nous vivions les concessions nécessaires.

« Revenant à l'Angleterre, à la beauté et à la force de ses institutions et à sa comparaison avec l'Allemagne et avec la France, points sur lesquels nous fûmes en parfaite communion d'idées, nous vînmes à parler de l'influence des grands hommes d'Etat sur la politique de leur pays, et de la pente démocratique sur laquelle se trouvait l'Allemagne, pente qu'il était toujours impossible de remonter, ce qui prouvait quelle attention les hommes gouvernant leur pays devaient apporter à chacun de leurs actes. A vrai dire, je n'entendais pas faire d'allusion directe au prince de Bismarck; je parlais à un point de vue général. La princesse pourtant, ou crut comprendre que j'avais en vue le Chancelier, ou saisit cette occasion de dire ce qu'elle en pensait.

« Celui d'ici, répondit-elle nettement, est très coupable. « Mais la raison de sa politique, c'est qu'il n'a aucuns « principes. Un homme d'Etat doit avoir des principes « arrêtés et en faire la règle de sa conduite. Il doit s'examiner souvent, et, quand il en a dévié, il y revient. Au « contraire, celui qui n'a pas de principes se laisse entraîner « par les circonstances, par toutes sortes d'autres motifs, « et il va à la dérive. »

« Il me semble me rappeler qu'elle ajouta qu'il était bien tard pour éviter les funestes conséquences, au point de vue de la politique générale, de sa direction, et c'est

alors qu'elle me dit — ou me répéta — que l'autorité se perdait en Allemagne et que ses représentants ne pouvaient faire grand'chose. Je la contredis sur ce point et soutins que les princes avaient une mission spéciale, qu'ils pouvaient ce que ne pouvaient pas les particuliers, que leur devoir était de chercher à faire prévaloir les bons principes et à user de leur situation dans ce sens. La princesse reprit qu'en fait de politique, elle était profondément libérale, c'est-à-dire qu'elle voulait la liberté pour tous. « Je la veux pleine et entière pour les catho-« liques, dit-elle; mais il est imposible, dans ce cas, « qu'elle n'existe pas au même degré pour les libres pen-« seurs. » Je répondis qu'en effet elle devait exister pour tout le monde, et elle parla quelques minutes encore dans le même sens.

« Nous abordâmes aussi la question d'Orient : « Vous « voyez, Madame, ai-je dit, que nous avons fait tous nos « efforts pour amener l'entente entre l'Angleterre et la « Russie. — C'est très vrai, dit-elle; mais, de son côté, « l'Angleterre a fait aussi des concessions importantes. — « Tout n'est cependant pas fini, repris-je. S'il y a eu un « grand pas de fait par la signature du protocole, il en « reste un plus important encore : c'est l'entente entre la « Russie et la Turquie. — Assurément, répondit-elle, et « Dieu veuille que les choses s'arrangent! Il me semble que « la Turquie annonce quelque bonne volonté qu'on est « fondé, par conséquent, à nommer des espérances. — « Jusqu'à présent, tout ceci est fort incertain. Mais j'ima-« gine que M. Layard, à son arrivée à Constantinople, « portera le coup décisif et qu'il fera peser tout le poids « de l'Angleterre sur les déterminations de la Turquie. — « Puissions-nous avoir la paix! Rien n'est plus important « pour tout le monde. — En ce qui concerne la France, « Votre Altesse impériale peut être certaine que nous ne « rêvons que la paix. Personne ne veut de la guerre, tout

« le monde souhaite ardemment la paix entre l'Allemagne « et nous, et, si Votre Altesse impériale me permet de le « lui dire (car je crois savoir qu'elle a quelques préjugés « à cet égard), personne n'en est plus partisan que M. le « duc d'Aumale. — Je le crois, me répondit-elle, avec un « mélange de précipitation et d'embarras, ne s'attendant « pas à ce propos de ma part. Je n'en doute pas; mais ce « sont d'autres qui ont rapporté le contraire. — Je puis « assurer à Votre Altesse impériale qu'il n'en est rien et « que le prince, comme le reste des Français, serait abso- « lument hostile à toute guerre. »

« J'ai rapporté cette conversation qui fut plus longue encore et s'étendit à d'autres sujets secondaires. La princesse y attacha de l'intérêt, car, ayant été interrompue par un autre sujet que soulevèrent ou le prince royal ou quelqu'une des dames présentes, elle la reprit aussitôt qu'elle le put. En résumé, sa conversation a eu toutes les apparences d'abandon; elle a témoigné son admiration habituelle pour son pays natal, de la sympathie pour la France, des anxiétés sur l'avenir de l'Allemagne; elle m'a découvert son éloignement, au point de vue des doctrines comme à celui de la politique, pour le Chancelier, et son amour de la paix. Nous n'avons pas dit un mot, d'ailleurs, de l'incident actuel, la démission du prince de Bismarck (1). Sa grâce pour moi a été parfaite et, quand elle partit, elle me dit les paroles les plus aimables sur le plaisir qu'elle avait ressenti de me voir avant mon départ pour la France.

« En entrant dans le fumoir, le prince impérial me demanda quand je partais. Je lui répondis que j'étais dési-

(1) Il s'agit d'une des nombreuses démissions du prince de Bismarck, toujours retirées. Cette fois-ci, la crise ministérielle fut plus longue et plus sérieuse que de coutume. On put croire un instant que l'Empereur l'avait réellement acceptée, ce qui causa, paraît-il, dans l'entourage du Chancelier, autant de surprise que de mécontentement.

reux de voir la fin de la crise ministérielle, avant de quitter Berlin. Sa physionomie sembla dire que je ne partirais peut-être pas de sitôt, en ce cas. « Je dis sans cesse au « prince de Bismarck et à la princesse, reprit-il, que c'est « uniquement le genre de vie que mène le Chancelier qui « cause sa mauvaise santé. On ne fait pas impunément de « la nuit le jour et réciproquement. Qu'il le modifie, et il « se portera bien. — Je ne le nie pas, Monseigneur; mais « ce qui me paraît certain, au moment actuel, c'est que « la santé du prince est bien dérangée. Le jour de la fête « de Sa Majesté, assis à côté de lui, je remarquai avec « étonnement ses yeux toujours noyés et son visage tendu. « — Mais j'ai toujours vu ses yeux dans cet état, reprit « le prince; il y a plus de vingt ans que je le connais ainsi. » Quoique cet échange se soit borné là, il m'a semblé évident que le prince impérial ne trouvait pas que la santé du Chancelier fût un motif suffisant pour sa démission et qu'il la combattait.

« Avant ou après ces quelques mots, le prince m'a dit : « Je ne vous ai pas vu depuis le départ de M. d'Abzac. Je « tiens cependant à vous répéter combien nous avons été « reconnaissants de la lettre du Maréchal et combien nous « avons apprécié ce procédé de choisir, pour l'apporter à « l'Empereur, un homme que nous connaissons et aimons « depuis si longtemps (1). »

(1) A l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de l'Empereur, le général d'Abzac avait été envoyé à Berlin pour remettre au souverain une lettre du Maréchal. M. de Gontaut télégraphiait le jour même (22 mars) au ministre : « Après la réception collective des ambassadeurs, l'Empereur nous a reçus, le général d'Abzac et moi, en audience particulière, pour la remise de la lettre du Maréchal. Il nous a témoigné sa vive reconnaissance pour les félicitations à lui adressées par M. le président de la République, en même temps que ses remerciements pour le choix qu'il avait bien voulu faire, dans cette circonstance, du général d'Abzac. Sa Majesté a bien voulu nous entretenir familièrement pendant dix minutes. La veille au soir, à l'ambassade d'Autriche, toute la famille impériale m'avait

« *P.-S.*, 8 *avril.* — X. (1) m'a confié que l'Empereur n'avait rien dit encore au prince impérial de la démission du prince de Bismarck et ne s'en était pas entretenu une seule fois avec lui. Il est tenu en dehors de tout. La princesse est bien froissée dans ses sentiments à B[erlin]. Elle est entourée chez elle-même d'*espions*, tellement qu'elle a recommandé à X. de ne jamais lui écrire qu'en envoyant les lettres par une personne sûre. E... comme L... et quelques autres sont leurs espions et leurs surveillants et vont faire leurs rapports au prince de Bismarck. Tout cela révolte la princesse, mais aujourd'hui elle n'y peut rien. »

Personne à la cour ne peut rien contre le tout-puissant et fantasque Chancelier. L'Empereur lui-même plaisante ses caprices, mais les subit.

« ... Vous le savez, dit-il à quelqu'un, le prince est un homme extraordinaire, difficile, quinteux. J'ai eu toutes les peines du monde à le décider à venir avec moi en Italie. Je comptais partir le 5 (2), mais il m'a fait dire qu'il était malade et que ce voyage lui serait impossible avant le 12. J'ai cédé; j'ai retardé mon voyage jusqu'à ce jour; mais j'y ai mis une condition : c'est qu'il ne me parlerait plus de démission et que, cet hiver encore, il consentirait à rester aux affaires. Il m'a plusieurs fois, en effet, donné sa démission; mais, il y a trois mois, c'était pour tout de bon, et j'ai eu bien de la peine à le décider à rester. »

exprimé les mêmes sentiments de gratitude que l'Empereur. Le général d'Abzac avait été invité à dîner au Palais, avant même d'avoir été présenté à Leurs Majestés, et auparavant, l'Empereur l'a pris à part et lui a dit les mêmes choses que ce matin, avec plus d'affection encore... »

(1) La personne qui fait à M. de Gontaut cette confidence est nommée ici en toutes lettres. Elle était en situation d'être très bien informée.

(2) Cette conversation avait lieu dans les premiers jours du mois d'octobre 1875. L'interlocuteur du souverain était un étranger qui était très avant dans son intimité, et que M. de Gontaut désigne seulement par la lettre M.

Quelques jours plus tard, l'Empereur apprend à la même personne que le Chancelier ne viendra pas : il a fait demander quels uniformes il devait emporter en Italie, puis, le lendemain, il a déclaré que décidément son médecin s'opposait à son départ. La personne chargée de le mander à l'Empereur a ajouté que le chagrin causé par la mort d'un vieux valet de chambre avait beaucoup attristé le prince et ébranlé ses nerfs, au point que son fils n'avait pas cru le pouvoir quitter. « Vous comprenez, dit le souverain, comme il doit être agréable dans ces occasions-là. — Votre Majesté a probablement des scènes avec le Chancelier? — Non, je suis la seule personne avec qui il se contienne. » Et l'Empereur part seul pour l'Italie.

Une autre fois, il raconte en riant que le prince de Bismarck s'est installé, pour prendre ses eaux, dans un château fortifié, si l'on peut dire, en dehors de Kissingen, qu'il n'en sort pas et qu'il reste absolument invisible, à la grande déception de beaucoup de gens venus pour le voir. Il déplore tant de bizarrerie.

On connaît la haine violente du Chancelier contre l'Impératrice. « Croiriez-vous, dit la souveraine pendant un dîner de cour, à M. de Gontaut, que le « grand homme » n'est pas venu me voir depuis *un an!* Il devait dîner ici aujourd'hui et il s'est fait excuser. » Un autre jour, elle raconte encore à l'ambassadeur que le « grand homme » (elle ne le nomme jamais par son nom) est venu s'entretenir avec l'Empereur à Babelsberg, mais qu'elle ne l'a pas vu. « S'il m'avait demandée, je l'aurais certainement reçu; mais il ne s'en soucie pas, ajouta-t-elle en riant. Que voulez-vous? Ce n'est pas son goût et on ne peut discuter des goûts (1). »

(1) Nous citerons, à titre de curiosité, les propos suivants du comte d'Arnim, dont on ne saurait attendre un jugement calme et impartial sur le compte du Chancelier :

« Monabri, 11 août 1875. — L. m'a raconté avoir eu deux ou trois

On croit savoir que cette hostilité et les luttes d'influence entre la souveraine et le prince de Bismarck créent de fréquents dissentiments dans le ménage impérial. « L'Empereur, dans mon opinion, écrit M. de Gontaut, au mois d'octobre 1875, a fini petit à petit par partager les préjugés et les sentiments du Chancelier. Je crains même, à certains signes, que son hostilité contre la France, au moins contre les Français, n'ait fait des progrès. J'ai entendu dire cet été, je crois, par l'ambassadeur d'Angleterre, que le Chancelier recommençait à craindre l'influence de l'Impératrice sur son mari. Il paraît certain, effectivement,... qu'à l'annonce des nouvelles lois religieuses qui décrétaient l'expulsion des ordres religieux, l'Impératrice rédigea un mémoire qu'elle remit au Roi. Celui-ci le trouva fort remarquable et il le fit lire au Chancelier qui en aurait été frappé également; ce qui n'empêcha pas le prince de Bismarck de persévérer dans ses résolutions et le Roi, malgré tout, même, dit-on, malgré les efforts de sa fille chérie, la grande-duchesse de Bade, de signer. »

On raconte aussi, mais sans rien pouvoir préciser, que l'Impératrice se serait plainte assez vivement à l'Empe-

fois la visite du comte d'Arnim, et voici quelques détails sur sa conversation : « Bismarck, a-t-il dit, est un démon. Je l'ai connu « dans sa jeunesse : il avait des accès de colère tels qu'on était « obligé de le tenir, de l'attacher. Il mourra probablement un jour « d'un accès de rage. Il perd l'Allemagne, il lui fait le plus grand « tort par ses persécutions religieuses. Ce n'est pas ainsi qu'il fallait « s'y prendre. Il fallait parler à Rome très haut, être très raide avec « elle, mais traiter à merveille les évêques et surtout ne restreindre « à aucun degré les libertés catholiques; tandis que la conduite du « gouvernement est celle de *sauvages*. »

« ... Il disait encore à L. : « J'espère que vous n'irez jamais en « Allemagne. Moi, je n'y rentrerai pas. » Et, mettant le doigt sur son front, il ajouta : « Bismarck est fou, tout à fait fou. Il est extraor- « dinaire que les puissances étrangères n'aient pas l'air de s'en aper- « cevoir. Savez-vous ce qu'il me disait un jour, en me parlant de « l'Impératrice? « Si je voulais, j'aurais le moyen de livrer l'Impé- « ratrice à la populace et de la faire écharper par elle ».

reur du fameux discours qui fut prononcé par le prince de Bismarck au Reichstag, au mois de février 1876, et dont nous avons parlé plus haut. L'Impératrice se serait aisément reconnue parmi ces personnes « haut placées » qui avaient contribué à répandre les bruits de guerre au printemps précédent.

« Il n'est personne, au reste, qui ne soit tout ébaubi du sans-façon avec lequel le Chancelier, le ministre des affaires étrangères d'Allemagne, a parlé de ces personnages haut placés qui lui sont hostiles et des diplomates qui ont pêché en eau trouble. Lui seul peut dire en Europe de pareils propos... Je désirais connaître le sentiment de Karolyi, toujours porté à admirer Bismarck et à le soutenir. Il est convenu que des allégations telles que celles avancées par le Chancelier, au sujet des causes de l'incident belliqueux du printemps, et des allusions aussi transparentes n'auraient pu se trouver dans une autre bouche que celle-là. Sa puissance est immense, inébranlable, ajouta Karodyi, pour qu'il ait osé tenir un tel langage, contre lequel il sait que personne ne pourra et n'osera protester. Mais il ne l'approuvait pas pour cela. Comme tout le monde, il a reconnu l'Impératrice dans les personnes « haut placées qui se « donnent un rôle officieux pour lequel elles ne sont pas prépa- « rées, ou qui entretiennent des correspondances hostiles. » Il croit aussi que Bismarck a voulu désigner quelques personnes de la cour, et même la reine d'Angleterre. »

Le Chancelier ne parvient pas à jouir en paix du sentiment de sa toute-puissance. Il aime à se poser en victime et se croit volontiers entouré d'intrigues. On verra, dans le chapitre suivant, le rôle actif qu'il attribue, bien à tort, à M. de Gontaut, dans ces complots ourdis à la cour contre sa personne et sa politique. C'est à l'ambassadeur lui-même, qu'il confie un jour ses fatigues et ses dégoûts.

« *Berlin*, 8 *décembre* 1876. — Le prince de Bismarck s'est enfin décidé à venir chez moi; il en sort.

« Je lui ai demandé des nouvelles de sa santé. Il m'a dit qu'il se sentait déjà si fatigué qu'il se proposait de retourner à Varzin dans trois ou quatre jours. « J'ai ici, « a-t-il ajouté, un travail énorme et incessant et je suc- « combe à la peine. Je ne suis pas à Berlin depuis quatre « jours, que je m'aperçois de l'impossibilité d'y suffire. « Mon médecin me dit qu'avec des ménagements, je puis « reculer d'un bon nombre d'années cet appel qui est « fait à chacun de nous, tandis qu'en prolongeant l'exis- « tence que je mène à Berlin, peut-être, avant le prin- « temps, m'en trouverai-je fort mal. Ce qu'il y a de plus « lourd que tout, c'est la responsabilité et cette obligation « incessante d'avoir à lutter contre les influences de cour « *des deux sexes* qui me combattent sans cesse auprès de « Sa Majesté l'Empereur. »

« Sans avoir l'air de comprendre les allusions qui étaient peut-être dans sa pensée, en abordant avec moi ce sujet sur lequel il insista, je lui répondis que, le voulût-on, nul ne pouvait contre-balancer son influence auprès de l'Empereur, et qu'il suffisait d'avoir échangé quelques mots avec Sa Majesté pour comprendre la confiance qu'elle avait en lui.

« Oui, reprit-il, quand je suis là. Mais il en est autrement « quand je suis éloigné, et alors, ce sont lettres sur lettres « qu'il me faut écrire. Je plie sous le faix de cette situation. « Je dois m'éloigner de Berlin; je passerai tout l'hiver à « la campagne; c'est le seul régime qui me convienne. » Il me fit entendre qu'il donnerait alors sa démission. « Mais « quand je me retirerai, dit-il, je regarderai comme un « devoir d'en expliquer tout haut les motifs. »

« ... Le prince de Bismarck, avant de s'en aller, revint encore sur sa santé et sur les difficultés de sa position. « J'envie, dit-il, la situation d'un premier ministre « en Russie et en Angleterre : dans ces deux gouverne- « ments, si différents pourtant, il n'a pas de tiraillements

« en sens divers; ici, je suis obligé de compter avec le Par-
« lement, d'un côté, et, de l'autre, avec le Roi qui entend
« que les ministres relèvent de lui. Je ne puis résister au
« travail, à la responsabilité et aux tracas. Je désire m'en
« aller de Berlin et laisser là ma situation actuelle. Je sors
« de chez Sa Majesté, à qui je viens de dire tout ceci. Mais
« le Roi devient rouge; il se met en colère, quand je lui dis
« ces choses; il ne veut pas me laisser partir et il m'a dit :
« Voyez! j'ai dix-huit ans de plus que vous, et pourtant,
« je tiens bon. — Cela ne m'étonne pas, Sire, ai-je répondu.
« Le cheval est plus fatigué, d'ordinaire, que le cavalier. »

« Je ne pus m'empêcher de rire à cette saillie du Chancelier, qui rit de bon cœur, lui aussi. Il reprit : « J'ai payé
« mon tribut à mon pays; maintenant, j'ai besoin de tran-
« quillité et je puis me retirer du ministère. Je voudrais
« me reposer, être libre de faire quelques excursions. »

« Il se leva ensuite et, en me donnant une poignée de main, il me dit avec une certaine bonne grâce : « Je crois
« que j'aurai peu d'occasions maintenant de vous serrer la
« main comme ministre des affaires étrangères. Mais peut-
« être le ferai-je encore comme *parlementaire*, car c'est au
« Parlement que je puis encore être utile. Je ne veux plus
« être *en scène*, mais me tenir à l'arrière-scène. »

« Je lui répondis que, pour ma part, je regretterais tout ce qui m'empêcherait de me trouver en relations avec lui et de le voir, puis je lui fis quelque phrase courtoise sur l'opposition que ses désirs de retraite ne manqueraient pas de soulever en Allemagne, etc., et nous nous quittâmes après des échanges de politesses assez cordiales. »

C'est par de véritables assauts de courtoisie que se termine un autre entretien de l'ambassadeur et du Chancelier :

« 22 *mars* 1877. — J'ai dîné ce soir chez le Chancelier avec tous les chefs de mission, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de l'Empereur. Voyant qu'il ne me disait

rien de politique pendant le dîner (j'étais assis à côté de lui), je lui dis que j'avais eu l'honneur d'être reçu le matin par l'Empereur pour lui présenter le général d'Abzac chargé d'apporter une lettre autographe du Maréchal félicitant Sa Majesté impériale. Le prince fit une inclinaison de corps, comme en signe de remerciement; puis il aborda de suite l'état de nos rapports. Il signala à l'animadversion générale les excès de la presse. « Les Polonais et « les socialistes, dit-il, mentent et brouillent toutes choses. »

« Je ferai remarquer que précédemment où j'avais eu occasion d'échanger avec lui quelques idées sur ce sujet, il m'avait dit : « Les Polonais, les révolutionnaires et les *cléricaux* sont les auteurs des télégrammes mensongers. » Cette fois, il ne prononça pas ce nom de cléricaux, et, ce qui fut plus significatif encore, c'est ce qu'il ajouta : « Dans nos démêlés avec les catholiques et les évêques, « c'est la presse qui a tout envenimé. » Il ne m'aurait pas tenu autrefois ce langage, preuve qu'il se passe quelque chose à cet égard (1).

« Il y a deux natures, en France, dit-il encore : les Pari- « siens et le reste de la France. Celui-ci est laborieux, éco- « nome; quand il se bat, il se conduit en héros; mais il « n'aime pas la guerre, il est pacifique et il veut travailler. « Mais le Parisien n'est pas ainsi; il aime le bruit, la lutte, « et c'est lui, malheureusement, qui exerce de l'influence « sur la presse. »

« Je répondis qu'il n'était que trop vrai que dans les deux pays la presse exerçait une influence fausse, funeste; j'ajoutai même que, s'il fallait bien aujourd'hui supporter la presse et si elle était devenue un pouvoir dont on ne pouvait plus se débarrasser, on ne devrait pas se laisser influencer par elle.

(1) On parlait alors de négociations engagées officieusement avec le Vatican.

« Le prince me dit avec un accent de belle humeur et même de bonne grâce : « Soyez sûr que nous vous dirons « toujours : Tirez, messieurs les Français. — Et nous, « répondis-je, nous vous répondrons comme nos pères : « A vous les premiers, messieurs les Anglais. Et j'espère « que des deux côtés personne ne tirera. »

« Dans ce court échange de paroles, les dispositions du Chancelier m'ont paru conciliantes et elles ont revêtu un air de bonne grâce que je n'avais guère eu l'occasion de remarquer jusqu'ici. »

L'apparente amabilité du prince de Bismarck, dans cette conversation, donnerait une très fausse idée de ses rapports avec M. de Gontaut. Il y avait alors près de deux ans qu'il poursuivait le rappel de l'ambassadeur et qu'il multipliait contre celui-ci les procédés les plus blessants. C'est l'histoire de cette lutte sourde et de la victoire finale du prince de Bismarck qu'il nous reste à raconter.

CHAPITRE VIII

LE RAPPEL DE M. DE GONTAUT

La rancune du prince de Bismarck contre M. de Gontaut. — Première demande de rappel adressée au duc Decazes par le Chancelier. — Une campagne de presse en Allemagne contre l'ambassadeur. — Opinion de Lord Odo Russell. — Nouvelle demande de rappel; vive réplique du duc Decazes. — Les procédés du Chancelier et l'abnégation de M. de Gontaut. — Délicate mission de l'ambassadeur à Metz. — Les « intrigues » de M. de Gontaut. — Mesquine réclamation du Chancelier. — La cour multiplie les témoignages de bienveillance pour M. de Gontaut. — M. de Gontaut offre sa démission au duc Decazes. — La retraite du duc Decazes; le nouveau ministère impose à M. de Gontaut sa démission. — « Nous voulons être bien avec Bismarck. » — Les regrets du corps diplomatique à Berlin. — L'affliction de l'Empereur. — M. de Gontaut reçoit le grand cordon de l'Aigle noir. — Remise de ses lettres de rappel à l'Empereur. — M. de Gontaut chez M. de Bülow. — Derniers adieux à la famille impériale et au personnel de l'ambassade.

Le 23 décembre 1877, au moment où le Maréchal, en formant le ministère Dufaure, venait de « se soumettre » à la majorité républicaine, un Allemand fixé en France, le comte Henckel de Donnersmarck, écrivait au Chancelier :

« Avant-hier, Gambetta me fit parvenir, par une occasion sûre, la communication suivante :

« Au milieu de novembre, je lui avais exprimé mon sentiment personnel que le chancelier de l'empire allemand ne croirait jamais à la sincérité du gouvernement français à l'égard de l'Allemagne tant que sa politique extérieure

demeurerait en des mains cléricales et que Gontaut resterait ambassadeur à Berlin; il m'avait répondu alors qu'avant la fin de l'année ces obstacles auraient disparu. Le choix d'un protestant pour diriger la politique extérieure de la France, et le remplacement de Gontaut par Saint-Vallier, que Hohenlohe signale comme une personnalité sympathique et agréable à l'Allemagne, se sont produits depuis comme des manifestations du désir que la France éprouve de nouer de bons rapports avec l'Allemagne. Pourrait-on espérer, en retour, un témoignage officiel de sympathie à l'égard du gouvernement actuel, peut-être en ce qui concerne l'Exposition qui se prépare? Le principe de notre abstention fût-il même maintenu, une bonne parole à ce sujet serait très bien venue du ministère dans le moment présent.

« Je lui réponds aujourd'hui que je ne suis pas en mesure de me prononcer sur cette question, mais qu'en tout cas une attitude décidée contre Rome est le meilleur moyen d'arriver à de plus amples rapprochements... »

La réponse du prince de Bismarck débutait par cette explosion d'allégresse : « Le changement de l'ambassadeur de France m'a causé une joie extraordinaire. Si quelque chose pouvait développer chez nous la confiance dans les dispositions pacifiques de la France, c'est bien le rappel de Gontaut, qui avait noué d'étroites relations avec tous les éléments hostiles à l'Empire. »

Il n'est pas exagéré de dire que, parmi les conséquences des dernières élections françaises, ce rappel est une de celles dont le Chancelier s'applaudissait le plus.

Depuis sa déconvenue du printemps de 1875, il n'avait pas cessé de désirer le remplacement de l'ambassadeur de France et il n'était pas de persécutions mesquines ou de démarches officielles qu'il eût épargnées pour parvenir à son but. Enfin, ce but se trouvait atteint, et le cri de triomphe du Chancelier témoigne de la persévérance et de l'âpreté de

rancune avec lesquelles il avait poursuivi M. de Gontaut.

C'est ce que démontrent également les Mémoires du prince de Hohenlohe. Dans toutes ou presque toutes ses conversations avec ce diplomate, le Chancelier exhale ses ressentiments. Il insiste sur les prétendues intrigues de M. de Gontaut avec l'Impératrice, les Polonais, les ultramontains et sur sa ferme intention de n'avoir plus aucun rapport avec lui. La meilleure preuve que cette attitude et ce langage sont en corrélation étroite avec l'alerte de 1875, c'est qu'il n'y en a pas trace auparavant dans les Mémoires. Tout cet acharnement d'un homme profondément blessé est dû à la fameuse dépêche où M. de Gontaut a rapporté les doctrines de M. de Radowitz. Il n'aurait pas dû l'écrire, prétend le Chancelier, même si elle était exacte; car le conseiller aux affaires étrangères n'est pas le ministre. Il faut que M. de Gontaut s'en aille; en d'autres termes, il faut que le prince de Bismarck ait sa vengeance, telle est la conclusion qui termine invariablement ces entretiens avec l'ambassadeur d'Allemagne.

Dès le 18 mai 1875, avant de regagner son poste, celui-ci reçoit de M. de Bülow ses instructions à ce sujet. Il aborde immédiatement la question avec le duc Decazes. Il lui représente les opinions légitimistes et « ultramontaines » de M. de Gontaut, ses relations d'amitié avec les adversaires du gouvernement allemand. Si le duc Decazes tient à ce que les rapports entre l'ambassadeur de France et le Chancelier soient satisfaisants et s'il veut que le prince de Bismarck lui conserve sa confiance, il doit remplacer M. de Gontaut; il y va de la bonne entente entre les deux pays. C'est la première, mais ce n'est pas la dernière requête de ce genre que le ministre aura à écarter.

En même temps va commencer, au mois de juin, dans certains journaux allemands, une violente campagne contre l'ambassadeur de France. On y reprend et développe les griefs du Chancelier. On reproche à M. de Gontaut de fré-

quenter exclusivement les milieux qui sont notoirement hostiles à la politique du prince de Bismarck. On surveille ses allées et venues; on note les invitations de l'Impératrice, les attentions de la souveraine pour les filles de l'ambassadeur; on l'accuse d'avoir des relations étroites avec les chefs du parti catholique, de négliger les véritables obligations de sa charge et de ne jamais voir le prince de Bismarck. Au reste, celui-ci évite, assure-t-on, depuis longtemps les rapports personnels avec l'ambassadeur de France, à cause de son attitude.

Sans doute, les grands journaux allemands s'abstenaient de reproduire ces racontages, mais M. de Gontaut n'en remarquait pas moins, avec raison, qu'ils n'avaient été, de la part de la presse officieuse, l'objet d'aucune protestation. « Qu'y avait-il cependant de plus simple et de plus naturel que de dire au moins que la petite presse était seule responsable de ses allégations? On ne l'a pas dit pourtant; c'est apparemment qu'inspirée ou non, l'attaque n'était pas désagréable. »

A cette attaque si mesquine et si contraire, en même temps, aux usages diplomatiques, M. de Gontaut n'opposait que le plus dédaigneux silence. Il ne se sentait personnellement ni ému ni atteint par tous ces propos. « J'en suis cependant, écrivait-il au duc Decazes, bien blessé pour mon pays, et s'il y a en Allemagne des hommes de cœur, ils doivent en être honteux pour le leur. J'ai cru bien faire, par respect pour moi-même et pour la France, de refouler tout ce que je ressentais et de n'aborder ce sujet avec personne. J'ai seulement répondu à ceux qui m'en ont parlé les premiers, et je l'ai fait brièvement et en le prenant d'assez haut. »

Une ou deux fois pourtant, afin de fournir au duc Decazes les éléments d'une réponse, au cas où il aurait à la faire, M. de Gontaut s'était astreint à réfuter point par point, dans ses lettres particulières, les accusations portées contre

lui. Il rougissait presque, disait-il, d'être obligé d'entrer dans tous ces détails, qui ressemblaient presque à des commérages. On comprend, en lisant ces lettres, qu'il ait éprouvé à les écrire un sentiment de confusion. Il serait fastidieux de le suivre parmi toutes les rectifications où l'entraînait la polémique de la presse allemande. N'était-il pas réduit à déclarer, par exemple, pour sa justification, qu'il ne connaissait pas le curé de Sainte-Hedwige et qu'il s'était borné à déposer une carte chez ce personnage, trois jours après son arrivée à Berlin?

« Toutes les assertions des feuilles prussiennes sont inexactes, » écrivait-il. On lui reprochait de ne pas voir les cercles officiels ni le Chancelier. Or, il n'y avait pas d'autres cercles que la cour. « Jamais ni le prince de Bismarck, ni les ministres, ni les grands personnages de la cour ou du monde politique ne reçoivent les diplomates. Le prince de Bismarck leur donne à dîner une fois, le 22 mars, à l'occasion de la fête du Roi. » Pour les relations d'affaires, le Chancelier lui-même désire qu'on voie M. de Bülow. « C'est ce que je n'ai jamais négligé de faire. Ce dernier, jusqu'à cet hiver, m'a dit que nos rapports étaient très avantageux à nos deux pays, comme ceux de Holenlohe avec vous. » Quant aux chefs du parti catholique, tels que Reichensperger, Windthorst, etc., « je me suis abstenu volontairement de faire connaissance avec ces derniers; ils en ont usé de même avec moi. J'aurais pu ajouter que ni M. d'Arnim, ni le prince Hohenlohe ne s'étaient crus obligés à une pareille réserve et qu'ils voyaient souvent M. Thiers... Dans le nombre des personnes que je vois le plus habituellement, il se trouve plus de protestants que de catholiques... (1). »

(1) A propos de cette campagne de presse, Lady Odo Russell disait à M. de Gontaut : « Le prince et la princesse impériale m'en ont parlé ; ils ont été indignés des attaques, qu'ils trouvent odieuses et si indignes des sentiments que vous avez manifestés depuis votre arrivée et de l'excellente attitude que vous avez prise. »

Lord Odo Russell, appréciant la situation faite à M. de Gontaut par le prince de Bismarck, disait en substance à M. Lefebvre de Béhaine : La haine du Chancelier contre l'impératrice Augusta est encore plus forte peut-être que celle dont il poursuit la papauté et il ne peut se défendre d'en parler très librement. Il est dès lors facile de comprendre que les égards dont l'Impératrice et à son exemple l'Empereur, comme toute la cour, entourent le vicomte de Gontaut-Biron, ne doivent pas rendre faciles les rapports de votre ambassadeur avec le Chancelier. Dans les régions officieuses on a énergiquement désavoué les articles si inconvenants dirigés, il y a quelques semaines, contre le représentant de la France à Berlin par certaines feuilles réputées cependant, avec toute raison, gouvernementales. Mais il est impossible de dissimuler que le Chancelier voit avec déplaisir la haute situation qu'ont faite à M. de Gontaut son caractère modéré, son esprit élevé, ses alliances de famille. On ne pouvait pas faire, pour ce poste si difficile, un choix plus heureux, et précisément pour cette raison le Chancelier ne s'en félicite pas.

Cependant le prince de Bismarck reconnaissait la parfaite correction du gouvernement français et se louait beaucoup de l'attitude du duc Decazes : « C'est l'avenir, écrivait M. Lefebvre de Béhaine, non le présent, qui l'inquiète sans doute, parce que dans les questions qui absorbent le plus son esprit, nos tendances ne sont pas ce qu'il voudrait qu'elles fussent, pas plus du reste que celles des autres puissances, auprès desquelles il n'a pas trouvé le concours qu'il ambitionnait afin de faire prévaloir une des nombreuses combinaisons plus ou moins bizarres auxquelles il a tour à tour songé pour détruire l'organisme catholique : remettre le gouvernement de l'Eglise non plus au Pape, mais à un comité d'évêques nommés par les gouvernements; inviter le concile du Vatican à reprendre ses travaux pour rappeler ses décrets de 1870; obtenir de l'Italie la suppression de la loi des garanties, etc.

« Le peu de succès de ces différents projets a rendu le prince Chancelier de plus en plus inaccessible aux ambassadeurs accrédités à Berlin. Le comte Karolyi arrive assez facilement à le voir, mais c'est le seul. M. d'Oubril, M. Aristarchi ne sont pas mieux partagés que M. de Gontaut. Lord Odo Russell le voit très rarement. »

Le temps s'écoulait et le Chancelier ne désarmait pas. On a lu plus haut le récit de la première entrevue que M. de Gontaut put avoir avec lui, sept mois après les graves événements du printemps de 1875. Au lendemain de cette entrevue, le prince de Bismarck faisait un nouvel effort auprès du duc Decazes pour obtenir le remplacement de l'ambassadeur.

« Au reçu de votre télégramme du 31 décembre, écrivait, le 10 janvier 1876, le ministre à M. de Gontaut, j'avais eu un moment l'espoir qu'une détente s'était produite dans les dispositions du Chancelier. J'ai perdu cette illusion avant même d'avoir reçu votre dépêche officielle et votre lettre particulière du 3 janvier (1).

« Le prince de Hohenlohe est venu, en effet, dans les premiers jours de la semaine dernière, m'entretenir de nouveau de ce triste sujet. Il a commencé par me raconter la conversation qu'il avait eue avec le prince de Bismarck à son passage à Berlin. Il parcourait, en m'en faisant le récit, des notes prises par lui au sortir de son audience et j'avais remarqué en passant et relevé l'erreur et la confusion du prince sur l'époque de votre voyage à Saint-Pétersbourg. Le Chancelier vous attribuait à ce moment un langage hostile et méfiant qui n'avait aucune raison d'être. Mais là n'était pas le côté saillant de cet entretien. J'avais remarqué l'insistance avec laquelle il revenait sans cesse sur l'impossibilité où il se trouvait de causer avec vous à

(1) M. de Gontaut, dans cette dépêche et dans cette lettre, racontait en détail l'entrevue dont son télégramme n'avait pu rendre complètement ni exactement le caractère.

cœur ouvert ou même d'aborder avec quelque utilité les explications nécessaires. J'ai cru, à ce moment, pouvoir faire remarquer au prince de Hohenlohe qu'un récent télégramme venait de me prouver que ces explications étaient faciles entre le Chancelier et vous et j'ai exprimé l'espoir qu'elles venaient d'être efficaces. Hohenlohe m'a demandé alors si je savais quelques détails de cet entretien. Je me suis borné à des généralités, comme de juste, mais à des généralités dont je semblais faire état.

« C'est alors que l'ambassadeur s'est résigné à me donner lecture d'une dépêche qu'il venait de recevoir. Elle était partie de Berlin le 1er, mais portait la date du 30. Ce détail avait pour lui et pour moi un véritable intérêt, car il nous permettait de constater qu'elle avait été rédigée et signée avant votre entrevue, mais qu'après celle-ci on aurait eu le temps de surseoir à l'envoi de la note. Elle était singulièrement amère dans la forme et dans le fond. »

Après avoir énuméré les griefs formulés dans la dépêche contre une partie du personnel de l'ambassade, le duc Decazes continuait ainsi :

« De M. de Sayve, M. de Bülow passait par une transition facile à M. de Polignac et il arrivait enfin à l'ambassadeur lui-même qui cherchait à « continuer à Berlin les tra-« ditions de la cour de Catherine II et qui devrait savoir « cependant que jamais dans ce siècle on ne tolérerait de « pareilles attitudes, témoin l'Angleterre où les cabinets ne « s'accommoderaient pas de relations hostiles aux mi-« nistres entretenues par la Reine avec les ambassadeurs ». Puis, comme conclusion, il appelait ma plus sérieuse attention sur le désir qu'il chargeait M. de Hohenlohe de m'exprimer de n'avoir plus à suivre de relations avec vous (1).

(1) On peut mettre en regard de cette lettre du duc Decazes le récit fait par le prince de Holenlohe, dans ses Mémoires, à la date du 18 décembre 1875, de l'entretien qu'il avait eu ce jour-là avec le prince de Bismarck sur le même sujet. Les deux documents con-

« J'ai écouté cette lecture avec grand calme, mais avec mon plus mauvais sourire. J'ai laissé à mon interlocuteur le temps de m'offrir et de me voir refuser la communication de son document, puis, après une pause, j'ai répondu à peu près comme suit, en me résumant par têtes de chapitres :

« C'est un procès de tendance et une dénonciation en « bonne et due forme. Tout le monde y passe : l'obscur « chancelier, le second secrétaire, qui vous a quittés depuis « deux ans, le premier secrétaire, dont vous aviez paru « cependant apprécier la tenue, l'attaché militaire..., enfin « l'ambassadeur lui-même. Tout le monde y passe. Voilà « vraiment des gens bien payés de l'effort qu'ils ont fait « depuis cinq ans pour nous aider à remonter de mauvais « courants! et voilà aussi qui m'aidera à leur trouver des « imitateurs! Ah! il paraît que les souvenirs de Cathe- « rine II sont de nature à troubler l'esprit de Gontaut. « Je ne comprends pas bien, je l'avoue, mais je m'incline « devant ces souvenirs historiques. Seulement, je ne me « rends pas bien compte de ce que M. de Bismarck attend de « nous. S'il nous croit disposés à nous mêler dans une pro- « portion quelconque aux luttes intérieures de l'Allemagne, « il se trompe! Nous savons absolument que nous ne sau- « rions aggraver, mais, bien au contraire, atténuer les dif- « ficultés de M. de Bismarck par les efforts que nous ferions « pour les entretenir... Le Chancelier se trompe donc gran- « dement s'il nous prend pour des ennemis de sa politique « intérieure. Nous ne nous en occupons que lorsqu'elle peut « exercer une influence sur notre propre situation, et nous « savons surtout que nous ne pourrions, en nous en mêlant, « que surexciter contre nous les passions allemandes...

cordent en tous points. On y retrouve les mêmes griefs du Chancelier et jusqu'aux mêmes expressions, notamment la comparaison avec la cour de Catherine II. « Il m'a dit au sujet de Gontaut qu'il n'avait rien personnellement contre lui, qu'il pouvait être un brave homme, mais qu'il ne pouvait plus avoir de rapports avec lui... »

« Je suis assuré de n'avoir rien épargné pour rendre nos « relations plus faciles. Je rends à Gontaut cette éclatante « justice que sans lui je n'y serais parvenu ni à Berlin, ni « ici. Cela dit, je dois reconnaître que le sujet devient « entre nous délicat et d'abord difficile. Je ne vous en « entretiendrai donc plus, me réservant de prendre ulté- « rieurement à ce sujet les ordres de M. le Maréchal. »

« La fin de l'entretien a été laborieuse. Au moment de nous quitter, Hohen ohe m'a parlé avec une certaine émotion affectueuse de ma situation et du prix qu'il attachait à nos relations. Dès le début, je l'avais trouvé tout embarrassé. Sans nul doute, il souffrait profondément de la mission qu'il devait accomplir. Il n'avait pu cependant s'y soustraire; mais il se rendait évidemment compte des complications que cet incident pouvait apporter à sa situation personnelle. Il avait, je dois l'ajouter, la préoccupation particulière et plus élevée du trouble que cette inflexible malveillance du Chancelier pourrait apporter à nos relations, et, somme toute, j'ai la prétention d'avoir écouté mon interlocuteur avec plus de calme et d'apparente indifférence qu'il n'en témoignait lui-même...

« Et maintenant, attendons et ne perdons ni courage ni patience. Il nous en faut, mon pauvre ami, de fortes doses. »

La patience n'était pas la seule qualité requise, dans la situation où se trouvait M. de Gontaut. Il lui fallait aussi beaucoup d'abnégation pour faire taire des ressentiments personnels, trop justifiés, dans l'intérêt supérieur du pays. Sa dignité avait parfois à souffrir bien cruellement. Même dans ses lettres particulières au duc Decazes, il évitait de s'apitoyer sur lui-même et s'efforçait de conserver sa sérénité; mais seul, dans son cabinet de travail, il ne maîtrisait pas toujours ses impressions et quelques-unes de ses notes intimes en ont gardé la trace.

Depuis son retour à Berlin, à la fin de l'année 1876, le Chancelier était allé rendre visite à tous les ambassadeurs,

sauf à M. de Gontaut. « J'étais donc le seul, écrit M. de Gontaut à la date du 3 décembre, chez qui le prince de Bismarck ne se fût pas présenté, ni en personne, ni par carte. J'aurais été parfaitement dans mon droit de l'attendre. Mais, malgré l'inconvenance de sa conduite, je pensais qu'il ne fallait pas lui donner l'occasion de me prendre en flagrant délit de susceptibilité et que, bien que son hostilité ne dédaignât pas même ce petit moyen de ne pas venir me voir conformément à son usage et à l'usage de tous les ministres des nations civilisées, je ferais un acte de patriotisme en ne m'arrêtant pas à l'inconvenance commise par lui vis-à-vis de l'ambassadeur de France. »

M. de Gontaut fait donc demander un rendez-vous au Chancelier et envoie au duc Decazes le récit de sa visite. « On y aura vu, continue-t-il dans ses notes, son manque de savoir-vivre, sa froideur en me recevant, et l'obligation où j'ai été d'aborder moi-même les sujets divers de la conversation, enfin une certaine détente de sa part à la dernière minute de notre entretien. Certes, Dieu m'est témoin que pour demander ce rendez-vous et me retrouver, par ma volonté, une fois de plus, devant cet homme avec qui je n'ai guère eu que les rapports les plus pénibles, qui n'a jamais rien fait pour adoucir les ennuis et les embarras de ma mission, il m'a fallu quelque résolution, quelque abnégation. Puissent-elles profiter à mon pays pour qui seul je l'ai fait! Aussi, quand j'en suis sorti, j'étais trop satisfait d'avoir ce cauchemar derrière moi pour m'arrêter à mes ressentiments. Je les pèse davantage aujourd'hui! Que Dieu lui pardonne son mauvais vouloir persévérant à l'égard de la France, son manque absolu de générosité pour ce pays et pour son représentant (1)! »

(1) Les procédés du prince de Bismarck envers M. de Gontaut rappellent un mot du comte Goluchowski à un rédacteur du *Temps*. Venant à parler de ses débuts dans la diplomatie à Berlin, où il s'était trouvé en même temps que M. de Gontaut, il exprima toute

Tous les témoignages d'estime et d'affection que M. de Gontaut recevait de la famille impériale irritaient le Chancelier. Son imagination lui représentait même l'ambassadeur de France comme un adversaire tenace, qui s'appliquait à la cour à contrecarrer sa politique. « L'Impératrice, disait-il un jour à Lord Odo Russell, est le véritable ministre des affaires étrangères de l'empire et M. de Gontaut est le ministre de notre souveraine. Il faut que cela cesse ou que je me retire (1). » — « Je ne me croyais pas aussi puissant! » disait en riant M. de Gontaut en apprenant ce propos. Le Chancelier allait jusqu'à s'offenser d'un télégramme de l'Empereur félicitant M. de Gontaut à l'occasion du mariage d'une de ses filles. Il avait également vu d'un très mauvais œil une mission fort délicate dont le gouvernement français avait chargé l'ambassadeur pour le souverain.

Dans les premiers jours du mois de mai 1877, l'empereur d'Allemagne visitait les nouveaux territoires annexés. Sa présence près de nos frontières parut au gouvernement français nécessiter quelque acte de courtoisie; mais il ne pouvait s'y résoudre qu'à contre-cœur. L'Empereur lui-même reconnaissait tout ce que la situation avait d'embarrassant pour la France. « Voilà la Belgique et la Hollande qui m'envoient complimenter, disait-il, avant son voyage, à l'Impératrice. Que fera la France? Que peut-elle faire? »

M. de Gontaut se trouvait alors à Paris. Il fut chargé par le président de la République d'aller porter à Metz ses

l'estime qu'il avait gardée pour celui-ci : « Ah! disait-il, il ne fallait pas avoir de nerfs!... Oui, c'était bien cela, et pour subir la dure loi du vainqueur, pour conserver de la dignité dans cette triste situation de tributaire et d'otage, il ne fallait pas avoir de nerfs. » Cité par M. le vicomte de Meaux, *Souvenirs politiques*, p. 345.

(1) Le Chancelier disait également au prince de Holenlohe « que tout ce qui était hostile au gouvernement de l'empire était appuyé par l'Impératrice; qu'aussi longtemps que Gontaut restait à Berlin, il y avait une espèce de contre-ministère, avec lequel il avait à combattre. » (6 septembre 1877.) Mémoires du prince de Hohenlohe, t. II, p. 221.

compliments à l'Empereur. « Quelque douloureuse que fût une pareille mission, — car il s'agissait d'aller saluer l'Empereur dans une ville que ses armes avaient arrachée à la France à peine six ans auparavant, — je n'ai pas cru, écrivait M. de Gontaut, pouvoir me dérober à l'accomplissement d'une tâche que le Maréchal et vous-même, monsieur le Duc, réclamiez de mon dévouement, au nom d'un sentiment que lui et vous exercez à toute heure, au nom du patriotisme. »

L'Empereur reçut M. de Gontaut le 9 mai. Il se montra extrêmement touché de cette démarche et surtout du tact avec lequel elle fut accomplie. La France, disait-il plus tard à quelqu'un, s'est tirée parfaitement de la situation. « On ne pouvait m'envoyer un militaire à Metz, c'était impossible. Il n'y avait qu'un homme possible, c'était l'ambassadeur à Berlin, et c'est lui précisément qu'on m'a envoyé. J'ai compris à merveille combien cette mission devait lui être pénible. Il s'est tiré de tout avec le plus grand tact. Je ne pouvais me dispenser de l'inviter à dîner, mais il a bien fait de refuser. Il a agi avec délicatesse et habileté en restant aussi peu de temps à Metz. Un séjour un peu prolongé de sa part dans cette ville pouvait provoquer des manifestations françaises. Il l'a senti et n'est resté que le temps strictement nécessaire. Je n'avais, du reste, prévenu personne de sa visite... »

Cependant les journaux avaient dénaturé cet entretien et attribué des propos à l'Empereur sur la politique intérieure de la France. Le prince de Bismarck avait voulu voir dans ce simple acte de courtoisie une nouvelle preuve de l'esprit d'intrigues qu'il prêtait à M. de Gontaut et de ses efforts pour amener le souverain à ses vues personnelles. En réalité, ni la politique de la France ni celle de l'Allemagne n'avaient été un seul instant l'objet de la conversation (1).

(1) Les notes *personnelles* rédigées par M. de Gontaut après cet

Après le télégramme de félicitations et la visite à Metz, ce fut le choix même des villes où M. de Gontaut séjournait que le prince de Bismarck prétendit critiquer. La tactique adoptée plus particulièrement après le 16 mai par la presse officieuse fut de représenter l'ambassadeur comme remplissant directement auprès de l'Empereur des missions spéciales et poursuivant celui-ci dans les villes d'eaux. Il aurait été chargé par les nouveaux ministres d'obtenir l'appui du souverain. On sait les vœux ardents que faisait le Chancelier pour leur échec, et l'on conçoit ses impatiences à la pensée des prétendues intrigues auxquelles se livrait, hors de sa présence, M. de Gontaut pour circonvenir l'Empereur (1).

entretien ne font aucune mention de la politique intérieure de la France.

(1) Dans le *Times* du 23 janvier 1878, le correspondant parisien de ce journal, jetant un regard rétrospectif sur les événements du Seize-Mai, décrivait, avec beaucoup de complaisance et non moins de fantaisie, le long et persévérant travail par lequel M. de Gontaut aurait circonvenu l'empereur d'Allemagne. Il montrait à Berlin deux courants d'opinion : l'un à la cour, l'autre à la chancellerie. La cour avait été préparée de loin à la crise du Seize-Mai par l'ambassadeur de France, habile à agiter devant elle le spectre de la démagogie. Tandis que le prince de Bismarck, sauvegardé par sa propre perspicacité, l'éloignement où il tenait M. de Gontaut et les rapports de M. de Hohenlohe, appréciait avec équité le parti républicain, celui-ci était dépeint, à la cour, sous les couleurs les plus sombres par l'ambassadeur de France, dont l'activité remarquable y tenait en échec l'influence et les impressions du Chancelier. Heureusement, les sympathies que M. de Gontaut avait développées chez l'Empereur et dans son entourage pour les conservateurs, n'étaient pas allées au delà d'un souhait platonique. Depuis, des doutes s'étaient formés dans l'esprit du souverain, qui savait maintenant quel jugement il devait porter sur le Seize-Mai.

Les documents laissés par M. de Gontaut montrent que ces affirmations sont ou fausses ou exagérées.

1° M. de Gontaut n'a point préparé la cour impériale à la crise du Seize-Mai. Du 21 janvier au 16 mai, nous relevons dans ses papiers trois entrevues avec l'Empereur, une visite de condoléances, une visite de compliments pour l'anniversaire du souverain, et la dernière, le 9 mai, à Metz. Dans aucun de ces trois entretiens, qui avaient

L'ambassadeur et le souverain étaient ensemble à Ems, au mois de juillet, et plus tard, à la veille des élections, ils se retrouvaient à Bade. A Ems, M. de Gontaut évitait de rencontrer l'Empereur, par crainte des commentaires, au point que celui-ci même en avait fait la remarque et demandé à quelqu'un la raison. « Pourquoi, disait-il, M. de Gontaut n'est-il pas venu voir l'autre jour les régates? Je le vois bien rarement. — C'est que la *Gazette de Cologne* a parlé de sa présence à Ems dans des termes fort désagréables et qu'elle l'a accusé de venir ici pour fatiguer Votre

une origine officielle, il n'est question des dangers du radicalisme, ni même de la situation intérieure de la France. Il n'est pas question davantage de ces dangers dans deux conversations fort longues avec la princesse impériale ni dans les quelques paroles échangées, une ou deux fois, avec l'Impératrice, entre les mêmes dates. Ajoutons que, depuis le commencement de mai, sauf son court voyage à Metz, M. de Gontaut est en France. Notons enfin que, sans peut-être condamner en principe l'événement du Seize-Mai, il se demande, dans une lettre au duc Decazes, s'il ne fut pas « insuffisamment préparé ».

2º Après le 16 mai, M. de Gontaut s'est rencontré plusieurs fois avec la famille impériale, notamment dans les jours qui précédèrent immédiatement les élections. On l'a pu constater par les documents que nous avons reproduits, comme on a pu voir également le langage qu'il a tenu. Il est incontestable qu'il insiste sur les périls dont le parti radical menace la société et aussi qu'il fait valoir aux princes « la solidarité des intérêts conservateurs ». En cela, il ne fait qu'expliquer et soutenir la politique du gouvernement qu'il représente, qui est aussi celle de son propre parti. Sous la présidence de M. Thiers, il a dû parfois s'efforcer de justifier des actes qu'en son for intérieur il n'approuvait pas. Voudrait-on qu'il s'abstînt de défendre ceux de ses amis politiques? Il est bien certain qu'à sa place, un ambassadeur du parti adverse n'eût pas manqué de faire valoir la solidarité des gouvernements de l'Europe contre le péril clérical.

Mais ce qu'il importe surtout de constater, c'est qu'on ne voit nulle part dans ses notes qu'il ait été chargé d'aucune mission secrète auprès de l'Empereur, ni qu'il sollicite directement, à l'insu du prince de Bismarck, aucune approbation, aucun appui, aucune démonstration officielle en faveur de la politique du Seize-Mai. Il n'y a pas la moindre trace de négociations clandestines ou de marchandage. M. de Gontaut se borne à faire profiter son parti, s'il est possible, de la faveur et du crédit dont il jouit personnellement à la cour impériale. C'est assurément légitime et ce n'est point le fait d'un intrigant.

Majesté. — En vérité! Toujours les journaux! C'est odieux! J'ai écrit au ministre de l'intérieur pour faire cesser leur hostilité et lui en représenter les dangers. J'aime beaucoup M. de Gontaut. J'ai pour lui une sympathie particulière et je suis toujours charmé de le voir. — Et, de plus, s'il met autant de discrétion dans ses rapports avec Votre Majesté, c'est que le prince de Bismarck ne peut pas le sentir. — C'est incroyable! Je l'ai dit souvent à Bismarck : Nous ne pourrions avoir un meilleur ambassadeur. Jamais nous n'en aurons un qui ait plus de tact que lui. D'ailleurs, j'ai dit aussi bien souvent au prince : « Pourquoi ne voyez-« vous pas plus souvent les ambassadeurs? — C'est, a-t-il « répondu, que je n'en vois pas l'utilité, car *ils* (1) écrivent « toujours à leur gouvernement des rapports contre nous. — « Mais, mon cher prince, pourquoi en voulez-vous à un « ambassadeur qui écrit ce qu'il croit voir et qui ne nous « donne pas de louanges? Que diriez-vous donc à un de vos « ambassadeurs qui n'écrirait que des éloges du gouverne-« ment auprès duquel il est accrédité (2)? »

Cependant la présence de M. de Gontaut à Ems était devenue si insupportable au prince de Bismarck qu'il voulut le contraindre à quitter la ville. Ce fut comme le couronnement de tout ce travail de persécutions puériles qu'il n'avait cessé d'ourdir contre l'ambassadeur. Le prince de Hohenlohe fut donc chargé d'aller trouver le duc Decazes et

(1) *Ils*, ajoute M. de Gontaut dans ses notes, voulait dire, évidemment, dans la pensée du Chancelier, l'ambassadeur de France.

(2) Dans une conversation du mois d'octobre 1875, l'Empereur tenait un langage analogue : « Sire, lui disait son interlocuteur, ce qui est inconcevable, c'est que M. de Gontaut ne voit jamais pour ainsi dire le prince de Bismarck. Il a essayé de le voir avant son départ et il n'a pu y réussir. Voilà dix-neuf mois qu'ils ne se sont pas rencontrés. — Dix-neuf mois, c'est inouï! Bien des fois déjà, je l'ai dit à Bismarck. Il ne voit pas les ambassadeurs et c'est un grand tort. C'est Bülow qui les reçoit. Bülow est certainement un charmant homme; mais cela ne suffit pas; les affaires se traiteraient bien mieux si Bismarck voyait lui-même les ambassadeurs... »

de lui faire observer que le premier secrétaire d'ambassade, à Berlin, M. Tiby, n'était pas constitué officiellement comme chargé d'affaires, que, d'autre part, Ems n'était pas dans le rayon gouvernemental où peuvent s'exercer régulièrement les fonctions diplomatiques, que le prince de Bismarck n'y pouvait reconnaître à M. de Gontaut l'exercice de ces fonctions et que, par suite, la France n'était pas représentée en Allemagne. Le prince de Hohenlohe avait ordre d'appeler l'attention du ministre sur cette situation anormale.

Le duc Decazes répondit que l'usage et les précédents justifiaient la situation qui lui était signalée, mais ajouta ironiquement que, pour en être plus sûr, il était bien curieux de savoir comment le prince de Bismarck lui-même avait résolu la question lorsqu'il était ambassadeur en France, et s'il avait cru devoir accréditer un chargé d'affaires à Paris pendant les voyages qu'il faisait à Biarritz ou ailleurs.

« Quelle petitesse de la part d'un grand homme, écrivait M. de Gontaut au duc Decazes, que ces persécutions incessantes et mesquines! J'espère pour Hohenlohe qu'il a été un peu honteux de la communication. Avant tout, cher ami, laissez-moi vous dire combien je suis touché de la persévérance et de l'énergie avec laquelle vous couvrez vos agents. En le faisant, vous garantissez l'honneur du gouvernement qui vous est confié; mais il m'est permis d'y puiser aussi un motif de reconnaissance personnelle. Quant au fond de la communication, c'est bien là vraiment une querelle d'Allemand. Voilà six ans que les choses se passent comme aujourd'hui et jamais le prince de Bismarck n'y a trouvé à redire... D'abord, Ems est prussien, avant d'être allemand, depuis 1866. C'est aussi bien dans le rayon gouvernemental que tout autre point de la Prusse d'autrefois... Mais il y a un précédent tout récent qui est décisif. Karolyi est venu comme moi faire une saison ici, et l'année der-

nière et cette année. Or, il n'a pas constitué, ni cette année ni l'autre, de chargé d'affaires en pied, pendant ce temps, à Berlin. C'est un fait hors de contestation... On doit donc dire que tous les précédents, aussi bien que l'usage, protestent contre la doctrine que le prince de Bismarck veut faire prévaloir contre moi... »

De tant de mauvaises querelles, M. de Gontaut pouvait au moins se sentir un peu dédommagé par l'accueil qu'il ne cessait de trouver auprès des membres de la famille impériale. Tous exprimaient avec insistance l'espoir qu'il conserverait son poste, répondant ainsi aux nouvelles de démission lancées de temps en temps et à dessein par les journaux (1). L'Empereur ne pouvait prononcer le nom de M. de Gontaut sans l'accompagner des plus grands éloges. Il le considérait comme un honnête homme, loyal, sûr, modéré, et dont la présence à Berlin avait été fort utile pour la conservation de la paix entre la France et l'Allemagne : « Le perdre serait un malheur — il répétait cette expression — et on ne pourrait le remplacer. » A propos de la campagne de presse menée contre M. de Gontaut : « Imaginez, disait-il, que je n'en ai rien su. C'est l'Impératrice, il n'y a pas bien longtemps, qui m'en a instruit et m'a mis au courant de ces odieuses attaques. J'en ai été indigné et

(1) Félicitant M. de Gontaut de sa récente élection au Sénat, la princesse Charles ajoutait : « Mais cette nomination ne vous éloignera pas d'ici, n'est-ce pas? Oh! dans ce cas, je ne m'en féliciterais nullement. Vous avez fait tant de bien ici! Vous y avez été si utile! J'espère que vous ne vous en irez pas. » C'est l'espoir qu'exprimait également l'Empereur en complimentant M. de Gontaut.

« Le prince impérial et la princesse, écrit celui-ci le 15 février 1876, me font demander à dîner comme dédommagement de leur absence de mon bal. Y a-t-il ignorance de la part de tous les princes des procédés et des résolutions hostiles du Chancelier à mon égard, ou bien réaction? Je l'ignore. Je constate seulement un concours de bonne grâce assez notoire de leur part, depuis le commencement de l'hiver, en ce moment particulièrement, que j'ai toute raison de ne pas attribuer seulement à la bonté parfaite et accoutumée de l'Impératrice, car il n'y a pas accord entre elle et eux tous sur la politique. »

j'ai fait venir le ministre et lui ai ordonné de prendre des mesures pour que pareille chose ne recommençât plus. » Il assurait qu'il avait tant de confiance en la parole de M. de Gontaut, que lorsque celui-ci lui disait quelque chose, cela lui suffisait, parce que cela devait être vrai. « Je crois, disait-il en riant, que, si on voulait le retirer de Berlin, j'en ferais un *casus belli* (1). »

« La position de M. de Gontaut, disait Lord Odo Russell à un secrétaire de l'ambassade de France, est bien définitive. Il a pour lui la cour, le corps diplomatique, la société tout entière, en un mot toutes les personnes qui ont pu le con-

(1) Dans les derniers jours de l'année 1876, M. de Gontaut, se promenant au Thiergarten, vit un cheval que le bruit d'une machine écrasant des cailloux avait effrayé et qui allait, en tournant sur lui-même, renverser le fiacre auquel il était attelé. Le cocher, tombé dans les brancards, entre les jambes du cheval et le train de la voiture, courait le risque d'être écrasé, si M. de Gontaut n'avait maîtrisé l'animal. Un passant ayant reconnu l'ambassadeur de France, le fait avait été promptement répandu par les journaux allemands et étrangers, à la grande confusion de celui-ci, que sa modestie habituelle portait à diminuer ce qu'il appelait « son prétendu acte de dévouement ». L'Empereur lui fit offrir une médaille de sauvetage qu'il répondit ne pouvoir, en conscience, accepter, tant on avait exagéré l'incident. Mais au sortir de l'audience donnée aux ambassadeurs le 1er janvier 1877, l'Empereur appela M. de Gontaut dans son cabinet, et, venant à lui : « Je désire, dit-il, vous donner une médaille de sauvetage. Je vous prie de l'accepter, car vous l'avez bien méritée pour le dévouement dont vous avez fait preuve dernièrement au Thiergarten. » Et il lui tendit les deux mains.

« Sire, répondit M. de Gontaut, j'espère qu'on a rapporté fidèlement mes paroles à Votre Majesté, quand on a bien voulu venir me parler de la pensée qu'elle avait eue. J'en ai été profondément touché, profondément reconnaissant, et, certainement, je suis disposé à accepter toujours les témoignages de bonté et de sa satisfaction propre que l'Empereur voudra bien me donner; mais, dans cette circonstance, je n'ai à peu près rien fait; je n'osai donc pas accepter la médaille. »

« Oui, interrompit l'Empereur, on m'a rapporté vos paroles; mais j'ai pris mes informations, je sais très bien à quoi m'en tenir. Je tiens à vous donner cette médaille. » Et il ajouta, presque avec un accent d'émotion, en prenant les mains de M. de Gontaut : « Acceptez-la et gardez-la en souvenir de moi. »

naître et l'apprécier. Il a contre lui le Chancelier seulement, qui ne le voit pas, ne le connaît pas et lui attribue sans raison des opinions ultramontaines exagérées. Il me semble que dans ces conditions M. de Gontaut a beau jeu. »

Mais ce n'était pas sa situation personnelle qui préoccupait surtout l'ambassadeur. Il avait beau savoir que comme homme il était suffisamment protégé contre l'hostilité du prince de Bismarck par les sympathies hautement déclarées de la cour, il lui fallait, avant tout, la certitude que le mauvais vouloir du Chancelier à l'égard du représentant de la France ne nuisait pas à celle-ci. Apprécié comme il l'était par les souverains en Allemagne, il ne voulait à aucun prix bénéficier de cet avantage pour s'imposer dans sa charge, si les intérêts de son pays devaient en souffrir. C'est pourquoi, à plusieurs reprises, il offrit sa démission au ministre, en des termes qui montraient éloquemment la noblesse et le désintéressement de son caractère.

Un passage mal interprété d'une lettre du duc Decazes lui avait donné à croire qu'il était suspect au ministère Dufaure, nouvellement formé après les élections républicaines du mois de février 1876. « Je crois, écrivit-il immédiatement, pouvoir compter sur votre amitié...; mais je crois avoir le droit de compter également sur votre intérêt, c'est-à-dire sur le soin que vous prendrez de ma dignité. Vous le savez, je ne veux pas rester ambassadeur *à tout prix*. Le poste n'aurait-il pas toutes les amertumes qu'il présente, que j'en dirais tout autant. Je veux avoir la confiance du Président et la vôtre d'abord, ensuite celle du ministère. Si je ne l'ai pas, je me retirerai. M. Thiers savait bien que mes opinions à l'égard de la politique intérieure n'étaient certes pas conformes aux siennes, et, cependant, il m'a nommé et gardé. Aujourd'hui, je vous l'ai déjà dit, je suis complètement et sincèrement constitutionnel, constitutionnel-conservateur bien entendu, et comme je suis un honnête homme, j'ai droit d'être cru sur parole. Si pourtant

le conseil des ministres se défie de mes opinions et ne me voit pas rester à Berlin en m'accordant toute sa confiance, je vous prie de me le dire. Attaqué déjà comme je le suis par le Chancelier et par la presse allemande, si, en outre, le gouvernement de mon pays n'a pas confiance en moi, vous avouerez, mon cher ami, qu'en homme d'honneur et de conscience, je ne devrai pas accepter une situation aussi intolérable. Elle est déjà assez pénible avec la confiance du gouvernement... Je le répète, mon cher ami, j'aime à compter sur vous entièrement, c'est-à-dire sur votre amitié comme sur le soin de mon honneur...

« Je vous demande de bien vouloir faire connaître la dernière partie de ma lettre à M. le Maréchal. »

Quelques mois plus tard, M. de Gontaut revenait sur ce sujet avec la même force. Il venait de recevoir du duc Decazes un télégramme confidentiel qui se terminait par ces mots : « On me prévient avec insistance que le gouvernement allemand refuserait de s'associer à l'Exposition. On ajoute que les précautions sont prises pour attribuer ce refus aux sentiments que le prince de Bismarck persiste à vous porter. »

M. de Gontaut répondit : « Les dernières lignes de votre dépêche confidentielle m'ont fait une impression pénible. Que cet homme ne me pardonne pas les services que j'ai rendus — avec honneur, grâce à Dieu — à mon pays, assurément il n'y a pas là de quoi m'émouvoir ni m'arrêter. Mais que, ne réussissant pas à m'atteindre personnellement, il s'en prenne à la France et cherche à aigrir les relations des deux pays en empêchant les Allemands de prendre part à l'Exposition de 1878, voilà qui est presque monstrueux! Quant à ma personne, mon cher ami, à aucun prix je n'admettrai jamais qu'elle puisse devenir une occasion de mauvais rapports entre l'Allemagne et la France. Le jour où vous acquerrez la *certitude* de ce qui n'est encore à vos yeux qu'une possibilité, même une probabilité, je

vous prie, je vous *enjoins*, si vous me permettez cette expression, de me le mander sans détours et ma démission ne se fera pas attendre.

« ... Malgré ces bonnes dispositions dont je m'honore de la part de l'Empereur, je maintiens ce que je viens de vous dire. Le prince de Bismarck gouverne bien plus que l'Empereur, qui est vieux. C'est lui — je dirai presque lui seul — qui exerce l'influence régulatrice sur la politique allemande; c'est donc lui qu'il faut ménager. Encore une fois, le jour où vous reconnaîtrez que le maintien de ma présence à Berlin compromet sérieusement les rapports de la France avec l'Allemagne, vous me le direz, j'y compte, et je me retirerai. »

Depuis longtemps déjà et malgré les plaintes que M. de Hohenlohe avait été chargé plusieurs fois de lui transmettre, le duc Decazes maintenait M. de Gontaut à son poste. Il reconnaissait trop ses services et les dons naturels de tact et de mesure qui faisaient de lui un précieux auxiliaire dans toutes les situations délicates, pour l'abandonner aisément aux rancunes du Chancelier. « J'ai à la fois, répondait-il à la lettre qui précède, trop de respect et d'affection pour vous pour n'avoir pas pris dès longtemps vis-à-vis de moi-même l'engagement que vous me demandez. Je le tiendrai loyalement; mais loyalement aussi je vous dis aujourd'hui : « Nous n'en sommes pas là. »

Il était toutefois facile de prévoir que du jour où les événements de notre politique intérieure auraient amené la retraite du duc Decazes, M. de Gontaut serait lui-même contraint d'abandonner son poste. « J'ai vu en passant par Paris, disait à quelqu'un Lord Odo Russell au mois d'août 1877, le correspondant du *Times* en cette ville. M. le duc Decazes lui aurait assuré qu'il tenait beaucoup au maintien de Gontaut à son poste, et qu'il préférait avoir à Berlin un ambassadeur bien en cour plutôt qu'un personnage agréable au prince de Bismarck qui ne voit pas le corps diplo-

matique. » Mais Lord Odo Russell n'avait pas caché qu'à son avis le sort de son collègue de France dépendait des élections.

Ce n'était pas seulement, en effet, contre le chancelier d'Allemagne que le duc Decazes avait eu à défendre M. de Gontaut. Depuis un certain temps déjà, celui-ci était attaqué par une partie de la presse républicaine. Ces attaques avaient même été portées à la tribune de la Chambre, où le ministre les avait énergiquement réfutées. Aussi, lorsqu'au mois de décembre 1877, après avoir vainement essayé de prolonger la lutte, le Maréchal fut amené à prendre un ministère dans les rangs de la majorité, le rappel de M. de Gontaut se trouva-t-il résolu.

Il prévoyait bien que le nouveau cabinet ne voudrait pas le maintenir à Berlin. On l'en prévenait d'ailleurs de Paris et on l'avertissait que sa révocation était imminente. La plupart de ses amis le pressaient de la devancer en donnant sa démission. Devant cette alternative, révocation ou démission, M. de Gontaut hésita quelque temps. « Il me semblait, a-t-il écrit , que donner spontanément ma démission, c'était justifier les attaques et les dénonciations de la presse allemande aussi bien que des journaux de la gauche en France; c'était en quelque sorte avouer que j'étais un « réactionnaire » et un « clérical », pour me servir de leurs expressions. Attendre à mon poste ma révocation voulait dire, suivant moi, que je n'avais aucun reproche à me faire, que je n'en méritais aucun, et pas autre chose; car il ne viendra à la pensée d'aucun homme sérieux que l'on reste par plaisir au poste de Berlin. L'ambition, si on en pouvait supposer, serait à coup sûr satisfaite pour qui a pu s'y maintenir six ans. Pour ma part, je jugeais mon ambition si bien satisfaite et j'estimais si peu le plaisir de rester à Berlin que, plus d'une fois, j'avais déclaré au Maréchal et au duc Decazes que le jour où je pourrais devenir à leurs yeux un embarras sérieux pour le gouvernement, je les priais de me le

dire et de me permettre de me retirer. Il y a trois semaines encore, je priai instamment le Maréchal et M. de Banneville (1) de me relever de mes fonctions, et ce ne fut que sur leurs instances, je dirai presque sur les injonctions du Maréchal, que je me décidai à repartir pour Berlin.

« Je penchais donc pour la révocation plus que pour la démission..: »

Néanmoins, ébranlé par les conseils que lui adressaient ses amis, M. de Gontaut se décidait à envoyer à Paris un de ses fils, porteur d'une lettre de démission. Il le chargeait en même temps de prendre conseil sur l'usage qu'il en devrait faire. Ce dernier, à peine débarqué du train, se rendit compte qu'il ne lui restait plus qu'à remettre la lettre au ministre. Depuis deux jours, en effet, le Maréchal demandait, à plusieurs reprises, si M. de Gontaut n'avait pas encore donné sa démission, ajoutant qu'il allait être obligé de signer sous peu la nomination de M. de Saint-Vallier et que cela le contrariait de prendre les devants. Aussi, lorsque M. Bernard de Gontaut, une heure après son arrivée, se rendit à l'Elysée pour annoncer au Président qu'il apportait la démission de son père, celui-ci parut-il soulagé d'un grand poids. « Je suis bien aise, dit-il, que votre père ait pris cette initiative. Oui, on a cru devoir exiger cette démission. Il n'y a pas eu moyen de faire autrement. Enfin!.. Du reste, il avait été convenu que le décret nommant son successeur porterait ces mots : M. de Gontaut dont la démission a été acceptée... »

En sortant de l'Elysée, M. Bernard de Gontaut se présenta au ministère des affaires étrangères, où il remit au chef de cabinet de M. Waddington la lettre de démission. Dans l'entretien, qui fut court, il ne fut pas un instant question de M. de Gontaut (2). Le ministre se borna à accuser réception

(1) Ministre des affaires étrangères dans le cabinet d'attente que présida le général de Rochebouët et qui ne vécut que quelques jours.

(2) Tous ces détails sont empruntés à une relation écrite par M. Bernard de Gontaut au lendemain même de sa mission à Paris.

à l'ambassadeur de sa lettre, par une simple dépêche télégraphique non signée, ajoutant ces seuls mots aussi courtois qu'insignifiants : « J'aurais voulu qu'il fût possible au gouvernement de ne pas donner suite à votre demande, et je vous prie d'être assuré du regret que me cause une décision dictée par des nécessités politiques. »

« Pas un mot de plus, a écrit M. le duc de Broglie, pas un souvenir donné à six années d'un service patriotique accepté dans les circonstances les plus douloureuses et traversé par tant d'épreuves dont n'avait souffert un jour ni l'honneur ni l'intérêt national (1). »

« Il faut, disait avec raison M. de Gontaut, distinguer dans cet incident la forme et le fond. Ma démission n'est que la forme; le fond, c'est une révocation. Le nouveau ministère n'a pas osé, ou plutôt a trouvé l'occasion bonne pour ne pas résister à une nouvelle demande adressée par le prince de Bismarck de m'éloigner de mon poste (2). »

C'est ce que reconnaissait implicitement le successeur de M. de Gontaut à Berlin, le comte de Saint-Vallier. Le cléricalisme de M. de Gontaut, non plus que ses opinions politiques, n'étaient pour rien, affirmait-il, dans son rappel. « Mais M. de Gontaut est si mal avec Bismarck, qu'il est impossible de le maintenir à son poste. Il y a deux ans qu'il n'a pas vu le Chancelier. Nous tenons à être bien avec Bismarck (3). »

(1) « Serai-je taxé de vanité, écrivait M. de Gontaut, en avançant que du moins j'étais en droit de compter sur une lettre du ministre en réponse à l'offre de ma démission, qui voulût bien reconnaître au moins que j'avais subi, non sans patriotisme et sans quelque courage, les épreuves d'une mission bien délicate, bien difficile, acceptée uniquement sur les instances réitérées de M. Thiers? »

(2) Le Maréchal lui-même avait fait à quelqu'un la confidence de cette nouvelle et dernière démarche du Chancelier contre M. de Gontaut.

(3) Conversation de M. de Saint-Vallier à Paris avec M. Tiby, reproduite dans la relation de M. Bernard de Gontaut. L'affirmation

L'émotion causée à Berlin par la nouvelle de son départ offrait à M. de Gontaut un contraste pénible avec la sèche indifférence que lui témoignait son gouvernement. Ses collègues du corps diplomatique furent unanimes dans l'expression de leurs regrets les plus sincères et les plus affectueux. Quant à la famille impériale, elle tint à multiplier les marques d'estime et de sympathie. Celles-ci ne sauraient être mieux dépeintes que dans les notes où M. de Gontaut a conservé sous une forme très simple, mais vivante et parfois presque dramatique, le récit des derniers jours de sa mission. On y verra ses impressions au moment de quitter son poste pour toujours et la tristesse de toutes les personnes qui, habituées depuis six ans à son commerce si délicat, si loyal, se résignaient difficilement à la pensée d'en être désormais privés.

« *Vendredi soir* 21 *décembre* 1877. — Ce matin le comte Perponcher, maréchal de la cour, est venu me voir pour m'inviter ainsi que mes enfants, de la part de Leurs Majestés l'Empereur et l'Impératrice, à venir prendre le thé à la cour à neuf heures et demie. Leurs Majestés avaient connu le bruit de ma démission et elles voulaient bien témoigner le désir de me voir. J'y suis allé. La réunion était tout à fait un des petits comités de la cour. J'y ai trouvé la princesse Biron, le comte et la comtesse H. de Redern, le baron de Schleinitz, ministre de la maison du Roi, le prince de Salm-Dyck, grand maréchal, le général de Brandenburg, la dame du palais comtesse Oriola, la comtesse Dohna, mes deux filles et gendres, le comte et la comtesse de Talleyrand, le comte et la comtesse de Liedekerke, M. de Mohl, secrétaire de la Reine, le comte Guillaume de Pourtalès, etc.

« Lorsque Leurs Majestés entrèrent dans le petit salon où nous étions réunis, l'Empereur, après avoir dit quelques

que le Chancelier n'avait pas vu l'ambassadeur depuis deux ans était inexacte.

mots aux dames, s'approcha de moi, puis il me dit, d'un ton assez bas et triste : « Quelle nouvelle j'ai apprise! « Vous nous quittez! J'en suis bien affligé! » et il finit par ces mots : « C'est à vous que nous devons la reprise et la con- « tinuation des bonnes relations entre nous et la France. « C'est à vous que nous le devons, à vous! » Et en me disant ces mots, ses yeux devinrent humides, et il me serra la main avec force et émotion. Je l'avoue, l'émotion me gagna aussi, et je ne pus répondre qu'en m'inclinant et en pressant fortement la main de l'Empereur. A ce moment, on prenait place autour des tables et l'Empereur s'éloigna. La princesse Biron avait vu cette petite scène entre l'Empereur et moi et les larmes lui vinrent aux yeux.

« Après le souper, l'Empereur se rapprocha de moi. Je lui exprimai alors ma reconnaissance pour les paroles qu'il avait bien voulu me dire, paroles que je n'oublierai jamais. L'Empereur reprit : « Je vous les ai dites avec la sincérité « que vous me connaissez, et je vous les répéterai. Etonné « de ce rappel, j'ai voulu en savoir la cause, et j'ai fait « écrire au prince Hohenlohe qui m'a répondu que des mi- « nistres avaient demandé votre rappel. »

« Le bon souverain ne paraissait pas se douter du vrai motif de mon remplacement. Si les ministres avaient désiré ma retraite, c'était que le prince de Bismarck la sollicitait depuis près de deux ans et qu'il en avait renouvelé la demande récemment, à ce que m'a rapporté Bernard ce soir même, à son débotté de Paris, et que, voulant dès le commencement s'attirer les bonnes grâces du puissant Chancelier, ils n'avaient pas osé ne point agréer ses désirs. L'Empereur n'a pas eu l'air de le savoir et, dans tout le reste de sa conversation, il a attribué ma retraite seulement aux changements qui venaient de s'accomplir en France, changements dont il me parla avec gravité et inquiétude. Il plaint profondément le Maréchal, qu'il aime et estime extrêmement, — ce sont ses paroles — et il redoute la pente dans laquelle glisse

la France. Je lui dis que, du reste, le ministère renfermait des hommes honnêtes, sages, modérés. Il me laissa à peine achever et me dit avec avec une sorte d'amertume : « C'est possible, mais que peuvent-ils? Ils seront entraînés eux aussi ». Il faut qu'il ait des inquiétudes dont la réalisation pourrait à ses yeux être prochaine, car il me dit avoir refusé au prince Hohenlohe d'aller passer les fêtes de Noël avec sa femme en Bavière, du moins, lui avoir fait entendre qu'il ne s'en souciait pas...

« Sa Majesté l'Impératrice m'a témoigné aussi des regrets et une sensibilité dont je ne pouvais pas ne pas être ému ».

« *Berlin*, 29 *décembre* 1877. — Je reçois de beaucoup de côtés des témoignages aimables d'intérêt et de regret de mon départ de Berlin. Madame la princesse impériale a bien voulu me faire dire par Lady Odo Russell d'abord, puis par Mlle de Perpigna, gouvernante de ses enfants, qu'elle voudrait me voir avant mon départ et m'exprimer ses regrets. Hier, la grande maîtresse de l'Impératrice m'a fait prier par son mari, le comte Perponcher, de venir le soir chez elle, l'Empereur et l'Impératrice devant s'y trouver. J'y suis allé avec ma fille Liedekerke et son mari et mon fils. L'Impératrice, charmante comme d'habitude, m'a déclaré qu'elle voulait me voir un peu longuement après la remise de mes lettres de rappel. L'Empereur, au souper, a eu la bonté de boire à ma santé. Puis quand il s'est levé, il m'a demandé quel jour je lui remettrais mes lettres de rappel. Je lui ai répondu que je serais à ses ordres. Il a consulté M. de Bülow et nous sommes à peu près convenus que ce serait dimanche. Il a bien voulu me dire ensuite, en me pressant fortement la main, qu'il tenait à me répéter tous ses regrets. « Vous savez, a-t-il ajouté, combien je suis « chagriné de votre départ. Je le suis à tous les points de « vue. » Et il a répété deux fois cette même phrase avec un accent de tristesse et de bonté qui m'a profondément touché. »

« *Berlin, dimanche* 30 *décembre* 1877. — Remise de mes lettres de rappel à l'empereur d'Allemagne.

« Dimanche était le jour fixé pour la remise des lettres qui devaient mettre fin à ma mission près de Sa Majesté l'empereur d'Allemagne. A une heure un quart, le chambellan d'Usedom arrivait à l'ambassade et, quelques minutes après, nous montions dans la voiture de gala envoyée par la cour et précédée d'un piqueur en grande tenue.

« Une heure auparavant, je reçus une grosse lettre de M. de Bülow me faisant connaître que l'Empereur m'envoyait le grand cordon de son ordre de l'Aigle noir; les croix et les cordons accompagnaient la lettre. Ce ne fut pas sans quelque étonnement que je reçus la faveur que me faisait Sa Majesté. Le bruit courait depuis deux jours que l'Empereur avait l'intention de me conférer l'ordre de l'Aigle noir, mais que le prince de Bismarck s'y opposait avec la passion qu'il met en toutes choses, surtout lorsqu'il s'agit de la haine qu'il a vouée à ses ennemis ou à ceux qu'il considère comme tels. En pareil cas, le ministre fait céder bien souvent le souverain. Il n'en a pas été ainsi cette fois, il paraît. Je serais d'autant plus touché de la faveur de l'Empereur, qu'il aurait plus lutté lui-même pour l'accorder. Je fis arranger en toute hâte le cordon afin de le porter à la cérémonie qui allait suivre.

« A une heure et demie, j'arrivais au Palais. Les sentinelles me présentèrent les armes. Un aide de camp de l'Empereur, M. de Winterfeld, je crois, et le maréchal de la cour, le comte Perponcher, m'attendaient au bas de l'escalier; en haut, le grand-maître des cérémonies, le comte Stillfried, le vice-grand-maître M. de Rœder, un autre aide de camp; et, dans le salon où je fus introduit d'abord, se trouvaient le reste de la maison militaire de l'Empereur et le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, M. de Bülow. Je ne fis que le traverser et j'allai attendre dans le salon suivant que l'Empereur fût prêt à me rece-

voir. Je me rappelais, en montant l'escalier, les impressions pénibles que je ressentais, six ans auparavant, en le gravissant pour aller remettre mes lettres de créance. Je me rappelai avoir à cet instant recommandé ma mission à Dieu; je lui offris encore ma retraite.

« Deux ou trois minutes se passèrent et le grand-maître des cérémonies vint me prévenir que Sa Majesté l'Empereur m'attendait. J'entrai, suivi du grand-maître et de M. de Bülow. L'Empereur, au bout de la grande salle où j'avais dîné bien des fois, me rendit le salut que je lui avais fait sur le seuil de la porte, puis avança au-devant de moi jusqu'à la moitié de la pièce à peu près. Il était revêtu de l'uniforme du 1er régiment de uhlans de la garde et portait en sautoir le grand cordon de la Légion d'honneur avec la plaque sur la poitrine. Nous étions émus l'un et l'autre en nous approchant, ce qui fit que je restai quelques instants sans pouvoir parler. Enfin je lui dis, sur le ton de la conversation plus que dans la forme d'un discours, que six ans auparavant, presque jour pour jour, je lui avais présenté mes lettres de créance et j'avais réclamé ses bontés en vue de faciliter la mission délicate que j'avais acceptée. J'éprouvais la plus profonde reconnaissance en lui disant qu'il avait entendu mon appel et qu'il n'avait cessé de me donner les marques de sa bonté. Je m'étais proposé de lui dire, en même temps, que je ne l'avais pas trompé en lui disant alors que mon pays avait le ferme désir de conserver la paix. Mais je n'oserais répondre, étant fort ému, que j'aie dit ces dernières paroles. Ce dont je suis sûr, c'est que je lui dis que le maréchal de Mac-Mahon m'avait chargé de lui renouveler tous ses sentiments de haute estime pour sa personne.

« L'Empereur, fort ému lui-même, me répondit à peu près en ces termes :

« Le prédécesseur de M. le président actuel de la Répu-
« plique a été bien inspiré en vous choisissant pour renouer
« les relations entre les deux pays séparés pour un temps par

« des événements bien graves. Vous avez pleinement réussi « dans cette œuvre, et je tiens à vous le dire *officiellement*. En « vous envoyant l'ordre de l'Aigle noir, j'ai voulu vous « donner la meilleure preuve de la satisfaction que j'en res- « sentais. Nos relations sont rétablies sur un pied tel qu'elles « continueront ainsi, je l'espère, l'ambassade de France « ayant un autre titulaire que vous. Je vous regrette beau- « coup. Je conserverai de vous le meilleur souvenir et vous « ne m'oublierez pas, j'espère. Je vous reverrai toujours « avec le plus grand plaisir. Vous avez d'ailleurs dans ce pays « un aimant qui vous y attirera encore. »

« L'Empereur me parla encore du Maréchal, du cas qu'il avait toujours fait de lui, du souvenir qu'il ne pouvait oublier de l'ambassade extraordinaire qu'il avait acceptée à l'occasion de son couronnement, des talents militaires qu'il avait toujours déployés. Ensuite il dit un mot *des malheurs* qu'il avait éprouvés depuis. Voulait-il parler de la capitulation de Sedan ou de celle que venait de signer le Maréchal en prenant le ministère du 14 décembre? Je crois que l'allusion concernait plutôt la première. Enfin il fut plein de grâce, de bonté, d'émotion, et moi-même je partageai tellement ce dernier sentiment que ce fut en rentrant dans le premier salon, après avoir pris congé de l'Empereur, que je m'aperçus seulement que j'avais oublié de remettre à Sa Majesté mes lettres de rappel et que je les tenais encore serrées dans ma main gauche. Je les donnai à M. de Bülow qui s'est chargé de les donner à l'Empereur.

« Je fus ensuite introduit par un chambellan chez l'Impératrice qui me reçut entourée de toutes ses dames, la grande maîtresse comtesse de Perponcher, la comtesse A. Hacke, la comtesse Oriola, la comtesse Dohna, et une autre que je n'ai pas bien reconnue...

« Je repris le chemin de l'ambassade dans le même cérémonial. Je reçus dans les rues un assez grand nombre de saluts. A deux heures un quart j'étais revenu.

« Une heure après, j'étais chez M. de Bülow. Je tenais à prendre congé de lui et à deux choses encore. Je lui demandai s'il avait entendu les paroles que l'Empereur avait bien voulu m'adresser. Il me répondit affirmativement. Tirant alors un papier de ma poche, je lui dis que je les avais consignées rapidement sur ce papier et que, désirant ne reproduire que ce que Sa Majesté avait dit exactement, je le priais de me permettre de les lui lire. Le diplomate allemand se retrouva alors; il dit, avec une nuance d'embarras, que pourtant il n'avait pas tout saisi. « N'importe, « lui dis-je, permettez-moi de vous les lire. » C'est ce que je fis, c'est-à-dire que je lui lus ce que j'ai reproduit plus haut, depuis le commencement jusqu'au point où l'Empereur dit : Je vous regrette beaucoup. Je ne crois pas lui avoir lu l'autre paragraphe. Je n'en avais pas besoin. C'était moins officiel que ce qui précédait; j'en étais sûr d'ailleurs. M. de Bülow, après avoir entendu ma lecture, me répondit que, s'il n'avait pas saisi à l'audience toutes les paroles mêmes de l'Empereur, du moins, il pouvait affirmer que ce que je venais de lui lire en devait être le sens exact; car c'était tout à fait ainsi que Sa Majesté s'était exprimée plusieurs fois déjà avec lui-même sur mon compte. J'attache beaucoup de prix à cette déclaration de M. de Bülow.

« La deuxième chose pour laquelle je tenais à voir M. de Bülow est celle-ci : « Je regrette fort, lui dis-je, l'absence du « prince de Bismarck en ce moment de Berlin. J'aurais « désiré prendre congé de lui. J'aurais tenu encore à m'expli- « quer avec lui sur certains points qui ont nui à nos rap- « ports mutuels. Je savais que le Chancelier concevait cer- « tains ombrages de mon attitude à Berlin; j'ai su qu'ils « avaient fait l'objet de ses plaintes à Paris. Tant que j'étais « ambassadeur, je n'ai rien dit : toute explication de ma « part eût pu être prise pour une justification, et je n'avais « pas à en faire. Aujourd'hui, je ne suis plus homme poli- « tique; je ne puis plus être suspect de soutenir tel ou tel

« intérêt particulier. Je puis donc dire ce que je ne voulais « pas dire antérieurement. Eh bien, je désire que le prince « de Bismarck sache que ses ombrages n'ont pas eu le « moindre fondement, que les renseignements sur lesquels il « s'est appuyé, probablement, pour se faire une opinion sur « tel ou tel point étaient absolument inexacts. J'aurais re- « gardé comme indigne de moi d'avoir en quelque sorte deux « lignes de conduite parallèles ici, l'une officielle et l'autre « consistant à nouer des intrigues avec telle ou telle per- « sonne, avec tel cercle politique hostile au Chancelier. Cela « ne pouvait me convenir, cela n'a pas été, et je tiens, avant « de partir, à le déclarer. Je vous serais reconnaissant, mon- « sieur le Ministre, de vouloir bien rapporter au prince de « Bismarck ces paroles. » M. de Bülow, un peu embarrassé, garda le silence pendant que je parlais; puis il me promit de faire la commission que je réclamais de lui.

« Je ne sais si on me blâmera, si on me comprendra. Je ne voulais pas me justifier devant le prince de Bismarck, auteur de ma disgrâce. Je ne l'ai pas voulu quand j'étais ambassadeur; je n'y consentirais pas davantage quand je ne le suis plus. Mais dans cette dernière situation, je pouvais sans déroger à ma dignité, sans me soumettre, aller moi-même au-devant d'explications. Ambassadeur, j'aurais rougi de donner au Chancelier ces explications, parce que j'aurais eu l'air, ou de m'excuser ou de lui chercher querelle, ou bien de chercher à détourner le coup qui me menaçait; car je n'ignorais pas que ce conflit entre lui et moi devait aboutir contre moi; mais tombé, ne pouvant pas et ne voulant pas revenir sur ma démission, devenu parfaitement libre, je voulais que le prince de Bismarck sût bien que je n'ignorais rien de ses accusations, que je ne les avais jamais ignorées, que j'en avais toujours fait le cas qu'elles méritaient, mais qu'au moment de partir et lorsque ma carrière était terminée, je pouvais déclarer hautement, sans être accusé ou de mauvaise tête ou de bassesse, que ces

accusations, je ne les avais jamais justifiées. Il me croira ou ne me croira pas, peu m'importe. Mais ce qu'il ne pourra pas dire aujourd'hui, c'est que, si je me suis tu, c'est que je reconnaissais la justesse de ses accusations.

« 3 *janvier* 1878. — J'ai été invité à dîner chez le prince et la princesse impériale jeudi 3 janvier. Ils m'avaient réuni au prince et à la princesse Antoine Radziwill, au baron et à la baronne de Schleinitz, au général de Loë et à l'ambassadeur et à l'ambassadrice d'Angleterre. Je ne pourrai jamais être assez touché des paroles aimables, attristées et flatteuses que l'un et l'autre ont bien voulu m'adresser. A dîner, la princesse royale, en me parlant de ses regrets de mon départ, a bien voulu me dire qu'elle me considérait comme un ami qu'elle n'oublierait pas. Le prince, venant au général de Loë avec qui je causais après dîner, lui dit : « Nous ne pourrons jamais trop vanter le tact et l'habileté « avec lesquels M. de Gontaut a rempli la mission si délicate « et si difficile dont il s'est chargé à Berlin; nous le regret- « tons, etc., etc. » Puis la princesse me dit qu'elle avait chargé Mlle de Perpigna de me remettre un album où elle avait encadré sa photographie, celles de son mari et de ses enfants, avec les signatures de chacun écrites en français, plus les vues de son palais à Berlin, du Neue Palais à Potsdam, du Schloss de Babelsberg. Il y avait une grande délicatesse à elle d'ajouter à ces photographies celle du séjour d'été de l'Empereur et de l'Impératrice pour lesquels elle connaît bien ma reconnaissance. Enfin elle avait écrit, comme en-tête de l'album, quelques lignes dont je ne pris connaissance qu'en rentrant chez moi. Ces lignes me touchèrent profondément. Elles exprimaient l'espoir que je n'oublierais pas le séjour de Berlin et les amis que j'y laissais, et elles étaient signées tout au long par le prince impérial et par la princesse.

« *Vendredi 4 janvier* 1878. — L'Empereur et l'Impératrice. — Enfin l'Impératrice s'étant enquise du jour de mon

départ, qui était fixé au samedi 5, voulut bien m'inviter au thé intime de son petit cabinet, surnommé la bonbonnière...

« A neuf heures et demie, la dame d'honneur, la comtesse Oriola, vint me prendre pour me mener dans le petit salon où étaient déjà réunis un petit nombre d'invités : c'étaient les Schleinitz, les Radziwill, la comtesse de Benckendorff et sa fille et le comte G. de Pourtalès. L'Empereur arriva quelques minutes après l'Impératrice; nous étions en tout douze.

« Je m'assis entre l'Impératrice et Marie Radziwill. Un peu avant onze heures, l'Impératrice se leva, c'était le signal de la retraite. Je lui baisai une dernière fois la main et elle rentra. L'Empereur, avant de partir, me dit encore quelques mots affectueux et gracieux. « Je n'oublierai pas, m'a-t-il dit, votre audience pour la remise de vos lettres « de rappel, votre émotion et la mienne. » (Je crois du moins qu'il a ajouté ce mot qui exprimait la vérité.) — « Sire, lui ré- « pondis-je, j'étais en effet bien ému, si ému que j'oubliai de « remettre à Votre Majesté mes lettres de rappel, but de « mon audience, ce dont je la prie de m'excuser. — Et c'est « justement cela qui m'a tant touché, reprit l'Empereur. » Il me serra une dernière fois la main et je sortis.

« Les personnes invitées avec moi me firent encore d'aimables adieux et nous nous séparâmes. »

« *Samedi* 5 *janvier* 1878. — Aujourd'hui, à trois heures, j'ai quitté Berlin pour tout à fait. J'étais ému en sortant de cette ambassade où j'avais passé six années de ma vie. Tout le personnel de l'ambassade m'attendait à la gare : M. Tiby, premier secrétaire, le comte d'Aunay, deuxième secrétaire, le commandant de Sesmaisons et le commandant de Serres, attachés militaires, MM. Horric de Beaucaire, Duplessis, de Montalivet et Deschamps, attachés d'ambassade, M. Champy, chancelier et M. de Jouffroy, commis de chancellerie. La veille, j'avais donné à dîner à

ces messieurs. Tiby, se faisant l'interprète de tous ses camarades, porta ma santé en l'accompagnant de paroles de regrets, de respect, d'attachement, qui m'allèrent au cœur et auxquelles je répondis en exprimant les sentiments qui le remplissaient aussi. Nos adieux à la gare furent semblables à ceux de la veille. A trois heures, la locomotive entraînait le train hors de Berlin. J'avais terminé ma mission. »

APPENDICE

APPENDICE [1]

L'ALLEMAGNE ET LA GUERRE

Berlin, 13 janvier 1874.

Le comte de Redern est venu me voir dimanche. Nous avons causé librement, comme à l'ordinaire, de toutes choses.

. . . .

Le comte de Redern m'a ramené, comme il l'a fait bien des fois déjà, sur *nos armements* et sur nos intentions de reprendre la guerre. Je n'ai pas eu de peine à lui répondre et à lui prouver l'inanité de craintes pareilles, et je lui ai dit, comme à M. de Bülow quelques jours auparavant, que si des préoccupations de ce genre existaient, c'était l'Allemagne et non pas la France qui y donnait lieu. Le ton de la presse ici est plus violent que le nôtre; les susceptibilités du gouvernement allemand se manifestent trop souvent; on peut le dire, en particulier, à l'occasion des mandements de quelques-uns de nos évêques, qui ont parlé en catholiques et à aucun autre titre. Il y a eu des violences très blâmables, très regrettables, dans le mandement de M. l'évêque de Nîmes; mais le gouvernement français s'en est ému le premier et la circulaire envoyée aux évêques est destinée à leur servir d'avertissement. Je suis persuadé qu'ils en

(1) Tous les documents réunis dans cet appendice, sauf un extrait de lettre du duc Decazes, sont des notes au jour le jour de M. de Gontaut.

accepteront en général l'esprit. On m'a dit que l'Empereur en avait été ému, et j'espère que maintenant il est rassuré.

Le comte de Redern me dit qu'il ne pensait pas que l'Empereur eût été fort préoccupé de ces mandements, car il s'en serait ouvert à des personnes investies de sa confiance, et il ne l'a pas fait.

« Quant à la guerre, je peux vous *certifier*, m'a-t-il dit, qu'elle est à mille lieues des pensées de l'Empereur, qu'il est absolument opposé à un désir de ce genre. Souhaitons pour lui qu'elle ne se déclare pas ; car il voudrait prendre le commandement de l'armée et, dans l'état de santé où il est, il ne tarderait pas à succomber aux fatigues de ce rôle. Moltke me disait, il y a peu de jours : « Si les Français veulent faire la guerre, qu'ils se « dépêchent, car je commence à devenir bien vieux ! » Sans doute, il serait bien peu raisonnable à vous de vouloir la guerre, mais nous ne devons pas non plus la désirer. Il y a bien d'autres soucis pour tous les gouvernements aujourd'hui : c'est le progrès des idées révolutionnaires qui envahit tous les pays, l'Allemagne comme les autres. Ce que les gouvernements ont à faire, c'est de s'entendre pour réprimer cet ennemi-là, et leur tâche sera bien assez grande. »

J'entrai dans ces idées et nous les développâmes à l'envi l'un de l'autre.

BISMARCK ET LE COMTE D'ARNIM

Note pour moi seul.

Berlin, 13-14 janvier 1874.

Après notre conversation sur les mandements des évêques, le prince de Bismarck m'a dit : « Permettez-moi de vous parler, très confidentiellement et entre nous seuls, d'un autre point. Puis-je vous demander si vous avez entendu, chez vous, faire des plaintes contre Arnim?

— Non; je crois même pouvoir dire que le duc de Broglie se

loue de lui; et Arnim m'a dit, le jour où le duc de Broglie a quitté les affaires étrangères, qu'il le regrettait parce qu'il lui avait trouvé toujours l'esprit conciliant et qu'il avait été satisfait de ses relations avec lui. Je suis parti de Paris avant l'installation du duc Decazes au ministère; mais je sais qu'il a vu, presque de suite après, le comte Arnim et qu'il a été content de sa conversation avec lui. M. Thiers, dans le temps, m'avait dit la même chose.

— Arnim a des qualités, a repris Bismarck, mais il est inégal. S'il avait pris, dès le commencement, avec plus d'insistance, le mandement de l'évêque de Nancy, conformément aux instructions que je lui avais données, les choses n'en seraient pas arrivées au point où elles sont. Son caractère n'est pas agréable.

— Je sais, dis-je, qu'on lui a reproché d'être un peu susceptible.

— C'est très vrai; il aurait pu, avec plus de liant, tirer bon parti de la situation très délicate et très difficile qu'on lui a faite, il faut l'avouer, dans la société française. Veuillez encore me répondre à ceci : Si M. d'Arnim quittait l'ambassade de Paris, auriez-vous une prédilection pour un remplaçant? On pourrait vous donner Reuss, mais l'empereur de Russie a mis l'embargo sur lui, et c'est difficile de le lui ôter. Mais nous avons encore le général Schweinitz... Il y aurait encore un général qui malheureusement a fait la guerre en France, mais dont, je crois, vous vous êtes généralement loués : Manteuffel. Qu'en dites-vous? Peut-être son titre de général serait-il une objection?

— C'est à craindre, lui ai-je dit. Et, cependant, il est très vrai que, pendant l'occupation, nous n'avons eu qu'à nous louer de l'esprit bienveillant et conciliant du général Manteuffel. »

Je n'ai pas voulu, en effet, laisser tomber l'objection que le Chancelier mettait lui-même en avant, car je craignais que le Président ne le vît pas arriver de bon œil. Je repris :

« L'année dernière, le bruit s'était répandu à Berlin que le comte Arnim quittait Paris, et j'ai entendu, à cette époque, mettre beaucoup de noms en avant, celui du comte Eulenbourg, entre autres; je crois qu'il serait bien accueilli à Paris. »

... Le prince de Bismarck convint que c'était un homme d'esprit qui pourrait bien remplir cette position. « Il en a été question déjà sous l'empereur Napoléon III, me dit-il, mais le Roi ne voulut pas le nommer. »

Je demandai au prince s'il désirait que cet échange restât absolument entre nous deux ou s'il m'autorisait à en écrire au ministre des affaires étrangères. Il me pria de le garder encore pour moi seul, parce que si je l'envoie à Versailles on pourrait faire courir le bruit du départ du comte Arnim, ce qui n'était nullement décidé. Je le lui promis et nous convînmes que, si cette mesure était prise, nous recauserions à ce sujet.

INQUIÉTUDES D'UN DIPLOMATE EN 1875

Berlin, 22 avril 1875.

Le compte Chreptowitch dînait chez moi ce soir. Nous nous sommes rapprochés après dîner et nous avons échangé quelques mots sur la politique. Sa réserve habituelle m'est trop connue pour que je n'aie pas compris qu'en me parlant, il obéissait à des conseils qu'on lui aura donnés à Pétersbourg. Comme nous parlions de villégiature et que je lui ai exprimé le désir de n'être pas établi trop loin de Berlin, il m'a dit, d'un ton significatif : « Non, ne vous éloignez pas trop; croyez-moi »; et il m'a fait entendre que, d'après ce qu'il avait vu ces deux jours-ci, il convenait à la France d'être très prudente et sur ses gardes. Au reste, il m'a déclaré son désir, pendant les quelques semaines qu'il allait passer à Paris, de voir le Maréchal et le duc Decazes et il m'a prié de le faire précéder d'une lettre pour le duc Decazes dont il m'a dit grand bien et fait valoir la bonne position qu'il avait acquise en pays étranger.

Je lui ai dit quelques mots de la crise que nous venions de traverser ici et dont nous étions *à peine* sortis. Il est entré dans ma pensée et m'a dit, de son côté, quelques paroles sur le danger que faisait courir le prince de Bismarck à la paix de l'Europe. Tout cela à mots couverts, ou du moins très réservés, presque

craintifs. Il a vu l'Impératrice et c'est d'elle probablement qu'il tient la notion de la situation critique dans laquelle on se trouve actuellement.

Il m'a raconté également une entrevue qu'il avait eue cette année avec l'Empereur (je crois, au mois de décembre, quand il retournait en Russie). Une dépêche télégraphique de l'Impératrice l'avertit qu'elle désirait le voir à son passage. Il se rendit à Babelsberg. L'Impératrice l'y reçut et, à peine entré, la porte s'ouvrit et donna passage à l'Empereur; et l'Impératrice se retira et le laissa seul avec son mari. Celui-ci lui dit avec l'accent du chagrin :

« Je suis désolé de la différence d'avis qui s'est produite entre l'empereur de Russie et moi, à propos de la reconnaissance de Serrano. Il (le prince de Bismarck) m'a tellement menacé de sa retraite, si je ne me décidais à reconnaître Serrano, que je m'y suis décidé. Je l'ai fait à mon corps défendant. Dites-le à l'Empereur, mais suppliez-le de ne pas m'abandonner. »

Le comte Chreptowitch lui répondit quelques mots de regret et lui promit de parler à l'empereur de Russie. Il fit sa commission. Le premier mot de l'empereur Alexandre fut : « Jamais! Jamais je ne reconnaîtrai Serrano. » D'ailleurs, il reçut bien le message de son oncle.

. . . .

FRANCE ET RUSSIE

25 avril 1875.

La comtesse Chreptowitch et la baronne Seebach, sa sœur, sont revenues avec moi sur les relations de la Russie avec la France et sur la mission de Radowitz. L'une et l'autre désirent la paix, sont fières de la prépondérance acquise par l'empereur de Russie et désirent l'alliance de la France avec leur pays. Mme Seebach, étant devenue Allemande par son mariage, est naturellement plus réservée que sa sœur dans les appréciations de ce genre; mais la comtesse Chreptowitch, plus libre, m'a dit

hautement que la Russie avait grand intérêt à la prospérité de la France. C'est alors qu'elle parla de l'objet de la mission de Radowitz et elle me fit très clairement entendre que celui-ci était venu proposer à la Russie de la seconder dans ses projets sur l'Orient, à condition qu'elle laisserait l'Allemagne mener à sa manière la politique de l'Occident. L'empereur de Russie a très nettement refusé.

En causant ensuite de ce qui avait séparé la Russie de la France et de ce qui devait les rapprocher, ces deux dames m'ont dit : « La vraie et la seule cause de l'attitude prise par la Russie, lors de la guerre de 1870, ce n'est pas le souvenir de la Crimée ; loin de là ; c'est l'affaire polonaise de 1863. La Russie, effrayée de cette nouvelle levée de boucliers en Pologne, inquiète de la voir appuyée par la France ou par des influences françaises, préoccupée surtout de cette idée que, dans chaque révolte de la Pologne, il en avait été toujours de même, crut comprendre la nécessité d'augmenter la puissance de l'Allemagne, afin d'avoir, entre la France et la Pologne, un voisin assez fort pour la rassurer complètement. »

Je répondis à ces dames que le remède avait été peut-être plus fort que le mal et qu'en voulant amoindrir la puissance de la France, alliée naturelle de la Russie, celle-ci avait créé à ses portes un voisin bien redoutable et que la France affaiblie ne pourrait plus tenir en échec. Elles le comprennent parfaitement et c'est pour cela qu'elles voudraient réparer en partie la faute de 1870 et redonner à la France les moyens de se refaire.

M. THIERS ET LA CRISE DE 1875 (1)

. . . .

A propos d'Orloff, il faut que je vous raconte au vrai l'histoire de ce que l'empereur Alexandre vous a dit de notre *raccommodement* avec M. Thiers.

(1) Extrait d'une lettre du duc Decazes à M. de Gontaut, datée du 17 mai 1875.

J'avais appris par Orloff et par Bourgoing que M. Thiers parlait en bons termes de notre attitude, mais qu'au moment de l'apparition de l'article du *Times*, il traitait ses appréhensions de billevesées. Il avait vu Hohenlohe, quelques jours auparavant, et celui-ci s'était évidemment appliqué à le rassurer. Ce que sachant, j'ai cru devoir, après avoir consulté le Maréchal, charger Bourgoing de mettre l'ancien président au courant de la conversation de M. de Radowitz et de la réponse que nous y avions faite.

Aussitôt, M. Thiers a déclaré à Orloff que tout ceci était fort grave, que la France entière était dévouée à la paix, que tous les partis la voulaient, à l'exception des bonapartistes, et il l'a prié d'écrire au prince Gortchakoff que cette politique pacifique, que le gouvernement suivait avec persévérance, serait énergiquement appuyée par toute l'opposition de gauche. Il a même ajouté qu'en présence de ces périls extérieurs, il ne serait créé au gouvernement aucune difficulté intérieure. En même temps, M. Thiers tenait à l'ambassadeur de Russie, pour être répété, le meilleur langage sur le Maréchal et même sur nous. Orloff me l'a redit aussitôt, et, comme il me paraissait nécessaire que l'on ne pût à Berlin prétexter de nos divisions pour nous discuter, je l'ai encouragé à ne pas laisser ignorer au prince Gortchakoff ces dispositions du chef de l'opposition, qui témoignent de l'union de tous les Français dans un sentiment d'apaisement et une politique de paix.

Cela fait, à la rentrée de l'Assemblée, M. Thiers nous a abordés, M. de Cissey et moi, nous a dit que nous pouvions compter sur lui et sur ses amis. Nous avons échangé, lui ses impressions, nous nos nouvelles, et, en nous quittant, nous l'avons remercié du concours qu'il nous offrait.

Voilà tout l'incident. M. Thiers, en toute vérité je dois le reconnaître, a été parfaitement bien dans ses conversations avec Bourgoing et dans son entretien avec moi. Depuis, ses amis ou lui cherchent à grossir l'incident pour sa glorification particulière. Cela m'est égal. On fait même courir le bruit que l'empereur Alexandre a manifesté le désir de rencontrer M. Thiers cet été. Cette nouvelle est fausse. Je le tiens d'Orloff lui-même : il m'a dit que l'Empereur n'avait pas exprimé ce

désir et ne l'éprouvait pas, et il a ajouté que si M. Thiers avait conçu la pensée de cette rencontre, il ne lui laisserait aucun doute sur son inopportunité...

BISMARCK ET LES CATHOLIQUES ALLEMANDS

Berlin, dimanche 24 octobre 1875.

Le comte de Redern, dans une promenade très matutinale, m'avait aperçu hier au moment où j'arrivais de Bade. Aujourd'hui, il me fit demander de le recevoir et à une heure il vint chez moi. Bien qu'accoutumé à beaucoup d'amitié et de bonté de sa part, je ne m'attendais pas à autant d'empressement. Il mit bientôt la conversation sur le prince de Bismarck et ses préoccupations politiques. Il commença par nier la réalité des motifs qui, suivant les journaux, auraient empêché le Chancelier d'accompagner l'Empereur en Italie. Les vrais obstacles, suivant lui, seraient, d'une part, la santé du prince, de l'autre, la terreur de la princesse de voir son mari exposé dans ce voyage aux coups d'assassins. Mais il finit par avouer qu'il se joignait peut-être à ces motifs d'autres d'une nature politique, tout en niant que l'un d'eux fût le mécontentement qu'aurait ressenti le prince de Bismarck de ne pouvoir obtenir de l'Empereur qu'il poussât son voyage jusqu'à Rome. Il s'abstint au reste de me dire lesquels.

Mais l'objet principal des préoccupations du comte de Redern et celui dont il tenait, m'a-t-il dit, à m'entretenir, serait un changement qui s'opérerait, depuis quelques mois, dans l'esprit du Chancelier par rapport aux conséquences de sa politique. C'est à cause de ces dispositions qu'il aurait réclamé par deux fois la visite du maréchal de Manteuffel et même celle de M. Wagner, le directeur de la *Gazette de la Croix*, lequel, dit-on, lui en fait une nouvelle dans le moment actuel. Le Chancelier serait devenu inquiet de la résistance prolongée des catholiques, ainsi que de celle des protestants orthodoxes qui, au dire du comte de Redern, serait aussi vive que celle des évêques. Il se sentirait

entraîné plus loin qu'il ne voulait par les chefs du parti national-libéral, dont les exigences croissaient chaque jour. Tout cela le ferait réfléchir profondément. Il ne veut pas quitter le pouvoir, quoi qu'on en ait dit, mais il chercherait les moyens de revenir en arrière et, au besoin, il n'hésiterait pas à sacrifier M. Falk. Le maréchal de Manteuffel, à son retour de Varzin, est venu voir le comte de Redern et s'est franchement ouvert avec lui de tout ce qu'il avait entendu.

« L'Empereur, ajouta le comte de Redern, a malheureusement subi plusieurs fois l'entraînement de son premier ministre et accepté des mesures qu'au fond il désapprouvait; mais, en réalité, il est religieux, il est conservateur et il est tourmenté de la marche des événements en Allemagne. »

Puis, après avoir renouvelé les compliments que sa bienveillance accoutumée lui suggère en général pour moi, après m'avoir dit que l'affection et l'estime que me portaient l'Empereur et l'Impératrice et qui étaient basées en grande partie sur mes sentiments religieux, allaient jusqu'à pouvoir s'appeler une réelle amitié, il me dit, à ma grande surprise : « Votre situation ici est de telle nature que vous pouvez exercer une heureuse influence même sur nos affaires intérieures. Le prince de Bismarck viendra peut-être à Berlin pour l'ouverture du Reichstag: si ce n'est à ce moment, du moins il reviendra un peu plus tôt ou un peu plus tard. Vous le verrez certainement. Dans ce cas, ne négligez pas de lui dire quelques mots sur toutes ces choses. Cela peut produire un bon effet. »

Le comte continua encore sur ce ton. Il était plus animé que je ne l'avais vu jusqu'à présent. On sentait en lui le conservateur dévoué aux intérêts de son pays, retrouvant des espérances qu'à en juger par ses entretiens précédents il avait à peu près perdues, effrayé des horizons révolutionnaires qui ne s'ouvraient qu'avec trop d'évidence, et il me dit : « Je blâme les exagérations des ultramontains; mais, en définitive, les socialistes sont bien autrement à craindre. C'est là qu'est le vrai danger et c'est celui-là seulement dont il faut aujourd'hui se garer. C'est là que nous entraînent les libéraux. »

Je répondis au comte de Redern que depuis longtemps j'étais si convaincu qu'au-dessus des divisions internationales, il y avait

la lutte bien autrement importante des conservateurs et des révolutionnaires, que dans aucun pays, — eût-il été l'adversaire du mien — je ne pouvais voir de sang-froid les progrès du radicalisme. J'accueillais donc avec une satisfaction réelle tout ce qui était de nature à me faire entrevoir l'apaisement des luttes portées si malheureusement sur le terrain religieux. Mais je m'étais toujours imposé, depuis que j'étais à Berlin, une réserve extrême sous le rapport des affaires intérieures du pays; je n'avais fait connaissance avec aucun des chefs du parti catholique; je m'étais toujours abstenu, hors du cercle le plus intime, de juger ce qui se passait; que notamment jamais je n'avais abordé ce sujet avec le Chancelier, excepté lorsqu'il s'était agi des intérêts communs avec la France; que je ne pensais donc pas que l'occasion se présentât pour moi d'en toucher ne fût-ce que quelques mots, lorsque je le verrais, ce qui ne m'empêcherait pas de répondre, au cas où il prendrait l'initiative.

« Je ne puis que vous approuver, me répondit le comte de Redern. Je sais que telle a été votre attitude. Mais quelque bonne qu'elle soit, quelque raisonnable qu'elle ait été, il arrive un jour où il est bon de sortir de cette réserve et d'avoir un peu de hardiesse. »

M. THIERS ET LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON

Paris, vendredi 12 novembre 1875.

J'ai été aujourd'hui féliciter le Maréchal du succès remporté hier par les conservateurs en faveur du scrutin d'arrondissement, succès qui a consolidé le ministère et délivré l'excellent et consciencieux Président de l'immense souci de constituer un nouveau ministère. J'étais à peine sorti de chez lui qu'il me rappela; je rentrai dans son salon :

« J'ai voulu, me dit-il, vous mettre au courant d'une conversation que j'ai eue hier soir avec le prince Hohenlohe. On ne savait pas encore le résultat du scrutin lorsqu'il arriva. Il me parla tout naturellement du débat de l'Assemblée; je lui dis, à

dessein, que nous attachions du prix au triomphe du scrutin d'arrondissement qui répondait aux sentiments conservateurs du pays, et pourtant que, s'il ne sortait pas victorieux de l'urne, nous avions bon espoir encore de faire de bonnes élections avec le scrutin de liste. Peu après, on m'apporta la nouvelle que l'élection par arrondissement l'avait emporté avec une belle majorité. Je ne dissimulai pas la satisfaction que j'en ressentais et il m'en félicita avec des expressions et une physionomie qui m'ont paru très sincères. Nous étions pendant cette conversation dans un coin du grand salon au premier étage.

« L'endroit où nous sommes, lui dis-je, me rappelle un souvenir de ma vie que je ne puis oublier. C'est ici que, le 24 mai « au soir, après avoir appris la démission de M. Thiers et la « démarche que préparait le bureau de l'Assemblée pour m'offrir « la présidence, je m'empressai de venir le trouver. Je le pressai « de ne pas quitter le pouvoir et je lui dis : . . . .

« Je vous supplie de m'autoriser à dire à ces messieurs qui « m'attendent que vous consentez à prendre un ministère conser- « vateur. En ce cas, je vous affirme que tout le monde vous « priera de rester président. » Mes efforts furent infructueux. « Eh bien, continuai-je, me conseillez-vous d'accepter l'offre qui « m'est faite? — Oui, assurément, répondit M. Thiers. » Mais, « au même instant, il me vint dans l'esprit l'idée que M. Thiers « pourrait m'accuser d'ingratitude si je le remplaçais, moi qui « avais été nommé par lui commandant en chef de l'armée de « Versailles, et je m'en ouvris immédiatement à lui : « M'accuse- « riez-vous d'ingratitude si j'acceptais la présidence en votre « lieu et place? Je tiens à le savoir, car, dans ce cas, je ne con- « sentirai jamais à prendre ces fonctions. — Non, répondit net- « tement M. Thiers. Non, car je sais et je n'oublierai pas qu'il « m'a fallu vous faire presque violence pour vous faire accepter « ce commandement. »

« En effet, ajouta le Maréchal, je ne me souciais nullement d'accepter ce poste. Je revenais à peine de captivité, j'avais été battu et je ne pouvais me déterminer à reprendre un commandement sur des troupes qui n'auraient plus peut-être confiance en moi. J'hésitai pendant près de huit jours, et ce ne fut qu'au bout de ce temps que je cédai aux instances de M. Thiers. Il le

reconnaissait sans hésiter, et c'est alors seulement que je sortis de chez lui, prêt à accepter la lourde charge que l'Assemblée allait mettre sur mes épaules. »

« Je vis clairement, continua le Maréchal, que le prince Hohenlohe, qui avait été fort attentif à ce récit, en était touché, et, en partant, il me remercia presque avec effusion de la confiance que je lui avais manifestée. Moi aussi, j'ai été touché du sentiment qu'il a montré, et je tenais à vous le dire. »

BISMARCK ET LA RÉPUBLIQUE

Berlin, 3 décembre 1876.

. . . .

En commençant, je lui demandai des nouvelles de sa santé; je lui rappelai le motif qui l'avait fait revenir de la campagne, et il me répondit : « J'ai un vif regret d'avoir perdu trois semaines que je comptais rester encore à Varzin et qui eussent été si nécessaires à ma santé. C'est pour trouver ici le marquis de Salisbury et non pour le Parlement que je suis revenu à Berlin. Ici, on discute des lois de compétence civile, criminelle, de presse, de jury, etc., auxquelles je n'entends rien, dont je ne veux pas me mêler. Ce n'est pas mon affaire. Je sais que ces messieurs voudraient bien que j'emploie mon influence à servir leurs griefs contre les petits États de l'Allemagne, à les battre en brèche, mais je ne le ferai pas. Qu'ils s'arrangent et qu'ils fassent ces lois comme ils l'entendront. »

Quand je me levai pour prendre congé de lui, il me reconduisit et, avant d'ouvrir la porte, je lui dis quelques mots très courts, réservés, sur les difficultés du moment en France, sur la crise ministérielle déjà annoncée. Il sourit et signala en termes généraux les difficultés de faire marcher une république. « Avez-vous lu, ajouta-t-il, dans un journal de ce matin, qu'on a émis l'idée, en Amérique, de nommer empereur mon ami Grant, en présence de la difficulté de faire un président, et de savoir si c'est Tilden ou bien Hayes qui est élu?

— C'est une œuvre difficile, en effet, répondis-je, et, il y a soixante ans, M. de Maistre disait : « Il n'y aura jamais de république dans un grand État, par la raison qu'il n'y en a jamais « eu qui aient pu jusqu'ici s'établir et durer. »

— En effet, reprit le prince de Bismarck, les républiques que nous avons vues dans le monde existaient dans de petits États, et, si elles ont prospéré pendant un temps, comme à Venise et en Hollande, c'est qu'elles renfermaient une aristocratie, et c'est grâce à cet élément qu'elles ont fait de grandes choses. »

Et puis, faisant allusion à la France, il dit en riant encore : « La république ne peut marcher que tant qu'elle est gouvernée par des hommes qui ne sont pas républicains.

— Je le crains, dis-je, et j'ajoutai : Enfin, il faut que *nous* (monarchistes), nous soyons républicains pour rendre la république conservatrice et nous n'avons pas aujourd'hui d'autre voie à suivre. »

Il approuva de la tête et de la physionomie, et nous nous quittâmes.

M. JULES SIMON

Berlin, 17 décembre 1876.

. . . .

Le Flô m'a parlé également de la crise ministérielle en France. Il a paru satisfait, à un point qui m'a étonné, de l'issue de la crise. Il est lié effectivement depuis longtemps avec Jules Simon ; il a son talent en grande estime ; il le trouve énergique, courageux, et il le croit d'un républicanisme très malléable.

Il fait le plus grand éloge, dans ces circonstances, du Maréchal et plus encore du général Berthaut. Ce dernier n'a pas bronché un instant ; il a maintenu énergiquement son point de vue dans la question des enterrements civils et n'a accepté de faire partie du nouveau ministère de Jules Simon qu'à la condition de conserver sa manière de voir et de ne jamais laisser servir les soldats aux manifestations inséparables encore, chez

nous, des enterrements civils. J. Simon aurait convenu avec lui qu'on tâcherait de laisser tomber cette question, que, si elle était soulevée de nouveau, le ministère répondrait qu'elle était à l'étude, qu'on préparait un projet de loi, etc. On gagnerait ainsi quelques mois et on laisserait la chose s'oublier. Le Flô prétend que le Maréchal aurait tenté d'obtenir du général Berthaut un compromis quelconque, qu'il lui aurait envoyé à cet effet et Dufaure et Pasquier, mais que celui-ci est resté inébranlable.

Quant au Maréchal, en somme, il a eu une conduite très noble, très loyale et très ferme, ce qui, à mon sens, lui fera le plus grand honneur à l'intérieur comme à l'étranger. Cette conduite lui a déjà attiré les éloges de toute la presse, à l'exception, naturellement, de la presse radicale et, un peu, de la presse ultra-royaliste. Voyant l'impossibilité de garder M. Dufaure, il a fait venir J. Simon, qu'il ne connaissait pas, et lui a dit à peu près ceci :

« Vous êtes un des chefs les plus autorisés de la gauche, qui a incontestablement la majorité, dans la Chambre des députés au moins. Je m'en remets donc à vous de la tâche de composer un ministère. Mais je dois vous prévenir qu'il y a un point sur lequel je suis décidé à ne pas faire la moindre concession. Je tiens à poursuivre l'œuvre de la réorganisation militaire telle qu'elle a été commencée; je tiens à la mettre en dehors et au-dessus des fluctuations de la politique. J'en dis autant des affaires étrangères. En conséquence, je veux conserver comme ministres le général Berthaut et le duc Decazes. »

M. J. Simon a obtempéré sans difficultés à la volonté du Maréchal. Celui-ci a ajouté : « Je vous laisse la direction des affaires intérieures. Néanmoins, je tiens beaucoup à ce qu'il n'y ait pas d'hécatombes de fonctionnaires. » M. J. Simon a répondu encore au Maréchal qu'il était tout à fait d'accord avec lui. Et le ministère a été fait.

La droite elle-même ne lui ferait pas mauvais accueil. Elle préfère de beaucoup Simon à Marcère, et elle soutiendra toutes les mesures conservatrices. Un député de l'extrême droite, F. Boyer, l'a dit à Le Flô, à peu près dans les mêmes termes. Le programme de Simon a produit généralement un bon effet.

Un jour, il y a de cela trois ans, J. Simon revenait de la Chambre avec le général L. « Eh bien, lui dit-il, mon cher ami, vous nous bâclez donc une monarchie?

— Oui, répondit L., et tel que je vous connais, la monarchie vous ira très bien.

— Je ne lui ferai pas d'opposition, en effet, continua Simon, pourvu que ce soit une monarchie constitutionnelle et libérale. Je suis républicain et je préfère la république à la monarchie; mais j'accepterai la monarchie constitutionnelle et libérale de M. le comte de Chambord. Il n'y a que deux choses que je n'admettrai jamais, le bonapartisme et le radicalisme. »

Simon était ministre en même temps que Le Flô après le Quatre-Septembre. Dans les scènes terribles du siège, au 30 octobre, les ministres se virent à l'Hôtel de Ville dans la position la plus périlleuse. Le sang-froid de Simon ne l'abandonna jamais. Un moment, un communard s'approcha de lui et l'insulta. J. Simon, qui est très fort, le renversa d'un coup de poing. « Vous pouvez tuer, comme un assassin que vous êtes, lui dit Simon, mais je ne vous permettrai jamais de m'insulter. »

AUDIENCE DU TSAR A SAINT-PÉTERSBOURG

Saint-Pétersbourg,
mardi 29/17 janvier 1878.

L'Empereur avait bien voulu me faire dire par le prince Gortchakoff qu'il me recevrait aujourd'hui à une heure. J'étais à une heure moins dix dans un salon attenant au sien et, à une heure cinq environ, on m'a fait entrer dans une pièce au moment même où l'Empereur y entrait par une autre porte. Sa Majesté voulut bien me tendre la main, en me disant : « Je suis charmé de vous voir ici, ou plutôt de vous revoir »; et elle me fit asseoir. Je la remerciai de l'honneur qu'elle me faisait en m'ayant demandé et de l'occasion qu'elle voulait bien me donner de la féliciter des efforts souvent héroïques de son armée et de ses succès.

« Effectivement, a-t-il répondu, Dieu a béni mes armes. Pendant un certain temps, nous avons été malheureux et puis nous nous sommes relevés et, dans les derniers temps, nous avons marché de succès en succès. Mais je ne sais rien encore au sujet de la paix. La nouvelle de sa conclusion nous est arrivée, il y a trois jours, indirectement, par Berlin d'abord, sur un télégramme du prince de Reuss, par Londres ensuite; mais, à l'heure qu'il est, je n'ai encore aucun avis confirmant l'acceptation des conditions de la paix par la Turquie. Au reste, les communications télégraphiques entre le théâtre de la guerre et Pétersbourg sont interrompues. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les nouvelles m'arrivent par l'étranger. J'ai, d'ailleurs, écrit à mon frère pour savoir ce qui en était, et je n'ai pas encore sa réponse. »

Tout en exprimant à l'Empereur ma surprise de cette absence de nouvelles directes, je lui dis qu'il semblait impossible qu'on n'apprît pas très prochainement que les Turcs avaient accepté les conditions de Sa Majesté.

« Effectivement, répondit-il; je ne crois pas qu'ils puissent faire autrement. »

Puis l'Empereur me parla de l'Angleterre, de son mauvais vouloir à son égard, des taquineries et des susceptibilités dont elle faisait montre à chaque instant, sans le moindre motif.

« En voici une nouvelle et très récente preuve, ajouta-t-il. J'avais décidé que les négociations de paix se poursuivraient à Sébastopol. Les Anglais en ont conçu de l'ombrage et ont demandé pourquoi ce ne serait pas à Odessa. Eh bien! je n'avais choisi Sébastopol que pour une seule raison, c'est que le port d'Odessa est assez souvent bloqué par les glaces dans cette saison, tandis que celui de Sébastopol est toujours libre. Au reste, je leur ai enlevé ce prétexte, car j'ai décidé ultérieurement que les négociations auraient lieu au quartier général. (Je pense que l'Empereur a voulu parler des négociations séparées entre la Russie et la Turquie et non de la conférence.) Enfin, j'espère en une paix prochaine, en une paix honorable. »

Je répondis à l'Empereur que la paix serait accueillie dans toute l'Europe avec joie. L'Empereur me dit encore qu'il n'avait

pas encore de nouvelles de ce qui s'était passé la veille au Parlement anglais.

Sa Majesté me parla aussi de la France, en me disant qu'elle suivait toujours avec le plus grand intérêt tout ce qui concernait mon pays. Elle s'est exprimée, d'ailleurs, avec la plus grande réserve sur ce point, en se contentant de m'interroger. Je lui ai répondu avec franchise.

J'ai regretté, ai-je dit, les derniers incidents survenus en France; non pas que j'eusse de grandes alarmes sur l'avenir, car j'étais convaincu que le pays, qui est réellement et en grande majorité conservateur et qui a une forte vitalité, sortira de cette crise; mais, avant de l'avoir traversée, je redoute quelques mauvais jours. Le ministère est composé généralement d'hommes honnêtes, d'opinion modérée et même conservatrice; mais la question est de savoir s'il ne sera pas remplacé, un peu plus tôt ou un peu plus tard, après l'Exposition probablement, par une seconde couche représentée aujourd'hui par les sous-secrétaires d'État du ministère actuel.

« Et peut-être, reprit l'Empereur, par de plus avancés ensuite? — C'est à craindre, répondis-je, quoiqu'on puisse espérer le contraire... »

L'Empereur me répéta les vœux qu'il faisait pour la France. Il voulut bien me dire encore qu'il savait combien j'étais regretté à Berlin.

Sa Majesté me dit encore quelques mots de sa santé. « Je me suis très bien porté pendant toute la campagne, dit-il, sauf quelques jours de fièvre. Mais la chaleur a été parfois bien forte. Nous en sommes revenus très maigris. Je le suis beaucoup; mais cette chaleur avait fait beaucoup de bien à ma poitrine. L'asthme avait disparu et je n'avais plus d'enrouement dans la voix. J'aime la chaleur; c'est là ce qui me convient le mieux. Mais à peine revenu ici, je suis devenu souffrant. Je suis obligé de prendre de grandes précautions et ne puis encore sortir en traîneau. »

Effectivement, j'ai trouvé l'Empereur remarquablement maigri, le visage très fatigué et vieilli, nerveux, et sa respiration m'a paru très courte.

En nous entretenant de la guerre et des ombrages des Anglais,

l'Empereur m'a dit que l'Angleterre s'était montrée inquiète d'une marche de ses troupes sur Gallipoli, mais qu'il l'avait tout à fait rassurée sur ce point, affirmant qu'il n'avait ni l'intention de l'occuper, ni celle d'y aller, à moins que les Turcs ne l'y attirent. Au reste, il a demandé un engagement semblable à l'Angleterre, qui le lui a donné. Elle avait fait connaître l'intention éventuelle de descendre à Gallipoli; mais, chose singulière, la Porte a répondu d'abord à l'Angleterre qu'elle lui demandait de l'en prévenir, lui, l'empereur de Russie. Lorsque l'Angleterre a manifesté l'intention d'envoyer sa flotte dans les Dardanelles, la Porte lui a fait dire qu'elle s'y opposerait au besoin par la force. Heureusement, a ajouté l'Empereur, lorsqu'après avoir eu la communication de Schouwaloff, elle a fait courir après l'ordre qu'elle avait envoyé à sa flotte de s'approcher des Dardanelles, le contre-ordre est arrivé avant que la flotte se fût ébranlée.

Après vingt minutes d'entretien, l'Empereur me congédia.

UN DINER A LA COUR DE RUSSIE

Saint-Pétersbourg,
mercredi 27/15 février 1878.

Hier, j'ai eu l'honneur de dîner chez l'empereur et l'impératrice de Russie, à six heures. Introduit dans le salon de l'Impératrice par un *coureur,* j'y ai trouvé M. de Grote, le grand maréchal, et peu à peu sont arrivés tous les convives. Le grand-duc Wladimir est arrivé le premier des membres de la famille impériale, et il est allé droit à moi, qui causais à ce moment avec la princesse Woronzoff. Il m'a rappelé aimablement Berlin, où il m'avait vu. Le grand-duc Alexis s'est fait peu après conduire à moi, pour que je lui fusse présenté. Il en a été de même des jeunes grands-ducs Serge et Paul. Tous quatre sont charmants.

L'Impératrice est entrée ensuite, et l'Empereur un instant après. Tous deux ont eu la bonté de commencer leur cercle par moi et m'ont accueilli de la façon la plus gracieuse. L'Empereur

portait une pelisse bleue de housard, sans la moindre décoration. L'Impératrice avait une robe de soie montante, bleu clair.

L'Empereur, en me tendant la main, m'a dit : « Je suis charmé de vous voir encore une fois et de vous avoir chez moi » ; puis il m'a demandé des nouvelles du général Le Flô, pour lequel il m'a déclaré éprouver une vive affection, très justifiée d'ailleurs par l'intérêt qu'il portait à la Russie. Il a ajouté que tous les ambassadeurs n'étaient pas de même, deux en particulier, a-t-il dit, si toutefois j'ai bien compris ; et je pense que l'un d'eux était Lord Loftus et l'autre M. Layard.

Nous avons échangé quelques phrases sur les affaires d'Orient, sur la conduite de l'Angleterre, que j'ai blâmée comme lui, depuis l'origine de la question. Il semble mettre sur son compte le retard de la conclusion de la paix, l'affaiblissement des bonnes dispositions des Turcs, m'a parlé d'un certain délai qu'il n'approuverait pas, ne voulant pas que la conférence commence avant que la paix soit signée entre lui et la Turquie. « Mon frère, a-t-il dit encore, m'a écrit avoir été comblé de marques de courtoisie du Sultan, et lorsque les avant-postes se sont montrés aux environs de Constantinople, ils ont été *accueillis à merveille par la population.* »

Dans le cours de ce petit entretien, je lui ai dit — car, moi aussi, je l'ai reconnu à la lecture du *Blue Book* — qu'il était impossible de nier que Sa Majesté n'eût fait connaître très tôt et très loyalement à l'Angleterre les conditions de la paix qu'elle comptait proposer aux Turcs, avant d'avoir traversé les Balkans. L'Empereur me répondit qu'il l'avait fait spontanément, qu'elles étaient modérées et qu'*assurément il dépendait de lui de les rendre bien plus dures.* Il a ajouté que c'était une curieuse chose que de voir les défenseurs du traité de 1856, les Anglais, l'avoir violé formellement eux-mêmes en entrant dans les Dardanelles au mépris de ce traité.

Je ne partage pas le sentiment de l'Empereur, en particulier à l'égard de la modération de ses demandes, et, d'autre part, je ne puis me réjouir de l'approche des Russes de Constantinople, approche que je ne considère pas comme suffisamment motivée par les mouvements maladroits de la flotte anglaise. Mais je ne suis pas ambassadeur, et, n'ayant aucun caractère diplomatique

auquel je doive mon invitation à dîner chez Sa Majesté, j'ai cru plus convenable de ne pas lui répondre sur ces deux points.

L'Empereur me quitta, d'ailleurs, sur ces paroles, et alla causer avec l'adjoint du prince Gortchakoff, M. de Giers; puis on s'avança vers la table où était servi, dans le salon même où nous nous trouvions, le repas préparatoire qu'on nomme *zakowski* chez les Russes. L'Empereur me demanda si j'étais fait à cet usage. Ma réponse fut négative, au moins en ce qui concernait le solide, et l'Empereur voulut bien alors me proposer et me verser lui-même un verre de kummel.

Le grand maréchal m'ayant dit que j'étais désigné pour donner le bras à S. M. l'Impératrice, j'eus l'honneur de la conduire à la salle à manger et de m'asseoir à sa droite. Contrairement aux usages de la cour d'Allemagne, l'impératrice de Russie précéda l'Empereur, qui donnait le bras à la grande-duchesse Wladimir, sa belle-fille. L'Impératrice a l'expression douce et bonne, ce qui ne l'empêche pas d'avoir grand air. Sa simplicité attire et met à l'aise; sa conversation est variée, aimable. Pendant tout le temps du dîner, elle a causé tantôt avec moi, tantôt avec le baron Budberg, assis à sa gauche.

Elle m'a parlé gracieusement de son séjour à Paris, que sa santé, malheureusement, ne lui a permis que de parcourir en voiture et qu'elle a fort admiré, tout en déplorant les ruines qu'avait faites la Commune. Elle s'est exprimée avec un sentiment d'admiration sur nos sœurs de charité et sur cet ordre religieux si dévoué, dont l'organisation et la règle ont d'ailleurs l'avantage sur celles de Russie de remonter à un temps bien plus éloigné. Elle m'a parlé aussi de la guerre, de ses craintes pour l'avenir, du mauvais vouloir de l'Angleterre et des armements inquiétants de l'Autriche. Enfin, elle m'a interrogé sur les sentiments pacifiques du prince de Bismarck, comme une personne qui en éprouverait quelque doute et voudrait être rassurée, ce qui m'a frappé.

Je lui ai répondu que je croyais à son désir de maintenir la paix. Il n'en a pas été de même, il y a trois ans, et c'est grâce à l'empereur Alexandre que la guerre contre la France fut conjurée; mais, depuis lors, je suis porté à le croire pacifique.

Après le dîner, qui avait eu lieu dans une petite salle à man-

ger fort bien décorée, sans dorure, — nous étions vingt et un — on a causé debout pendant quelque temps. Mme la grande-duchesse Wladimir, fille du grand-duc de Mecklembourg, a bien voulu venir à moi et me rappeler les circonstances dans lesquelles nous nous sommes rencontrés plusieurs fois à Berlin. L'Empereur et l'Impératrice, s'étant assis près d'une table et d'un canapé, ont eu la bonté de m'appeler près d'eux et de me faire asseoir sur le canapé voisin de leurs deux fauteuils. La comtesse Adlerberg, Mme Karanoff, la princesse Woronzoff, M. de Budberg et M. de Grote complétaient ce petit cercle. Je n'ai su que plus tard que le canapé sur lequel j'étais seul assis et une partie des fauteuils avaient un prix bien particulier, à mes yeux surtout, car ils composaient le mobilier de la reine Marie-Antoinette à Versailles.

La conversation générale a roulé sur les blessés de la guerre, et, à huit heures environ, l'Empereur s'est levé et a donné le signal de la retraite. Il m'a dit que, puisque je restais encore à Pétersbourg, il espérait bien me revoir, et j'ai pris congé de lui ainsi que du reste de la famille impériale qui est rentrée dans un autre salon de l'Impératrice.

Je ne puis que me louer de la bonne grâce suivie que m'ont témoignée l'Empereur, l'Impératrice et tous leurs enfants. J'en ai été extrêmement touché. Le soir, chez la princesse Obolenski, M. de Budberg m'a dit : « Vous auriez été ambassadeur en pied que l'on n'aurait pas eu plus d'attentions qu'on n'en a eu pour vous. Si Bismarck avait pu voir la physionomie de ce dîner, ajouta-t-il en riant, il en aurait été bien vexé. » L'Empereur était de fort bonne humeur, l'Impératrice très aimable, la société gaie et aisée. Seule, la grande-duchesse Wladimir m'a semblé sérieuse. Somme toute, j'ai été fort satisfait de ma soirée.

C'est dans les appartements de l'Impératrice que l'on se tenait, ceux-là mêmes où elle m'avait reçu quand je lui ai été présenté. On ne peut rien voir de plus beau, de plus charmant, de mieux arrangé, avec plus de mélange de luxe et d'élégance. Outre le beau mobilier de Marie-Antoinette, le cabinet de l'Impératrice est orné des plus beaux tableaux de l'Ermitage qu'elle change à peu près chaque hiver. J'y ai remarqué particulièrement un grand et admirable Murillo représentant saint François ou saint Antoine de Padoue, à genoux et presque en

extase devant l'Enfant Jésus, qui lui apparaît; puis un beau Ruysdael et, sur un chevalet, un délicieux petit tableau de Raphaël, à sa première manière, qui représente la Sainte Vierge tenant l'Enfant Jésus sur ses genoux. Il vient de Sienne et il a été payé, m'a dit M. de Giers, la *minime* somme de 350,000 francs. Le cadre, en bois sculpté et doré, est presque aussi ancien que la toile; il est charmant. Je trouve que c'est la marque d'un goût élevé chez l'Impératrice que de s'entourer dans ses appartements, dont elle ne sort jamais pendant l'hiver, des chefs-d'œuvre d'art, peinture, sculpture et autres objets de différente nature, et de les changer de temps en temps. En passant dans son salon, on m'a fait remarquer une collection merveilleuse d'anciennes tabatières, aussi remarquables par la matière que par leur forme et les miniatures ou les pierres précieuses dont elles sont couvertes.

A huit heures dix, nous sortîmes du palais. Un quart d'heure après, j'étais au quai de la Cour où j'ai terminé ma soirée.

Je ne veux pas omettre la connaissance que j'ai faite avant dîner du capitaine Baranoff, bien connu en Russie, en Europe même, pour les exploits qu'il a accomplis contre la marine turque. Il est impossible d'en parler avec plus de sobriété et de modestie. C'est une personnalité qui m'a tout à fait séduit. Il connaît les amiraux Jurien de la Gravière, La Roncière, à Paris, et m'a dit, presque avec confusion, avoir reçu, après la prise d'un vaisseau turc, un télégramme de félicitations de l'un de ces messieurs, l'amiral Jurien, je crois.

J'ai été présenté à la princesse M. Woronzoff qui a dû être fort belle, qui a une certaine notoriété à Pétersbourg et m'a paru d'une exaltation outrée au sujet de la guerre, des Anglais, des Autrichiens, etc.

UNE ALGARADE DU TSAR

Saint-Pétersbourg,
mardi 28 février/12 mars 1878.

Il y a eu dimanche dernier au Palais ce qu'on appelle ici une grande sortie, c'est-à-dire que l'Empereur et l'Impératrice, en

allant à la messe et en en revenant, traversent les rangs des personnes de la cour convoquées spécialement à cet effet. Le corps diplomatique, pour la première fois depuis le retour de l'Empereur de Bulgarie, c'est-à-dire depuis trois mois environ, était admis à l'honneur de présenter ses hommages à l'Empereur. Ce jour-là était l'anniversaire de la naissance du grand-duc héritier. On était fort curieux de savoir quel accueil l'Empereur ferait à l'ambassadeur d'Angleterre, Lord Loftus, contre lequel Sa Majesté nourrit d'assez fortes préventions, depuis que l'Angleterre a pris une attitude d'hostilité, de défiance au moins, à l'égard de la Russie.

Lord Loftus, vice-doyen du corps diplomatique, pria l'Empereur d'agréer les excuses du général Le Flô, ambassadeur de France et doyen du corps diplomatique, retenu chez lui par suite de la mort de son fils. L'Empereur a conversé pendant quelques minutes avec lui et l'entretien a eu toutes les apparences d'une courtoisie cordiale.

Il n'en a pas été de même à l'égard du représentant de la Roumanie, le prince Ghika. Personne n'a distinctement entendu la totalité des paroles dites par le souverain; il paraît cependant, d'après ce que m'a rapporté le jour même l'ambassadeur d'Italie, M. Nigra, que l'Empereur aurait reproché durement à l'agent roumain l'attitude de son pays par rapport à la question de la cession de la Bessarabie. « C'est le sang de la Russie », a-t-on entendu l'Empereur s'écrier; il lui aurait ajouté qu'il conseillait à la Roumanie de ne pas s'éloigner d'elle. Pendant qu'il parlait, l'Empereur, me disait un des grands officiers de la couronne (G.), avait *son air méchant*, ses yeux ronds et fixes, et il gesticulait fortement. Après avoir fini, il a tourné brusquement les talons et il est parti.

Ce petit incident a fait, comme on peut le croire, l'objet de toutes les conversations. Les Russes sont très réservés dans leurs appréciations sur les souverains. J'en ai entendu un, un seul, (B.), dire : C'était peu convenable. D'autres auront certainement blâmé cette sortie de leur souverain, en plein cercle, à l'égard de l'agent étranger; mais ils se sont tus. Sur beaucoup de points de la politique étrangère et de la situation intérieure, il y a une assez grande liberté de langage dans la société russe.

On ne se gêne pas même beaucoup sur le compte des grands-ducs, et en particulier sur le compte du grand-duc Nicolas, universellement blâmé pour la conduite de la campagne; mais, en ce qui concerne l'Empereur, il en est autrement. Les plus hardis, les plus indépendants se taisent et vous disent franchement, en montrant la forteresse : « Si l'Empereur fait un signe, nous pouvons être emmenés, gardés là ou jetés en Sibérie, sans jugement, sans appel. »

Et cela est vrai. L'Empereur est au-dessus des lois; c'est le premier article du code russe et personne ne l'oublie, tout en convenant que la modération bien connue de l'Empereur actuel rend improbable l'exercice de son pouvoir absolu jusqu'à ses dernières limites. C'est improbable, mais c'est possible. Il y a, sous ce rapport, au dix-neuvième siècle, en Russie, à l'égard du souverain, un sentiment, je devrais presque dire un instinct, analogue à celui qui divinisait la royauté en France de Louis XIV jusqu'au milieu du règne de Louis XV à peu près.

. . . .

INDEX ALPHABÉTIQUE [1]

(1) Les noms de M. de Gontaut, du duc Decazes et du prince de Bismarck, revenant souvent dans tout le cours du volume, ne figurent pas dans cet index.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE II

LA CRISE DE 1875

CHAPITRE III

LA CRISE DE 1875 (*suite*). — L'INTERVENTION DE L'EUROPE

CHAPITRE IV

LA CRISE DE 1875 (*suite*). — LES ENNUIS DU CHANCELIER

CHAPITRE V

REFROIDISSEMENT DES RAPPORTS FRANCO-RUSSES

CHAPITRE VI

L'ALLEMAGNE ET LES PARTIS EN FRANCE

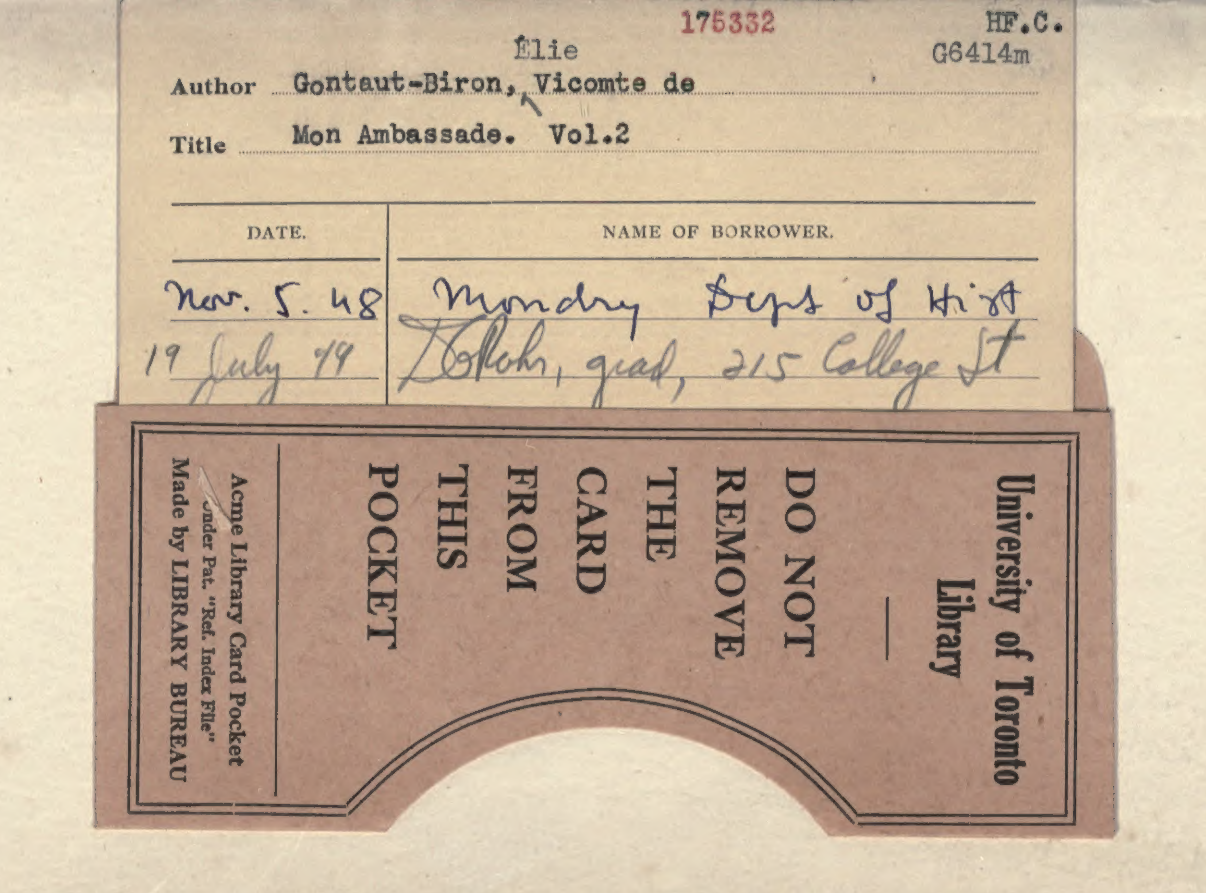
CHAPITRE VII

LA COUR DE BERLIN

CHAPITRE VIII

LE RAPPEL DE M. DE GONTAUT

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 9596.


175332
HF.C.
G6414m
Élie
Author Gontaut-Biron, Vicomte de
Title Mon Ambassade. Vol.2
DATE.
NAME OF BORROWER.
University of Toronto
Library
DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU